

NAHUM GOLDMANN

**LE
PARADOXE JUIF**

CONVERSATIONS EN FRANÇAIS AVEC LÉON ABRAMOWICZ

**PARIS
STOCK
1976**

**INTERNET
AAARGH
2006**

Du même auteur

Autobiographie. Une vie au service d'une cause, Fayard, 1971.
Où va Israël?, Calmann-Lévy, 1975.

Nous avons conservé, dans cette édition, l'erreur typographique qui consiste à écrire le mot "juif" avec une majuscule. C'est une pratique qui n'a aucune espèce de justification. Nous entendons garder sa saveur judéocentrique à cette apologie du judaïsme et de l'auteur par lui-même. En revanche, nous avons corrigé quelques fâcheuses erreurs de noms, dues sans doute à l'inculture du transcritteur. Par exemple, p. 225, le père Leibel enseigne à l'Université Grégorienne et non pas dans une inexistante Georgiana !

Les commentaires regroupés à la fin du livre sont de la plume d'un collaborateur de l'aaargh qui doit, par force, rester anonyme, comme tous les autres.

aaargh

AAARGH

<http://vho.org/aaargh>

<http://aaargh.com.mx>

<http://litek.ws/aaargh>

LES PÉRIODIQUES DE L'AAARGH

<http://geocities.com/ilrestodelsiclo>

Conseils de révision

Gaette du Golfe et des banlieues

The Revisionist Clarion

Il resto del siclo

El Paso del Ebro

Das kausale Nexusblatt

O revisionismo em lingua portugês

Arménichantage

(trimestriels)

ABONNEMENTS GRATUITS (E-MAIL)

revclar@yahoo.com.au

MAIL:

aaarghinternational @ hotmail.com

POUR ÊTRE TENU AU COURANT DES PÉRÉGRINATIONS DE L'AAARGH

elrevisionista@yahoo.com.ar

L'AAARGH, POUR NE PAS MOURIR IDIOTS.

[7]

Comment aborder Nahum Goldmann?

Une des meilleures définitions de sa ligne d'action se trouve dans sa comparaison entre le politicien et l'homme d'État. Le politicien, dit-il, se soucie seulement de satisfaire ses partisans ou électeurs; l'homme d'État prend d'abord en considération les aspirations de ses adversaires pour trouver avec eux un compromis acceptable.

Cette conception d'homme d'État est chez Nahum Goldmann le fruit d'une riche expérience. Pendant les trois quarts de sa vie, il a rempli la mission difficile d'être le représentant d'un peuple dont l'existence même en tant que peuple était niée, d'être admis comme l'ambassadeur d'un pays restant à créer.

Nahum Goldmann prononce son premier discours public à l'âge de treize ans et devient aussitôt actif dans la communauté juive allemande. Élève dans un lycée très moderne de Francfort, il fait de la propagande sioniste et prononce des discours dans les milieux les plus divers — au point d'en rater presque son baccalauréat, auquel il se présente en retard à cause d'un de ses discours.

A partir de ce moment, il est au cœur de toutes les actions majeures entreprises par les Juifs sur le plan international à la Société des Nations de 1933 à 1939, et, bien plus tard, à l'O.N.U.

En 1936, il jette, avec Stephen Wise, les bases du Congrès juif mondial qu'il préside depuis. En créant le

[8] Congrès juif mondial en 1938, Nahum Goldmann fit accréditer l'idée de l'existence d'un peuple juif unique, idée que Juifs et non-Juifs avaient abandonnée. Il força ainsi les grandes organisations juives et leurs leaders à s'intégrer dans une structure unique, placée au-dessus des luttes d'influences des différentes tendances.

Pendant la dernière guerre mondiale, Nahum Goldmann émergea comme un des grands dirigeants du tumultueux judaïsme américain ; il réunit les sionistes et ceux qui voulaient rester à l'écart du Mouvement national juif.

De 1956 à 1968, il cumula la fonction de président du Congrès juif mondial avec celle de président de l'Organisation sioniste mondiale.

Contemporain de Ben Gourion, Weizmann et Sharett, il fut, avec eux, un artisan de la création d'Israël, sans pour autant épouser les querelles des partis sionistes. Pour préserver sa liberté d'action et rester au-dessus des positions partisans, Nahum Goldmann préféra refuser les hauts postes ministériels ou diplomatiques qui lui étaient offerts.

Représentant du peuple juif tout entier, Nahum Goldmann fut parfois appelé *Rèche Galouta*, « Tête de l'exil » (traduit par le mot grec « Exarque »). Ce nom fut réservé aux chefs de la communauté juive qui, lors de l'exil de Babylonie, au VI^e siècle avant l'ère chrétienne, posèrent les bases qui permirent la survie du peuple juif dans une dispersion plusieurs fois millénaire.

Nahum Goldmann représente l'image même du Juif cosmopolite dans le meilleur sens du terme. Étrange et séduisant produit des grandes cultures, Nahum Goldmann semble avoir acquis très tôt une vision dépassant les horizons de ses pairs, pour atteindre un niveau dont il est difficile de dire s'il est planétaire ou prophétique.

Les circonstances (je dirais la vocation) ont poussé Nahum Goldmann à oeuvrer pour un seul peuple, alors que son esprit l'aurait destiné à innover dans le droit des gens, comme il l'a démontré en animant le Comité pour les droits des minorités à la Société des Nations.

Philosophe et historien, Nahum Goldmann utilise une [9] connaissance encyclopédique servie par une mémoire infaillible. Ce combattant inlassable de la cause juive a exercé sa vivacité, sa séduction, son humour sur les plus grands hommes d'État. De Roosevelt à Adenauer, de Mussolini à Litvinov, de Ben Gourion à Kissinger, il a côtoyé et parfois influencé des dizaines de dirigeants qui ont modulé l'histoire de notre temps.

Toutefois ce qui frappe de prime abord l'interviewer dans la personnalité de Nahum

Goldmann, c'est le talent inouï de conteur, friand et prodigue d'anecdotes, qu'il a su utiliser tout au long de son existence.

Amateur et collectionneur d'art, il a pour la musique, la poésie, la littérature, le théâtre, une sensibilité gourmande, sachant jouir d'un bon texte, d'une interprétation heureuse.

Mais Nahum Goldmann, c'est aussi une auto-ironie très présente, l'affirmation de la connaissance de ses limites, une franchise et une verve qui lui font souvent dire ce qu'il déteste avant même de dire ce qu'il aime.

Cependant, conscient de ne pas détenir la vérité absolue, il manifeste à l'égard des hommes et des idées de l'intérêt et une respectueuse tolérance. S'il se pose la question théologique, c'est pour se retrouver devant la quête d'absolu, qu'il sait impossible à atteindre par un être humain.

Nahum Goldmann, qui charme ses interlocuteurs, a en même temps les grands défauts des caractères séduisants : égocentrisme, tendance autoritaire, impatience. Ses talents d'homme d'État, de négociateur obstiné, ne le délivrent pas des contradictions, des tentatives de temporisation, de la critique acerbe.

Nahum Goldmann pratique un pragmatisme poussé parfois jusqu'à ses limites ; cela appelle la prudence, la dissimulation, la ruse. L'homme d'État s'est laissé surprendre à manoeuvrer dans un congrès, pour évincer par un vote de la droite un président du centre gauche, et se faisant élire ensuite lui-même contre la droite par le vote de la gauche.

Sa pensée, à la fois synthétique et analytique, s'appuie sur un esprit associatif et digressif.

[10]

Mélange d'une tradition plusieurs fois millénaire et d'un progressisme qui force la sympathie, Nahum Goldmann est, parmi les hommes d'État, celui qui semble insister avec le plus de sincérité sur la nécessité des changements. Façonné par les grands drames de l'histoire contemporaine et par la tragédie des Juifs de sa génération, Nahum Goldmann est néanmoins un homme résolument tourné vers l'avenir.

Il ne s'embarrasse pas pour autant de modes intellectuelles et n'hésite pas à se placer quelquefois à contre-courant des idées régnantes. En toute circonstance, il maîtrise très vite les problèmes et est, de ce fait, un « debater » exceptionnel.

Nahum Goldmann semble illustrer le conte hassidique : « Un Maître réputé passait les jours et les nuits dans sa chambre d'étude où il ne dormait que deux à trois heures par nuit. À un disciple étonné que si peu de sommeil lui suffise, le Maître répondit : « Quand nous étudions ensemble, souvent je lis plus vite que vous et découvre avant vous le sens des textes. C'est pareil pour le sommeil : je dors aussi plus vite que les autres. »

Sous une apparence sereine, Nahum Goldmann cache un scepticisme réel à l'égard de lui-même, des hommes et des événements. Cet esprit sceptique est générateur de modération ; c'est pourquoi il considère que tout objectif doit être poursuivi sans parti pris exagéré.

Dans une très lucide « *auto-analyse* », il dit : « Un but à atteindre est comme une femme : pour l'obtenir, il ne faut pas trop courir après. » Cet état d'esprit lui évite tout dogmatisme.

Dans son effort pour adapter le judaïsme aux transformations du monde, qui touchent les communautés juives dans tous les pays et sous tous les régimes, il préfère raison garder, plutôt que d'avoir raison à tout prix.

L'assimilation lui est apparue très tôt comme un danger réel pour la survie du judaïsme. Dès 1936, en pleine lutte contre les discriminations nazies, il met les Juifs en demeure de s'adapter pour ne pas se dissoudre dans un

[11] monde libéral, où les barrières qui séparaient les Juifs des non-Juifs n'existeront plus.

La contribution de Nahum Goldmann à la survie du judaïsme, en plus de l'action politique, se manifeste surtout dans le domaine de la culture et de la connaissance juives. En 1928, il met en oeuvre l'édition de la grandiose *Encyclopaedia Judaica*, dont dix volumes paraîtront avant l'avènement de Hitler en 1933.

Ayant formulé, dès l'âge de seize ans, le vœu de la création d'un État juif, Nahum Goldmann n'a eu de cesse avant d'atteindre ce but. Mais sa conception de l'État juif reste souvent à l'opposé de la réalité.

En donnant la priorité au devenir spirituel, seul susceptible, d'après lui, d'assurer la pérennité du judaïsme, et une place d'exception à un État juif parmi les nations, il est en opposition avec les gouvernants d'Israël, qui, obnubilés par l'état de guerre, ont exacerbé la puissance militaire.

D'autre part, en préconisant la neutralité d'Israël, il ouvre la porte à une meilleure entente

entre l'État juif et les pays qui trouvent pesante la dépendance des « super-grands ».

Nahum Goldmann considère que dans le conflit israélo-arabe, comme dans tout conflit d'êtres ou de peuples « normaux » (ce qui exclut le nazisme), aucun des antagonistes n'a entièrement raison ou entièrement tort. La prise en considération des positions de l'adversaire lui apparaît comme la clé de toute négociation.

Il éprouve comme une frustration majeure de son existence de n'avoir pu mener à bien une négociation de paix avec les Arabes. Ainsi, les contacts avec Tito, Nehru, Hassan II, et la rencontre inaboutie avec Nasser, constituent dans sa vie autant de démarches pathétiques, restées sans conclusion.

[12]

Nahum Goldmann, qui a choisi comme motto l'inscription delphique : « De la mesure en toute chose », semble traverser comme par miracle la démesure de l'histoire qu'il vit et qu'il contribue à former.

Il y a un décalage constant entre son pouvoir réel et les résultats qu'il obtient — il n'a derrière lui ni peuple uni, ni État, ni gouvernement ou force armée. Sa fragilité même semble lui servir de bouclier.

Malgré tout, l'optimisme bat en brèche le réalisme, faisant reparaître la notion juive traditionnelle : « La pérennité d'Israël ne se démentira pas. » Il n'est donc pas étonnant que Nahum Goldmann accorde une place de choix à l'irrationnel dans la marche de l'histoire.

Ennemi de la démagogie (les réunions des comités lui paraissent fastidieuses), il n'aime pas la foule ; son contact lui est pénible. Intellectuel, il déteste les grands meetings où l'on s'exprime bien plus par slogans que par une argumentation faisant appel au raisonnement. Son manque de respect pour les masses vient aussi du côté versatile de celles-ci.

Homme d'État, il déteste l'idée de l'État souverain, l'État dont il espère l'affaiblissement et souhaite la disparition progressive. Cet homme, dont la devise est aussi « La sérénité par l'action », n'en a pas moins poursuivi pendant trente ans une bataille idéologique contre Ben Gourion.

Homme aux huit passeports, citoyen loyal de ses patries successives, Nahum Goldmann vit en conformité avec le concept du judaïsme talmudique : « La loi de l'État (où l'on réside) est la loi. »

Personnage plein d'humour, d'une étonnante jeunesse physique et intellectuelle, Nahum Goldmann prend parfois le visage du petit garçon malicieux qu'il était... il y a si longtemps. Et parfois, pour illustrer une idée, il chante un vieil air juif.

Nahum Goldmann aura-t-il un successeur dans la situation nouvelle où les intérêts du judaïsme mondial et

[13] ceux de l'État d'Israël sont nettement distincts et nécessitent des représentations séparées?

Pour le savoir, il faudrait procéder d'abord à une redéfinition du rôle du Congrès juif mondial dans la nouvelle constellation planétaire, dans la politique mondiale et dans la nouvelle condition des Juifs dans le monde.

D'autre part, la prise en main des affaires de l'État d'Israël par une nouvelle génération de leaders et de diplomates nés dans ce pays laisse-t-elle encore une place à l'action d'hommes d'exception dont les relations personnelles peuvent parfois remplacer et surpasser l'influence d'un État et d'un gouvernement?

Quelle que soit la réponse à cette question, les idées de Nahum Goldmann, toutes orientées vers l'avenir de l'humanité et du peuple juif, serviront encore longtemps de modèle à ceux qui seront appelés à façonner le futur.

Dans ce livre, nous avons préféré adopter un ordre non chronologique et situer les événements dans chacun des grands aspects de l'activité de Nahum Goldmann.

Certains faits ont déjà été décrits dans l'*Autobiographie* de Nahum Goldmann (parue d'abord en allemand sous le titre : « Homme d'État sans État »), d'autres sont inédits : soit qu'ils soient postérieurs à celle-ci, soit que les temps soient plus mûrs pour les dévoiler. Les prises de position de Nahum Goldmann sur le judaïsme et ses perspectives d'avenir, sur les voies du sionisme et de l'État d'Israël, sur les grands débats idéologiques et politiques qui partagent l'humanité, sont représentatives d'une pensée indépendante, inventive, et non conformiste. Elles sont tournées vers un monde où le devenir juif et le devenir de l'humanité s'entrecroisent pour le plus grand bénéfice de tous.

Léon Abramowicz.

[15]

A ma femme Alice

Mon ami, feu le Premier ministre d'Israël Levi Eshkol, homme plein d'humour, avait coutume de prier ses visiteurs, lorsqu'il était pressé, de commencer par la fin : « Si nous avons le temps, ajoutait-il, nous reviendrons au début. »

Cette méthode me semble excellente, tant pour un discours que pour un livre, car, ainsi, l'auditeur ou le lecteur sait d'emblée de quoi il s'agit. Mon titre *Le Paradoxe juif* se réfère aussi bien collectivement au peuple juif, auquel j'ai voué tant d'années de ma vie, qu'à moi-même, un des Juifs de cette génération.

Pour commencer par la collectivité, je dirais qu'à mon avis le peuple juif est le plus paradoxal du monde. Il n'est ni meilleur ni pire que d'autres, mais unique et différent, par sa structure, son histoire, son destin et son caractère, de tous les autres peuples, et paradoxal dans ses contradictions.

Aucun autre peuple au monde n'est aussi attaché à son pays d'origine — la Palestine — que les Juifs, par le sentiment, la religion, et par des liens tout à fait mystiques. Mais, d'autre part, alors qu'aujourd'hui presque chaque Juif peut retourner en Israël, la vaste majorité du peuple ne pense pas à le faire (moins de 20 % des Juifs du monde sont rassemblés en Israël). Même au cours de son histoire deux fois millénaire, la plus grande partie du peuple juif a vécu en dehors de la Palestine. En vérité, l'histoire

[16] juive commence par la diaspora, en Egypte, d'où Moïse fit sortir les Juifs pour les guider vers la Terre promise; une période « étatiste » s'ensuivit, à laquelle mirent fin la destruction du premier Temple et l'exil babylonien; après le retour des captifs sous Cyrus et une profonde réorganisation, le deuxième Temple et le royaume de Judée furent anéantis par les Romains; une nouvelle diaspora commença alors, qui dure depuis deux mille ans et ne semble pas devoir cesser dans un avenir prévisible pour la plupart des Juifs, malgré la création de l'État d'Israël en 1948.

Autre contradiction : les Juifs sont le peuple le plus séparatiste du monde. Leur foi en la notion de peuple élu est la base de toute leur religion. Au long des siècles, les Juifs ont intensifié leur séparation du monde non-juif; ils ont rejeté, et rejettent encore, les mariages mixtes ; ils ont élevé un mur après l'autre pour protéger leur existence « à part », et ont eux-mêmes construit leur ghetto : leur *chtetel* (la petite ville) dans l'Europe de l'Est, le *mellah* au Maroc. En revanche, ils constituent le peuple le plus universaliste du monde, sur le plan de la religion : l'idée grandiose, presque inconcevable, d'un seul Dieu pour l'humanité tout entière, est la création géniale du judaïsme. Aucun autre peuple n'avait eu le courage et la hardiesse d'esprit de concevoir cette notion révolutionnaire. Les penseurs d'aucune autre religion n'ont proclamé avec une telle passion l'égalité de toutes les races et de toutes les couches sociales, du maître et de l'esclave, du riche et du pauvre, devant Dieu.

Enfin, si le peuple juif a toujours cru à sa supériorité (exprimée dans la forme classique du « peuple élu »), je ne connais aucune communauté aussi féroce autocritique : qu'on se souvienne des malédictions prononcées par Moïse à l'encontre du peuple après l'incident du veau d'or (1), et des prises de position de certains dirigeants récents ou actuels, tels Weininger et Tucholsky ; on ne trouverait pas ailleurs que chez nous de ces véritables « antisémites juifs » — pour employer une définition paradoxale.

[17]

Je citerai une dernière preuve du caractère unique du peuple juif, en prenant pour exemple les grands hommes d'État juifs agissant, après l'émancipation, au sein d'autres peuples. Même s'ils ne veulent pas l'admettre, il subsiste toujours en eux une question de double allégeance (1). J'ai eu le privilège de connaître personnellement plusieurs hommes d'État juifs, comme Léon Blum, Henry Kissinger, Pierre Mendès France, Bruno Kreisky et d'autres, et, bien qu'ils soient de parfaits patriotes dans leurs pays respectifs, je suis sûr que leur appartenance juive les fait s'interroger, ne fût-ce qu'inconsciemment. Disraëli lui-même, juif d'origine, baptisé tout enfant, qui fut le véritable créateur de l'Empire britannique du XIX^e siècle, admettait avec quelque grandeur que le problème juif existait pour lui, et il le manifesta dans ses romans et dans ses actes.

Voilà donc mon explication du titre *Le Paradoxe juif* pour ce qui concerne la collectivité.

J'en viens maintenant à moi-même. Lors de mon quatre-vingtième anniversaire, mes amis du Congrès juif mondial m'ont offert un dîner à Genève et ont prononcé une série de discours. Dans ma réponse, je leur ai dit que je considérais comme la plus grande réussite de ma vie le fait d'être un homme plutôt heureux, malgré des circonstances qui auraient dû m'amener à devenir fou ou à ressembler à quelque personnage dostoïevskien. Je m'explique : j'ai dévoué pratiquement toute ma vie à la politique juive, tout en ayant une attitude ambivalente à l'égard des deux termes de cette formule : « politique » et « juive ».

Je n'ai une grande admiration ni pour la politique ni pour la diplomatie. J'ai récemment formulé dans un essai ma définition de la diplomatie : « L'art d'ajourner des décisions inévitables le plus longtemps possible. » La politique confirme toujours des situations qui ont été créées par d'autres causes — économiques, sociales, religieuses, etc. Elle n'est pas réellement créatrice et, néanmoins, j'ai passé des décennies dans la sphère diplomatique.

Pour être tout à fait franc, mon attitude à l'égard du judaïsme est également ambivalente. Les Juifs étant, comme je l'ai dit, un peuple complexe et exceptionnel, il

[18] n'est pas facile d'avoir une attitude claire et simple à leur égard.

Si je m'analyse, je me découvre beaucoup de caractéristiques qui ne sont pas comparables avec les traits spécifiquement juifs. Je ne veux pas faire ici de philosophie, mais, fondamentalement, je suis d'accord avec Schopenhauer disant que la vie n'est tolérable que lorsqu'on a une attitude esthétique et qu'on la prend comme un jeu : avec le même sérieux qui caractérise les enfants quand ils jouent, et savent profondément qu'il s'agit seulement d'un jeu.

J'ai toujours émis des réserves quant à la politique juive contemporaine, et j'ai souvent été non conformiste par rapport à la vie politique israélienne ; cependant, j'ai dévoué la majeure partie de mon existence, quantitativement et qualitativement, à travailler pour le peuple juif, et je ne le regrette pas.

Pour résumer toutes ces contradictions, j'ai occupé, et j'occupe encore, une position un peu singulière dans le leadership du peuple juif. J'ai présidé les organisations juives les plus importantes — l'Organisation sioniste mondiale et le Congrès juif mondial, pour n'en citer que deux — et j'ai toujours été plutôt critique à l'égard de la politique juive (y compris, parfois, la mienne), surtout au cours de ces dernières années où je suis plus observateur qu'acteur. Un journaliste américain a bien défini mon rôle en disant que j'avais réussi à être un des leaders de l'*Establishment* juif et, simultanément, le dirigeant de l'opposition à cet *Establishment*.

Constituant donc un paradoxe, je crois être un bon représentant du destin paradoxal du peuple juif.

[19]

1

Portrait d'un Juif errant

NAHUM GOLDMANN. Ben Gourion m'a reproché un jour d'être un Juif errant. Je lui ai répondu que certaines personnes avaient leurs racines en elles-mêmes, sans nul besoin de les planter dans tel ou tel terrain.

Voici sans doute l'un de mes traits prédominants : où je suis, j'emporte mes racines avec moi. Je m'adapte immédiatement et, si loin que je remonte dans mes souvenirs, cette facilité ne m'a jamais fait défaut : à l'âge de cinq ans, je quittai la Lituanie, où je naquis en 1895, pour Francfort, et rien ne me fut plus aisé.

Il est vrai que mon enfance fut parfaitement heureuse. Après ma naissance dans la petite ville de Wiszniewo, mes parents partirent étudier en Allemagne, car le régime tsariste, qui sévissait alors en Lituanie, n'admettait qu'un contingent de Juifs très limité dans les universités. Mon père et ma mère allèrent donc à Königsberg, puis à Heidelberg, pour se fixer enfin à Francfort.

Je demeurai pendant ces cinq années chez mon grand-père paternel, qui était médecin de campagne, où je fus choyé et éduqué par ma grand-mère et mes trois tantes. Leur principal problème à mon égard était de parvenir à me faire coucher. Je ne voulais pas aller au lit de bonne heure, car, chaque soir, la maison grand-paternelle ne désemplissait pas de visiteurs, et j'aimais à m'attarder en compagnie des adultes.

J'avais un certain esprit d'indépendance qui, je pense,

[20] ne s'est guère démenti par la suite. Ainsi, un soir où mes tantes voulurent que j'aille me coucher, je refusai obstinément de dire ma prière du soir. On peut contraindre un enfant à faire telle ou telle chose précise, mais on ne peut pas le forcer à prier. De ce jour, j'ai compris instinctivement que la religion devait être une activité volontaire, ou bien ne valait rien.

A Wiszniewo, j'étais le leader d'une bande d'enfants qui commettait toutes sortes de bêtises et dont je fixais habituellement les activités. Aussi était-il logique que, lorsqu'on nous découvrait et qu'on voulait nous punir, j'assume la responsabilité. Je m'y prêtais d'autant plus volontiers que, petit-fils du médecin qui était souvent président de la synagogue, j'étais bien sûr que les représailles à mon égard ne seraient pas terribles.

Mon grand-père me considérait comme un enfant doué qui n'avait pas besoin de fréquenter le *héder*, l'école primaire religieuse où les enfants juifs étaient habituellement inscrits. Un rabbin m'instruisait dans la Bible à domicile, et toute cette paix, cette gentillesse, ces attentions qui m'entouraient me donnèrent un sentiment de grande sécurité intérieure que je ressens encore aujourd'hui.

J'ai eu, au cours de ma vie publique, affaire à bien des hautes personnalités, mais, à aucun moment, je n'ai éprouvé infériorité ou faiblesse par rapport à elles. Je le dois sûrement à cette éducation exceptionnelle.

Avant la création de l'État d'Israël, le peuple juif n'a jamais eu de véritable puissance, ni militaire, ni économique, ni politique. Son sort était déterminé soit par ses amis, soit par ses ennemis, mais toujours par des forces et des volontés extérieures. Seul le sionisme a permis aux Juifs de devenir tant soit peu maîtres de leur destin.

Ainsi, quand on analyse la politique juive ou l'activité de tel ou tel leader juif, on découvre souvent un sentiment général d'infériorité : les chefs ne sont pas sûrs d'eux, ils ont peur d'essuyer des refus ; alors, par compensation, ils adoptent une attitude agressive ou rigide. N'ayant jamais éprouvé le moindre complexe de supériorité ou d'infériorité,

[21] j'étais plus prêt à des compromis ou à des concessions quand je les estimais nécessaires.

Comment peut-on acquérir un tel caractère au sein d'une communauté juive lituanienne? se demandera-t-on. A cela, je réponds que l'opinion généralement répandue sur les Juifs des *chtetels* —ces petites bourgades isolées au milieu *goy* —me paraît erronée. On dit volontiers que ces Juifs traînaient une existence malheureuse, voire misérable. Ce n'est pas exact : les Juifs se trouvaient certainement dans une position économique peu enviable; de surcroît, ils n'avaient rien à dire sur le plan politique. Mais ce ne sont pas les faits objectifs qui déterminent une vie : c'est la réaction psychologique à ces faits. Et, de ce point de vue, les Juifs étaient en général un peuple assez heureux.

L'un des grands prodiges de la psychologie juive, qui explique dans une large mesure l'extraordinaire survie de notre peuple en dépit de deux mille ans de dispersion, consista à créer un mécanisme de défense parfaitement génial contre la situation politico-économique qui lui était faite, contre les persécutions et l'exil. Ce mécanisme peut être expliqué en quelques mots : les Juifs regardaient leurs persécuteurs comme une race inférieure.

Dans ma petite ville de Wisznewo, nous vivions en milieu rural et la plupart des patients de mon grand-père étaient des paysans. Chaque Juif se sentait dix fois, cent fois supérieur à ces humbles agriculteurs : lui était cultivé, apprenait l'hébreu, connaissait la Bible, étudiait le Talmud ; bref, il se savait très au-dessus de ces analphabètes.

Bien sûr, les Juifs étaient privés de droits politiques, mais en auraient-ils eu qu'ils n'en auraient probablement pas fait usage. La politique des *goyim* (les non-Juifs) ne les intéressait pas : ce monde leur était étranger et ils s'y sentaient comme de passage ; un jour le Messie viendrait et les emmènerait en Israël. Alors, la seule chose importante était de survivre jusqu'à l'arrivée du Messie, sans trop se soucier de la réalité « des autres ». C'est par ce raisonnement de génie, dont il n'existe aucun parallèle dans l'histoire,

[22] que les Juifs ont réussi à surmonter ce qui aurait anéanti n'importe quel autre peuple.

Le *chtetel* de Wisznewo ne vivait donc ni dans la tristesse ni dans le désespoir; il était heureux de participer au sabbat et aux fêtes religieuses de la communauté où il puisait chaque fois de nouvelles forces, puisque tout Juif savait alors qu'il irait au paradis. Il ne le croyait pas : il le savait !

Je me souviens à ce propos d'avoir séjourné quelques semaines dans la maison de mon grand-père maternel avait de gagner Francfort. Cet autre grand-père était *dayan* (juge religieux) à Vilna que l'on surnommait alors la « Jérusalem de la Lituanie ». La vie religieuse de la ville était régie par sept juges, dont mon grand-père qui était un grand talmudiste. Il passait ses journées et ses nuits à étudier, tandis que sa femme tenait une petite boutique qui leur permettait de vivre. Eh bien, cette grand-mère m'a dit qu'elle savait exactement où elle serait assise au paradis après sa mort: à côté de son mari, mais sur une chaise un peu plus basse que la sienne, car lui était un grand talmudiste...

A Wisznewo, mon éducation était à la fois religieuse et traditionaliste. J'allais chaque samedi à la synagogue et respectais toutes les coutumes juives. Nous mangions kasher, ce qui n'était guère original, puisqu'il ne devait pas y avoir dans toute la ville une douzaine de Juifs faisant autrement.

J'ai d'ailleurs gardé une attitude positive, faite de vénération et d'admiration, envers la religion juive. Sans elle, il n'y aurait pas aujourd'hui de peuple juif. En Israël, néanmoins, les relations entre l'État et la religion constituent l'un des grands problèmes demeurés sans solution. On a beaucoup reproché à Ben Gourion de n'avoir pas séparé les deux, mais je le comprends fort bien : une telle séparation aurait pu aboutir à une scission du peuple juif, avec les pratiquants d'une part et les non-pratiquants de l'autre. Aujourd'hui encore, il n'est guère possible de préciser si être juif consiste d'abord à appartenir à un peuple ou bien à pratiquer une religion, ou encore les deux ensemble. Ce

[23] que je déteste, en revanche, c'est l'utilisation de la religion juive comme instrument politique. En Israël, le parti religieux n'hésite pas à le faire, et c'est un malheur.

Personnellement, j'ai cessé d'être religieux, au sens traditionnel, à l'âge de dix-sept ans, c'est-à-dire que j'ai cessé d'observer les lois, de manger kasher, d'aller à la synagogue, de participer aux fêtes — sauf, bien sûr, à celle du Yom Kippour, notre Grand Pardon. Mais j'ai conservé certaines racines et le mysticisme fait partie de ma formation. J'ai étudié le mysticisme pendant de nombreuses années, allant jusqu'à passer un mois dans un monastère allemand qui était un grand centre de la mystique catholique, et, si Hitler ne m'avait pas contraint à m'engager dans la vie politique juive, j'aurais probablement poursuivi ces études.

Cependant, en dépit de mes liens avec la religion juive, je n'aime pas parler de « peuple élu ». David Ben Gourion parlait toujours du peuple juif comme du « peuple choisi par Dieu » ; je lui répondais : « Laisse donc aux non juifs le soin de le dire. » J'en reparlerai en détail quand l'exposerai ma conception du sionisme, mais à la notion de peuple élu, je préfère celle de « peuple unique ».

LEON ABRAMOWICZ : *En Lituanie, vous avez donc vécu dans un milieu culturel et spirituel presque uniquement juif; le monde extérieur ne comptait pas. A Francfort, en revanche, vous avez connu une société où les Juifs de l'Europe de l'Est vivaient un peu en marge de la société juive francfortoise, très occidentalisée et un peu patricienne. Vous avez également découvert qu'il existait des non-Juifs. Comment s'est opérée cette transition?*

— D'autres enfants ont peut-être vécu ainsi des expériences difficiles, voire tragiques, mais ce ne fut pas mon cas. Pour deux raisons : grâce à ma grande facilité d'adaptation d'une part, et ensuite parce que ma famille évoluait justement dans un milieu de Juifs d'Europe de l'Est. Francfort était alors un grand centre juif, tant intellectuel que financier. La majorité des grands banquiers juifs de

[24] France, d'Allemagne, de New York, etc., vient de Francfort. Mon père, qui était un écrivain connu, avait la confiance de ces gens riches dont beaucoup, comme les Rothschild, étaient des bienfaiteurs. Entre les étudiants juifs qui débarquaient sans un sou en poche et ces mécènes, mon père jouait le rôle d'intermédiaire; il distribuait l'argent des banquiers et les étudiants, qui venaient pour les vacances, mangeaient souvent chez nous et parfois dormaient à la maison.

Nombre de ceux qui devinrent mes meilleurs compagnons, comme Jacob Klatzkin, ou qui jouèrent de grands rôles en Israël, comme Moshe Glickson, le fondateur du plus grand quotidien Israélien, *Haaretz*, furent mes amis d'enfance.

D'autre part, grâce à cette confiance qu'avait la haute finance juive en mon père, nous étions aussi bien insérés dans la société juive d'Europe de l'Est que dans la société juive allemande, bien plus occidentale et non orthodoxe, quoique traditionaliste.

J'ai dit que mon père était écrivain, mais il éditait aussi à Francfort un hebdomadaire juif et, parallèlement, enseignait l'hébreu et la littérature hébraïque dans un collège pour professeurs juifs de la J.C.A., la Jewish Colonization Association créée par le baron de Hirsch et destinée à fonder des colonies agricoles juives en Argentine.

Il écrivait en hébreu et en allemand. En hébreu, surtout des fables, mais aussi des poèmes, et en allemand, son éditorial hebdomadaire. C'était un homme traditionaliste et sioniste convaincu depuis son jeune âge. Sans doute cela explique-t-il mon propre sionisme, qui est en quelque sorte un héritage naturel : je ne suis pas devenu sioniste, je l'ai toujours été.

Le frère de mon père se consacrait lui aussi à la littérature. Il s'appelait Szalkowitz, et, à cela, il faut une petite explication. Dans la Russie tsariste, la pire chose pour un Juif était d'aller servir dans l'armée : le service militaire pouvait durer jusqu'à sept ans pendant lesquels on souffrait mille vexations, comme l'impossibilité de manger kasher et de pratiquer sa religion. Il existait heureusement

[25] une loi qui exemptait du service les fils uniques. Or, dans les communautés juives, le registre d'état civil était tenu le rabbin. Ainsi, quand un père avait trois enfants, chacun d'eux était inscrit sous un nom différent; dans ma famille, mon grand-père s'appelait Leibmann, mon père Goldman et mon oncle Szalkowitz !

Cet oncle, qui mourut malheureusement assez jeune, fut le premier grand éditeur de la littérature hébraïque moderne. Il publia Bialik, Peretz, Mendelé, fonda à Varsovie la première maison d'édition moderne en hébreu, fit paraître une édition du Talmud et fut le véritable initiateur de l'*Encyclopédie juive* dont je devais réaliser la publication en Allemagne.

Avant d'aller étudier en Allemagne, mon père et mon oncle étaient passés par une *yéchiva*, c'est-à-dire un séminaire d'études talmudiques. Sionistes de la première heure, et même présionistes, ils avaient appartenu tous les deux à l'ordre des « Bené Moshe » (les « Fils de

Moïse ») fondé par Ahad Haam. Plus tard, mon père fut très actif au sein du « Misrahi », le mouvement religieux sioniste, et participa à plusieurs congrès sionistes en tant que délégué.

Il était donc logique que j'aie été inscrit à Francfort dans une école juive très religieuse. Je la quittai néanmoins à l'âge de neuf ans pour entrer dans un lycée pilote allemand dirigé par un pédagogue fameux. Au temps de l'Allemagne impériale, l'école était très stricte, mais Francfort était fort différent de la Prusse, par exemple, et le régime scolaire y était beaucoup plus libéral.

Ville libre, indépendante et fière de cette indépendance, Francfort était très influencée par les Juifs ; son plus grand journal, la *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, fut créé par un Juif. Et, à l'âge de six ans, je jouais à la balle dans la rue comme n'importe quel autre enfant ; il ne s'agissait pas d'une rue juive, car Francfort ignorait les ghettos.

Une telle ville ne pouvait que renforcer mon sentiment l'égalité, et c'est avec joie que, plus tard, j'assimilai la culture allemande. Aujourd'hui encore, elle reste ma culture fondamentale. Je parle couramment cinq langues : l'anglais, le français, l'hébreu, le yiddish et l'allemand. Je [26] comprends l'italien et j'ai à peu près oublié le russe, faute de l'avoir assez pratiqué. J'ai beaucoup voyagé, mais mon deuxième pays natal, c'est l'Allemagne.

Vers l'âge de quinze ans, j'ai commencé à écrire dans le *Frankfurter Zeitung* et me suis lié avec des intellectuels allemands, notamment avec les frères Simon, éditeurs et rédacteurs en chef de ce journal. Ainsi s'est opérée tout normalement la synthèse entre mon identité de Juif, très claire, très évidente, et la culture universelle. Je n'ai jamais eu à débattre du problème « suis-je Juif ou non ? », comme le firent beaucoup de Juifs après leur assimilation. Je ne me suis jamais éloigné du judaïsme pour y revenir ensuite. Je conciliais sans aucune difficulté mon sentiment d'être juif, mon devoir d'aider le peuple juif de toute mon énergie, et mon adaptation à la culture germanique.

Pour en revenir à ma scolarité, j'étais ce qu'il est convenu d'appeler un brillant sujet. A l'occasion d'une fête, je me lançai dans un discours sur le thème « Judaïsme et hellénisme ». Il ne fallait pas manquer d'audace : j'avais à peine quatorze ans et portais encore des culottes courtes.

Je commençais aussi à me familiariser avec la littérature française, et plus particulièrement avec les moralistes et les encyclopédistes. La Rochefoucauld et La Bruyère comptaient parmi mes écrivains favoris et je les utilisais sans vergogne. Ainsi, pour impressionner mon professeur de français, je n'hésitais pas à exprimer une pensée de moi, mais précédée des mots : « Comme l'a dit La Rochefoucauld... » Le professeur était stupéfait : « On voit bien que cette littérature vous est familière », disait-il avec admiration.

J'étais donc fort estimé à l'école, en dépit des idées plutôt non conformistes que j'exprimais de temps à autre. Je me souviens, par exemple, d'un devoir qui consistait comparer Jeanne d'Arc et Cassandre. J'écrivis froidement que Jeanne d'Arc me paraissait un peu folle, car elle avait voulu vivre sans homme et sans amour. Très irrité, le professeur convoqua ma mère et lui dit : « Votre fils est un débauché ! » Je n'avais pas quinze ans.

[27]

— Chef d'une bande d'enfants à Wiszniewo, vedette au lycée... Vous faisiez votre apprentissage de futur leader ?

— Peut-être bien. D'autant plus que, quelques années après, je devins responsable de réfugiés juifs en Allemagne. La Première Guerre mondiale surprit, en effet, un certain nombre de Juifs russes dans les différentes villes l'eaux allemandes. Ils furent regroupés — et moi qui suis d'origine russe, avec eux — dans la petite station de Bad Nauheim. Nous étions considérés comme ressortissants l'un pays ennemi et placés sous la surveillance de la police.

C'est là que j'appris le russe et que je fus choisi pour présenter les Juifs auprès des autorités. Les Juifs qui se trouvaient à Nauheim étaient libres d'y faire ce que bon leur semblait, mais n'avaient pas le droit de quitter la ville. Avec l'automne, arrivèrent les fêtes solennelles juives : nouvel an et Kippour. Or beaucoup de Juifs orthodoxes voulaient se rendre, avant ces fêtes, au bain rituel.

Il n'y avait pas de bain rituel à Nauheim, mais il en existait un non loin de là, à Friedberg, où se trouvait une vieille communauté juive. Les orthodoxes demandèrent donc au commissaire la permission d'y aller — fût-ce sous escorte de la police. Chargé des négociations, je fus reçu par ce commissaire qui, après m'avoir écouté, éclata : « Vous êtes fou ou quoi ? Chaque année, quatre-vingt mille personnes viennent à Bad Nauheim s'y baigner, et les Juifs, eux, doivent aller à Friedberg ? » Je tentai de lui expliquer qu'il s'agissait d'un bain rituel, sans rapport avec le thermalisme, mais il ne voulut rien savoir.

Je connaissais heureusement le général von Eichhorn, commandant de la province, et lui télégraphiai aussitôt en lui précisant que, d'après tel paragraphe du *Schoulhan Arouch*, les Juifs orthodoxes doivent prendre un bain rituel avant les grandes fêtes. L'Allemagne de Guillaume II était fondée sur la religion; aussi, quelques heures plus tard, notre commissaire reçut un télégramme lui ordonnant de les envoyer à Friedberg.

[28]

La guerre avait interrompu mes études de philosophie à l'université de Heidelberg et je restai quelque temps à Bad Nauheim, où j'écrivis une série d'articles pour le *Frankfurter Zeitung* sous le titre général: « *L'esprit militariste* ».

Lors de la Première Guerre mondiale, les intellectuels dénonçaient plutôt le militarisme prussien. Mais, éduqué en Allemagne, j'étais un patriote allemand. D'ailleurs, pour tous les Juifs du monde, les choses étaient simples: la Russie tsariste était le pire ennemi des Juifs et du judaïsme, or les Allemands étaient contre la Russie, donc nous étions pro-allemands. Ma formation personnelle me renforçait dans cette idée, et mes articles tendaient à justifier l'idéologie germanique. Je ne les écrivais pas aujourd'hui.

Quand il les lut, le directeur du *Frankfurter Zeitung*, Heinrich Simon, fut vivement impressionné et me dit: « C'est trop bon pour un journal. » Il existait alors une collection appelée « La Guerre allemande », dans laquelle les plus grands écrivains et les hommes politiques allemands publiaient des textes qui défendaient les positions allemandes. Cette collection était dirigée par le docteur Erno Jäckh, politologue important devenu plus tard professeur à l'université de Columbia; bien que non-Juif, ce grand démocrate quitta l'Allemagne dès l'arrivée d'Hitler au pouvoir.

Heinrich Simon lui envoya donc mes articles, que Jäckh réunit en une brochure tirée à quelque cent mille exemplaires. Puis Jäckh, qui dirigeait une section spéciale au ministère des Affaires étrangères pour faire de la propagande idéologique allemande à l'étranger, me convoqua à Berlin. Je m'y rendis aussitôt et, quelques semaines plus tard, je me trouvais dans une situation bien curieuse: d'une part, j'étais considéré comme un ennemi qui devait se présenter à la police deux fois par semaine; d'autre part, j'appartenais au ministère des Affaires étrangères et disposais d'un passeport diplomatique allemand.

Au début, je travaillais au service de presse du ministère, mais, au bout de six mois, je suggérai à mes supérieurs de créer une section pour les problèmes juifs. Il

[29] se faut se rappeler qu'à cette époque le sort des Juifs dépendait essentiellement de l'Allemagne: la Lituanie et la Pologne, avec presque quatorze millions de Juifs, étaient occupées par les Allemands; la Palestine était aux mains des Turcs, mais la Turquie était l'alliée de l'Allemagne. Cette section pour les problèmes juifs fut donc créée et je la dirigeai jusqu'à la fin de la guerre, date à laquelle je quittai ce poste pour le confier à un savant archéologue, le professeur Moritz Sobernheim. Jusqu'à l'arrivée d'Hitler, qui la supprima immédiatement, le ministère des Affaires étrangères allemand fut ainsi le seul à avoir une section juive.

Quant à moi, je retournai à Heidelberg pour y terminer mes études et y présenter mes thèses de doctorat. Mais, après la guerre dont elle sortait vaincue, l'Allemagne connut une dépression économique sans précédent. L'inflation était telle qu'un dollar américain valait un milliard, puis deux ou trois milliards de marks. C'est incompréhensible pour quiconque n'a pas vécu cette époque. Et, presque du jour au lendemain, je me suis retrouvé multimilliardaire. En effet, mon oncle Szalkowitz — qui écrivait sous le pseudonyme de Ben Avigdor — était alors en Amérique où il m'obtint un contrat avec *Der Tag*, un quotidien juif de New York pour lequel je devais écrire trois articles par mois en yiddish; chaque article m'était payé vingt-cinq dollars, une fortune pour qui habitait l'Allemagne.

Au lieu d'acheter des maisons à Berlin, j'en acquis une dans les Alpes bavaroises, à Murnau. Le grand peintre Kandinsky a longtemps vécu dans cette petite ville, et mon ami Jacob Klatzkin vint y habiter également. Quand Hitler échoua dans sa tentative de coup d'État à Munich, il vint se réfugier chez un de ses amis près de Murnau. Sa maison était à dix minutes de la mienne et je le voyais souvent se promener. On disait de lui qu'il était *ein verkrachter Putschist*, un putschiste en faillite.

A Murnau, j'écrivais des articles, je préparais des livres, j'approfondissais mes études de philosophie et je fréquentais quelques amis, littérateurs pour la plupart, dont le [30] grand écrivain juif allemand Arnold Zweig, qui habitait Starnberg, à une demi-heure de Murnau. Je me trouvais chez lui quand on me prévint que la police était venue m'interroger à mon domicile. Ma mère s'y trouvait alors et j'eus peur qu'elle ne s'inquiète. Je rentrai donc à Murnau pour y retrouver le vice-président de la police de Munich escorté de quatre policiers. Je

lui demandai ce qui me valait cette visite, et il me répondit : « Nous avons beaucoup de dénonciations contre vous, venant d'antisémites. Elles sont de trois sortes : les uns disent que vous n'êtes pas allemand alors que vous prétendez l'être ; les autres que vous êtes un leader des mouvements d'Europe occidentale de la jeunesse communiste dont, grâce à vous, le centre est à Murnau ; d'autres, enfin, prétendent que vous usurpez le titre de docteur. »

Les policiers ont perquisitionné chez moi. Ils ont examiné tous les livres pour voir s'il ne s'agissait pas de littérature subversive : c'étaient des ouvrages de philosophie. Puis ils sont tombés successivement sur mon certificat de naturalisation, sur mes diplômes de doctorat — l'un en jurisprudence, l'autre en philosophie — enfin, sur une lettre du chancelier allemand m'assurant de sa gratitude pour tout ce que j'avais pu faire envers la patrie pendant les hostilités.

La journée était très chaude et les policiers étaient furieux. Ils bougonnaient contre ces « salauds d'antisémites » qui les obligeaient à faire de telles corvées. Finalement, leur chef leur déclara en ma présence : « Ce monsieur est un grand patriote. De plus, c'est un personnage important, et, si vous l'inquiétez à l'avenir, vous aurez affaire à moi. » J'étais devenu un protégé de la police de Munich.

Néanmoins, il ne s'agissait pas de la première alerte et mes activités m'avaient mis en contact avec des groupements fascistes. Je n'avais pas prévu Auschwitz, mais je savais que de grandes persécutions nous attendaient si jamais Hitler prenait un jour le pouvoir.

Après deux ans passés à Murnau, je m'installai à Berlin pour m'y occuper de l'*Encyclopaedia Judaica*, et j'eus des

[31] conflits publics avec un mouvement antisémite prénazi qui s'appelait « Deutscher Völkischer Trutz und Schutzbund », ce qui signifie à peu près « Union raciste allemande défensive et offensive ». Les membres de cette union perturbaient les conférences juives, provoquaient des bagarres et l'intervention de la police ; j'étais sur leur liste noire.

— Vous venez de parler de l'*Encyclopaedia Judaica* qui a constitué votre première grande contribution à la cause juive. D'où en est venue l'idée ?

— J'ai toujours considéré qu'une telle somme des connaissances juives était indispensable pour raffermir l'auto-identification de chaque Juif, pris individuellement. Cet ouvrage devait également constituer un outil de travail pour tous les chercheurs. Je n'ignorais pas qu'il existait, dans les années 20, plusieurs encyclopédies juives ; notamment la *Jewish Encyclopedia* américaine, partiellement financée par des capitalistes juifs ; il y avait là des articles d'un niveau impossible à atteindre : personne ne peut écrire aujourd'hui comme le faisait, par exemple, le grand savant Louis Ginsberg. Il y eut ensuite l'*Encyclopédie juive* du baron Ginzbourg, écrite en russe.

Mais la science historique se développe très vite : aucun de ces ouvrages ne faisait allusion à Hitler, à l'État d'Israël ou aux manuscrits de la mer Morte. Mon oncle Salkowitz avait donc eu le premier l'idée d'une nouvelle encyclopédie, dont l'originalité nous séduisit aussitôt, Klatzkin et moi-même.

Szalkowitz se préparait alors à s'établir à Berlin, qui était le grand centre du judaïsme est-européen. Le gouvernement de Weimar était fort libéral ; aussi de nombreux artistes et journalistes juifs résidaient-ils, plus ou moins légalement, dans la capitale. Leur lieu de ralliement était le *Romanisches Café*, qui a joué un rôle important dans la littérature allemande moderne.

[32]

J'y venais souvent avec Klatzkin. Chaque groupe avait sa table : il y avait les « yiddishistes », les « sionistes », les « bundistes », etc. On se querellait de table à table. Je me souviens notamment d'un certain Nomberg, journaliste assez médiocre mais plein d'humour, qui se vantait de faire chaque jour l'amour à trois femmes. C'était naturellement une invention pour compenser sa laideur et sa petite taille. Mais, un jour, je vois Nomberg assis à une autre table que d'habitude.

« Que vous arrive-t-il, lui demandai-je, vous avez changé de conception ? Vous êtes devenu sioniste ?

— Non, non, me répondit-il, seulement j'ai reçu de la police une troisième lettre d'expulsion. Comme je veux rester, j'ai choisi une autre table ; ainsi ils ne me trouveront pas. »

Mon oncle mourut juste après avoir lancé cette idée d'encyclopédie. Klatzkin et moi décidâmes de reprendre le projet et d'éditer l'*Encyclopaedia Judaica* en allemand, en anglais et

en hébreu. Nous n'avions aucun financement, mais j'ai toujours remarqué que, moins on possède d'argent, plus grandioses sont les projets : eux, au moins, ne coûtent rien.

Un ami nous alloua cinq mille marks — que nous lui rendîmes d'ailleurs, car il n'était pas riche. Avec cette somme, nous publiâmes une brochure de soixante-quatre pages comportant un sommaire. Elle devait donner une idée de notre entreprise aux riches bailleurs de fonds que nous voulions intéresser. Il y avait un article sur la Kabbale, un autre géographique, un troisième littéraire.

Puis nous commençâmes notre collecte. Pendant fort longtemps, j'ai été un grand ramasseur d'argent, mais je faisais là mes premières armes. Je me rendis ainsi à Francfort chez un banquier juif du nom de Dreyfus. Nous étions alors en pleine crise internationale : chômage en Amérique, dévaluation, etc.

« Dreyfus, lui dis-je, j'entreprends une collecte pour financer mon encyclopédie. Je voudrais que vous ouvriez la liste des souscripteurs.

— Ecoutez, Goldmann, me répondit-il, vous savez que

[33] je suis généreux, mais avec la crise, je perds plusieurs milliers de marks par jour, et je peux vous le prouver. Si je fermais ma banque, je gagnerais davantage d'argent. Comme j'ai des centaines d'employés chargés de famille, je ne peux pas fermer ; alors je continue à perdre.

— Je vous fais donc une offre, répliquai-je. Echangeons nos rôles : vous vous faites éditeur et je deviens banquier. Et, maintenant, pour vous procurer de l'argent, je vous offre le double de ce que vous me proposez... »

Il m'a donné le double.

Un autre jour, j'avais rendez-vous à Karlsruhe, au siège de la banque Homburger, qu'Hitler a liquidée. Je téléphone de la gare et Homburger me dit : « Venez tout de suite, car je dois partir : ma femme est très malade et je vais la rejoindre à Baden-Baden. Mes valises sont prêtes, mais si vous arrivez immédiatement, nous pourrions parler dix minutes. Après, je serai absent pour plusieurs semaines. » J'accourus donc, pour trouver un homme fort préoccupé par les mauvaises nouvelles de sa femme. Il m'interrompit au bout de six minutes pour me déclarer : « Je vais être franc, monsieur Goldmann : je vous écoute à peine et je ne comprends rien à votre projet. Mais vous êtes recommandé par un ami. Ainsi (il regarda sa montre), vous avez parlé exactement six minutes ; je vous donne mille marks par minute. » C'était grassement payé pour l'époque, mais j'insistai cependant : « C'est très généreux à vous, monsieur Homburger, et j'accepte volontiers votre tarif — à condition que vous me permettiez de parler encore pendant six minutes. » Beau joueur, il a doublé le montant de sa contribution. Néanmoins, il arriva un moment où, avec tous les frais qu'entraînait la rédaction de l'encyclopédie, nous n'eûmes plus un sou devant nous. Nous employions alors quatre-vingts personnes et la situation devenait tragique.

Je me rendis chez un autre banquier, du nom de Schwartz. Je lui exposai notre affaire pendant une vingtaine de minutes, au bout desquelles il m'octroya vingt mille marks. Puis, un peu plus tard, il me dit

« Combien vous ai-je proposé déjà ?

[34]

— Vingt mille marks, mais si vous ne voulez plus...

— Non, non ! Je tiendrai parole. Mais j'ai une proposition à vous faire : devenez directeur de ma banque et fixez vous-même votre salaire !

— Pourquoi donc ?

— Vous arrivez chez moi, vous me parlez d'une œuvre à laquelle je n'ai rien compris, et, au bout de vingt minutes, vous m'enlevez vingt mille marks. Imaginez-vous ce que votre force de persuasion ferait sur mes clients ?

— Excusez-moi, monsieur Schwartz, lui répondis-je, mais je ne peux pas accepter : si j'ai toutes les qualités pour faire un bon banquier, je n'en ai malheureusement pas les défauts ! »

Ce Schwartz avait eu un associé, Jacob Goldschmidt, qui l'avait quitté pour faire une carrière des plus sensationnelles dans la haute finance allemande, à la tête de la Banque de Darmstadt. Bien qu'antisioniste, cet homme richissime, qui collectionnait les toiles impressionnistes et les porcelaines chinoises, nous aida beaucoup, et c'est surtout grâce à lui qu'entre 1928 et 1933, nous avons pu faire paraître dix volumes de *l'Encyclopaedia Judaica*, très exactement jusqu'à la fin de la lettre « L ». Là-dessus, Hitler est arrivé au pouvoir.

A ce sujet, je dis souvent que je suis l'un des exemples vivants qui prouvent que la vertu est non seulement récompensée au paradis, mais aussi, parfois, en ce monde. Des amis comme

Stephen Wise et Chaim Weizmann, très inquiets devant la montée du péril nazi, m'avaient déjà conseillé de quitter l'Allemagne. Mais je ne pouvais pas laisser sans travail tous mes collaborateurs.

Après la mort subite de ma mère à Francfort, j'avais offert à mon père, déjà malade, un appartement à Tel Aviv, où il vivait soigné par une cousine et entouré d'amis comme Bialik. Quelques semaines après l'arrivée d'Hitler au pouvoir, je reçus un télégramme de Palestine m'avisant que mon père était au plus mal. Je partis aussitôt avec ma fiancée, quittant l'Allemagne non par les grands trains, car il y avait déjà les S.S. aux frontières, mais par une voie secondaire qui reliait Munich à Innsbruck. Je pus arriver

[35] à temps en Palestine pour voir mon père une dernière fois, et j'appris alors que, quatre jours après mon départ, la Gestapo était venue pour m'arrêter. Mon attachement à mon père m'avait sauvé de justesse.

— *Était-ce pour autant la fin de l'Encyclopaedia Judaica ?*

— Les nazis en firent aussitôt brûler vingt mille exemplaires : l'article sur Adolf Hitler et celui sur l'antisémitisme n'étaient pas de leur goût ! Mais nous avions toujours nos huit mille souscripteurs.

En Suisse, à mon retour de Palestine, je voulus reprendre la publication, mais nous n'avions plus d'argent. Plus tard, le judaïsme de langue allemande fut quasiment anéanti, et ce n'est qu'après la guerre que j'ai recommencé à éditer une encyclopédie juive, en anglais. Elle parut en 1972 à Jérusalem et sa réalisation a coûté presque cinq millions de dollars !

Nous pensions au départ qu'elle ne coûterait qu'un million. Nous étions quatre partenaires : moi-même, la Pakslin Economic Corporation, qui a beaucoup investi en Israël, la maison Massada qui édite la grande *Encyclopédie universelle* en hébreu, et la société immobilière Russco.

Au fur et à mesure que j'étudiais le projet, je me rendis compte qu'il nous manquerait plusieurs millions de dollars. J'eus beau mettre d'aplomb une sorte de comité dont le président était Joseph Schwartz, qui possédait beaucoup d'argent, ce dernier me dit : « Ecoute, Nahum, cela me fend le cœur de te l'avouer, mais les juifs américains ne donnent de l'argent à Israël que pour assurer sa survie. » J'admets que le conflit avec les Arabes était plus important, mais les Juifs américains avaient assez d'argent pour financer les deux choses.

Bref, dans les années 1965, il n'y avait plus qu'une seule méthode pour obtenir ces fonds : les emprunter au gouvernement américain lui-même. Aux États-Unis, en effet, [36] existe une organisation, l'A.I.D., qui prête de l'argent aux pays pauvres. Les prêts sont accordés sur vingt ans, avec un taux d'intérêt de 2 %, et sont remboursables en dollars. Seule condition : une grande institution bancaire ou un gouvernement doit se porter garant.

Je m'adressai à mon ami Pinhas Sapir, alors ministre des Finances de l'État d'Israël. Il portait à la nouvelle *Encyclopaedia Judaica* l'intérêt d'un homme qui souffrait de n'avoir pu poursuivre ses études. Je lui dis donc : « Ce n'est pas la peine que je te parle de choses culturelles, puisque tu te débats dans des difficultés financières. » Il bondit littéralement :

« Comment ! A moi qui suis amoureux de la culture, tu oses dire qu'elle ne m'intéresse pas ?

— Parfait, répliquai-je ; alors, puisque tu n'as pas d'argent, donne-nous la caution de ton gouvernement. »

Ce qu'il fit.

Restait à intéresser la Maison-Blanche. Lyndon B. Johnson avait pour ami un Juif polonais du nom de Novy. Arrivé jeune au Texas et installé à Austin où Johnson fut élu au Congrès pour la première fois, Novy était le trésorier du comité qui finança la campagne présidentielle. Il avait un laissez-passer qui l'autorisait à entrer à la Maison-Blanche jour et nuit, et même à y demander un lit, comme à l'hôtel.

Je fis nommer président de la fondation pour l'édition de l'encyclopédie cet homme qui, très probablement, n'aurait pas su lire une page du Talmud ; mais il était très fier de son nouveau titre et obtint la recommandation de Johnson. Grâce à lui, nous pûmes emprunter deux millions de dollars et publier la nouvelle *Encyclopaedia Judaica* dont nous avons déjà vendu vingt mille exemplaires à six cents dollars, ce qui n'est pas si mal.

[37]

— *La première reprise de l'Encyclopaedia Judaica fut tentée en Suisse, avez-vous dit. Vous*

y étiez-vous installé pour cette seule raison?

— Non, bien sûr. Stephen Wise m'avait déjà écrit en Palestine : « Etablis-toi à Genève pour y préparer la convocation du Congrès juif mondial. » Plus tard, en Amérique, il insista : « Tu es le seul à pouvoir l'organiser. Je ne connais pas le judaïsme européen, tandis que tu peux et tu dois parvenir à préparer ce congrès. » Entre-temps, j'avais mesuré le danger que représentait Hitler et je voulais qu'il y ait une résistance juive au niveau universel contre le nazisme. J'ai donc consenti à prendre le Congrès en charge.

A Genève, je représentais non seulement le Congrès juif mondial, mais aussi l'Agence juive pour la Palestine auprès de la Commission du mandat et auprès du Conseil de la Société des Nations. Nous avions une position semi-officielle, car, sans être un État, nous étions quand même davantage qu'une organisation bénévole.

Après le plébiscite de 1935 qui décida le rattachement de la Sarre à l'Allemagne, se posa le problème des vingt mille Juifs vivant dans cette province. Ils étaient menacés par la législation raciste de Nuremberg et s'adressèrent à moi pour obtenir le droit de quitter la Sarre avec tout ce qu'ils possédaient en francs français. Or la commission pour la Sarre était présidée par l'Italie, c'est-à-dire par Mussolini.

Je rencontrai donc le Duce qui, aussi extraordinaire que cela puisse paraître, était alors pro-Juif et antinazi. Après une entrevue très théâtrale, que j'ai déjà racontée dans mon *Autobiographie*, il nous promit de nous aider et tint parole en refusant de ratifier le rattachement de la Sarre à l'Allemagne tant que les Allemands n'auraient pas accepté nos conditions.

J'eus également l'occasion de m'entretenir avec le comte Ciano sur le problème palestinien. Il me reçut au ministère italien des Affaires étrangères et, dès que je fus entré dans son bureau, il me dit de m'asseoir. Puis il

[38] se leva. Je voulus me lever également, mais il me répéta : « Asseyez-vous. » Alors, debout, d'une voix très cérémonieuse, il me dit : « Je dois vous transmettre un message au nom du Duce. Le Duce me prie de vous dire qu'il est pro-Juif et qu'il le restera toujours. Le Duce est pour la création d'un État juif et il ne changera pas d'avis à condition que cet État juif soit indépendant et non une colonie de l'Angleterre. » Puis Ciano se rassit et commença à parler normalement... Il est évident que cette rencontre se situait avant l'affaire de l'Éthiopie, c'est-à-dire avant que les Alliés ne poussent Mussolini dans les bras d'Hitler.

Mon travail auprès de la Société des Nations consistait essentiellement à obtenir des votes favorables au futur État d'Israël et à tenter d'améliorer la situation des Juifs dans les pays où leur position était menacée. Avant le vote sur la Sarre, j'envoyai une lettre à Maxim Litvinov, ministre soviétique des Affaires étrangères, lui précisant que je désirais l'entretenir du problème inscrit à l'ordre du jour du Conseil de la S.D.N. Litvinov accepta et je me rendis à l'hôtel Richmond où il était descendu.

Froid comme un poisson, il se leva pour m'accueillir. Il parlait un anglais très correct, mais sa prononciation était atroce. Ses premiers mots furent : « Vous êtes sioniste, monsieur? », dits sur le même ton que s'il avait affirmé : « Vous êtes un criminel connu. » Je lui répondis « Non seulement je suis sioniste, monsieur Litvinov, mais je suis l'un des onze membres du Conseil exécutif sioniste mondial. Cependant, je ne viens pas vous voir pour un problème sioniste, mais pour un problème juif.

— Alors, prenez place », répliqua-t-il.

Je commençai à lui exposer mon projet. Il m'écoutait sans se départir de son air glacial, puis dit enfin : « Oui, c'est une proposition raisonnable. Je suis prêt à l'appuyer, mais je ne peux pas la proposer. » Je me récriai aussitôt : « Dieu nous protège : si vous la proposez, tout le monde sera contre. Contentez-vous de voter pour, mais n'en prenez pas l'initiative. »

Il me questionna alors : « A votre avis, qui pourrait [39] déposer le projet de résolution? » Je lui répondis que je souhaitais que M. Eden, le ministre britannique, prenne l'affaire en main.

Ah oui, dit Litvinov, connaissez-vous M. Eden?

— Je le connais très bien.

— Et que vous a-t-il dit à ce sujet ?

— Vous savez comment sont les Anglais et leur diplomatie : mais, peut-être bien... Ce n'est jamais très clair.

— Puis-je me permettre de vous donner un conseil, monsieur Goldmann?

— Je vous en prie.

- Vous devez parler beaucoup plus vigoureusement à M Eden.
- Que signifie "vigoureusement" ?
- Vous ne devez pas suggérer, mais insister pour qu'il soumette la proposition au vote.
- Mais enfin, monsieur Litvinov, M. Eden représente l'empire britannique, avec sa flotte et son armée; moi je représente le peuple juif, sans armée, sans flotte, sans rien. Alors comment voulez-vous que j'insiste?
- Monsieur Goldman, vous avez tort. J'ai l'expérience pour moi: si vos organisations juives internationales manifestent vigoureusement, les démocraties occidentales doivent céder.

— Monsieur Litvinov, il y a deux mois j'ai rencontré le secrétaire d'État du Vatican, le cardinal Pacelli (futur Pie XII), et Mgr Pacelli m'a parlé de "la puissance mondiale du judaïsme". Je ne lui en ai pas voulu : c'est un catholique, alors que sait-il de la vie juive? Mais que vous, monsieur Litvinov, avec votre intelligence juive, vous me disiez une telle absurdité, en vérité cela me fâche. »

Je n'oublierai jamais sa réaction. Il est resté muet pendant trente secondes, puis s'est levé, a contourné la grande table qui était entre nous, et m'a tendu la main: « Serrons-nous la main, monsieur Goldman; j'ai dit une chose absurde. Excusez-moi. »

De ce moment, nous devîmes grands amis. Quand nous nous promenions dans les couloirs de la S.D.N., les

[40] journalistes essayaient de nous photographier ensemble, mais Litvinov courait alors comme un lapin, de peur qu'on ne le voie sur une photo à côté d'un leader sioniste.

A l'inverse, les sionistes recherchaient, eux, les contacts avec les responsables communistes. Ils savaient que l'U.R.S.S. pouvait jouer un grand rôle dans la création de l'État d'Israël, mais c'était d'autant plus difficile que beaucoup de communistes étaient eux-mêmes juifs et antisionistes. Un jour, Litvinov arriva à Genève avec une délégation de quatorze membres, dont onze étaient juifs. Je demandai au ministre: « Mais pourquoi donc avez-vous besoin d'un *minyán* ? » (Le *minyán* est une assemblée de prière comprenant au moins dix fidèles.) Litvinov, qui parlait très bien le yiddish, éclata de rire, puis m'expliqua « C'est très simple. J'ai seulement besoin de gens qui parlent le français, l'anglais et l'allemand, et, en Russie, seuls les Juifs connaissent les langues étrangères. » En 1976, ce n'est plus vrai, mais c'était exact à l'époque. Dans les années 30, c'étaient les Juifs qui faisaient l'Internationale.

Après les accords de Munich, Litvinov prononça son fameux discours où il accusait les démocraties occidentales d'avoir trahi la Tchécoslovaquie. Il prédit publiquement qu'il y aurait la guerre. C'était un discours magnifique. Litvinov était mauvais orateur, mais quel texte! Il parla dans un silence glacial et, à la fin, trois personnes seulement applaudirent : le délégué autrichien, je ne sais pas pourquoi, l'Albanais et moi. Je n'étais pas dans la salle elle-même, mais dans un box en tant que semi-officiel. Quand Litvinov eut terminé, je quittai ma place et traversai toute la salle pour aller vers lui. Je lui dis alors « Vous venez de faire un discours historique. Laissez-moi vous féliciter. » Il me répondit : « Monsieur Goldman, je n'oublierai jamais votre geste : il y fallait du courage. Venez me voir demain avant que je ne quitte Genève. »

Je me rendis donc chez lui le lendemain. « La Société des Nations est finie, m'annonça-t-il. Je rentre cet après-midi à Moscou, d'où je ne pourrai pas communiquer avec vous. Alors écoutez-moi bien : si vous lisez un jour dans

[41] les journaux que j'ai démissionné de mon poste de ministre des Affaires étrangères, vous saurez que Staline a décidé de signer un pacte avec Hitler. Je suis d'ailleurs favorable à une telle alliance, puisque les démocraties ont trahi l'U.R.S.S. et que nous ne pouvons pas rester seuls face aux nazis : tant que nous n'avons pas réarmé, nous sommes trop faibles. Mais ce ne sera pas moi qui signerai ce texte, car Hitler ne voudra jamais d'un Juif. Donc, si vous apprenez que j'ai démissionné, vous comprendrez que le pacte germano-soviétique a eu lieu — ce qui signifie que, quelques semaines plus tard, il y aura une guerre, car Hitler se sentira assuré à l'Est. »

Une vingtaine de jours après cette conversation, j'appris que Litvinov venait de démissionner, et je télégraphiai aussitôt à New York à Stephen Wise, le président du Congrès juif mondial : « Dans quelques mois il y aura la guerre. »

Wise se rendit tout de suite chez Sumner Welles, sous-secrétaire d'État et ami du président Roosevelt. Il lui expliqua l'affaire: « Mon ami Goldman est très bien informé et m'annonce que la guerre est imminente. » Welles lui répondit : « Votre ami Goldman est sûrement quelqu'un de très bien, mais il dit des absurdités : il n'y a aucun danger de guerre. » Peu de temps plus tard, la guerre éclatait.

Ayant dû quitter Genève car on craignait que les nazis n'occupent la Suisse, je m'installai

en Amérique où je rencontraï Sumner Welles.

« Je dois vous exprimer mon admiration, me dit-il. Quelle clairvoyance vous avez eue!

— J'ai une assez bonne opinion de moi, lui répondis-je, mais je ne saurais me vanter de ce qui ne m'appartient pas. »

Et je lui rapportai les confidences de Litvinov.

— *Quelle fut exactement votre action aux États-Unis?*

— Pendant la guerre, j'étais le représentant de l'Agence juive auprès du 'Département d'État. J'habitais à New

[42] York avec ma famille, mais j'allais chaque semaine à Washington où je disposais d'un bureau et d'un appartement. Stephen Wise m'aida alors beaucoup, et son appui me fut d'autant plus précieux que les Juifs américains étaient très difficiles. Ils étaient riches, se sentaient puissants et jaloux : peu de leaders juifs européens ont réussi à se faire une place permanente aux États-Unis. Parmi eux, les seuls hommes qui parvinrent à devenir populaires furent Chaim Weizmann, qui jouissait de l'admiration générale, et Shemaryahou Levine, qui était le meilleur orateur yiddish et, fort spirituel, racontait merveilleusement les histoires. La plupart des autres ont échoué et, si j'ai réussi au bout de quelques années, c'est parce que j'étais en quelque sorte président des présidents, responsable de plusieurs organisations juives importantes. On a même dit de moi que j'étais le « dictateur du judaïsme américain » ! C'est un peu exagéré.

Quoi qu'il en soit, Stephen Wise était l'un des dix Juifs les plus connus d'Amérique. Impossible de monter dans un train sans que le contrôleur s'écrie : « Ah ! c'est le docteur Wise ! » ; impossible d'entrer dans un hôtel sans que le garçon d'ascenseur le reconnaisse, dans un restaurant sans que les garçons viennent le saluer. Wise aurait pu être sénateur, ou bien ambassadeur ; on le lui a d'ailleurs proposé, mais il refusait toute position publique afin de travailler pour les Juifs.

Cependant, son influence était considérable. Il était déjà dans les coulisses quand Roosevelt était gouverneur de l'État de New York. Mais ses convictions étaient inébranlables ; il y eut ainsi un moment où Roosevelt coopéra quelque peu avec Tammany Hall, une organisation liée à la Mafia. Wise rompit aussitôt avec lui, pour se réconcilier quand Roosevelt commença à poursuivre les mafiosi ; il contribua même grandement à le faire élire président.

L'une des principales qualités de Stephen Wise était le courage. A vingt-deux ans, il était déjà un rabbin fameux quand il fallut attribuer le rabbinat de la plus grande synagogue américaine et de la congrégation la plus riche.

[43]

Le président de la congrégation était un juriste éminent, d'ailleurs antisioniste : l'avocat Louis Marshall. Marshall émit une condition : que le rabbin désigné lui soumette ses oraisons. Réponse immédiate de Wise : « Moi, être censuré ? Jamais de la vie ! » Et il renonça à une nomination qui aurait multiplié son salaire tout en lui conférant une grande autorité.

En même temps, c'était un homme d'une grande naïveté politique. Il avouait qu'il avait toujours besoin d'un oracle. Ce fut d'abord le juge Louis Brandeis, de la Cour Suprême, puis ce fut moi. Wise avait coutume de déclarer : « Je suis sûr que c'est politiquement valable ; mon ami Nahum me l'a affirmé ! » Il disait souvent qu'il m'aimait comme ses propres fils, s'occupant lui-même de l'éducation de mes enfants, du choix de leurs écoles, etc.

Wise n'agissait que par amour. Je n'ai jamais rencontré un homme qui aimait tant les autres hommes. Il ne faisait pas de différence entre les choses importantes et celles qui l'étaient moins. Il pouvait perdre deux jours afin de trouver une famille qui adopterait un pauvre garçon. Je lui disais alors : « Docteur Wise, vous avez des affaires beaucoup plus urgentes », mais il me répondait avec le fameux vers du Talmud : « Un seul Juif, c'est comme tout le judaïsme »

— *Votre tâche essentielle, aux États-Unis, consistait à faire admettre un partage de la Palestine. Quelle était l'attitude du président Roosevelt ?*

— Si Roosevelt n'était pas mort, il n'y aurait peut-être pas eu d'État juif. Cela dit, Roosevelt était pro-sioniste, aussi bien par générosité personnelle que pour des motifs de politique intérieure. En cela, il différait par exemple de Dean Rusk, qui devint directeur du département pour les Nations unies vers 1943 et fut donc mon partenaire dans les discussions sur le partage de la Palestine et l'établissement de l'État d'Israël. Rusk était un homme très honnête et plein de bon sens, mais il soutenait que l'intérêt

[44] de l'Amérique, était du côté des Arabes, pas des Juifs. D'ailleurs, la majorité du Département d'État était alors antisioniste.

Roosevelt, lui, menait une politique humanitaire : cent mille Juifs pour peupler Israël , d'accord! Aider les réfugiés, d'accord! Mais construire un État juif, pas question! Il était convaincu que les Arabes le détruiraient un jour.

Il est paru un livre contenant une accusation terrible contre Roosevelt; l'auteur soutenait que le président était antisémite. C'est injuste et odieux : Roosevelt et Sumner Welles combattirent, au contraire, la politique du Congrès, qui refusait les visas aux émigrés. Par la suite, il est exact que le président a eu peur du Congrès.

Avant Yalta, Roosevelt se trouvait sous la pression des Juifs américains qui voulaient lui faire accepter l'idée de partage. Il accepta de se faire leur avocat auprès d'Ibn Séoud, qui était alors la personnalité la plus importante du monde arabe. Il fit à Stephen Wise le récit de la rencontre. Bien que trouvant irréaliste l'idée d'un État juif, Roosevelt avait fait son possible pour convaincre Ibn Séoud. Il lui dit que, dans la Palestine sous-développée, les Juifs apporteraient la richesse, la culture intellectuelle, qu'ils mettraient les terres en valeur, etc. Mais Ibn Séoud lui avait répondu qu'il détestait les arbres, les universités, la science moderne, et que le Coran suffisait à tout. « Alors, conclut Roosevelt, comment pourriez-vous vivre là-bas, petite minorité au milieu d'Arabes fanatiques? Ils vous extermineraient. »

Wise était embarrassé, et Roosevelt poursuivit : « Stephen, je vais vous poser une question personnelle : vous êtes rabbin, vous avez des obligations religieuses et morales. Prendrez-vous la responsabilité de faire tuer des millions de Juifs si un jour vous arrivez là-bas? » Bouleversé, Wise affirma qu'il s'en tenait au programme officiel du judaïsme américain. Alors Roosevelt conclut : « C'est entendu, la majorité des Juifs souhaite le partage. Mais je vous aurai mis en garde : vous êtes peut-être en train de commettre un crime. »

[45]

Notre grande chance fut que Roosevelt ait été remplacé Harry Truman, qui était un homme simple et droit. Il disait : « Mes amis sont des Juifs ; les Juifs veulent le partage, alors je le leur accorde. » Il ne faisait pas de calculs et son honnêteté était proverbiale. Il mettait de côté les timbres-poste pour les lettres qu'il envoyait à sa mère; il n'était pas question d'utiliser les timbres de la Maison Blanche pour sa correspondance privée! Quand il ne fut pas réélu, on voulut l'emmener à la gare dans une voiture de la Maison-Blanche, mais il protesta : « Qu'est-ce que cela veut dire ? Une escorte officielle ? Pour quoi faire? », et il fit venir un taxi.

Truman avait de plus un don essentiel : il connaissait ses limites et, dans beaucoup de domaines, il s'en remettait à son secrétaire d'État Dean Acheson. Le président usait un ami d'enfance juif, nommé Jacobson, avec lequel il tenait un magasin avant de se lancer dans la politique, et c'est un peu grâce à cet homme que nous avons eu le Néguev.

Après le vote sur le partage par les Nations unies, les Arabes nous menacèrent d'une guerre. Le Département d'État américain changea alors de position et voulut ajourner la création de l'État d'Israël. C'est Truman qui décida, contre tous ses conseillers, sauf un qui était juif, que l'État se ferait comme prévu : il l'avait promis à ses amis et il tenait toujours parole.

Aussi, quand les Nations unies voulurent décider que le Néguev n'appartiendrait pas à l'État juif, Weizmann chercha à voir Truman. Mais ce dernier refusa, car il était débordé par les délégations juives qui ne cessaient de déliter. C'est Jacobson qui se fit l'intermédiaire de Weizmann. Truman lui dit : « Puisque c'est toi qui le demandes, je le recevrai. » Et, à la suite de cette entrevue, il ordonna à la délégation américaine d'insister pour que le Néguev reste à Israël.

Son secrétaire d'État Dean Acheson était un personnage très différent. Fort cultivé, d'allure aristocratique, il n'était guère aimé des membres du Congrès qui sentaient sa supériorité. Ils disaient : « Acheson n'a rien d'un Américain ;

[46] il devrait être à Westminster. » De fait, Acheson faisait beaucoup plus anglais que yankee. Il n'avait rien d'un politicien provincial et, ayant étudié l'histoire mondiale, il replaçait toujours les problèmes dans un cadre universel. Ami des Juifs, il était plutôt antisioniste, et je suis assez fier de l'avoir convaincu de nous aider.

Je l'ai déjà dit : Truman était un modeste et il laissait la politique internationale à Acheson. Si ce dernier n'avait pas approuvé le partage, jamais Truman seul n'y aurait consenti. Or, le grand argument du secrétaire d'État était : « Pendant des décennies vous n'aurez pas la paix, et vous risquez la catastrophe, car les Américains ne pourront vous soutenir éternellement contre les Arabes. »

Je lui répondis : « Ecoutez, monsieur Acheson, maintenant je ne parle plus en tant que Juif, mais en tant qu'Américain. Je suis citoyen américain. Bon, alors admettons que vous

refusiez le partage. Que va-t-il se passer? Le terrorisme gagnera du terrain en Israël. Les Juifs n'accepteront pas l'interdiction d'immigrer ; moi-même je ne l'accepterai pas. Un demi-million de réfugiés juifs qui ont survécu au nazisme habitent dans la terre maudite d'Allemagne. Leur seul désir est de quitter ce pays où ils vivent encore dans des camps. Etes-vous prêt à les recevoir en Amérique ? Non. Dans d'autres pays ? Non. Alors Menahem Begin, le chef de l'extrême droite, prendra le pouvoir. Personnellement, je ne m'inclinerai pas devant sa politique de terreur, pas plus que Weizmann, mais les extrémistes domineront... Quelle sera alors votre attitude? Quand les terroristes juifs tueront des Anglais, prendrez-vous position contre les Anglais? Et quand les Anglais tueront des Juifs, où serez-vous ? »

Acheson m'avait écouté sans m'interrompre. « Monsieur Goldman, répliqua-t-il, vous êtes le premier leader sioniste qui m'explique non seulement ce qui est bon pour les Juifs, mais aussi ce qui est bon pour l'Amérique. C'est pour cela que je vous apprécie. Je vais réfléchir pendant la nuit à ce que vous venez de me dire. Venez demain et je vous donnerai ma réponse. Venez seul, pas avec un comité. »

[47]

La réponse d'Acheson était capitale, car il faisait partie, avec le secrétaire d'État au Trésor John Snyder et le secrétaire d'État aux Armées Robert Patterson, du comité chargé par Truman de régler la question de la Palestine. Fort anxieux, je vins donc le voir le lendemain soir, à dix-huit heures. Ses premiers mots furent : « J'accepte. » Et il enchaîna : « Il vous reste maintenant à convaincre les deux autres. Mais vous pouvez leur dire que je suis avec vous. »

En ce qui concerne Snyder, ce ne fut pas difficile « Si Acheson accepte, me dit-il, je suis d'accord. Je tâcherai seulement de calculer combien nous coûtera l'affaire. » Mais il y avait Patterson... Cet homme fort respecté était, comme tout le monde au Pentagone, contre le partage. Les militaires jugeaient l'entreprise totalement insensée. Comment donc convaincre Patterson?

Une grande partie des Juifs américains s'opposait, elle aussi, au partage — les uns parce qu'ils souhaitaient toute la Palestine, les autres parce qu'ils ne voulaient pas d'un État juif. Parmi les champions de cette deuxième tendance figurait l'American Jewish Committee, moins important par la quantité que par la qualité de ses membres : financiers de haute volée, intellectuels en vue, alors antisionistes ou même partisans de l'assimilation. Le président de l'American Jewish Committee était alors le juge Joseph Proskauer, ex-collègue de Patterson et son ami intime. De lui, je savais seulement qu'il était une des grandes figures du parti démocrate, et aussi qu'il était fort lié au très influent cardinal Spellmann.

Une fois que j'eus obtenu l'assentiment de Dean Acheson, Wise m'appela au téléphone : « Nahum, Jo Proskauer a pris le train hier soir. Il va voir Patterson pour lui dire que les Juifs américains sont contre l'État d'Israël . » Moi-même, je ne devais rencontrer Patterson qu'une semaine plus tard. Je fis donc une chose fort hasardeuse, je décrochai mon téléphone et appelai Proskauer. J'ai déjà relaté cette conversation dans mon *Autobiographie*, mais elle fut d'une telle importance qu'il me faut la rappeler :

[48]

— Vous avez rendez-vous après-demain avec Patterson attaqua-t-il d'emblée.

— Comment le savez-vous? s'étonna Proskauer.

— Stephen Wise m'a mis au courant. Je dois vous parler avant que vous ne rencontriez Patterson.

— Venez ce soir.

Grands adversaires politiques, Wise et Proskauer avaient leurs villas d'été dans la même île et entretenaient de bonnes relations personnelles. C'est donc sans doute au nom de Wise que je dus d'être reçu aussi rapidement.

Le soir même, je passai des heures à discuter avec Proskauer qui, très vite, me dit : « Appelez-moi Jo. » Je conclus mon long exposé : « Vous êtes un bon Juif qui avez fait de grandes choses pour le judaïsme. Alors vous devez comprendre ce qui a convaincu Dean Acheson. Je lui ai décrit dans quel dilemme il se trouverait si le terrorisme s'installait en Israël. Mais pour vous, ce serait pis. Si Begin et ses amis de l'Irgoun prennent le pouvoir, Moshe Sharett, Weizmann et moi nous démissionnerons, mais il y aura quand même la terreur : les Juifs tueront des Anglais et les Anglais tueront des Juifs. Alors où serez-vous, en tant que Juif américain? Avec les Juifs qui tueront les Anglais, donc contre votre gouvernement, ou bien avec les Anglais qui tueront des Juifs deux ans après Auschwitz? »

Il avait les yeux pleins de larmes. Il se leva et me dit

Me permets-tu de t'embrasser?

—Oui.

Il m'embrassa donc, puis ajouta : « Je suis avec toi cent pour cent. Je t'emmènerai avec moi chez Patterson, mais auparavant, je dois démissionner de mon poste de président de l'American Jewish Committee qui est contre l'État d'Israël. »

Le vice-président du comité était Jacob Blaustein, un grand pétrolier notoirement antisioniste, qui devint plus tard l'un de mes amis et un grand ami d'Israël. Proskauer saisit le téléphone et me dit : « Va dans la chambre à côté et prends l'autre appareil pour écouter. » Il était presque une heure du matin et Blaustein fut réveillé en sursaut :

[49]

— Que se passe-t-il ?

— Je démissionne à cet instant de mon poste de président.

— Qu'est-il arrivé ?

— Nahum Goldmann est avec moi ; il m'a convaincu que la seule solution, du point de vue du judaïsme américain était le partage et la création d'un État juif. Alors lundi, quand je parlerai avec Patterson, je veux être un homme libre. Tu as donc ma démission.

— Jo ! criait Blaustein. Tu viens de tomber dans un piège. Sais-tu à qui tu as affaire ? Nahum Goldmann est l'homme le plus rusé du monde, et pas seulement du peuple juif. Il te trompe, tu ruines ta carrière ! » Mais Proskauer, superbe, répondit : « Je suis plus âgé que toi, et permets-moi de te le dire, pas plus sot que toi. C'est insultant de me dire que Nahum m'a tendu un piège. Il m'a convaincu, c'est différent. Je ne veux pas poursuivre cette discussion. Convoque une réunion d'urgence pour demain matin dimanche et annonce ma démission. Sinon je l'annoncerai moi-même aux journaux. »

Le lundi, nous allâmes donc chez Patterson. Quand nous arrivâmes, seul Proskauer fut annoncé, et Patterson s'exclama en nous voyant ensemble : « Mais, Jo, tu viens avec Nahum Goldmann ! Je croyais que vous étiez adversaires. » Proskauer répliqua : « Ecoute, Robert : je ne suis pas venu pour parler ; je suis venu pour te dire que Goldmann m'a convaincu. Avant-hier, j'ai eu avec lui une conversation émouvante. J'ai eu tort pendant toute ma vie, Lui, il a raison. Tout ce qu'il te dira a mon approbation. Maintenant écoute-le. »

J'exposai donc à nouveau mon idée, et Patterson me répondit : « Mes conseillers sont contre l'idée de partage, mais je comprends ce que vous dites. Puisque Jo Proskauer et Nahum Goldmann, qui furent adversaires toute leur vie, tombent maintenant d'accord sur cette solution, je n'ai pas le droit de m'y opposer. Vous pouvez donc dire au président Truman que je suis d'accord. »

En effet, il ne manquait plus que l'aval définitif de Truman. J'en parlai à son assistant David Niles qui me

[50] conseilla d'aller voir moi-même le président. « Non, lui répondis-je. Il va falloir aller au fond des choses avec Truman, non seulement lui parler du judaïsme américain, mais aussi écarter ses doutes au sujet des élections, du parti démocrate, etc. Je suis citoyen américain, mais je n'en reste pas moins un étranger, tandis que toi, David, tu es son conseiller intime. Va donc lui parler. »

Et je vous assure que ce fut un sacrifice pour moi que de renoncer à aller voir le président pour pouvoir dire, à la sortie : « C'est moi qui l'ai convaincu ! »

[51]

2

Le Congrès sur la brèche

— Vous avez succédé à Stephen Wise à la tête du congrès juif mondial, dont vous êtes le président depuis trente ans. Quelle est la représentativité du C.J.M. par rapport au judaïsme international?

— Un passage du Talmud dit que le Messie viendra dès le lendemain du jour où tous les Juifs seront unis. L'idée de base du Congrès juif mondial est de disposer d'un organisme qui puisse s'exprimer moralement au nom du peuple juif. En effet, il ne s'agit pas de s'exprimer juridiquement, puisque le peuple juif n'est pas une entité juridique.

Le C.J.M. ne parle pas au nom de tous les Juifs, mais seulement au nom de la majorité d'entre eux. Cela peut sembler simple, mais si l'on songe que les Juifs sont dispersés dans plus de soixante pays, qu'ils vivent sous des régimes diamétralement opposés et qu'ils parlent des langues différentes, l'entreprise paraît quelque peu hasardeuse ; elle parut même impossible à beaucoup.

L'unité du peuple juif, sans laquelle il n'y aurait pas le peuple juif, a été maintenue à travers des siècles où la religion dominait la vie juive. En dépit de certaines différences de rites ou de traditions, la religion est unifiée et elle n'a presque jamais connu de scissions, au contraire du christianisme par exemple. Le seul schisme date de l'Antiquité et concerne les caraites, qui existent encore en

[52] Egypte. Il y eut une ou deux sectes caraites en Russie mais je crois qu'elles ont disparu. Les caraites ne reconnaissent que la Bible, et pas le Talmud qui en est le grand commentaire légal et que tous les autres Juifs du monde acceptent.

Il y eut naturellement des différences au sein même du judaïsme — comme le hassidisme, par exemple, apparu au XVIII^e siècle, qui prône une conception du judaïsme plus passionnelle, voire un peu irrationnelle. Mais rien de tout cela n'a détruit le principe d'une religion unique.

Au XIX^e siècle, quand les Juifs commencèrent à s'organiser contre l'antisémitisme polonais, roumain ou russe, est apparue l'idée de donner au judaïsme une base non religieuse. La première tentative fut celle de l'Alliance Israélite universelle, créée en 1860 à Paris par de grandes personnalités juives françaises comme Adolphe Crémieux; mais elle n'a pas abouti, car les masses n'étaient pas encore assez actives, surtout en Europe orientale où elles ne jouissaient pas de l'égalité des droits. Les hommes riches et influents s'occupaient du problème juif en tant que philanthropes, mais ils n'étaient pas de représentants d'une communauté juive — qu'elle fût locale ou universelle. Bien qu'elle ait créé quelques branches en d'autres pays, l'Alliance a longtemps stagné. Beaucoup plus importante aujourd'hui sous la présidence de René Cassin, malheureusement décédé il y a quelques mois, elle ne sait pas elle-même si elle est une organisation politique ou culturelle. Elle a fondé des écoles en Afrique du Nord, en Iran, en Palestine, avec l'aide du gouvernement français qui s'en servait pour répandre la culture française; elle contribue beaucoup à l'éducation juive, mais ne cherche pas à jouer un rôle important dans la vie juive politique internationale.

Puis vint le Mouvement sioniste. Il était bien fondé sur l'idée d'un peuple unifié, mais lié à un programme tendant à créer un foyer national qui, plus tard, deviendrait un État. Beaucoup de Juifs s'y opposaient, surtout au début, et le mouvement sioniste ne put réaliser l'unité. Bien que soutenu idéologiquement par la grande majorité, il

[53] repose aujourd'hui encore sur un nombre limité d'adhérents, qui ne sauraient représenter numériquement l'ensemble du judaïsme.

En Amérique, mon ami Stephen Wise institua alors le Congrès juif américain (American Jewish Congress). C'était la première fois qu'on tentait de créer une organisation juive dont la représentativité était fondée sur la démocratie. Les autres mouvements reposaient surtout sur quelques hautes et influentes personnalités — ce qu'on appelle en hébreu des *chtadlanim*, des protecteurs du judaïsme. L'American Jewish Committee dut ainsi son importance à la qualité de ses membres et aux gros budgets dont ils disposaient.

Quand je rencontrai Wise aux États-Unis pour lui parler d'une édition anglaise de l'*Encyclopaedia Judaica*, alors en cours de parution en langue allemande, il voulut de son côté m'intéresser à l'idée d'un Congrès juif mondial. J'ai déjà dit que c'était surtout la menace nazie qui l'avait décidé : sur place, à Berlin, je m'étais rendu compte que la politique d'apaisement pratiquée par les démocraties augmentait la puissance d'Hitler et, dès 1935, j'étais convaincu qu'il y aurait une guerre.

Je n'avais certes pas prévu Auschwitz [1], mais je pressentais qu'Hitler représentait le plus grand danger qui ait jamais pesé sur l'existence du peuple juif. Il fallait par conséquent créer une organisation qui parle au nom de tous les Juifs du monde, qui combatte politiquement l'hitlérisme et, par la suite, essaie de sauver concrètement les Juifs.

Dès la Première Guerre mondiale, des sionistes et d'autres représentants des communautés avaient lancé l'idée de droits nationaux pour les minorités juives d'Europe orientale [2]; il s'agissait donc d'inclure un statut des minorités dans les documents fixant les frontières de la Pologne, de la Tchécoslovaquie, de la Roumanie, etc., qui accédaient à l'indépendance grâce aux traités de Versailles. Nous créâmes alors à Paris le « Comité des délégations juives » qui joua un grand rôle.

Ce comité ne fut pas fondé démocratiquement, mais il [54] représentait quand même l'American Jewish Congress et plusieurs autres organisations. Même des institutions comme l'American Jewish Committee représenté par Louis Marshall, qui n'y avaient pas adhéré, coopéraient avec lui. Le comité envoya une délégation au congrès de Versailles pour demander le mandat sur la Palestine et le statut des minorités. Il obtint satisfaction : au Parlement polonais, par exemple, un groupe représenta officiellement la communauté juive [1]. Il y en eut également un en Tchécoslovaquie et en Roumanie. Puis, ces droits accordés, le Comité des délégations juives perdit beaucoup de son importance, malgré l'activité exemplaire de son président Léon Motzkin. Seuls le soutenaient encore l'American Jewish Congress et le Mouvement sioniste quand j'en assumai la présidence après la mort de Motzkin.

Je préparais alors le Congrès juif mondial qui devait absorber ce Comité des délégations juives. En dépit de la jalousie qui régnait entre les diverses organisations, je reçus l'accord de la grande majorité des mouvements sionistes. L'opposition venait du Bund, organisation socialiste juive polonaise, qui avait une certaine importance et ne voulait pas reconnaître l'unité du peuple juif pour des raisons d'idéologie socialiste, mais, en gros, les Juifs d'Europe de l'Est ne posaient pas trop de problèmes.

En Allemagne, les opinions étaient partagées : une partie des sionistes était pour le C.J.M., mais les autres, obsédés par l'idée de la Palestine, étaient indifférents aux droits des Juifs de la diaspora. Mon grand ami Kurt Blumenfeld, leader incontesté du mouvement sioniste allemand, était contre le C.J.M. Je réussis cependant, lors du Congrès mondial sioniste, à faire passer une résolution demandant à tous les sionistes d'appuyer le C.J.M.

Dans le reste de l'Europe occidentale, ce fut très difficile. En France, l'Alliance Israélite et le Consistoire Israélite de France étaient contre. Leur argument était que le principe d'un peuple juif réunifié accrédi terait le mythe des « Sages de Sion » et risquerait de susciter l'antisémitisme; que le judaïsme n'était pas une entité politique mais religieuse. En Angleterre, le Board of Deputies of

[55] British Jews reconnu par le Parlement britannique, était également hostile au C.J.M. L'Anglo-Jewish Association, groupe alors assimilateur bien qu'aujourd'hui devenu pro-israélien, était présidée par l'un des fils Montefiore et composée de personnalités fort riches et influentes. Je connaissais personnellement ce Montefiore; aussi lui demandai-je de soutenir l'idée du Congrès. Il me répondit : « Monsieur, je suis prêt à donner mon appui et mes conseils aux Juifs d'Europe orientale quand on me les demande, mais je ne suis pas prêt à demander ou à accepter leurs conseils. » Les Juifs anglais n'ont donc pas participé.

Quant aux États-Unis, seuls les sionistes et l'American Jewish Congress étaient prêts à adhérer, et cette situation a duré quelque vingt-cinq ans. Aujourd'hui enfin, la majorité des Juifs

américains est partie prenante du C.J.M.

Malgré ces multiples défections, nous avons organisé trois conférences préliminaires, la première en 1932, la deuxième en 1933, la troisième en 1935. Le Congrès juif mondial n'a été formellement créé qu'en 1936, au cours d'une grande réunion à Genève.

Lors de ces conférences préliminaires, nous discutâmes surtout de la situation en Europe, et, si l'on relit nos discours de l'époque, on s'aperçoit que Wise et moi-même mettions le judaïsme en garde contre Hitler. La majorité du peuple juif n'y prêta pas attention, et, quand Schopenhauer parle de « l'optimisme maudit des Juifs », force nous est de reconnaître que le philosophe du pessimisme a raison : la plupart des Juifs soutenaient qu'Hitler était un simple épisode, et nous n'avons jamais réussi à faire l'unanimité sur nos thèses.

Nous sommes cependant parvenus à faire adhérer au C.J.M. toutes les communautés juives d'Amérique du Sud, du Canada, et la plupart de celles de l'Europe — Angleterre et France mises à part. Des délégations vinrent d'Italie, de Yougoslavie, de Grèce, etc. Mais, paradoxalement, nous réussissions plus facilement avec les non Juifs qu'avec les Juifs. La raison en est simple : la plupart

[56] des ministères des Affaires étrangères étaient débordés et agacés par la multitude d'organisations juives qui les assiégeaient jour et nuit. Il leur était beaucoup plus commode qu'existât l'adresse unique que nous leur propositions.

L'ordre et la discipline qu'engendrait l'existence du C.J.M. plaisaient aux gouvernements. J'en veux pour exemple une histoire révélatrice qui eut lieu en France. J'ai déjà dit que le Consistoire et l'Alliance Israélite avaient refusé de rejoindre le Congrès. Nous établîmes donc une section française du C.J.M. comprenant des personnalités aussi importantes que le poète français Edmond Fleg, Léonce Bernheim, qui fut tué par les Allemands, et l'éditeur de journaux Charles Bollag, qui bénéficiait de relations privilégiées avec tous les ministres. A l'occasion de la création de cette section française, Louis Barthou, alors ministre des Affaires étrangères, nous envoya un télégramme de félicitations, à Stephen Wise et à moi-même.

Quand je fis plus tard sa connaissance, Barthou me raconta qu'une délégation du Consistoire et de l'Alliance Israélite était venue le voir pour protester : « La majorité des Juifs français rejette le Congrès, lui dirent les délégués, et vous, en tant que ministre des Affaires étrangères, vous le saluez au nom de la France! » Barthou, qui était un politicien fort habile, leur répondit : « Messieurs, votre patriotisme n'est pas douteux. Aussi n'ai-je pas d'efforts particuliers à faire à votre égard. Mais je suis payé, justement comme ministre des Affaires étrangères, pour créer à travers le monde entier une atmosphère de sympathie envers la France. Il est donc plus important que je gagne celle de Goldman et de Wise qui, eux, peuvent être soit pro-français, soit antifrançais. » Les délégués le quittèrent fort déçus...

J'ai rencontré Louis Barthou pour la première fois en Suisse, en 1935. Lors d'un passage à Genève, où j'habitais alors, il m'invita pour, dit-il, mieux me connaître. Il me demanda donc de parler un peu de ma vie.

« Vous m'intéressez, ajouta-t-il, vous avez eu une existence exceptionnelle. Racontez donc.

— Je suis un Juif errant, répondis-je. Né en Lituanie,

[57] élevé en Allemagne, vivant tantôt en Suisse, tantôt en France [1], j'ai eu quatre ou cinq passeports. Les nazis m'ont dénaturalisé pour haute trahison, aussi suis-je apatride.

— Ecoutez, répliqua Barthou, j'ai une proposition à vous faire. Il faut généralement cinq ans de résidence dans notre pays pour obtenir la nationalité française, mais une vieille loi permet au président de la République de faire naturaliser quelqu'un au bout de trois ans si le ministre de la Justice le propose. Vous avez un appartement à Paris depuis trois ans, je vais arranger les choses pour que vous deveniez français.

— Je vous en suis très reconnaissant, lui dis-je, mais je vous parlerai franchement : j'ai une grande admiration pour la France, sa littérature et sa civilisation ; j'aime vivre à Paris ; mais mon amour pour la France n'est pas assez grand pour que je me batte pour elle. Mon devoir est de me battre pour le peuple juif. Or vous aurez la guerre d'ici trois ou quatre ans et, en France, on mobilise les gens jusqu'à cinquante-cinq ans ; en tant que président de l'exécutif du C.J.M., je ne saurais désertier, car les antisémites exploiteraient aussitôt cet acte. Je préfère donc ne pas courir le risque et renoncer à devenir français. »

Barthou me serra la main et me répondit : « J'apprécie beaucoup votre franchise. Mais faites-vous donc naturaliser par quelque État de l'Amérique latine : eux ne vont jamais en guerre, même quand ils la déclarent! » Barthou m'aida ainsi à devenir consul du Honduras à Genève et à bénéficier d'un passeport diplomatique hondurien...

— *Le C.J.M. a-t-il eu à intervenir dans des circonstances précises contre l'antisémitisme qui se développait un peu partout dans le monde?*

— Oui, mais pas assez. Je vais vous expliquer en prenant trois exemples, que j'ai déjà cités dans mon *Autobiographie*.

Le premier concerne la Roumanie où sévissait depuis [58] longtemps une tradition antisémite. En 1935, existait là-bas une organisation fasciste appelée la « Main de fer », dont le leader était l'historien et poète Octavian Goga. Plus Hitler prenait d'importance, plus les antisémites de tous les pays devenaient arrogants. Grâce au traité de Versailles, la communauté juive roumaine était reconnue comme minorité nationale, mais Goga et ses partisans avaient réussi à faire abolir l'égalité de leurs droits. Le C.J.M. a donc adressé une pétition à la Société des Nations. Encore fallait-il obtenir la mention « urgent » pour éviter que l'affaire ne traîne pendant des années. Les États-Unis nous aidèrent beaucoup en intervenant directement auprès du roi Carol ; les Anglais et les Français nous soutinrent aussi officiellement. A cette époque, la S.D.N. était encore assez puissante pour impressionner, non pas l'Allemagne hitlérienne, mais la Roumanie. Le roi convoqua Goga et lui dit que, ne pouvant résister à la puissance juive, il devait se séparer de lui. Des centaines de journalistes attendaient l'issue de cette entrevue. Quand Goga quitta le roi Carol, il leur fit face et leva les mains en disant : « Israël, tu as gagné ! »

Mais le deuxième exemple montre bien que, contre Hitler lui-même, le C.J.M. a partiellement échoué. C'est une accusation que je ne cesserai jamais de porter contre ma génération : les Juifs n'ont pas su, pas pu ou pas voulu porter attention à nos mises en garde. Ainsi, quand furent publiées les lois racistes de Nuremberg, le président de la Tchécoslovaquie Edouard Benès se trouvait à Genève et demanda à me voir d'urgence à l'hôtel Richemond. C'était un homme généralement calme, voire un peu bureaucrate, mais ce jour-là, je ne l'ai pas reconnu : il était comme un lion. Il se mit aussitôt à crier, à m'invectiver : « Comment pouvez-vous rester tranquillement dans votre appartement alors que les lois de Nuremberg viennent d'être promulguées? Vous savez ce qu'elles signifient pour vous? C'est une déclaration de guerre contre les Juifs du monde entier, le commencement de votre fin. Vous vous contentez de protester par des articles, alors qu'il faudrait convoquer aussitôt une conférence internationale afin d'entamer une

[59] croisade contre Hitler. Il est encore faible, on peut l'arrêter. »

Il était hors de lui, mais je savais bien, quant à moi, que si nous organisions une conférence, il y aurait beaucoup d'absents. De toutes parts, j'entendais dire qu'il ne fallait pas déranger les bonnes relations entre l'Amérique et Hitler; les Français parlaient d'apaisement, etc. Alors j'ai cherché toutes sortes de mauvaises excuses. J'ai dit à Benès : « Vous savez, c'est très difficile : nos membres sont dispersés dans beaucoup de pays, et puis, dans deux semaines il y a les fêtes juives... » Benès m'interrompit : « Ne dites pas de bêtises, monsieur Goldman ; vous êtes trop intelligent pour cela. Admettez plutôt que le peuple juif n'a pas le moindre sens de la dignité. » Ce jour-là, j'ai éprouvé une honte terrible.

Troisième exemple, qui concerne cette fois-ci l'Italie : lors de mon installation à Genève, nous habitions, ma femme et moi, dans une pension de la rue de Lausanne, car les Allemands avaient confisqué ou vendu tous nos meubles. Un matin, assez tôt, tandis que je m'habillais, notre logeuse vint m'annoncer que le grand rabbin de Rome m'attendait en bas, qu'il paraissait fort excité et voulait me voir immédiatement. Ce docteur Sacerdote était un ami dévoué et l'un des membres de l'exécutif du C.J.M. Pour qu'il me rende visite à pareille heure, ce devait être grave : je songai aussitôt à quelque pogrom; Mussolini avait beau ne pas être encore l'allié d'Hitler, il n'en était pas moins fasciste.

Je descendis donc aussitôt et Sacerdote m'accueillit par ces mots :

« Habillez-vous vite, nous prenons l'avion de Rome qui décolle à dix heures.

— Mais pourquoi?

— Le Duce vous invite.

— Que veut-il?

— Il lui est très désagréable de savoir que les Juifs du monde entier combattent Hitler. Hitler n'est pas son allié, mais il le considère comme un ami. Il veut donc tenter de trouver un compromis pour régler le problème

[60] juif, rencontrer un leader du judaïsme et arranger pour lui une entrevue avec Adolf Hitler. »

Je répondis : « Mon cher grand rabbin, vous pouvez annoncer à Mussolini que je ne viendrai pas. » Il était d'autant plus stupéfait qu'à cette époque le Duce était à l'apogée de son pouvoir. « Mussolini ne pourra pas obtenir l'annulation des lois de Nuremberg, expliquai-je. Elles constituent la base de la philosophie nazie. Que peut-il donc grappiller? Quelques petites améliorations, qu'on laisse les Juifs sortir d'Allemagne, qu'on n'applique pas les lois de façon trop rigoureuse. Cela dans le meilleur des cas. Si le Duce obtient ces améliorations sans m'avoir consulté, c'est parfait. Si Hitler relâche sa persécution contre les Juifs, notre lutte en sera d'autant moins farouche. Mais si Mussolini entreprend cette démarche auprès du Führer avec mon consentement, cela signifie que je renonce au principe de l'égalité des droits et que je m'accommode d'aménagements. Ce qu'Hitler fait aujourd'hui à sept cent mille Juifs en Allemagne, on le fera demain à trois millions de leurs frères en Pologne [1]. Non, je ne peux pas m'associer à cette entreprise. »

Je ne suis pas certain d'avoir eu raison : si j'avais pu prévoir Auschwitz, j'aurais peut-être accepté l'entrevue bien que je sois certain que, si Hitler avait accepté un compromis en 1935, il l'aurait balayé par la suite. D'ailleurs, quand je rencontrai Mussolini l'année suivante, il m'avoua : « Votre refus m'a agacé, mais vous avez eu raison. Vous êtes un homme d'État. »

Une occasion semblable se retrouva à Londres où l'ambassadeur allemand, le docteur Hoesch, essaya de me mettre en rapport avec Goering — lequel avait déjà reçu une délégation de Juifs allemands auxquels il demanda d'intervenir pour que les Juifs anglais cessent leur campagne antinazie. Des Juifs allemands ont du reste tenté cette démarche — ce qui n'était pas très glorieux de leur part — mais n'ont rien obtenu. Quant à moi, j'ai refusé de voir Goering.

En fait, le seul succès tangible que nous ayons remporté contre l'Allemagne hitlérienne consista à obtenir sa démission

[61] de la S.D.N., à force de condamner la politique anti-juive des nazis. C'est à ce moment que Goebbels obtint ma dénaturalisation pour haute trahison. Mon beau-père, qui résidait toujours en Allemagne, me raconta son entrevue avec un haut fonctionnaire de la Gestapo; ce dernier a dit : « Vous rendez-vous compte ce que coûte votre gendre coûte à l'Allemagne? Chaque jour, il change d'endroit. Nous avons chargé deux fonctionnaires de le suivre, mais à peine arrivé à Bruxelles, il repart pour Rome, et de là

à Varsovie ou à Paris... Et nous devons payer tous ces déplacements ! »

— *Le C.J.M. a donc été longtemps un instrument de politique antinazie. Mais qu'est-il devenu aujourd'hui?*

— Le Congrès juif mondial représente actuellement la grande majorité des Juifs. Il existe environ quatorze millions de Juifs dans le monde. Déduisons les trois millions et demi qui vivent en Europe orientale et qui, sauf les Roumains et les Yougoslaves qui siègent au Congrès, ne peuvent se joindre à nous. Reste à peu près dix millions. Nous représentons, sans exagération, au moins huit millions de Juifs. Il y a les trois millions et demi de Juifs israéliens, la majeure partie du judaïsme américain, presque tous les Juifs européens, ceux d'Amérique centrale et du Sud, d'Australie, du Canada...

L'un des principaux buts du C.J.M. est de représenter chaque communauté juive où qu'elle soit, à partir du moment où elle n'est pas assez forte pour agir elle-même. De ce fait, la majorité de nos interventions doit rester secrète. S'il y a, par exemple, une vague d'antisémitisme dans tel ou tel État d'Amérique latine, les Juifs de ce pays nous demandent aussitôt d'intervenir. Nous nous rendons alors au Département d'État américain, aux ambassades de cette nation à Washington ou à Paris, et personne — ni les Américains ni, *a fortiori*, le gouvernement du pays en question — ne souhaite de publicité autour de cette affaire : il s'agit d'États souverains.

[62]

Pour le Mouvement sioniste, les choses sont plus simples il collecte de l'argent, annonce le nombre d'arbres plantés, de lits d'hôpital créés, organise de grands banquets au cours desquels chacun reçoit une médaille et se sent grand philanthrope. Chez nous, l'action confidentielle est de rigueur.

Nous sommes ainsi la seule association juive à maintenir des contacts avec les pays communistes. Non seulement avec la Roumanie et la Yougoslavie (je rencontre souvent Tito et Ceausescu) qui font partie du C.J.M., mais avec la Hongrie qui appartenait au Congrès, s'en est détachée après la chute de Nagy et commence à se rapprocher, et même avec la Russie soviétique qui n'a pourtant pas de rapports officiels avec le judaïsme mondial. Les Russes ont avec nous des relations permanentes et, d'abord, d'ordre personnel : je suis fort lié avec

Dobrynine, l'ambassadeur d'U.R.S.S. à Washington, et j'ai bien connu Gromyko quand il y était en poste.

Les Russes sont disposés, sinon à négocier ouvertement, du moins à parler du problème juif. Ils veulent que je me rende chez eux, mais je n'irai pas avant de savoir quelles concessions ils sont prêts à accorder. Ils ont une très bonne opinion du C.J.M., mais ne veulent rien entreprendre tant qu'Israël est en état de guerre. J'en reparlerai.

Autre activité du Congrès : à la demande du Premier ministre israélien Isaac Rabin, nous étudions les relations entre l'Etat d'Israël et la diaspora. Le judaïsme mondial ne peut se contenter de dire « Amen » ou de crier « Hourra » à chaque geste d'Israël. Rabin, à qui je l'ai longuement expliqué, nous a donc demandé de faire des propositions, d'organiser un système de communication entre l'Etat souverain et le judaïsme de la diaspora, qui ne remette pas en cause la souveraineté d'Israël, mais qui n'expose pas non plus les Juifs du monde entier au reproche de double allégeance.

Mais notre action la plus importante — et la moins connue — fut sans doute celle qu'entreprit le C.J.M. auprès des mouvements de libération et d'indépendance des nouveaux Etats d'Afrique du Nord, ceux surtout d'Algérie

[63] et du Maroc. Au temps de la domination française, on comptait plus de cent mille Juifs en Algérie et plus de deux cent mille au Maroc, pour la plupart très francisés. En Algérie, grâce au fameux décret Crémieux, ils étaient même automatiquement français, à la différence des non Juifs. Au Maroc, les Juifs se méfiaient tellement des Arabes qu'ils étaient presque tous pro-français — ce qui a provoqué une certaine haine de la part de ceux qui aspiraient à l'indépendance.

Le C.J.M. eut la prévoyance de comprendre à temps que le processus d'indépendance était irrésistible. Dès lors, on pouvait facilement imaginer une revanche contre les Juifs, voire une persécution allant jusqu'aux pogroms. Il fallait donc nous mettre en rapport avec les leaders des mouvements d'indépendance, et cela d'autant plus discrètement et secrètement que le judaïsme français officiel aurait violemment protesté. Nous prîmes la précaution d'informer confidentiellement de notre action les responsables du gouvernement français, auprès desquels, je dois le dire, nous avons trouvé la plus grande compréhension. Puis nous établîmes notre premier contact en Tunisie, auprès d'Habib Bourguiba.

Le directeur politique du C.J.M. était alors Alex Easterman, un journaliste anglais qui avait abandonné sa profession pour se mettre à notre disposition. Easterman avait rendu plusieurs visites à Bourguiba lorsque celui-ci était en prison. J'ai toujours pensé que le meilleur moment pour nouer des liens avec des leaders révolutionnaires est celui où ils se trouvent en captivité. Plus tard, quand ils sont au pouvoir, ils n'oublient jamais les visiteurs des heures noires. Ainsi Bourguiba est-il resté en bonne amitié avec Easterman qui continua à le voir une ou deux fois l'an quand il fut Premier ministre puis président.

Je ne me suis guère occupé moi-même de ces contacts, mais Easterman et un fonctionnaire israélien du C.J.M. du nom de Golan (devenu plus tard conseiller économique du président Senghor) s'entretenaient tant avec Bourguiba qu'avec Ben Bella, Bouabid et d'autres chefs algériens et marocains. Ils leur expliquèrent pourquoi les

[64] Juifs d'Afrique du Nord étaient pro-français et leur demandèrent l'assurance qu'il n'y aurait pas de mesures de rétorsion le jour de l'indépendance. Il faut se rappeler que soufflait alors un grand vent de panique, non seulement parmi les Juifs de ces pays, mais à travers tout le judaïsme mondial. Je me souviens d'une grande conférence tenue en Israël où chacun redoutait le massacre des populations juives d'Afrique du Nord.

Le C.J.M. fut la seule organisation à s'emparer du problème, car toutes les autres étaient ouvertement pro-françaises. Non que nous fussions, quant à nous, anti-français, mais nous étions certains que les mouvements d'indépendance finiraient par gagner la bataille. L'histoire nous donna raison quelques années plus tard et l'action de de Gaulle justifiait rétrospectivement la nôtre. Nos démarches ont probablement sauvé des dizaines de milliers de Juifs : il n'y a pas eu de pogroms, et je crois même qu'aucun Juif n'a été tué après l'indépendance. Il est vrai que beaucoup d'entre eux ont quitté l'Algérie pour la France, mais c'était là leur décision.

Quant aux Juifs marocains, la plupart d'entre eux désirèrent gagner Israël après l'indépendance du Maroc. Mais ce dernier était naturellement pro-arabe et sa position anti-israélienne l'empêchait de négocier cette émigration avec l'Agence juive. Le Congrès, qui entretenait d'excellentes relations avec le gouvernement marocain, servit alors d'intermédiaire, incognito bien sûr. L'Agence juive s'occupait de l'insertion des immigrants en Israël, mais l'autorisation d'émigrer, l'installation de camps de transit — dont un, très grand, à Casablanca —

qui réunissaient plusieurs milliers de Juifs attendant leur départ, tout cela était de notre ressort. Je dois d'ailleurs dire que Hassan II et, avant lui, son père Mohammed V ont toujours eu à l'égard des Juifs une conduite exemplaire. Pendant la guerre, le roi Mohammed V n'a pas permis au gouvernement de Vichy de molester ses ressortissants juifs, malgré les pressions pétainistes et allemandes. Il considérait les Juifs comme ses protégés spéciaux et ne faillit jamais.

Au demeurant, nos activités étaient alors relativement

[65] simples nous apprenions qu'il y avait de l'antisémitisme dans tel pays, nous nous rendions dans ce pays et nous tentions de trouver une solution. Ou bien, s'il s'agissait par exemple de la Bolivie, nous nous adressions au Département d'Etat à Washington; s'il s'agissait du Congo, nous avions affaire aux Belges. Aujourd'hui, la complexité croissante de la politique internationale nous rend la vie beaucoup plus difficile. J'ai dit un jour que le caractère primordial du C.J.M. était d'agir comme un homme d'Etat, alors que les autres organisations juives travaillent plutôt comme des politiciens : elles font des prévisions au jour le jour ; notre vue à nous est plus large.

C'est pourquoi le Congrès tente continuellement de nouer le dialogue avec les Russes. Bien sûr, cela n'a pas encore donné grand-chose, mais il y a quand même un début de conversation. Je suis d'ailleurs optimiste : si le Proche-Orient connaît la paix dans quelques années, comme je l'espère, la vie des Juifs russes s'en trouvera par contre-coup très améliorée.

D'autre part, nous sommes la seule organisation juive qui ait un département pour le tiers monde. On peut se demander si cela est vraiment important, puisque, mis à part le Brésil et l'Argentine, ces pays ne connaissent pas de problème juif : il n'y a pratiquement pas de Juifs en Afrique noire et en Asie. Cependant, le tiers monde est intéressé. J'ai eu une longue conversation avec le président Senghor, qui m'a dit : « Le Sénégal n'a pas de ressortissants juifs, mais aux Nations unies et dans toutes les organisations internationales où nous siégeons, jour et nuit nous entendons parler du problème juif. Alors que se passe-t-il ? Pourquoi les persécute-t-on ? Venez nous l'expliquer. Je suis prêt à vous inviter à tenir une conférence sur le problème juif à l'université de Dakar. » Je lui répondis qu'Israël pouvait fort bien lui expliquer la question. « Certes, répliqua-t-il, Israël est certainement un grand pays (c'était avant la rupture), mais tout comme le Sénégal, c'est une nation égoïste : les Israéliens veulent vendre ou acheter des armes, nous influencer dans nos votes à l'O.N.U. ; ils ne sont pas objectifs. Tandis que vous, [66] C.F.M., vous n'avez pas d'intérêts directs en jeu, ni argent, ni profits, ni marchés. Envoyez-nous donc quelqu'un ! »

Voilà un nouveau facteur extrêmement important pour les Juifs, puisque la majorité des pays du tiers monde est représentée dans les instances internationales. Sans eux, même les Arabes ne pourraient pas faire grand-chose. Il nous revient donc d'informer le tiers monde de nos problèmes. La sécurité du monde juif n'est plus assurée exclusivement par la sympathie des démocraties qui dominent la planète. Il nous faut obtenir la compréhension du bloc communiste et accroître celle du bloc tiers-mondiste.

Nous devons être leur interlocuteur privilégié. Les Russes nous ont clairement dit qu'après étude, ils avaient constaté que le Congrès juif mondial n'est dominé par aucune puissance en tant que telle. « Donc, ont-ils conclu, puisque vous ne défendez que les intérêts des Juifs et pas ceux d'un Etat, nous sommes prêts à discuter avec vous. » Ce qui ne signifie d'ailleurs pas qu'ils soient prêts à en passer par où nous voulons, mais ils sont ouverts.

Il en va de même avec le tiers monde. Si un comité juif américain envoie un de ses représentants en Afrique noire, les Africains penseront que le Département d'Etat américain est derrière, et ils se méfieront. Le Congrès, lui, ne les effraie pas.

En cherchant d'abord à informer, le C.J.M. change une politique juive aussi traditionnelle que discutable. Depuis deux mille ans, en effet, les Juifs protestent. Tant que nous n'étions pas reconnus, que nous étions persécutés, qu'on ne nous accordait aucun droit [1], la seule chose à faire était effectivement de protester — ou bien de sauver nos vies en attendant l'arrivée du Messie. Mais à la chute d'Hitler, nous sommes devenus un facteur d'importance mondiale. Nous avons un Etat reconnu par la plupart des autres pays, respecté par beaucoup, détesté par d'autres, admiré de temps en temps. Même au sein de la diaspora, nous n'avons jamais eu une aussi bonne position : après Auschwitz, les non-Juifs ressentirent une mauvaise conscience et eurent tendance à nous traiter en privilégiés [2]

[67] c'est pour cette raison qu'ils votèrent en faveur de l'Etat juif.

Or que faisons-nous de ce nouveau pouvoir ? Nous continuons principalement à protester. J'exagère à peine. La vie juive est composée de deux éléments ramasser de l'argent et protester. Les Juifs perturbent un concert de David Oistrakh sous prétexte qu'il est soviétique, envoient des

télégrammes à tout le monde, manifestent aujourd'hui contre Brejnev, demain contre Kissinger, après-demain contre Ford... Cela devient absurde. Tout d'abord, personne ne prend au sérieux les protestations qui durent trop longtemps. Des journalistes du *New York Times* m'ont prévenu qu'ils ne publieraient plus les lettres d'indignation contre l'U.R.S.S. à moins qu'elles n'émanent de personnalités importantes ; ils en étaient submergés.

Que six femmes, jolies j'espère, aillent chahuter la conférence d'Helsinki relève du folklore. Brejnev ne les a même pas vues. Elles ont été arrêtées puis libérées vingt-quatre heures après. Où est l'intérêt? Simplement, nous avons un peu plus agacé les gens. Je ne dis pas qu'il faille taire toute protestation; je dis que ce ne doit pas être un moyen exclusif.

Les Juifs ont mieux à faire, à commencer par consolider leur « front intérieur ». La base de notre survie, l'explication du miracle de cette survie, c'est que le peuple juif a existé non par son front extérieur, mais par son front intérieur. Si le fondement de notre survie avait été la politique extérieure, nous aurions disparu depuis longtemps; nous nous sommes maintenus car notre front intérieur était notre point fort. Voici une dizaine d'années, le judaïsme argentin célébrait son centième anniversaire, le centenaire de la première synagogue de Buenos Aires. J'y fus invité à prononcer un discours « Il y a cent ans, ai-je dit, vous m'auriez demandé d'inaugurer cette synagogue, et qu'aurais-je dit? J'aurais dit que la situation de notre peuple était terrible, j'aurais parlé des pogroms, des expulsions, de la misère, du refus de l'égalité des droits, etc. Mais j'aurais également dit que le front intérieur était merveilleux, qu'il n'y avait aucun souci à avoir quant à

[68] l'existence du peuple juif, parce que les enfants étaient religieux, qu'on les élevait dans le respect des traditions, qu'il y avait alors une littérature yiddish. On pouvait certes craindre des assassinats de Juifs, mais pas que les Juifs cesseraient d'être juifs tant qu'ils vivraient. Aujourd'hui, le front extérieur a toutes les marques de la prospérité : nous avons l'égalité des droits, l'antisémitisme s'affaiblit, nous sommes assez riches. Même en Argentine, les Juifs jouent un rôle politique : il y a des ministres juifs, des députés juifs. Mais, ajoutai-je, le front intérieur se présente terriblement mal. »

Je citai alors un exemple précis : voici quelques années, une grande organisation juive avait fait réaliser un sondage à Harvard, l'université de l'élite intellectuelle. On avait posé deux questions à mille ou deux mille étudiants juifs. Première question : « Vous sentez-vous encore juif? » Deuxième question : « Pourquoi? » Une petite majorité, 55 % environ, a répondu oui à la première question, mais la majorité de ces 55 % a déclaré qu'elle se sentait juive pour ne pas déplaire aux parents ! Ceci signifiait que, si leurs propres enfants choisissaient de s'assimiler, eux-mêmes ne s'y opposeraient pas. J'ai conseillé qu'on ne publie pas ces résultats, trop décourageants pour l'avenir du judaïsme américain.

Voilà donc où je voulais en venir: un peuple peut prétendre être plus fort à l'extérieur qu'à l'intérieur; à la longue, cela ne tient pas. Si la façade est bonne et l'intérieur rongé, l'ensemble périra. Il n'existe pas d'assassinat d'un peuple dans l'histoire. Beaucoup de peuples ont été anéantis par leurs adversaires, mais, si l'on regarde de plus près, on se rend compte qu'il s'agissait de peuple ayant renoncé à la lutte. Ce n'est donc pas un assassinat mais d'un suicide. Voilà pourquoi je ne suis pas toujours optimiste quant à la survie du peuple juif : de jour en jour, je constate la dégradation de son front intérieur.

[69]

— Vous êtes très critique vis-à-vis de la politique juive. D'autre part, vous êtes contesté jusqu'à l'intérieur du Congrès juif mondial. Comment jugez-vous vos contestataires et pourquoi avez-vous accepté, en dépit d'eux, votre réélection à la présidence du C.J.M.?

— Les contestataires n'ont jamais été très sérieux. Presque tous membres du groupe ultra-nationaliste sioniste Hérout, ils ont surtout fait du bruit et une partie de la presse israélienne, qui ne m'aime guère, les a soutenus.

En Israël, de nombreux journaux sont entre les mains d'anciens partisans du Hérout, et ils jouent un rôle important, car la majorité des Israéliens est constituée de Juifs orientaux pour qui la chose imprimée est un peu comme la bible. Si le *Maariv* écrit quelque chose, chacun le prend aussitôt au sérieux. Dans tous les pays du monde sévit cette presse démagogique et à sensation, mais une bonne partie de l'opinion ne la prend pas au sérieux. Tandis qu'en Israël, tout éditorial est reçu comme une vérité révélée. Et il n'existe aucun État où les politiciens soient aussi terrorisés par cette presse qu'en Israël. Personnellement, je sais qu'elle ne me porte pas dans son cœur, mais je ne lui prête aucune attention. Il y a bien sûr des organes sérieux, comme *Haaretz* ou *Davar*, mais la presse de l'après-midi, qui est d'un niveau médiocre, est la plus répandue et la

plus influente. A l'un de ces journalistes, reconnu en Israël et qui m'attaque depuis trente ans, j'ai dit un jour que je ne savais pas ce qui lui faisait le plus défaut : le manque d'éducation ou le manque de talent. Ce sont des individus de ce genre qui ont gonflé la prétendue contestation.

Au Congrès juif mondial, il n'y a jamais eu de grande opposition à ma personne. Les révisionnistes du Hérout attaquent ma politique, et c'est tout naturel, mais ils ne représentent qu'une infime minorité au Congrès. J'entretiens personnellement les meilleurs rapports avec leur leader, Menahem Begin, à qui j'ai déclaré lors des élections de février 1975 : « Si le Hérout votait pour moi, j'aurais l'impression que quelque chose sonne faux. »

[70]

Enfin, je le dis très franchement : j'aimerais me retirer du Congrès. J'estime anormal, en effet, qu'un président reste en poste plus de vingt ans. Peut-être y a-t-il de ma faute, puisque je n'ai pas formé de successeur, mais il faut comprendre qu'être le président du C.J.M. est une chose très difficile. L'homme qui a ce titre doit parler couramment plusieurs langues et connaître la situation des Juifs dans chaque pays du monde. Il doit aussi entretenir des relations avec nombre de gouvernements et de personnalités de tout bord. C'est d'une grande complexité.

Il ne s'agit de rien moins que de réenvisager l'ensemble de la politique internationale à travers le prisme juif. Il existe de bons leaders juifs dans certains pays, mais ils connaissent mal le problème des autres Juifs, ceux des États-Unis, d'Europe ou d'Amérique latine. Il y a, d'autre part, des intellectuels juifs qui ont de grandes qualités, mais ne veulent pas se mêler à la politique juive, car elle n'est guère attrayante. Si j'avais trouvé quelqu'un qui non seulement me convienne (je ne suis pas un dictateur, je ne peux pas nommer mon successeur), mais qui agrée à la majorité du Congrès, je me serais déjà retiré.

D'ailleurs, j'ai déjà abandonné la présidence de l'Organisation sioniste mondiale dont les membres n'ont toujours pas désigné de nouveau président. Mais il est non moins important d'avoir un président pour l'O.S.M. que pour le Congrès. L'O.S.M. a un exécutif de vingt éminentes personnalités qui travaillent à plein temps. Le C.J.M., lui, ne peut pas disposer d'un tel exécutif, car il n'existe même pas sept ou huit grands experts juifs internationaux résidant en permanence dans des villes comme Genève ou New York. De ce fait, la tâche de président est essentielle.

Je l'ai cependant clairement déclaré devant l'assemblée du Congrès : « Je n'accepte pas mon nouveau mandat pour une durée de cinq ou six ans, et j'espère que, d'ici un an ou deux, quelqu'un pourra me succéder. » Je me retirerai pour devenir président d'honneur ou conseiller du C.J.M.

Mais j'en reviens à cette opposition mythique que mes

[71] adversaires souhaitent se voir dresser contre moi. La vérité est que je la juge moi-même insuffisante ! Je n'ai jamais connu le danger de ne pas être réélu. Je n'ai jamais lutté pour telle ou telle position précise. Je suis le seul leader juif qui n'ait jamais eu de parti derrière lui, sauf, à un moment précis, le parti radical, (mais il s'agissait d'une formation minime) et qui n'ait jamais cherché à obtenir un poste au gouvernement. Si je suis devenu président de l'Organisation sioniste, c'est parce que Ben Gourion m'y a pratiquement contraint, et il est logique que je sois devenu celui du C.J.M. à la mort de Stephen Wise, puisque nous l'avions fondé ensemble. De même, à la Claims Conference, j'ai plusieurs fois souhaité qu'on me remplace, mais, malheureusement, personne d'autre ne dispose de mes relations avec les Allemands.

Je n'ai donc jamais voulu conquérir une position et, sous cet aspect, la vie m'a toujours été très facile à vivre. Lors du premier discours que je prononçai devant le Congrès sioniste, il y avait dans la salle l'un des plus fameux leaders sionistes, Shemaryahou Levine, grand ami de Weizmann. Il était accompagné de Meyer Weisgal, plus tard président de l'Institut Weizmann en Israël, qui m'entendait pour la première fois et confia à Levine : « Le jeune Goldman sera un grand chef sioniste ». Et Levine lui répondit : « Il a beaucoup de talent, mais aussi un immense défaut : tout lui est trop facile. » Il y a du vrai là-dedans.

Pourquoi donc, demanderez-vous, ma personnalité suscite-t-elle tant de critiques de la part de certains Israéliens ? Première raison — que je comprends, je m'empresse de le dire : je ne me suis pas installé en Israël. Ben Gurion me l'a souvent reproché, la presse israélienne me le reproche toujours. Deuxième raison : je suis trop indépendant. Israël est un pays très conformiste où sévit, non la corruption financière, mais la corruption du pouvoir. Qu'un même parti domine la vie politique depuis tant de temps est démoralisant. Je préfère évidemment le Mapaï au Hérout, puisque je suis un homme de gauche (pas un socialiste marxiste), mais le fait qu'il n'ait pas

[72] changé de régime depuis vingt-neuf ans prouve qu'Israël est un des pays les plus

conservateurs du monde. Il n'y a guère de démocraties, sauf jusqu'à tout récemment la Suède, où cela existe, mais c'est ainsi : les Juifs sont révolutionnaires pour les autres peuples, pas pour eux-mêmes.

Professionnellement et financièrement, je suis donc tout à fait indépendant. Si j'avais dû devenir un jour politicien juif et être salarié pour cela, j'aurais préféré balayer les rues. Cette profession de foi va contre tout le style de vie des Israéliens.

Enfin, dernier point qui est évidemment le plus important : j'ai toujours eu sur le problème arabe une opinion à l'encontre de celle de la majorité. Je n'ai jamais hésité à exprimer mon avis là-dessus quand je l'estimais nécessaire, aussi je comprends fort bien qu'on me critique à mon tour. J'ai dit un jour à Maurice Couve de Murville que, sur ce terrain précis, je me sentais plus goy que juif ; contrairement à la plupart des Israéliens, je ne suis ni fanatique, ni entêté, ni convaincu d'avoir toujours raison. Je suis tolérant et n'exagère l'importance ni des problèmes ni de mes activités.

Les Israéliens ont cette grande faiblesse de penser que le monde entier tourne autour d'eux. L'ancien président Shazar, un ami de plus de cinquante ans dont les convictions politiques intimes étaient proches des miennes, me demanda un jour :

« D'où vient votre terrible sagesse ? Vous prévoyez toujours ce qui va arriver, comment faites-vous donc ? »

— Je ne suis ni plus habile ni plus intelligent que beaucoup de leaders israéliens, répondis-je, mais la différence entre eux et moi est que je ne m'identifie à cent pour cent à aucune idée, à aucun mouvement. Je garde mes distances, j'ai mes doutes et mes réserves ; c'est pourquoi je vois les choses sans œillères. »

Au cours d'une discussion un peu vive, j'ai dit à Ben Gourion qu'il considérait les problèmes depuis Sde Boker, son petit kibboutz, et moi d'un avion volant à douze mille mètres d'altitude. C'est une autre approche.

Les Israéliens souffrent de cette politique à courte

[73] vue. Ils trouvent que la moindre chose est terriblement importante et ils en sont malades. L'ulcère à l'estomac est une maladie typiquement juive. Ils sont toujours irrités, excités, passionnés ; leurs discussions sont toujours exagérées. Rien de tout cela ne correspond à ma propre nature et, de ce point de vue, je suis un peu étranger.

— *Vous vous êtes défini comme un homme de gauche et vous reprochez aux Israéliens de ne pas être assez révolutionnaires. Ces opinions ne sont-elles pas en contradiction avec votre vie personnelle, notamment avec votre fortune ?*

— Dans quelle charte idéologique de la gauche est-il écrit qu'il faille être mendiant pour se sentir progressiste ? Je crois, bien au contraire, qu'il est plus convaincant d'être aisé et de gauche que miséreux et de gauche. Qu'a à voir la fortune personnelle avec la quête de justice sociale ? A moins d'être marxiste, il ne faut pas croire que la situation économique détermine l'idéologie des esprits éclairés. Au contraire : je dirais même que, si c'était possible, un leader politique ne devrait pas être payé pour son activité publique. Pour un ministre ou un diplomate quelconque, démissionner n'est pas chose facile : dès le lendemain, il ne saurait plus comment subsister. Un homme comme moi est beaucoup plus indépendant. Grâce à ma position financière, je n'ai jamais senti aucune motivation économique pour obtenir une situation rémunérée, ni dans les cadres du Mouvement sioniste ni au sein du Congrès juif mondial, ni et surtout au gouvernement d'Israël, où on m'a offert à plusieurs reprises des postes de ministre ou d'ambassadeur.

Moshe Sharett, qui était mon meilleur ami, me disait : « Nahum, nous n'avons aucune prise sur toi. Tu as des comptes dans plusieurs pays et tu te moques de nous. » C'était exagéré, mais je pense néanmoins que l'indépendance matérielle permet à l'action d'être beaucoup plus libre et sereine.

[74]

— *Pour en revenir au Congrès juif mondial, quelles sont exactement ses relations avec l'Organisation sioniste mondiale, d'une part, et le gouvernement d'Israël, de l'autre ?*

— Nos relations avec l'Organisation sioniste mondiale ont été établies formellement et de

façon définitive lors de la dernière assemblée du C.J.M. en février 1975 en Israël. Mais notre coopération date d'avant même la fondation du Congrès. Stephen Wise et moi avions compris que ceux qui nous aideraient dès le commencement seraient les sionistes, car l'idée d'unification du peuple juif est la base de leur conception. Il y eut cependant une certaine opposition du Congrès sioniste à notre projet de C.J.M. Pas une opposition sur le principe, mais sur l'opportunité de l'encourager à devenir une réalité. Une fraction des sionistes voulait que le sionisme concentre ses efforts sur la seule obtention d'un foyer national juif (on ne parlait pas encore d'État), sur l'organisation de l'immigration juive en Israël, sur la colonisation, etc. Une autre fraction disait que le sionisme devait aussi s'intéresser aux problèmes de la diaspora pour assurer une éducation juive aux nouvelles générations.

Les sionistes d'Europe orientale, qui luttèrent pour obtenir le statut des minorités et participèrent à la vie politique de leurs pays, étaient naturellement pour ce qu'on appelait « le travail du présent », c'est-à-dire l'organisation et l'intensification de la vie juive au sein des communautés. Les sionistes allemands, eux, s'y opposaient. Ils jouaient un grand rôle idéologique à cause de leur culture germanique et venaient dans une large mesure des milieux assimilés. Leur leader du moment, Kurt Blumenfeld, avait créé les termes de « sionisme pré-assimilateur » et « post-assimilateur ». Je me rangeais personnellement du côté des sionistes d'Europe orientale, car les problèmes de la diaspora m'ont toujours intéressé.

Finalement, le Congrès sioniste adopta à la grande majorité une résolution pour la création du C.J.M. et fit appel à toutes les organisations sionistes pour nous soutenir.

[75]

Mais, formellement, il n'y avait aucune relation entre le C.J.M. et l'Organisation sioniste mondiale — mis à part le fait que, pendant de nombreuses années, je fus le président des deux. Quand il y avait un problème entre les deux organisations, on disait alors : « Goldman négocie avec Goldman. »

Pendant la dernière guerre, il y eut peu de coopération. Le mouvement sioniste était très limité et son principal souci consistait à maintenir une vie juive en Palestine.

Après la guerre, quand je fus élu à sa présidence, les relations se resserrèrent naturellement et, au cours de ces dix dernières années, nous avons cherché à les formaliser. L'une des difficultés majeures résidait dans les statuts internes du C.J.M. qui ne prévoyaient que l'adhésion de représentations locales, territoriales ou nationales des communautés juives, à l'exclusion de toute organisation internationale. Il était impossible au Mouvement sioniste, qui est par essence international, d'adhérer au Congrès et de s'y faire entendre. Nous avons donc modifié les statuts et, aujourd'hui, les sionistes ont un nombre fixe de représentants dans toutes les institutions du Congrès.

Au demeurant, si le Mouvement sioniste a une réelle influence dans le C.J.M., elle n'est pas décisive. Cela tient surtout à ce que le sionisme est fondé sur des partis politiques, ce que je considère comme un malheur et qui explique que l'Organisation sioniste soit aujourd'hui dans un état très critique. Certes, les partis sionistes, qui ont perdu toute importance, ont eu leur raison d'être tant que l'État juif n'existait pas. Theodor Herzl a même dit que l'Organisation sioniste, c'était l'État juif en marche. Tant que le Mouvement sioniste décidait de la politique, il était donc nécessaire qu'il ait des partis. Les uns voulaient un État juif orthodoxe, d'autres un État socialiste ; certains optaient pour le capitalisme libéral et certains pour le capitalisme conservateur. Mais, à partir du moment où l'État existait, à partir du moment où émanaient de lui autorité et souveraineté, hors d'Israël les partis sionistes ne signifiaient plus rien. Tout ce qu'ils font aujourd'hui, c'est aider

[76] les partis politiques israéliens. C'est une situation absurde.

A Buenos Aires, par exemple, tous les trois ou quatre ans, il y a les élections démocratiques du Comité exécutif de la communauté juive. On peut lire des affiches ou des placards comme : « Choisissez Mapaï à cause de Ben Gourion » ou « Votez Golda Meir ». Qu'est-ce que cela a à voir avec la communauté de Buenos Aires ? De même, quelle raison a un Juif de Chicago de choisir Mapaï ou Misrahi ? En quoi cela l'intéresse-t-il ? Il ne connaît même pas la différence.

Ces choses-là n'existent pas au Congrès juif mondial. C'est pourquoi lors de notre dernière assemblée, quand le Hérout a tenté d'empêcher ma réélection en m'attaquant sur ma soi-disant conception politique sioniste, son intervention a été jugée ridicule. Nos problèmes à nous sont l'éducation, la jeunesse, l'antisémitisme, l'égalité des droits pour les Juifs de Russie, etc. On a essayé indirectement d'introduire le système des partis dans le Congrès, mais je m'y suis toujours opposé. Naturellement, lors d'une assemblée, les membres des différentes tendances politiques se rencontrent, mais ce n'est pas officiel. Le C.J.M. n'a ni Mapaï ni Hérout ; il a une

délégation américaine ou française ou de tout autre pays, qui englobe pêle-mêle sionistes et non-sionistes.

Cela dit sur les relations officielles, reste la distribution du travail. Tout ce qui concerne Israël est naturellement le privilège du Mouvement sioniste, qui nous demande d'ailleurs parfois d'intervenir à sa place — par exemple dans le cas de l'émigration marocaine dont j'ai déjà parlé. Dans le domaine de l'éducation juive, le Mouvement sioniste fait un travail considérable qui nécessite beaucoup d'argent. Le Mouvement sioniste mondial et l'Agence juive opèrent avec un budget de quatre à cinq cents millions de dollars par an, alors que nous disposons de deux millions de dollars. Il est donc hors de question pour nous de financer des écoles ou des instituts de formation pour les enseignants. Mais nous travaillons en collaboration étroite dès qu'il s'agit des communautés.

[77]

Vous m'avez également interrogé sur la qualité de nos relations avec l'État d'Israël. Le problème dépasse le C.J.M., car les rapports entre Israël et la diaspora intéressent tous les Juifs.

Comme je l'ai déjà dit, le Congrès aide officieusement le gouvernement israélien dans certaines circonstances précises — lorsqu'il s'agit, par exemple, d'avoir des conversations avec un État communiste ou avec l'un des États africains qui ont rompu leurs relations diplomatiques avec Jérusalem. Mais cette collaboration sur des points précis avec Israël ne m'a jamais empêché de juger sévèrement sa politique et sa technique diplomatique.

Ni le peuple juif ni ses représentants n'ont encore appris l'art difficile des véritables négociations. En politique, toute bonne négociation présuppose une certaine égalité des partenaires. L'un peut être objectivement plus fort et l'autre plus faible, mais, psychologiquement, il doit exister un terrain commun, sinon il ne s'agit pas de négociation, seulement de diktat ou de soumission. Pendant des siècles, la diplomatie juive n'a pu exister, puisque les Juifs n'étaient reconnus comme égaux ni en tant que collectivité ni en tant qu'individus. Tout ce qu'ils pouvaient espérer, c'était vivre au jour le jour en s'en remettant aux *chtdlanim*, ces philanthropes qui intervenaient de temps à autre pour sauver la communauté. Ce fut le cas de Moses Montefiore et d'Adolphe Crémieux, dans l'affaire de Damas ou lors du décret sur les Juifs d'Algérie. Mais ils n'agissaient pas parce qu'ils représentaient le peuple juif, mais parce qu'ils étaient des individus très influents par eux-mêmes, soit économiquement, soit politiquement. Comme les gouvernements avec lesquels ils traitaient les respectaient et voulaient parfois gagner leurs bonnes grâces, ils pouvaient obtenir quelque chose pour leurs coreligionnaires. De tels hommes, surnommés les « Juifs de la cour », ont existé à tout moment dans la diaspora, mais on ne peut pas les appeler diplomates ou hommes d'État juifs.

Une véritable diplomatie, un véritable art de la politique ne peuvent aboutir qu'à condition de disposer d'un programme,

[78] d'une vision globale et d'objectifs à long terme. Toute politique uniquement fondée sur la problématique de survie ne saurait être constructive. Or, dans les ghettos de la diaspora, les Juifs ne pouvaient pas planifier. Ils ne savaient pas où ils seraient le lendemain, si on les spoliait, les expulsait ou les détruirait. Pendant les deux mille années de la diaspora, le seul homme d'État juif a été le Messie. Les Juifs tentaient de survivre et, un jour, le Messie viendrait, qui résoudre leurs problèmes.

Tout a changé depuis que les Juifs bénéficient de l'égalité des droits, d'organisations représentatives et, *a fortiori*, de l'État d'Israël. Notre génération est donc la première qui ait pu établir une politique juive, et elle a tout à apprendre dans ce domaine.

D'abord, les Juifs ne parviennent pas encore à considérer les demandes de leurs adversaires comme aussi importantes que les leurs. Un diplomate israélien rend visite à un chef de gouvernement et lui expose ce qui est bon pour les Juifs ; si l'autre ne paraît pas trop intéressé, le diplomate ne tient aucun compte de ce que désire ce partenaire. J'ai dit une fois, lors d'une discussion publique avec le plus grand adversaire sioniste que j'aie jamais eu, le rabbin Silver, que la différence entre un homme d'État et un politicien est que ce dernier prend seulement en considération ce que demandent ses partisans ; un homme d'État s'intéresse, lui, à ce que réclament ses adversaires, car c'est avec eux qu'il lui faudra chercher un arrangement. Il est souvent difficile de trouver un compromis avec des diplomates juifs, tout simplement parce qu'ils ne perçoivent même pas les demandes de leurs interlocuteurs. Ils doivent donc surmonter cet égocentrisme qui est le résultat de deux mille ans de persécutions et de sentiment d'infériorité.

D'autre part, en étudiant le Talmud pendant des siècles et des siècles, les Juifs ont acquis un sens aigu de la logique et de la dialectique. Il s'agit d'ailleurs, à mon avis, d'une culture

beaucoup plus raffinée que celle qui a donné la jurisprudence romaine, appréciée comme le grand classique de la logique. Mais, à partir de là, les Juifs ont développé [79] deux notions assez peu réalistes dans la plupart des cas.

Première notion : ils croient que, s'ils ont raison du point de vue moral, ils ont gagné une bataille. Or, en politique, cela compte peu. Je ne voudrais pas paraître cynique et dire que cela ne compte pas du tout : il vaut certes mieux avoir raison du point de vue moral que pas raison du tout; mais ce n'est pas un facteur décisif.

Deuxième notion : ils croient aussi que, s'ils ont raison du point de vue logique, ils ont également gagné. Pourtant, en politique, la logique ne signifie rien. Je fus autrefois membre d'une commission que Weizmann avait nommée pour négocier avec le gouvernement anglais. C'était à l'époque du mandat britannique et le président de la commission anglaise était le ministre Butler, homme fort cultivé qui devint plus tard chancelier de l'université d'Oxford. Lors d'un de nos conflits, je lui avançai toute une série d'arguments très denses, irréprochables du point de vue de la logique. J'étais sûr qu'il ne pourrait rien répondre, mais il m'écouta très poliment avant de me dire en souriant : « Cher docteur Goldmann, j'admets volontiers que toute la logique est de votre côté, mais nous avons l'Empire; et, si nous avons obéi à votre logique, nous n'aurions jamais eu cet Empire ! » Il avait absolument raison. La logique était dans mon camp, c'est vrai, mais dans le sien, il y avait la réalité du pouvoir.

Voilà ce que doivent apprendre les négociateurs israéliens : personne n'a jamais tout à fait raison. Les situations absolues n'existent pas, car l'absolu est impossible à atteindre. Quand les Israéliens négocient, ils sont tellement sûrs de leurs propres droits qu'ils en oublient ceux des Arabes et qu'ils affaiblissent leurs positions aux yeux du monde.

Un dernier point, enfin, pour en terminer avec les reproches : les Israéliens surestiment l'importance de la propagande et des « public relations ». La presse israélienne ne cesse d'écrire : « Notre propagande est mal faite, notre image de marque est mauvaise », etc. [1] Je connais bien le sujet, puisque l'Organisation sioniste mondiale a dépensé

[80] des millions de dollars pour la propagande. Eh bien, je le regrette, car c'est sans grande valeur. La chose décisive pour influencer l'opinion publique mondiale, c'est le caractère de la politique israélienne, et, si cette politique est critiquée par la majorité des États, la meilleure propagande n'y pourra rien. Cette erreur de jugement et cette confiance éperdue dans les slogans, les Israéliens les ont héritées des Américains. Aux États-Unis, tout se vend par les méthodes appelées « Madison Avenue », du nom de l'artère où sont situées les plus grosses firmes de publicité. Cette technique est peut-être excellente pour lancer une marque de savon, un nouveau dentifrice et même un nouveau journal, mais pas pour diffuser une idée politique en la déformant. Le président Lincoln a dit un jour : « On peut tromper tout le monde pendant un certain temps, on peut tromper tout le temps une partie du monde, mais on ne peut pas tromper tout le monde tout le temps. » Voilà qui devrait faire réfléchir nos spécialistes de la propagande...

[81]

3

La volonté d'être juif

— *Le mot « judaïsme » revient comme un leitmotiv dans toutes vos déclarations, mais il semble couvrir plusieurs notions. Quelle est votre définition du judaïsme?*

— Il n'existe aucune définition qui soit tout à fait satisfaisante. Les Allemands sont célèbres pour leur génie des formules, et cependant, rien qu'en langue allemande, on pourrait constituer une bibliothèque de plusieurs centaines de volumes sur le thème : « Qu'est-ce que le judaïsme? » Je me souviens avoir prononcé une conférence lorsque j'étais étudiant, au cours de laquelle j'ai proposé plus de vingt définitions : le judaïsme est une religion, un peuple, une nation, une communauté culturelle, etc. Aucune n'était absolument exacte. Le peuple juif est quelque chose d'extraordinaire et d'unique — ce qui ne veut pas dire « de mieux » ; seuls des termes hébraïques parviennent à le cerner, mais aucune traduction ne convient. *Am* est généralement traduit par « peuple », car il n'y a pas de meilleur mot, mais ce n'est pas tout à fait cela.

Si l'on traduit *Oumma* par « nation », c'est également erroné, et « religion » pour *Dat* est complètement faux. *Dat* est une forme de vie, c'est la jurisprudence, la loi, la foi aussi. Il faut donc renoncer aux définitions lapidaires.

Pour moi, un Juif est un homme qui est né juif ou qui est devenu juif en se convertissant, et qui se sent juif. C'est tout. Si un Juif ne veut plus être juif, s'il nie le

[82] judaïsme, s'il ne donne pas d'éducation juive à ses enfants ou s'il les baptise, alors il peut cesser d'être juif. C'est d'ailleurs pourquoi tant de Juifs ont disparu à travers les siècles; autrement, il y en aurait aujourd'hui des centaines de millions. Un Juif s'assume donc comme tel ; il se sent solidaire du peuple juif, il s'identifie à son histoire et à son destin. Pour les uns, le pivot central est la religion. Pour d'autres, la gloire du peuple juif, qui a donné au monde le monothéisme, les prophètes, Spinoza, Marx, Freud, Einstein et bien d'autres génies. Pour d'autres encore, le respect des souffrances juives passées et présentes cimente leur adhésion à la cause du judaïsme : ils estimeraient indécent et immoral de se séparer d'un peuple qui a subi un tel martyre pour conserver son identité.

Il y a donc toutes sortes de motivations — comme il y a toutes sortes de motivations au fait qu'un homme est l'ami d'un autre, qu'un homme aime une femme, qu'un homme aime tel livre et pas tel autre. Mais ce qui est décisif, c'est la volonté de rester juif.

— *Parmi toutes ces conceptions, vous n'avez pas cité celle de Sartre disant que le Juif est celui que les autres désignent comme tel.*

— Je rejette cette définition. En effet, même si le Messie arrive un jour et qu'il n'y ait plus d'antisémitisme, j'espère qu'il y aura toujours un peuple juif. Même si les autres oublient que les

Juifs existent, j'espère que ceux-ci se maintiendront en tant que peuple. Comment un peuple aussi extraordinairement créateur pourrait-il disparaître ou apparaître au gré de l'humeur des autres? Je n'accepte pas une définition aussi négative, qui est d'ailleurs proche de celle qu'a proposée Max Frisch dans son fameux drame, *Andorra* : puisqu'il est étranger, alors il est juif. Est-ce une base, pour un tel peuple, que d'exister seulement parce que les autres le considèrent comme différent ?

C'est un problème fondamental. La philosophie, la pensée, l'idéologie juives sont faites de multiples contradictions.

[83]

L'une d'elles est que nous sommes en même temps le peuple le plus séparatiste et le plus universaliste du monde.

D'un côté, nous avons toujours refusé de renoncer à notre identité. Contrairement aux autres religions, le judaïsme n'a jamais fait de prosélytisme. De grands théologiens, juifs et non juifs, ont prétendu que si le judaïsme avait voulu devenir une religion universelle, il aurait pu facilement prendre la place du christianisme. Les historiens montrent que, dans les premiers siècles après Jésus-Christ, la société romaine comptait beaucoup plus de convertis au judaïsme qu'au christianisme ; l'impératrice Poppée était juive, des membres de la famille impériale et des dignitaires de la cour étaient juifs. Mais le Talmud dit qu'un *guer*, un converti, est aussi difficile à supporter qu'une plaie. Là, nous touchons du doigt le double aspect religion-nation du judaïsme. En effet, si le judaïsme n'avait été qu'une religion, il aurait eu intérêt à absorber la plupart de ceux qui étaient prêts à se convertir; mais il était de plus un peuple investi d'une mission spéciale, choisi par Dieu; c'est pourquoi les Juifs s'opposèrent au prosélytisme. Même de nos jours, devenir juif est assez difficile.

D'un autre côté, il n'y a pas de moralistes aussi universels que les prophètes. Bien qu'il ait désigné les Juifs comme « son peuple », le Dieu juif est universel, il est le Dieu de toute l'humanité. De même, le Messie juif n'a jamais été un Messie national il est le Messie de tous et de chacun. C'est la grande caractéristique de notre peuple nous sommes à part, isolés des autres et, en même temps, destinés à remplir une mission qui concerne le monde entier, à être les serviteurs de l'humanité.

Si je n'avais pas dû me lancer dans les affaires publiques à cause de Hitler, je serais probablement devenu historien et j'aurais écrit un livre sur les Juifs et les autres nations. Car aucun autre peuple au monde n'a eu tant de contacts avec différentes civilisations rencontres avec les Grecs, les Romains, les chrétiens, les Arabes, même avec les Chinois. Il est d'ailleurs intéressant de remarquer

[84] que la pire d'entre elles s'est produite avec les chrétiens, et non avec les musulmans ; et aussi de souligner que le ghetto est historiquement une invention juive. Il est faux de dire que les *goyim* ont forcé les Juifs à se séparer des autres sociétés. Quand les chrétiens confirmèrent les ghettos, les Juifs y vivaient déjà. Il y a certes une différence entre choisir librement ses voisins et être obligé d'habiter à tel endroit avec interdiction d'en sortir le soir ; mais, même aujourd'hui, les Juifs ont tendance à résider dans un quartier à eux, dans un environnement qui facilite la vie de leur communauté.

Avant l'émancipation, les choses étaient cruelles mais simples : étant au mieux tolérés, les Juifs vivaient à part, sans se soucier des lois ni des coutumes des autres. Je cite souvent la formule géniale de Heinrich Heine — qui fut un très bon Juif à la fin de sa vie, et dont la conversion au christianisme n'a été qu'une formalité, son « billet d'entrée » dans la société occidentale. Heine demandait « Quelle explication donner au mystère que constitue la survie des Juifs, sans patrie, sans Etat, sans rien? » Et il répondait « C'est qu'ils ont dans le *Schoulhan Arouh* (le recueil des lois et des prescriptions juives) une véritable patrie portative. » C'est vrai quand les Juifs étaient expulsés d'un pays, ils allaient dans un autre, mais en portant sous le bras le *Schoulhan Arouh*. Sur cette base, ils se constituaient très vite une nouvelle patrie.

Aujourd'hui, mis à part une petite minorité, les Juifs ne vivent plus selon le *Schoulhan Arouh*. Ils sont émancipés du point de vue politique et sur un pied d'égalité avec les autres. Economiquement, ils jouent un rôle considérable surtout depuis la Seconde Guerre mondiale et, intellectuellement, les trois génies qui eurent le plus d'influence sur la civilisation moderne, Marx, Freud et Einstein, étaient des Juifs. Les Juifs sont donc tout à fait intégrés, et la difficulté est justement de maintenir leur identité, leur caractère « à part ». Ou alors il n'y aura plus de peuple juif.

La génération adulte a connu deux expériences bouleversantes la première, horrible, est l'holocauste, auquel

[85] la majorité des Juifs ne s'attendait pas. La seconde, merveilleuse, est la création de l'Etat juif à laquelle peu de gens croyaient.

Mais, pour les jeunes générations, ces deux faits appartiennent au passé. J'ai deux fils ; ils connaissent par moi la tragédie antérieure, l'holocauste, et le sionisme, car ils savent que j'y étais très actif. Mais, Israël leur paraît quelque chose de tout à fait normal. C'est un Etat comme un autre où, chaque semaine, on entend parler d'un nouvel ambassadeur, d'un ministre ; bref, le train-train classique. Cela n'a plus de rapport avec la miraculeuse réalisation du grand rêve bimillénaire. Pour les jeunes gens, le nouvel Etat juif est un fait ; d'autre part, ils n'ont pas à redouter une résurgence du nazisme.

Aussi le problème consiste-t-il à leur trouver de nouveaux défis. Je leur en proposerai un bien volontiers : faire qu'Israël soit autre que l'Israël d'aujourd'hui. Bâtir un Israël qui ne se contenterait pas d'avoir la meilleure armée du Proche-Orient, de dépenser la majorité de ses ressources pour acquérir de nouvelles armes et d'être fier de gagner une nouvelle guerre qui ne résout rien et risque d'ailleurs de se terminer par une catastrophe. Bâtir un Israël qui se concentrerait au contraire sur la création religieuse, culturelle et sociale. La nouvelle jeunesse juive doit devenir révolutionnaire. Le judaïsme mondial, inspiré par un Israël de paix et de justice [1], doit devenir un mouvement révolutionnaire. Non pas avec des barricades, des bombes et des terroristes, mais en tant que champion de la lutte contre la pauvreté, l'analphabétisme et l'inégalité, pour l'abolition de l'Etat souverain et pour la paix.

Voilà qui donnerait un sens nouveau aux souffrances du peuple juif ! En effet, les Juifs auraient pu vivre très heureux s'ils s'étaient fait baptiser et s'ils avaient renoncé à leur condition. S'ils s'en sont gardés, c'est essentiellement pour obéir à l'idéal des prophètes, au messianisme, pour servir l'humanité. Aujourd'hui, le judaïsme oublie ses obligations les Juifs appartiennent à beaucoup de partis réactionnaires et capitalistes. Les nouvelles générations

[86] doivent apprendre à être révolutionnaires — et révolutionnaires en tant que Juifs. En tant qu'Américains ou Français aussi, d'ailleurs ; mais d'abord en tant que Juifs.

Nous vivons une époque où l'existence des minorités est partout menacée. La civilisation contemporaine a tendance à tout égaliser pour aboutir à ce qu'on appelle l'« homme-machine ». Le monde entier aspire à une sorte de civilisation mondiale. Une chanson créée à New York est chantée le lendemain à Shanghai ou à Moscou, en dépit des rideaux de fer et des rideaux de soie. Le grand danger est que la différence entre les peuples — et, à l'intérieur des peuples, entre les majorités et les minorités — s'affaiblisse. A mon avis, la civilisation a toujours été créée par les minorités ; même en politique, ce sont elles qui fomentent les révolutions. C'est une minorité qui a créé le sionisme. La majorité, elle, s'oppose généralement au changement, mais vole au secours de la victoire quand la minorité emporte un succès.

La culture non plus n'a jamais été l'apanage des masses ; elle est le fait d'individus hors pair, de génies ou d'un petit nombre fanatiquement voué à un idéal. Les premiers chrétiens étaient une infime minorité ; les premiers protestants aussi. Quand les idées sont adoptées par la majorité, elles perdent de leur profondeur. A cause de la technique, de l'abolition des distances, du téléphone, de la radio, de la télévision, notre civilisation devient de plus en plus uniforme. Après la Première Guerre mondiale, nous avons fondé le Congrès des minorités pour obtenir des statuts dans le cadre du traité de Versailles, puis la Seconde Guerre mondiale venue, il a cessé d'exister. Eh bien, les Juifs devraient recréer le Congrès des Minorités, non plus pour obtenir cette fois des droits politiques, mais simplement pour survivre culturellement.

Ces initiatives, les Juifs ne les prendraient pas seuls, mais, par exemple, avec les Noirs aux Etats-Unis, avec les protestants dans les pays catholiques, avec les catholiques dans les pays protestants ; bref, partout où il existe des discriminations. Une minorité, quelle qu'elle soit, a le droit d'exiger que ses membres bénéficient des richesses

[87] de l'Etat où elle se trouve et d'avoir, par exemple, ses propres écoles. Encore une fois, il s'agit pour le peuple juif d'une question de survie.

Il existe d'autres minorités, des minorités allemandes, hollandaises, italiennes, etc., mais elles ne sont pas décisives pour leurs nations mères. Si tous les Allemands d'Amérique disparaissaient en tant qu'Allemands, ce qui arrivera sans doute dans une ou deux générations, l'existence du peuple allemand ne serait pas en danger. Si les quelques millions d'Italiens qui vivent en Amérique latine oublient leur origine italienne, la république italienne demeurerait. Mais si les minorités juives, de par le monde, cessaient d'exister en tant que minorités, il n'y aurait plus une seule chance pour le peuple juif de survivre, ni pour Israël de subsister au milieu d'un océan arabe.

Si nous recréons ce grand mouvement des minorités, ce sera une affaire de longue haleine,

car, naturellement, les gouvernements ne nous aideront pas, et peut-être même s'y opposeront. Mais nous devons lutter pour ce droit des minorités de maintenir leur identité culturelle, et il revient aux Juifs de prendre la tête du mouvement, car ils ont l'habitude de juger si un gouvernement respecte ou non les droits de l'homme et du citoyen.

Je suis toujours resté en contact avec la jeunesse, et j'estime beaucoup la jeunesse juive. Lors du dernier congrès sioniste, voilà huit ans, où j'ai démissionné de mon poste de président, il y avait une délégation de la jeunesse sioniste, composée d'étudiants et de non-étudiants. Tous s'opposaient aux responsables sionistes et à leur politique, et ils chahutèrent le congrès. Puis ils m'ont adressé une lettre, que j'ai conservée, dans laquelle ils me disaient :

« Vous êtes le seul leader juif qui soit resté jeune. » A chacun de mes voyages en Amérique, je passe des heures avec des étudiants juifs, et j'ai bien compris leur problème: ils ne sont pas attirés par le *leadership* juif parce que celui-ci est très médiocre, surtout aux Etats-Unis où il se trouve soit entre les mains des fonctionnaires, soit entre celles des « richards ». Et pourtant, aucune génération juive n'a connu autant d'intellectuels que la nôtre. Mais ceux-ci ont [88] horreur de tout le décorum actuel de la vie juive dans la diaspora : les collectes, les banquets, les médailles, etc. Ils se détachent donc du judaïsme, sauf une minorité (mais mieux vaut une minorité que rien) qui est séduite par Israël. Cependant, Israël ne saurait influencer des jeunes à la longue. Israël, aujourd'hui, c'est la politique, la guerre, la défense nationale, et non la concrétisation de l'idéal des jeunes qui rêvent de socialisme et de vie au kibboutz.

Connaissez-vous l'histoire du païen qui voulait devenir juif ? Il arrête le grand talmudiste Hillel dans la rue et lui demande à brûle-pourpoint « Quel est le sens du judaïsme ? ». et Hillel lui répond aussitôt : « Ne fais pas à autrui ce que tu ne veux pas qu'il te fasse. » Je ne suis pas Hillel, mais, si l'on me demandait à moi quel est le sens du judaïsme, je répondrais: c'est le non-conformisme. Nous sommes par excellence le peuple non conformiste de l'histoire de l'humanité. Nous avons commencé par Abraham qui quitta son pays, non pour en conquérir d'autres ou pour s'enrichir, mais tout simplement parce qu'il ne supportait pas la religion idolâtre de son entourage. D'Abraham à Einstein, le non-conformisme est resté notre trait original. Si le peuple juif a survécu, c'est parce qu'il était non conformiste et rejetait les notions du plus grand nombre.

Depuis l'émancipation, nous devenons un peuple de plus en plus conformiste. Les juifs suivent l'opinion de la majorité ; ils supportent les dictatures si elles ne sont pas antisémites ; ils ont fait d'Israël un Etat comme les autres. Or un peuple conformiste n'a rien à offrir à ses jeunes idéalistes ; il doit se contenter d'une jeunesse prosaïque, dont les seuls buts sont de vivre à l'aise, de flirter et de gagner de l'argent.

Le grand argument des jeunes avec lesquels j'ai de fréquentes conversations est le suivant : « Nous sommes avec les Noirs car nous sommes progressistes, donc pour l'égalité, pour la paix et contre la misère sociale. L'*establishment* juif est réactionnaire et nous n'avons rien à lui dire. » C'est à ces jeunes gens qu'il faut apprendre la tradition [89] non conformiste du judaïsme et prouver qu'il est dans leur intérêt de l'adopter. Il faut leur expliquer :

« Soyez contre l'*establishment* juif et créez l'organisation révolutionnaire des jeunes juives. Vous retournerez ainsi aux sources du judaïsme. »

Le grand danger, c'est l'isolationnisme, qui sonnerait à terme le glas du judaïsme. D'abord pour une raison pragmatique: en effet, pourquoi les *goyim* nous aideraient-ils si nous ne les aidons pas ? Si nous nous désintéressons des grands mouvements idéalistes, pourquoi les idéalistes non juifs nous soutiendraient-ils ?

A ce propos je vous raconterai une histoire que j'ai apprise de mon père et que j'ai citée lors d'une discussion concernant l'Union mondiale des étudiants juifs, que les dirigeants de l'*establishment* juif hésitaient alors à reconnaître. Dans un petit village il y avait deux fous. L'un d'eux monta un jour sur le toit de la synagogue et déclara : « Je veux sauter. » Sa famille accourut, toute la communauté se réunit pour l'implorer ; rien à faire le fou répétait : « Si quelqu'un entre dans la synagogue, je saute immédiatement. » Alors l'autre fou est arrivé et a demandé ce qui se passait. « Laissez-moi faire », dit-il et il cria au premier : « Haïm, Haïm, si tu ne descends pas tout de suite, je prends une scie et je coupe en deux la synagogue. » Et Haïm descendit aussitôt. La morale de cette histoire est que, si un fou comprend le langage d'un autre fou, un révolutionnaire doit comprendre celui d'un autre révolutionnaire — même si ce dernier est illogique et irréaliste.

La seule solution me paraît donc de susciter une jeunesse à la fois non conformiste, révolutionnaire et juive. La réussite de cette synthèse dépend beaucoup d'Israël, qui prend

aujourd'hui des positions contraires mais sans lequel rien ne pourra se faire dans la diaspora. Tout est fonction de la paix. La guerre ruine ; elle ruine l'économie d'Israël, la politique israélienne, la culture israélienne. Je ne veux pas dire ici si les responsables sont les Juifs ou les Arabes ; je constate simplement ce désastre.

Le jour où il y aura la paix, le mouvement gauchiste, [90] sans aucun doute, sera très fort en Israël et il sera anti-orthodoxe [1]. Eclatera alors un grand conflit culturel que, tout comme Ben Gourion, je veux éviter en ce moment : tant que la guerre sévit, une telle lutte interne serait terriblement dangereuse. Mais, après les hostilités, la première chose à faire sera de séparer l'Etat de la religion. Aujourd'hui, on se contente de dire aux gauchistes : « N'agitez pas cette question, vous feriez obstacle à la politique de défense qui nécessite l'union nationale », et, bons patriotes, les gauchistes s'inclinent. Mais, avec la paix, ils reprendront le débat.

— *Pourtant la paix ne représente-t-elle pas un certain danger ? Les Juifs ont toujours été solidaires dans l'adversité. La paix ne constituera-t-elle pas un élément de démobilisation ?*

— Cette théorie était valable quand nous vivions dans les ghettos et que l'adversité concernait chaque Juif. Ce n'est plus le cas aujourd'hui où la guerre n'affecte que l'Etat d'Israël. Comment voulez-vous que des Juifs qui vivent ailleurs dans de bonnes conditions soient longtemps influencés par la guerre du Proche-Orient ? On voit déjà les premières marques de cette désaffection.

Lors de la guerre des Six Jours, par exemple, tous les Juifs français étaient enthousiasmés. Chacun voulait défendre Israël par les armes et un comité fut fondé en ce sens. Le conflit s'est terminé sans que l'on ait pris de volontaires. Certains sionistes proposèrent alors que ceux qui n'avaient pas pu combattre pour Israël aillent s'y installer en tant qu'immigrants. Les volontaires n'ont pas donné suite au projet. La réalité prouve que l'immigration vers Israël a beaucoup diminué ces dernières années. Alors que la moitié environ des Juifs autorisés à quitter l'U.R.S.S. préfèrent ne pas aller en Israël et que l'immigration des pays d'Europe et d'Amérique diminue, l'émigration — surtout de jeunes Israéliens — augmente. Ceci est dû surtout aux difficultés économiques et psychologiques

[91] créées par l'état de guerre, et c'est un des arguments les plus convaincants pour qu'Israël fasse des concessions qui permettent d'aboutir à une paix durable.

Voilà qui me fait dire que l'adversité n'est pas le ciment idéal du judaïsme, et, si elle continue trop longtemps, la guerre elle-même deviendra une routine. On ne peut pas vivre en fonction d'un conflit qui rebondit tous les trois ans. C'est donc sur le front intérieur qu'il faut se concentrer — ce qui implique un changement radical de la politique juive. Manifester, c'est bien, ça donne bonne conscience et ça ne coûte pas grand-chose. Mais travailler dans une école ou une université, accomplir un travail quotidien, même prosaïque, c'est beaucoup plus important.

En Israël, la nouvelle génération fréquente les universités, mais ne veut pas apprendre le yiddish. On peut le regretter, mais on ne peut pas la forcer. Il y a plus grave dans la diaspora, où les enfants sont coupés de la culture juive. Comment un jeune Juif peut-il rester un bon Juif s'il ne sait rien de l'histoire juive, de ce que les Juifs ont réalisé sur le plan de la religion, de la philosophie, de la littérature, de l'art ? La seule solution est de créer des écoles juives à plein temps, comme les catholiques ont des écoles catholiques. Mais beaucoup de Juifs s'opposent à un tel réseau scolaire, estimant qu'il s'agirait d'un retour au ghetto, ce qui est totalement absurde. Seuls les orthodoxes défendent cette idée et, sur ce point, je suis avec eux. Pourquoi ne pas concevoir un système d'écoles juives qui seraient subventionnées par l'Etat, lequel, bien entendu, déciderait de l'enseignement général ?

Les institutions dont je m'occupe cherchent à favoriser une prise de conscience juive sur le plan culturel. La plus importante d'entre elles, la Memorial Foundation, a pu disposer de sommes importantes dans le cadre des réparations allemandes. La Claims Conference et la Memorial Foundation ont contribué à la création d'écoles juives et de centres communautaires, un peu comparables aux maisons des jeunes et de la culture, qui accueillent

[92] partout un public nombreux. Après la guerre, notre but était de reconstruire la vie culturelle et religieuse du peuple juif. Adenauer nous a soutenus. Quelques ministres allemands voulaient que l'argent des réparations soit uniquement destiné aux victimes du nazisme ou à des œuvres philanthropiques. A ceux qui soutenaient cette thèse, Adenauer répondit « La Bible dit que l'homme ne vit pas seulement de pain. Il nous faut aider à ressusciter la vie culturelle juive ; ce

n'est pas moins important que de nourrir les pauvres. » C'est donc grâce à cet argent que nous avons pu construire des établissements, puis établir un fonds de bourses destinées à des savants et des écrivains juifs travaillant sur des sujets juifs, à la création de départements pour le judaïsme dans les grandes universités, etc.

— Mais l'enseignement dispensé à l'école ou à l'université n'est pas tout. Le judaïsme ne doit-il pas également compter sur les médias classiques, presse, écrite, radio, télévision ?

— Il faut se rendre à l'évidence que les journaux yiddish, qui luttent pour survivre, appartiennent à un monde déjà dépassé. Cette constatation m'emplit de mélancolie, car le yiddish fut la langue populaire de millions de Juifs pendant des siècles. Je rêve que l'hébreu devienne aujourd'hui la deuxième langue de tous les Juifs et qu'une presse juive, écrite en hébreu, soit diffusée à travers la diaspora.

Dans l'immédiat, le plus important me paraît être de rétablir, dans chaque pays où vivent des Juifs, une littérature et une presse, écrites dans la langue du pays, mais dont le contenu soit juif. Cela concernerait aussi bien les ouvrages proprement littéraires que les livres de recherche. Le jour où nous négocierons avec les Soviétiques, je demanderai qu'une telle presse et une telle littérature puissent naître, ou renaître, en U.R.S.S.

Telle qu'elle se présente actuellement, notamment en langue anglaise, la presse juive de la diaspora est très

[93] mauvaise, très provinciale. Il y a quelques exceptions, comme le *Jewish Chronicle* à Londres, mais, en général, elle vit grâce aux petites annonces et la plupart des journalistes qui y travaillent ne sont pas fameux. Lorsque j'étais aux Etats-Unis, j'ai tenté de créer un hebdomadaire juif; il est intolérable qu'une communauté de six millions d'individus n'ait pas un grand journal. Pourtant, je n'y suis pas parvenu. Il y eut d'autres tentatives, comme *Opinion*, mensuel créé par le fils de Stephen Wise, mais elles se sont soldées par des échecs. Au demeurant, il existe aux Etats-Unis un certain nombre de revues mensuelles et trimestrielles d'un bon niveau intellectuel, mais la presse d'information, surtout les hebdomadaires, représente des petits intérêts particuliers et donne rarement une image objective de la vie juive.

Un hebdomadaire qui, lui, ferait chaque semaine une analyse des problèmes juifs, plairait notamment aux jeunes gens qui ne lisent pas la presse locale juive, trop médiocre. Ce ne sont ni les collaborateurs ni l'argent qui manquent, mais la compréhension du leadership juif pour un tel organe.

Je pense aussi, à plus longue échéance, à une radio juive qui émettrait dans la langue des pays de la diaspora. L'idéal serait une grande station centrale diffusant en anglais, en français, en espagnol et en hébreu. Le Congrès juif mondial a négocié un temps avec Radio-Monte-Carlo, mais, là encore, le projet a échoué.

Il y a évidemment un autre moyen, qui consiste à faire de l'« entrisme » dans les stations de radio et de télévision déjà existantes, mais il est assez difficile d'y pénétrer. Y parvenir par l'argent est pratiquement impossible : à la télévision américaine, une minute coûte deux mille dollars ! Et, de toute façon, les chaînes n'acceptent pas la propagande. La seule chose possible est de préparer des programmes qui les intéressent, mais cela revient très cher. De plus, il s'agit forcément d'entreprises privées, de qualité et d'intérêt très inégaux. Je citerais parmi les meilleures et les plus durables le programme dominical français du rabbin Josy Eisenberg.

[94]

Dans le domaine du film, il n'y a jamais eu de politique suivie pour créer, par exemple, une maison de production typiquement juive qui débouche sur une distribution internationale. Israël a dépensé beaucoup d'argent dans le cinéma, mais pour de mauvais films, trop propagandistes.

Claude Lanzmann, auteur de l'excellent *Pourquoi Israël*, voudrait réaliser un film sur l'holocauste, auquel il souhaitait que je participe. Il aura besoin de deux ou trois ans pour réunir sa documentation et visiter les lieux des grands camps de concentration, mais surtout pour recueillir les témoignages des survivants de l'holocauste. Je lui ai demandé ce qu'il attendait de moi, et il m'a répondu : « Aucun autre Juif ne peut être le pivot de ce film. Vous avez vécu en Allemagne avant Hitler, vous avez lutté pendant dix ans contre les nazis, vous vous êtes sauvé pendant la guerre et vous avez tout fait pour sauver d'autres Juifs, vous connaissez les Alliés et leur attitude honteuse, après la guerre vous avez négocié les réparations allemandes... alors, qui peut commenter tout cela mieux que vous ? » Je n'ai pas encore donné de réponse, mais si j'en

trouve le temps, je coopérerai.

Pour perpétuer le souvenir des extraordinaires communautés disparues lors de l'holocauste, je m'emploie actuellement à mettre sur pied un projet qui me tient très à cœur ; il s'agit de créer un musée historique de la diaspora sur le campus de l'université de Tel-Aviv. On en estime la réalisation à dix millions de dollars. En Israël, le poète et écrivain hébreu Abba Kovner travaille sur cette idée, et notre conseiller artistique est Karl Katz, l'un des conseillers du Metropolitan Museum de New York. Le musée sera l'un des plus grands bâtiments de Tel-Aviv, avec une superficie de dix mille mètres carrés. Son but sera de montrer les voies et les moyens par lesquels le judaïsme a pu survivre. On y trouvera moins des objets que des illustrations des grands thèmes éducation, religion, vie familiale, espoir messianique, nostalgie de Sion, antisémitisme, etc. Tout cela sera présenté grâce à des méthodes ultra-modernes : l'électronique au service du judaïsme,

[95] en quelque sorte. En pressant un bouton, les visiteurs verront par exemple les Juifs de Jérusalem priant devant le mur des Lamentations ; en en pressant un autre, leur apparaîtra une carte lumineuse de toutes les grandes migrations juives de l'histoire. Il y aura sur place des sections réservées aux archives où chacun pourra consulter une documentation complète sur la question qui l'intéresse. Bref, ce sera le monument « vivant » à la mémoire des Juifs dispersés dans l'Europe de l'Est que l'on ne ressuscitera jamais.

— *Vous venez de parler d'un musée. Quelle est donc votre opinion sur le rôle de l'art dans le judaïsme ?*

— Vous savez que, pendant de nombreux siècles, les Juifs n'ont eu ni peinture ni sculpture. Le troisième commandement leur interdisait de représenter des êtres vivants, de crainte qu'ils ne deviennent païens. Mais comme, en philosophie, en politique et en religion, l'idéologie d'un peuple est une expression de son caractère, je pense que cette défense de créer des peintures ou des sculptures anthropomorphiques tire son origine d'une spécificité juive. Je connais de nombreuses théories sur ce sujet. L'une d'elles est d'Ernest Renan, grand expert de l'Antiquité juive, qui jugeait que l'organe essentiel des Juifs était l'oreille et non l'œil. En effet, les Juifs écoutent mais regardent peu. Ce qui explique du reste leur réponse quand Dieu leur proposa les Dix Commandements. Ils dirent : « Nous écouterons et nous agirons. » Et non « Nous voulons voir », comme l'auraient fait des Grecs. Dieu est invisible.

Renan était un ami de Taine pour lequel le caractère d'un peuple dépendait de son environnement et pas de sa race. Renan démontrait que les Juifs étaient un peuple du désert ; dans le désert, il n'y a rien à voir, mais on entend le moindre bruit à des kilomètres de distance. Comme toute théorie, celle-ci est unilatérale, mais intéressante. Martin Buber a beaucoup écrit là-dessus.

[96]

Quoi qu'il en soit, il est clair qu'à de rares exceptions près, la peinture juive s'est longtemps réduite à des illustrations de la Bible et des rituels. Ce sont d'ailleurs de très beaux manuscrits, encore que les Arabes aient dépassé les Juifs dans cet art de l'enluminure. Quant à l'architecture, nous en ignorons tout, puisque les vieux temples ont été détruits. Les quelques synagogues du Moyen Age sont d'architecture mauresque ou gothique ; rien donc de très original.

Or, phénomène assez curieux, quand ils commencèrent à peindre au XIX^e siècle, les Juifs devinrent des artistes de premier plan : Pissarro, Modigliani, Chagall, etc. De même pour la sculpture.

En revanche, il est compréhensible qu'ils soient devenus de grands musiciens, puisque la tradition musicale a toujours existé dans leurs communautés. A ce sujet, avez-vous remarqué que les Juifs sont plutôt violonistes que pianistes ? Il y a évidemment Rubinstein, mais les plus grands violonistes du monde, David Oistrakh, Isaac Stern, Yehudi Menuhin, sont juifs. Le violon a plus d'âme que le piano et correspond mieux au caractère juif. Mais il existe une autre explication : échapper à un pogrom avec un violon, c'est possible ; avec un piano, c'est irréalisable...

— *A l'intérieur même du judaïsme, pris en tant que groupe humain, il y a une dichotomie entre le peuple juif qui vit dans la diaspora et celui qui vit dans l'Etat d'Israël. N'est-ce pas le grand obstacle à toute tentative d'unité ?*

— Si j'avais le pouvoir d'abolir la diaspora et de rassembler tous les Juifs en Israël, je ne le ferais pas. Je suis en effet convaincu que, s'il existe aujourd'hui encore un peuple juif, c'est bien plus grâce à la diaspora qu'aux états juifs. Si tous les Juifs étaient restés en Palestine quand, en 70, les Romains ont détruit l'Etat et le temple de Jérusalem, il n'y aurait probablement plus de Juifs aujourd'hui. Cette conception n'est pas une hypothèse personnelle, elle est historique.

[97]

Quelques-uns en ont conclu qu'un Etat juif n'était pas nécessaire, et d'ailleurs, quand le sionisme est apparu sur la scène mondiale, la plupart des Juifs étaient contre et s'en moquaient. Herzl n'a été soutenu que par une petite minorité. Les autres se sont ralliés ensuite, après la création de l'Etat, mais sans adhérer pour autant à l'Organisation sioniste qui ne représente formellement qu'un ou deux millions de personnes, donc une part seulement du peuple juif. Certes, s'il n'existait pas aujourd'hui un Etat juif, je ne désespérerais pas pour autant de l'avenir du peuple juif, mais cela correspond à une certaine dose d'irrationnel exprimée en hébreu par *Netzah Israël lo yichaker* (« L'éternité d'Israël ne se démentira pas »). D'un point de vue rationnel, en tant que sociologue ou simple observateur de la vie juive, sans l'Etat j'aurais des doutes sur la survie du peuple juif au bout de quelques générations. Les forces d'assimilation aboutiraient à une désintégration lente, progressive et non dramatique de notre identité. La grande majorité perdrait la conscience d'être juif et même tout désir de faire quelque chose pour le rester. C'est pourquoi l'existence de l'Etat est absolument nécessaire.

Il y a de plus un lien solide entre l'holocauste et l'Etat d'Israël. Je dis souvent que le peuple juif a payé son Etat non seulement par les milliers de jeunes gens tombés au cours des quatre guerres d'Israël, mais par les six millions de victimes juives du nazisme.

La justification du sionisme et de l'Etat est qu'Israël représente probablement le seul moyen, en tout cas le plus efficace, pour jeter de nouvelles bases à l'existence juive. C'est d'autant plus vrai que le judaïsme de l'Europe orientale, qui fut la grande forteresse de la vie juive aux XVIII^e et XIX^e siècles, a disparu. Et, d'après moi, c'est une illusion de croire que le judaïsme américain d'aujourd'hui, avec ses richesses financières et intellectuelles, pourrait remplacer à la longue ce judaïsme européen. Je me souviens d'avoir dit, lors d'une conférence aux Etats-Unis, qu'il était absurde d'imaginer que Broadway puisse se substituer à Volozkine ou à Belz, les grandes écoles

[98] « yéchivotes » polonaises. Quand un étudiant de la Yéchiva de New York sort de son institut, il voit à droite un cinéma pornographique et à gauche une boîte de striptease; ce qui n'a aucun rapport avec la vie en Pologne où la ville était imprégnée de spiritualisme, où l'existence de chacun se conformait à chaque instant à l'enseignement reçu.

Le fait que l'existence d'Israël soit indispensable ne signifie donc pas que l'Etat contienne toutes les valeurs du judaïsme ni que tous les Juifs doivent aller le rejoindre. D'ailleurs, d'un simple point de vue économique, Israël ne pourrait pas absorber cet afflux de population sans expansion territoriale, et par conséquent sans nouvelles guerres. Sans parler du terrible risque d'une victoire des Arabes sur un Israël où seraient rassemblés tous les Juifs : ce serait notre fin physique.

La diaspora est une sorte de garantie, de réserve. On m'a dit un jour : « Les Juifs sont les plus grands spéculateurs du monde. Ils courent toujours s'établir là où se crée le centre de la civilisation. Quand le centre était au Proche-Orient, ils étaient en Palestine, puis à Babylone, ensuite à Alexandrie. Quand les Romains ont conquis le Proche-Orient, ils allèrent en Europe, à Rome, en Rhénanie. Aujourd'hui que le Proche-Orient redevient un centre important, les voilà de retour. Ils sont toujours là où se situent les grandes valeurs boursières de l'histoire. » Naturellement, tout cela était exprimé de façon plutôt prosaïque et vulgaire.

A mon avis, la vie du peuple juif n'est ni uniquement en Israël ni uniquement dans la diaspora, mais dans les deux. Israël et la diaspora doivent être interdépendants. S'il existe un jour le système d'écoles juives dont j'ai déjà parié, chaque élève de ces écoles devra passer une année en Israël. Dès maintenant, beaucoup d'universités acceptent cet arrangement et donnent des « unités de valeur » ou des équivalences pour une telle année d'études. Cela ne peut que mener à des échanges permanents et bénéfiques entre Israël et la diaspora — la condition préalable, je le redis, étant que l'hébreu devienne la deuxième

[99] langue de tout le peuple juif. En Suisse, la grande majorité des enfants parle, dès le primaire, deux ou trois langues. Il n'est donc pas inconcevable qu'un peuple assez intelligent, dont 80 ou 90 % des enfants reçoivent un enseignement secondaire, puisse apprendre l'hébreu. La nouvelle culture hébraïque englobera alors une sorte de civilisation universelle qui

empêchera Israël de devenir un pays à mode de pensée provincial.

Dix-huit pour cent du peuple juif habitent en Israël et plus de 80 % dans d'autres pays. D'autres peuples, les Arméniens, par exemple, ont connu une diaspora, mais jamais d'une telle importance. La diaspora juive est unique. Si, demain, les Juifs de la diaspora décidaient qu'Israël ne les intéresse plus, l'affaire serait close et Israël cesserait d'exister, aussi bien économiquement que politiquement. L'Amérique soutiendrait-elle Israël si le judaïsme américain ne lui prêtait plus attention ? [1] Pour établir notre Etat, nous avons pu nous servir des exemples offerts par d'autres Etats ; pour créer notre armée, aussi ; mais pour régler le problème de la diaspora, nous ne disposons d'aucun précédent : il nous faut inventer.

Je discute parfois avec des historiens qui croient trouver un parallèle à notre situation dans l'Antiquité où, par deux fois, la majorité des Juifs a vécu dans la diaspora : à l'ère babylonienne, puis sous la domination romaine. Mais la comparaison ne saurait nous être utile, car, en ce temps-là, les liens qui unissaient tous les Juifs étaient d'ordre religieux : Israël était un centre vers lequel chacun se tournait pour déterminer les dates des fêtes, régler les problèmes législatifs, consulter les grands maîtres du Talmud. Ces liens ne concernent plus aujourd'hui qu'une minorité et, d'autre part, les Juifs ont acquis l'essentiel de leur formation culturelle dans les pays où ils résident.

Sous l'Empire romain, ils disposaient d'une complète autonomie. Les Romains imposaient des taxes mais laissaient aux Juifs leur propre juridiction, et il existait des cours de justice où la loi juive était appliquée. [2] Un tel système est impensable aujourd'hui, et la chose se complique [100] encore du fait qu'Israël étant un Etat souverain, il ne peut pas permettre aux citoyens d'autres pays de déterminer sa politique.

Au sein du mouvement sioniste, un homme très actif nommé Grossmann, qui fut même membre de l'Exécutif sioniste, avait projeté de créer un double Parlement en Israël : un Parlement régulier représentant les citoyens israéliens et une sorte de Sénat où siègeraient les leaders du judaïsme mondial. Idée absurde, car aucun Juif, loyal citoyen des Etats-Unis ou de la France, n'aurait accepté de ce fait d'être un demi-citoyen. Et, répétons-le, Israël ne saurait partager sa souveraineté avec les Juifs de l'extérieur qui, eux, ne font pas la guerre. Ben Gourion me lança un jour, lors d'une de nos fréquentes discussions : « Je vais te faire une proposition concrète. Que tous les Juifs de la diaspora paient des impôts en Israël, qu'ils se laissent mobiliser quand on a besoin d'eux, et ils auront tous les droits des citoyens israéliens, y compris celui de participer aux élections législatives. » Begin, le leader du Hérout, avait une autre idée : créer une commission permanente, composée de trente représentants de la Knesset (le Parlement israélien) et de trente dignitaires nommés par les grandes organisations juives de la diaspora — cette commission mixte ayant des droits de décision. C'est évidemment une suggestion irréaliste. Comment une telle commission pourrait-elle décider si l'on doit céder le Golan ou pas ? Comment les Israéliens supporteraient-ils cela ? Ils diraient à juste titre « C'est nous qui souffrons, qui allons à la guerre ; ce sont nos fils qui meurent alors que vous prétendez décider sans prendre aucun risque. »

Je ne peux pas me vanter d'avoir trouvé la solution, mais tout ce que je sais, c'est que le moment est venu d'aborder le débat. Ben Gourion n'a fait que le retarder, car il ne voulait reconnaître aucun droit à la diaspora. Je lui ai dit un jour : « Puisque tu n'admet pas le droit des Juifs de la diaspora à se mêler de ta politique, comment peux-tu te reconnaître celui de leur parler ? » Mais pour lui, ce n'était pas un problème. Il pensait comme tant d'autres qu'Israël devait donner les ordres et la diaspora

[101] les suivre. Aujourd'hui encore, beaucoup de politiciens israéliens en sont là. Ils disent à la diaspora : « Taisez-vous et admirez. » Le judaïsme mondial est trop intelligent pour admettre cet autoritarisme, et il a beaucoup plus de doutes sur la sagesse du gouvernement israélien qu'on ne le reconnaît publiquement. Personne ne veut gêner l'Etat, mais le malaise ne cesse de grandir.

Prenons un exemple : il existe un certain budget juif constitué par les centaines de millions de dollars de contributions volontaires collectées chaque année. Israël en réclame aujourd'hui la plus grosse part, au préjudice des institutions de la diaspora. De plus en plus nombreux sont ceux qui proposent de créer un organisme collectif, sans droit de décision, qui établisse le bilan des disponibilités et recommande de les distribuer selon les besoins du moment. Levi Eshkol comprenait bien ce problème et voulait le résoudre. Quand j'étais président du Mouvement sioniste mondial, il convoqua avec moi la première conférence mondiale des leaders juifs à Jérusalem, mais elle fut une faillite complète, car, au lieu de s'occuper des questions sérieuses, l'assistance passa son temps à applaudir frénétiquement tous les ministres. C'était une

« conférence de bravos ». Eshkol fut très déçu par l'échec de cette rencontre et il chercha à en organiser une autre, fondée, cette fois-ci, sur un programme précis, mais il mourut prématurément.

Golda Meir avait à peu près les mêmes idées que Ben Gourion elle se méfiait de la diaspora et ne voulait pas qu'elle se mêlât des affaires d'Israël. Heureusement, Rabin a, lui, très bien compris l'importance de l'enjeu. Pendant quatre ans ambassadeur aux Etats-Unis, il a retenu de son séjour que beaucoup de leaders de la diaspora ne veulent plus se laisser diriger par tel ou tel représentant d'Israël; ils demandent au moins à être consultés. Rabin a donc chargé le Congrès juif mondial d'étudier la question, et nous commençons à nous en occuper; nous voulons ainsi convoquer une conférence d'une trentaine d'intellectuels et d'hommes d'Etat juifs, choisis pour moitié en Israël et pour moitié dans la diaspora, qui examinera

[102] le point de vue juridique : peut-on créer un organisme permanent où seront représentés l'Etat et le judaïsme mondial sans que la souveraineté de l'Etat soit violée et sans que l'autonomie et la loyauté civique des Juifs de la diaspora soient menacées ? Dernièrement, j'ai pensé qu'on pourrait convoquer une assemblée, composée de tous les membres de la Knesset et d'un nombre égal représentant les communautés de la diaspora. Cette assemblée se réunirait une fois l'an, pendant une semaine environ, pour discuter tous les problèmes qui lui seraient soumis, concernant tant Israël que la diaspora, mais sans prendre de décisions qui engageraient l'un ou l'autre. Si, comme il est souhaitable, on obtenait un consensus sur une question débattue, il pourrait être formulé dans une résolution. Je conçois qu'il n'est pas facile de mettre une telle assemblée sur pied, mais d'éminents juristes m'ont assuré qu'il n'y aurait pas de difficultés du point de vue de la législation internationale, surtout si l'idée est expliquée par avance aux différents gouvernements. L'assemblée que j'envisage symboliserait le caractère unique du peuple juif et représenterait aussi bien la minorité qui habite en Israël que la majorité vivant dans d'autres patries. Grâce à cet organisme, on serait, enfin, tenu régulièrement au courant des projets d'Israël et on en finirait avec la politique actuelle du fait accompli.

Quand j'étais « président des présidents » des organisations juives des Etats-Unis, je n'ai pas été informé du déclenchement de la guerre du Sinaï. Ben Gourion n'avait voulu en parler à personne, mais, sans notre appui, Israël aurait essuyé un terrible revers. Le jour où la guerre a éclaté, Moshe Sharett, ministre des Affaires étrangères d'Israël, se trouvait chez Nehru — lequel était fort anti-israélien et disait à Sharett qu'Israël était un Etat très agressif. Le ministre affirmait au contraire que son pays voulait la paix, jusqu'au moment où Nehru lui montra le télégramme qu'il venait de recevoir : Israël avait repris les armes et était entré dans le Sinaï. Imaginez l'humiliation de Sharett. De telles choses ne doivent pas se reproduire,

[103] car tout ce que fait Israël a une influence sur le judaïsme mondial.

Quand nous aurons décidé du cadre et de la méthode, il nous restera à expliquer le pourquoi de notre organisation au gouvernement de chaque pays où vivent des Juifs. En effet, il ne faut pas qu'on puisse dire d'une telle assemblée qu'elle s'oppose à la loyauté civique des Juifs. Au demeurant, je suis sûr que nous serons très bien compris. Si l'on précise aux non-Juifs que la diaspora ne peut pas exister sans un centre, qu'après deux mille ans de persécutions le monde non juif doit aux Juifs un peu plus qu'un simple vote aux Nations unies en faveur de la création de l'Etat, que, sans la solidarité du judaïsme mondial, Israël ne pourrait pas exister parmi plus de cent millions d'Arabes, tous les gens de bonne volonté admettront que nous sommes un peuple unique dans une situation unique et que nous avons droit à quelque forme de coopération avec un Etat officiellement étranger. Naturellement, les antisémites ne manqueront pas d'utiliser cet argument contre nous, mais c'est sans importance si le monde civilisé l'accepte.

Néanmoins, prenons le cas où Israël aurait une politique contraire aux intérêts, par exemple, anglais ou français. Il faut étudier ce genre de problème cas par cas ; mais, d'une manière générale, il pose la question de la double allégeance. La plupart des Juifs refusent d'admettre qu'elle existe ; c'est la bonne vieille méthode juive qui consiste à ne pas aborder les sujets désagréables et qui ressemble à la politique de l'autruche. Je suis de ceux qui en débattent souvent en public, et bien des leaders juifs en sont agacés. Et pourtant, la question est là, qu'on ne saurait esquiver.

A ce sujet, je dirai d'abord qu'il n'y a pas une seule loyauté. Aucun homme ne vit dans une loyauté unique. Un homme a une loyauté à l'égard de son pays, une à l'égard de sa famille, une à sa religion, une à sa classe sociale, et il peut y avoir des conflits entre toutes ces loyautés. Les comparaisons ne sont jamais tout à fait valables, mais admettons que le Vatican suive une politique

[104] très hostile à celle de tel ou tel pays ; il incombe alors à chaque catholique de décider à

quelle loyauté il donnera la priorité. C'est la même chose dans la vie personnelle : quelqu'un aime son père et sa mère; or ses parents sont divorcés et se détestent. Doit-il dès lors choisir l'un et rompre avec l'autre ? Un homme peut avoir une femme et une maîtresse et être loyal aux deux, ou faut-il qu'il sacrifie l'une à cause de l'autre ? Cette notion hitlérienne de loyauté à un seul objet — en l'occurrence au Grand Reich pour lequel chaque citoyen doit trahir sa famille, ses amis, sa religion — est issue de Hegel et est profondément antidémocratique.

Si, pour être loyal envers l'Etat, je dois sacrifier toutes mes autres loyautés, c'est la fin de la démocratie. La loyauté est ce qu'il y a de plus grand chez l'homme. Il faut donc savoir en payer le prix en affrontant les conflits. Prenons une situation limite : Israël est en guerre avec la France. Chaque Juif français devra alors décider s'il est d'abord français — auquel cas il abandonne Israël — ou s'il est d'abord juif — auquel cas il doit quitter la France. Mais l'existence de contradictions ne constitue pas automatiquement une raison pour brader ses loyautés.

Examinons le cas d'un communiste américain. Pendant toute une période, et surtout au temps du sinistre McCarthy, tous les communistes ont été considérés comme traîtres aux Etats-Unis. Simplification criminelle. Un communiste doit certes avoir le droit de renoncer au communisme, mais aussi celui de dire : « Le communisme est plus important pour moi que la vie américaine. » Il peut même croire en toute loyauté que le communisme serait meilleur pour l'Amérique.

Si le sionisme a une tâche idéologique, c'est bien de créer un centre spirituel dans le cadre de l'Etat d'Israël, puis de proclamer au monde entier que les Juifs doivent être loyaux à Israël à moins qu'il n'y ait conflit politique; dans ce dernier cas, chacun est libre de son choix.

C'est justement pour éviter ce genre de déchirement que je suis pour la neutralisation permanente d'Israël. Je l'ai écrit dans un article publié par *Foreign Affairs* et je le [105] répète : Israël doit être le pays (et au besoin le seul) qui ne se mêle pas de politique internationale. J'étais même contre son adhésion aux Nations unies, car l'O.N.U. n'est plus aujourd'hui une institution neutre, au-dessus des conflits; mais un conglomerat d'intérêts politiques contradictoires. A chaque session des Nations unies, Israël est obligé de prendre position: contre l'U.R.S.S., pour l'Amérique, pour les Noirs, contre l'Afrique du Sud, etc. A chaque vote, il peut se trouver en opposition avec les intérêts de telle ou telle communauté juive en U.R.S.S., en Amérique ou en Afrique du Sud.

La majorité des « bons Juifs » américains, surtout les intellectuels, étaient contre Nixon et la guerre du Vietnam ; ils furent même parmi les leaders de la croisade anti-escalade. Furieux, Nixon sermonna leurs représentants : « Si vous me forcez à être anti-guerre, je serai aussi anti-Israël. Pourquoi trahirai-je mon alliance avec le Vietnam du Sud et pas celle avec Israël ? » Et le gouvernement israélien (surtout Rabin qui pratiquait une politique regrettable lorsqu'il était ambassadeur à Washington) prêcha aux Juifs de soutenir Nixon et sa politique vietnamienne.

Je me souviens d'une réunion entre les responsables du C.J.M. et Golda Meir. Golda fit des reproches véhéments au rabbin Prinz, alors président du Congrès juif américain, qui avait pris des positions personnelles contre la guerre du Vietnam. Golda lui dit : « Toi, un bon sioniste, tu fais du tort à Israël. A cause de toi et de tes semblables, Nixon risque de devenir anti-israélien. » Mais Prinz lui répondit « Ecoutez, madame Meir, je suis sioniste depuis ma jeunesse, j'ai travaillé toute ma vie pour le sionisme. Et non seulement je suis sioniste, mais je suis un Juif éduqué dans l'esprit des prophètes. Je suis également un père de famille qui aime et élève ses enfants. Si je soutenais Nixon dans cette guerre criminelle et immorale, je trahirais l'esprit des prophètes qui me paraît plus important que votre politique ; de plus, je serais abandonné et repoussé par mes propres enfants qui me considéreraient à juste titre comme un réactionnaire. Je ne sacrifierai donc pas mes convictions à une politique momentanée d'Israël. »

[106]

Voilà un exemple flagrant de la façon d'agir d'un Juif quand il est en désaccord avec les options de Jérusalem; de même, il a le droit (comme le cas se présente de plus en plus souvent en France) d'approuver le gouvernement israélien sur de nombreux points et de s'opposer en même temps à son action au Proche-Orient.

Un ambassadeur soviétique m'a dit un jour : « Votre ami Ben Gourion croit qu'il est Premier ministre d'un Etat souverain. C'est ridicule : Israël est le cinquante-deuxième Etat américain ! » Cette réflexion montre combien il est difficile à un Juif russe d'être tout à fait pro-israélien tant qu'Israël apparaît si étroitement lié aux Etats-Unis. Voilà pourquoi je demande qu'Israël devienne un Etat neutre, garanti non seulement par les grandes puissances, mais par tout le monde, Arabes compris.

Si j'avais rencontré Nasser, j'aurais aimé lui dire ceci « Vous autres Arabes êtes un peuple

très généreux. Votre rencontre avec les Juifs au cours de l'histoire a été meilleure que la nôtre avec les chrétiens. Vous nous avez persécutés, mais nous avons également connu des périodes de coopération merveilleuse : en Espagne, à Bagdad, en Algérie... Alors restez généreux. Notre peuple est malheureux. J'admets que la Palestine vous appartenait d'après les lois internationales. Mais nous avons tant souffert depuis deux mille ans, nous avons perdu un tiers de notre population parce que nous n'avions pas de territoire. Alors cédez-nous au moins un pour cent du vôtre et garantissez notre existence. Soyez avec l'Amérique, la Russie et la France l'un des garants de la survie d'Israël. » Je suis persuadé qu'un tel discours aurait eu une grande influence psychologique sur les Arabes, en leur donnant un sentiment de fierté, voire d'égalité. J'en ai d'ailleurs parlé avec quelques leaders arabes qui étaient fascinés par cette idée ; hélas ! il ne semble pas qu'Israël choisisse cette voie-là.

Pour en terminer avec les différences de mentalités entre Israël et la diaspora, je ne connais guère d'exemple plus aigu que ce que j'appellerais le « complexe de Massada ».

[107]

Massada était une forteresse dont, après quatre années de résistance aux Romains, les défenseurs juifs, au nombre de quelques centaines, se sont suicidés collectivement pour ne pas capituler. Alors que, tout au long de son histoire, le judaïsme n'a pas cessé de composer (sauf en cas de conversion forcée) pour sauvegarder la vie physique de ses enfants, on a développé en Israël un véritable culte de Massada. Je parlerai très sincèrement : Massada est un phénomène absolument antijuif. L'idéal du Juif est de rester en vie et, si l'on avait suivi l'exemple de Massada, il n'y aurait plus un seul Juif. Le suicide collectif, c'est très bien pour le grand drame et pour la poésie, mais en faire un idéal politique et presque religieux ! En Israël, des hommes fort intelligents vous disent : « C'est magnifique, c'est notre destin : nous serons tués, mais nous serons des héros ! » C'est un idéal païen, l'essence même de l'antijudaïsme.

J'ai demandé à un rabbin qui est l'une des plus grandes autorités en matière de loi juive : « Est-ce une loi religieuse que de vouloir à tout prix garder la vieille ville de Jérusalem ? » Il a haussé les épaules en me répondant « C'est une absurdité ! La loi suprême du judaïsme est de respecter sa propre vie sauf dans deux cas : si l'on vous force à renier Dieu ou si l'on vous contraint à tuer un autre homme. Alors vous devez plutôt mourir. Mais pour le reste, la priorité est de garder la vie. Sacrifier la vie d'un seul soldat pour conquérir Jérusalem est contre la loi juive. »

[108]

[109]

4

La création d'Israël

— Vous avez participé à la plupart des négociations qui ont abouti à la création de l'Etat d'Israël. Pouvez-vous retracer le cheminement spirituel et politique du sionisme qui en permit la réalisation?

— Si le sionisme politique est une notion vieille de moins d'un siècle, la nostalgie de Sion, colline du Temple à Jérusalem, a accompagné les Juifs dans tous leurs exils, au long des deux millénaires que dura leur dispersion. Le sionisme peut paraître monolithique à un observateur extérieur, mais il est composé d'éléments très variés, quoique tous profondément juifs, parmi lesquels le sionisme de Théodore Herzl.

Il y a toujours eu deux conceptions opposées du sionisme. D'après Herzl, il devait être politique. Herzl était un Juif assimilé qui ne connaissait presque rien de l'histoire judaïque. Pour lui, la chose était simple et il l'a exprimée dans un mot fameux et totalement faux : « Le problème du sionisme est celui des moyens de transport : il y a un peuple sans terre et une terre sans peuple. » On n'avait donc qu'à prendre des bateaux pour transporter le peuple dans le territoire et le problème était réglé ! C'était une simplification de génie. Je prétends toujours que les gens de génie sont ceux qui ne comprennent pas les nuances et tranchent le nœud gordien. Si Herzl avait saisi le problème juif dans toute sa complexité, il n'aurait jamais écrit

[110] *L'Etat juif*. Mais il était ignorant en la matière, ce qui lui a permis d'émettre une double contrevérité : d'abord, la Palestine n'était pas un pays sans peuple, puisque des centaines de milliers d'Arabes y vivaient; ensuite, les Juifs n'étaient pas un peuple sans terre, car les Juifs assimilés étaient de bons Français, ou de bons Allemands, ou de bons Anglais, etc.

Mais, sans la conception erronée de Herzl, le sionisme politique n'aurait jamais existé. A ses yeux, Israël allait être un Etat comme les autres. Il ne pensait même pas que l'hébreu en serait la langue nationale il croyait que ce serait l'allemand, peut-être parce que lui-même était juif autrichien. Israël serait un Etat libéral de l'Europe occidentale. Herzl avait adopté le concept européen d'Etat souverain émis par Hegel, l'avait appliqué à la vieille idée du retour à Sion et, ce faisant, avait créé l'Organisation sioniste.

Contre lui, il y avait Ahad Haam, grand penseur nourri de littérature et de philosophie juives, qui estimait que l'Etat n'était pas important. Ce qui est nécessaire, en revanche, disait-il, c'est un centre spirituel pour les Juifs du monde entier. A la fin, il accepta néanmoins l'idée d'Etat. Chaïm Weizmann, lui, se situait au carrefour de ces deux théories ; il était à demi herzliste et à demi ahadhaamiste. Ce qu'on a réalisé aujourd'hui, c'est le herzliste. Et tant qu'Israël n'adoptera pas l'ahadhaamisme en faisant de l'Etat un centre spirituel, le sionisme ne remplira pas sa mission historique.

Au demeurant, l'idée politique sioniste est tout à fait unique et fantastique. On peut prétendre qu'elle est insensée ou admettre qu'elle est grandiose, mais, dans les deux cas, elle demeure unique. Imaginez un instant ce qui se passerait si tous les peuples du monde réclamaient les territoires qu'ils possédaient il y a deux mille ans. Vous voyez le chaos? Or, voilà un peuple qui a eu l'audace d'agir ainsi, et le monde l'a reconnu! Mais, quand je dis le monde, il ne s'agit ni des masses, ni même des diplomates, seulement des grands hommes d'Etat. Tout au long de ma vie, j'en ai fait l'expérience : les diplomates étaient

[111] contre la résurrection d'Israël, les grands hommes d'Etat étaient pour. Sans Balfour, sans

Lloyd George, sans Wilson, nous n'aurions jamais obtenu la déclaration Balfour de 1917 ni ce qui s'en suivit. Tous les appareils ministériels étaient hostiles au projet, tous les fonctionnaires disaient : « Après deux mille ans d'exil, un peuple veut retourner sur sa terre? Mais c'est aberrant. Les Arabes n'accepteront jamais et ils sont la majorité. De plus, c'est contraire à toutes les règles de la diplomatie. »

J'ai toujours dit aux Juifs : « N'en veuillez pas aux fonctionnaires d'être contre; un diplomate normal doit être contre. » Il fallait être un Lloyd George, qui était très attaché à la Bible, pour soutenir le sionisme; un Lloyd George qui disait à Weizmann lors de leur première rencontre « Quand j'étais enfant, je connaissais beaucoup mieux les rues de Jérusalem que celles de Londres. »

Le sionisme est une des idées grandioses du XX^e siècle. Mais, si les grands hommes d'Etat l'ont d'abord abordé avec des méthodes à sa hauteur, il est ensuite devenu l'affaire des départements chargés du Proche-Orient. De la géopolitique universelle, on est tombé dans une morne petite routine. Si l'on considère pourtant le sionisme dès ses origines, on ne peut qu'y voir l'une des plus grandes réussites de ce terrible siècle, qui a connu Hitler, Staline, des révolutions, des massacres de millions d'hommes. Dans ce siècle donc, l'un des plus brutaux de l'histoire, le sionisme est l'un des rares idéaux atteints par des volontaires pour fonder une vie nouvelle.

En dépit de cela, je ne suis pas certain que sans Auschwitz, l'Etat juif existerait aujourd'hui. Si Ben Gourion vivait encore, il m'attaquerait violemment, mais je suis sûr d'être dans la vérité. Quand on a découvert ce qu'avait été Auschwitz, la réalité a paru incroyable. Même au Département d'Etat américain, des fonctionnaires ont connu le remords de ne pas avoir sauvé quelques dizaines de milliers de Juifs et se sont mis à considérer comme positif le projet d'un Etat juif qui éviterait aux Etats-Unis de recueillir les rescapés du nazisme.

[112]

Souvenez-vous qu'en 1937, les Anglais nous avaient offert un petit territoire autonome en Palestine. Si nous avions accepté alors, nous aurions sauvé des centaines de milliers de Juifs. On pourra épiloguer longuement sur le « crime » sioniste qui consista à hésiter pendant un an avant d'accepter ce petit morceau de Palestine : quand nous l'acceptâmes enfin, les Anglais avaient déjà retiré leur offre.

Plus tard, je remportai mon plus grand succès politique en persuadant Acheson de la nécessité de l'Etat juif; c'est lui qui convainquit les autres leaders américains, dont le président Truman, qui l'approuva en 1945. J'ai commencé alors à négocier avec Ernest Bevin, ministre des Affaires étrangères britanniques dans le gouvernement Attlee, et, heureusement, ces négociations échouèrent. Si elles avaient réussi, il n'y aurait probablement pas aujourd'hui d'Etat juif.

En effet, nous étions prêts à d'énormes compromis. A la réunion décisive participaient Ben Gourion, Stephen Wise et moi-même du côté israélien, Bevin, le ministre des Colonies et un certain nombre de hauts fonctionnaires du côté anglais. Ben Gourion proposa : « Donnez-nous cent mille visas d'immigration et une autonomie administrative; pendant dix ans au moins, vous n'entendrez pas reparler d'Etat juif. » Je le redis : heureusement, Bevin refusa.

A mon avis, si nous avions un jour une galerie des bustes en Israël, la première statue devrait être celle du mufti Hadj el-Husseini et la deuxième celle de Bevin [1]. En effet, si le mufti avait accepté l'idée d'un Etat binational, c'en était fait de l'Etat juif; et si Bevin avait accepté l'autonomie administrative et l'immigration proposée, on aurait reporté à plus tard l'idée d'Israël. Et, dix ans après, personne n'aurait voté pour l'Etat juif, car Auschwitz aurait été oublié et les Arabes seraient devenus trop influents.

Je ne parlerai pas ici du détail des négociations, que j'ai déjà exposé dans mon *Autobiographie*, mais je rappellerai deux épisodes, particulièrement significatifs, concernant l'attitude de l'U.R.S.S. Bien que le communisme officiel fût antisioniste, je ne perdais pas l'espoir de convaincre les Soviétiques de voter pour l'Etat juif — ne fût-ce que pour éliminer les Anglais du Proche-Orient. Comme on dit en hébreu, « qu'une chose arrive par amour de Mardochée ou par haine de Haman, l'essentiel est qu'elle arrive ». C'était l'époque où certains sionistes suggéraient de proposer aux Anglais la création, en Palestine, d'un Etat juif qui ferait partie du Commonwealth. Le président de leur comité était un grand ami du sionisme, le parlementaire anglais Wedgwood. Chaïm Weizmann voulait adhérer à ce comité, mais je lui recommandai de n'en rien faire pour deux raisons : la première était que le gouvernement britannique n'accepterait jamais ce projet, car les Arabes étaient plus importants à ses yeux; la seconde, que les Russes ne voteraient jamais pour nous si l'Etat juif était associé à l'Empire britannique.

Weizmann renonça donc à faire partie du comité et, quand Gromyko prononça aux Nations

unies son fameux discours favorable à la création d'un Etat juif, ce fut une surprise foudroyante. Moshe Sharett n'en croyait pas ses oreilles et je lui ai dit : « Je te répétais depuis des années que les Russes finiraient par voter pour nous. » En ce qui me concernait, ce n'était pas une révélation inouïe.

Pendant la guerre, Benès présidait à Londres le gouvernement tchécoslovaque en exil. Apprenant qu'il allait se rendre à Moscou, je lui rendis visite avec Weizmann et nous lui demandâmes de parler à Staline de l'idée d'un Etat juif. En homme très organisé, voire un peu bureaucratique, Benès parcourut ses dossiers et nous dit : « Voyez, j'ai seize problèmes à débattre avec Staline. Je ne resterai que trois jours à Moscou et je ne suis pas sûr d'avoir le temps de tout aborder. Je mets votre projet à la place numéro onze. Si j'arrive jusqu'à onze, j'en parlerai à Staline. »

Je revis Benès à son retour de Moscou. « Je n'ai pas eu le temps de discuter de votre problème, me prévint-il, mais j'ai quand même recueilli quelque chose. Vous savez qu'après de longues séances de travail, Staline a coutume [114] de se faire projeter un film. Cela se passe généralement vers minuit et la projection est suivie d'une collation. Il faut quelques minutes pour passer de la salle de cinéma à celle du buffet, et, Staline m'ayant pris le bras pour m'y mener, j'ai pensé que le moment était favorable. Je lui ai dit : « J'ai sur ma liste la question de l'Etat juif. Après Hitler, les Juifs auront besoin d'un Etat à eux. » Et Staline a répondu : « Dites à vos amis juifs que l'Union soviétique sait combien ils souffrent actuellement et que nous ferons tout pour leur donner une compensation. » Il n'a pas dit « un Etat », mais il a quand même dit « une compensation. »

En 1946, lors de la Conférence de la Paix qui se tenait à Paris, Bevin nous adressa un ultimatum : nous devions participer à une réunion avec les Arabes. Nous posâmes alors une condition : que le partage de la Palestine et la création de l'Etat juif soient à la base de la discussion. Les Arabes refusèrent. L'heure était d'autant plus grave que certains leaders sionistes de Palestine, comme Sharett, étaient alors emprisonnés par les Anglais. Bevin nous fit dire : « Si vous n'assistez pas à cette réunion, c'est fini. » Il pouvait être très rude. Je formulai une réponse diplomatique du genre « non, mais », que j'allai lui communiquer à son appartement de l'hôtel George-V. Il la lut, puis la reprit en m'expliquant « C'est assez compliqué; laisse-moi la relire encore une fois. » Il la relut et me dit enfin : « Monsieur Goldman, si je déshabille votre réponse et lui ôte votre joli langage, cela correspond à un refus.

— Monsieur Bevin, lui répondis-je, un homme respectable ne déshabille ni les jeunes femmes ni les réponses. »

Comme il était très spontané, il courut aussitôt à l'appartement voisin où travaillaient ses assistants et leur cria : « Venez, venez tous, et apprenez comment on formule une réponse spirituelle ! »

Leader syndical de grande valeur, Bevin était un homme d'une rare ignorance. Sa forte personnalité lui tenait lieu de culture. Lors de mes séjours en Angleterre, je rencontrais souvent son collègue, le socialiste Aneurin Bevan, qui le détestait cordialement. Je racontais à [115] Bevan mes conversations avec Ernest Bevin et, relatant l'une d'elles, lui dis : « J'ai arrangé la chose en suggérant à Bevin une solution pragmatique. » Bevan m'interrompit :

« Nahum, vous êtes un grand menteur !

— Pourquoi ?

— Vous n'allez pas me faire croire que Bevin comprend le mot « pragmatique » !

— C'est vrai, admis-je, aussi ai-je employé le mot pratique. »

— Alors là, je vous crois. »

Un jour de 1946, tandis que je négociais à Paris, on apprit par les journaux qu'il y avait eu un terrible pogrom dans une ville portuaire de Pologne. Je me rendis chez Bevin, lui montrai l'un des titres et dis : « Vous voyez, la guerre vient à peine de finir et l'on continue à massacrer les Juifs ! » Bevin lut l'article et soupira « C'est terrible. Un tel pogrom dans un si grand port méditerranéen ! »

Je m'en tiendrai là pour rappeler les grandes étapes du sionisme, car le reste appartient à l'histoire : proclamation de l'Etat d'Israël le 14 mai 1948, élection de Haïm Weizmann à sa présidence le 16 février 1949, formation du premier gouvernement Israélien par David Ben Gourion le 10 mars 1949... tout cela est connu.

— Ce qui l'est sans doute moins, c'est la personnalité des grands dirigeants israéliens modernes, à commencer par Ben Gourion...

— Nous nous sommes souvent affrontés, tant en public qu'en privé, mais, en dépit de nos différends, surtout en ce qui concernait la politique arabe, nous étions fort liés et, chez David Ben Gourion, j'ai toujours admiré l'homme d'Etat. Kissinger, alors professeur à Harvard et conseiller du gouvernement américain, m'a dit un jour de lui : « Dommage qu'il porte des chaussures trop petites pour lui. Il aurait pu donner sa vraie mesure dans un Etat plus grand que celui d'Israël. » Il y a beaucoup de vrai là-dedans.

[116]

L'une des raisons pour lesquelles il m'estimait est que j'avais le courage de m'opposer à lui. Vous savez, pendant des années et des années, Ben Gourion régna sur Israël comme un dictateur de fait. Pas formellement, bien sûr, car il était démocrate, mais, dans la vie de tous les jours, personne au sein de son parti n'osait le contredire, car chacun savait que sa propre position dépendait de lui. Il était très difficile de discuter avec Ben Gourion et, cela arrivait-il, qu'il ne se laissait jamais influencer.

Jusqu'à ses dernières années — disons jusqu'à l'affaire Lavon, à partir de laquelle il perdit beaucoup de son sens politique — il fut non seulement un grand homme d'Etat, mais aussi un diplomate et un politicien très habile, très rusé, en vérité l'un des meilleurs que j'aie jamais connus. Une promesse de lui ne valait rien du tout. Il n'hésitait pas à promettre une chose et ensuite à faire le contraire. Il était tout à fait dénué de scrupules. Il n'a jamais poursuivi d'autre but que de réaliser l'idéal sioniste et d'assouvir son immense ambition. N'aimant guère les honneurs, voire les détestant, il ne se rassasiait jamais de pouvoir. La publicité autour de sa personne, les compliments, les flagorneries l'agaçaient : il voulait seulement dominer.

J'ai connu beaucoup d'hommes d'Etat, mais presque aucun ayant son sens historique. Il était persuadé que chaque mot qu'il prononçait l'était pour l'éternité. Aussi employait-il une méthode que je n'ai jamais vu utiliser par d'autres : lorsqu'il avait une conversation importante, il écrivait pendant toute sa durée. Tout en écrivant, il écoutait attentivement ce que disait son interlocuteur et répondait soigneusement. Il a dû laisser cent ou deux cents cahiers remplis de ses dialogues. J'espère qu'on en publiera un jour des extraits, car toute la documentation pour juger de sa politique se trouve là.

Il se prenait donc au sérieux et, sous ce jour au moins, il était le contraire de moi-même. Non seulement je ne me prends pas trop au sérieux, mais j'ai tendance à être un peu sceptique : je ne m'exagère pas l'importance d'un homme et ne crois pas que toutes mes actions aient une valeur historique. Sans doute quelques événements que

[117] j'ai vécus — comme mes démarches auprès des Américains pour obtenir le partage de la Palestine, ou mes négociations avec Adenauer dans le cadre des réparations allemandes — appartiennent-ils à l'histoire, mais ils sont limités. Ben Gourion, lui, attachait la même importance à chaque chose.

Si nous avons été souvent adversaires, c'est essentiellement à propos des Arabes. Pour le reste, nous nous sentions assez proches l'un de l'autre et, tant sur le partage de la Palestine que lors des négociations avec l'Allemagne post-nazie, il fut de mon côté. Dans la conception fondamentale du caractère du mouvement sioniste et de l'Etat d'Israël, Ben Gourion était tout à fait d'accord avec moi ; nous étions tous deux convaincus que si Israël devenait un Etat comme tous les autres il ne survivrait pas.

Nous avions un ami commun — un homme extraordinaire qui, s'il n'était pas mort si jeune, serait sans doute devenu Premier ministre — qui s'appelait Giora Josephtal. C'était un Juif allemand, appartenant à une famille assimilée ; il représenta officiellement Israël aux négociations avec Adenauer. Puis il fut, plusieurs années durant, secrétaire général du Mapaï, le parti socialiste israélien. Membre de l'Exécutif sioniste dont j'étais alors le président, Josephtal était très lié avec Ben Gourion, qui lui vouait une grande admiration, et il voulait à tout prix que je prenne la présidence du Mouvement sioniste mondial. Je refusais à plusieurs reprises en l'assurant que je n'aimais guère les titres et qu'il me suffisait d'être tout simplement Nahum Goldmann. Rien n'y faisait ; il revenait régulièrement à la charge et avait fini par convaincre Ben Gourion de m'influencer.

Ce dernier m'invita donc un jour pour me presser d'accepter ce poste de président. J'en fus d'abord fort étonné, car je le savais très critique à l'égard de l'Organisation sioniste. « De plus, lui dis-je, nous avons eu des conflits publics ; je ne vois donc pas quel intérêt tu as à me pousser ainsi en avant. Ne serait-ce pas une manœuvre de ta part ? » Alors, tout à trac, il me répondit « Je vais te demander deux choses. La première, c'est de me laisser

[118] parler vingt minutes sans m'interrompre ; la seconde, c'est de te tourner vers le mur : je

veux te voir de dos. » Pensant qu'il devenait fou, je lui dis que je ne comprenais pas où il voulait en venir. Mais il me l'expliqua : « Je veux te parler pendant vingt minutes en tête à tête, plus franchement que je ne l'ai jamais fait, mais je dois aussi formuler beaucoup de compliments à ton égard. Alors, tu me connais et tu sais que je n'aime pas faire de compliments. Je te connais aussi et je sais que tu n'aimes pas en entendre. La situation sera très embarrassante pour nous deux si tu me regardes tourne-toi donc vers le mur ! »

Je m'assis donc face au mur, comme un idiot, et il parla à mon dos pendant vingt minutes. Voilà qui était très caractéristique de Ben Gourion ; cet homme qui pouvait être très brutal, voire cruel, était aussi capable de ce genre de finesses. Je ne peux pas relater ici tout son exposé, mais, en gros, il me dit ceci :

« Je suis sûr qu'au fond de ton cœur tu as un reproche à me faire, et ce reproche est justifié. Nous avons connu de terribles défaites ; six millions de Juifs ont été exterminés. Mais nous avons aussi remporté deux immenses succès historiques : la création de l'Etat d'Israël et les réparations obtenues de l'Allemagne. J'ai toujours été convaincu qu'un jour nous aurions un Etat, mais j'ai beaucoup douté de recevoir un centime des Allemands. Tu as été l'architecte de ces réparations et nous avons été ensemble les architectes du partage de la Palestine et de la création d'Israël. Aux deux triomphes de notre génération, ta contribution a été essentielle. Tu as donc le droit de te demander pourquoi je ne te charge pas du problème qui décidera de l'avenir de l'Etat d'Israël : la paix avec les Arabes. Je vais t'en expliquer les raisons... Pourquoi as-tu convaincu Acheson et les autres membres du Comité pour la Palestine désignés par le président Truman ? Parce que tu es un autre Acheson. Tu aurais parfaitement pu être un secrétaire d'Etat américain : tu as le même talent, la même culture, le même charme et les mêmes dons de persuasion que Dean Acheson. Pourquoi as-tu convaincu Adenauer, dont tu es devenu un ami, qu'il fallait donner des réparations

[119] au peuple juif ? Parce que tu es un autre Adenauer et que tu aurais pu devenir chancelier allemand. A ces hommes, tu as parlé d'égal à égal car vous partagez les mêmes qualités. Mais avec les Arabes, qui sont des barbares, tous tes dons n'ont aucune valeur. Ni ta culture, ni ton charme, ni ton art de la persuasion n'auraient d'effet sur eux. Eux ne comprennent que la manière forte, et la main de fer, c'est moi, pas toi. Voilà l'explication. Tu peux te retourner maintenant.

— Je te comprends parfaitement, lui répondis-je, et je trouve même qu'il y a beaucoup de vrai dans ce que tu as dit. Nasser n'est en effet ni Acheson ni Adenauer. Mais pourquoi ne pas utiliser dès lors la politique de la main de fer dans le gant de velours ? Tu seras la main et je serai le gant.

— Le moment viendra certainement, reconnut-il, où je t'appellerai. Mais pas encore, pas tout de suite... »

Pendant des années Ben Gourion me pressait de m'installer en Israël et d'y organiser l'opposition contre lui.

« Aujourd'hui, disait-il, je gouverne pratiquement en dictateur. Si tu mets sur pied une opposition réelle, je te combattrai et j'espère que je gagnerai, mais alors il y aura une véritable démocratie en Israël. » Voilà qui révèle vraiment une grande personnalité politique.

Dans mes nombreuses discussions avec Ben Gourion, je lui disais que nos analyses différaient surtout parce que, moi, j'étais persuadé que le temps travaillait contre Israël. Depuis, la crise du pétrole a encore fortifié mon argument.

Mais Ben Gourion restait sur ses positions : « Au contraire, disait-il, l'écart intellectuel et technologique entre les Arabes et nous s'agrandira encore. » Et son autre leitmotiv était que la génération arabe qui a subi les défaites de la guerre 1948-1949 puis de celle du 5 mai [1967] ne pouvait pas faire la paix avec Israël pour des raisons psychologiques. Il soutenait que la génération suivante aurait probablement oublié ces défaites et, avec elles, la honte et l'humiliation qu'un petit peuple a infligées aux armées arabes, dix fois plus nombreuses que la sienne. C'était naturellement une analyse aberrante, car la jeune [120] génération arabe est plus patriote et extrémiste que celle de ses aînés ; elle est également moins corrompue.

Lors d'une de mes visites chez lui, à Tel-Aviv, Ben Gourion lisait le petit livre de Nasser intitulé *Philosophie de la révolution*, [*Falsafat at-Thawra*] qui venait de paraître. Il lisait les livres avec beaucoup d'attention, écrivant des observations dans la marge ; il faisait cela aussi sérieusement que tout le reste. Il me demanda donc si j'avais lu la *Philosophie* de Nasser et ce que j'en pensais. Je lui répondis qu'il s'agissait seulement d'une brochure politique, et qu'à coup sûr elle n'avait pas l'importance de Kant, ni de *Faust*, ni de *Don Quichotte*... « Au contraire, me

rétorqua-t-il, c'est une œuvre essentielle qui prouve combien j'ai raison et combien ton appréciation de Nasser est fausse. Regarde, à telle page, il écrit " Il faut réunir tous les Arabes du monde pour vaincre Israël. " Et là, il dit " Il faut unifier tous les musulmans du globe pour remporter la victoire. "

Et dans ce chapitre, il parle de "la grande humiliation de la défaite de 1948 ". C'est clair : Nasser souffre d'une blessure psychologique ; il est humilié et ne fera pas la paix avant d'avoir guéri sa blessure, c'est-à-dire avant d'avoir remporté une victoire sur Israël. »

Vous savez qu'en 1948, en effet, Nasser commandait une unité égyptienne qui fut encerclée par les troupes israéliennes et qu'il faillit être fait prisonnier par Ygal Allon. Néanmoins, je n'étais guère convaincu et je dis à Ben Gourion : « Ecoute, quand j'étais à Heidelberg, j'ai suivi des cours de psychologie, puis je les ai abandonnés, convaincu qu'ils ne servaient à rien. Je suis sûr d'avoir eu raison, car, crois-en mon expérience, chacun juge autrui en fonction de lui-même. Justement, ce que tu me dis aujourd'hui est valable pour un homme que je connais très bien et qui s'appelle David Ben Gourion. C'est un homme qui veut rassembler tous les Juifs, qui ne pardonne jamais une défaite, qui n'oublie jamais une humiliation, qui veut toujours prendre sa revanche. Aussi bien ne peut-on pas discuter avec lui. Penses-tu sincèrement que Nasser soit un autre Ben Gourion ? »

Haïm Weizmann, qui, vers la fin de sa vie, détesta Ben Gourion

[121] au point de devenir son ennemi, disait de lui « Ben Gourion créera l'Etat d'Israël puis le ruinera par sa politique. » Et, si Israël continue à suivre les préceptes politiques de Ben Gourion, je crains que Weizmann ne finisse par avoir raison. Je me suis souvent demandé pourquoi cet homme intelligent, brillant, qui n'était pas un petit provincial comme tant de leaders israéliens, qui avait une perspective d'homme d'Etat, qu'un de Gaulle admirait, pourquoi donc un tel homme ne voyait-il pas que, sans un accord avec les Arabes, Israël ne connaîtrait pas d'avenir à long terme.

Je ne peux expliquer cette attitude que par son caractère. En effet, il m'est souvent apparu que, chez les hommes d'Etat, le caractère l'emporte sur l'intelligence. Nombre d'entre eux comprennent avec leur cerveau ce qu'il convient de faire, mais leur caractère leur interdit de le réaliser. Ce comportement est typique de Ben Gourion; je vais en donner un exemple que je n'oublierai jamais.

Un jour, ou plutôt une nuit de 1956, je suis resté chez lui jusqu'à trois heures du matin. Nos véritables conversations se déroulaient souvent dans la cuisine et, comme à l'accoutumée il voulait que sa femme Paula allât dormir. Comme elle insistait pour rester, Ben Gourion me disait « Nahum, tu es le seul qu'elle respecte. Si je lui demande, elle n'ira pas dormir, mais, si toi tu l'en pries, elle acceptera. » Je disais donc à Paula : « Fais-moi plaisir, va te coucher », puis Ben Gourion préparait du café et des sandwiches.

Cette nuit-là, une belle nuit d'été, nous eûmes une conversation à cœur ouvert sur le problème arabe. « Je ne comprends pas ton optimisme, me déclara Ben Gourion. Pourquoi les Arabes feraient-ils la paix? Si j'étais, moi, un leader arabe, jamais je ne signerais avec Israël. C'est normal : nous avons pris leur pays. Certes, Dieu nous l'a promis, mais en quoi cela peut-il les intéresser? Notre Dieu n'est pas le leur. Nous sommes originaires d'Israël, c'est vrai, mais il y a de cela deux mille ans : en quoi cela les concerne-t-il? Il y a eu l'antisémitisme, les nazis, Hitler, Auschwitz, mais était-ce leur faute? Ils

[122] ne voient qu'une chose: nous sommes venus et nous avons volé leur pays. Pourquoi l'accepteraient-ils? Ils oublieront peut-être dans une ou deux générations, mais, pour l'instant, il n'y a aucune chance. Alors, c'est simple : nous devons rester forts, avoir une armée puissante. Toute la politique est là. Autrement, les Arabes nous détruiront. » J'étais bouleversé par ce pessimisme, mais il poursuivit :

« J'aurai bientôt soixante-dix ans. Eh bien, Nahum, me demanderais-tu si je mourrai et si je serai enterré dans un Etat juif que je te répondrais oui : dans dix ans, dans quinze ans, je crois qu'il y aura encore un Etat juif. Mais si tu me demandes si mon fils Amos, qui aura cinquante ans à la fin de l'année, a des chances de mourir et d'être enterré dans un Etat juif, je te répondrais : cinquante pour cent.

— Mais enfin, l'interrompis-je, comment peux-tu dormir avec l'idée d'une telle perspective tout en étant Premier ministre d'Israël?

— Qui te dit que je dors ? » répondit-il simplement.

Voilà tout Ben Gourion. Il m'avait dit cela pour bien me montrer que, dans son esprit, Israël ne pouvait exister sans paix avec les Arabes. Mais son caractère entêté, agressif, incapable de faire des concessions, l'empêchait de suivre les conseils de son intelligence. La meilleure

preuve en est que, une fois éloigné du pouvoir, l'intelligence reprit ses droits ; il devint même « goldmanniste », déclarant qu'il fallait rendre tous les territoires occupés sauf Jérusalem. Sur ce point, je suis d'accord avec lui : Israël doit garder Jérusalem.

Il n'empêche qu'à mon avis, Ben Gourion demeure le grand responsable de la politique anti-arabe, car c'est lui qui a formé l'esprit de plusieurs générations d'Israéliens. Je lui ai dit un jour :

« Tu as réussi à faire une chose que seul le Bon Dieu avait faite avant toi. Non seulement tu as créé l'Etat d'Israël, mais tu as modelé à ton image le nouveau Juif israélien.

— Eh bien, ce n'est pas mal, non ? s'écria-t-il.

— Attends un peu, repris-je. Je ne suis pas sûr que le Bon Dieu ait tellement réussi en créant l'homme ; je ne suis donc pas sûr que tu aies réussi en créant l'Israélien. »

Au demeurant, il était normal que ce rôle lui échût, tant était forte sa personnalité. L'importance d'un homme ne se mesure pas toujours à ce qu'il fait ou réussit ; cela dépend souvent des circonstances, de la chance, du temps. Ce qui définit un homme, c'est son poids spécifique, à l'instar des métaux rares comme l'or ou l'uranium. Il y a des êtres qui, même s'ils n'obtiennent rien, n'ont aucune chance et font faillite, restent de grandes personnalités. Ils sont nés ainsi. Ben Gourion est le seul Israélien qui ait appartenu à cette catégorie. Parmi tous les leaders juifs de ma génération, je n'en connais pas un autre qui ait un tel poids spécifique. Il y a un mot français qui le désigne très bien la « présence ». Du moment où il se trouvait dans une assemblée, il en devenait le centre. Il ne voulait pas présider, mais là où il était assis, même au dernier rang, se trouvait le fauteuil du président.

J'ai déjà dit que beaucoup de leaders israéliens étaient des provinciaux. Israël est un petit pays, mais Ben Gourion avait une conception globale de la politique internationale. Il avait prévu la puissance de la Chine, admira De Gaulle dès le début et, quand le général est devenu anti-israélien, il continua à le défendre. Il lui fut loyal jusqu'au bout, car il savait que de Gaulle l'admirait aussi et avait pour lui une sorte d'amitié d'égal à égal. [1]

Il avait un très profond désir d'apprendre. Né en Pologne, il était venu très jeune en Palestine. Toute sa vie, il a souffert de n'avoir pu étudier. La Première Guerre mondiale l'en a empêché car, au lieu d'aller à Constantinople où il voulait s'inscrire à l'université, il dut se rendre en Amérique, puis s'engager dans la Légion juive créée par les Anglais. Le manque de diplômes ne le gênait pas ; c'est le manque d'érudition qui le complexait. Comme en toute chose, il était aussi extrême sur ce plan : je n'ai jamais connu d'homme d'Etat qui ait eu si peu de compréhension envers l'art, la musique ou même la littérature. Les tableaux ne l'intéressaient pas du tout et la musique le faisait mourir d'ennui. Quand il dut assister à l'inauguration

[124] du grand auditorium Mann à Tel-Aviv, il y avait là de grands artistes comme Arthur Rubinstein et Leonard Bernstein, et, à l'issue de cette cérémonie, il salua « le grand chef d'orchestre Rubinstein » qu'il avait confondu avec Bernstein.

Plus que de littérature, il était passionné par les sciences exactes et les sciences naturelles. Il m'a confié que, si cela était à refaire, il ne serait pas devenu un homme politique, mais un biologiste.

Il avait des côtés très touchants. Il se mit ainsi à apprendre le grec pour lire Platon dans le texte original, et, à ce sujet, l'un de mes grands amis, l'ex-ministre travailliste anglais Richard Crossmann, qui enseigna pendant dix ans la philosophie grecque à Cambridge, me confia un jour : « Dites donc à votre ami Ben Gourion, lorsqu'il parle de Platon avec moi, de ne pas donner l'impression d'avoir découvert ses textes dans quelque manuscrit oublié ! »

Mais c'était là le malheur de Ben Gourion : il avait l'ambition d'être un penseur et un prophète, alors qu'il ne fut ni l'un ni l'autre. Il écrivait fort mal et ses textes étaient protocolaires. Il était mauvais orateur, ses discours faisaient bâiller, mais, en revanche, il pouvait être un redoutable « debater » : dans une discussion, il n'avait pas son pareil pour attaquer l'adversaire et le démolir. Il est vrai qu'il n'avait de considération pour personne, ni ami ni ennemi. Il traînait ses ennemis dans la boue et tenait ses amis pour des esclaves. Parmi les successeurs et contemporains de Ben Gourion au leadership d'Israël, je dois dire quelques mots sur Moshe Sharett qui, surtout pendant les dernières années de sa vie, fut mon ami le plus proche, tant personnellement que sur le plan politique. Dans mon éloge funèbre j'ai dit de lui qu'il pouvait y avoir un certain vice à exagérer les vertus. Il était doué d'un rare talent linguistique, possédé d'un désir de perfection outrancier, d'une honnêteté et d'une intégrité parfaites, mais il manquait de courage pour affronter des adversaires plus forts que lui. Il avait toujours rejeté la politique arabe de Ben Gourion qui, finalement limogea Sharett du ministère des Affaires étrangères avec sa brutalité caractéristique.

J'ai heureusement pu lui amenuiser cette tragédie personnelle en le convaincant de devenir le président de l'Exécutif de l'Organisation sioniste mondiale que je présidais; ce qui lui a donné un nouveau but dans la vie.

Quant à Golda Meir, elle a quelques-uns des défauts de Ben Gourion sans avoir sa grandeur. Elle a une personnalité très forte mais manque de subtilité. La grande faiblesse des intellectuels est qu'ils sont trop intellectuels pour être forts. Le primitivisme, lui, engendre l'assurance et la puissance. Golda a toujours été totalement convaincue qu'elle avait raison, et elle était furieuse quand on la brocardait en chantant une « scie » de cabaret assez fameuse dont le refrain disait : « Je suis vraiment désolée, mais j'ai toujours raison. » C'était pourtant vrai, Golda Meir n'a jamais vu les nuances; pour elle, le monde est blanc ou noir, bon ou mauvais, un point c'est tout. Ce qui n'empêche pas qu'elle ait de grands talents et, au premier chef, une incontestable autorité naturelle.

Au cours d'une conversation personnelle, elle me demanda:

« Pourquoi sommes-nous si souvent en conflit ? Au fond, nous nous estimons réciproquement, nous avons longtemps collaboré. Alors pourquoi ces querelles ? Quelle est la différence entre nous ? »

— La différence, la voici, lui répondis-je; tu es convaincue d'avoir cent pour cent de vérité dans ton petit sac à main. Moi, qui suis plus âgé que toi, je n'ai jamais été convaincu de détenir l'absolu ni d'avoir tout à fait raison. »

En fait, Golda Meir n'aurait jamais dû devenir Premier ministre. La place revenait à Pinhas Saper, mais il l'a toujours refusée, préférant, même après le départ de Golda, devenir président de l'Agence juive. Je crois qu'il a commis une double faute, d'abord en ne prenant pas ce poste, ensuite en choisissant Golda pour l'occuper. Car c'est lui qui l'a inventée. Elle était certes fort connue en tant que secrétaire générale du parti travailliste et jouissait d'une certaine autorité, mais personne n'aurait pensé qu'elle

[126] puisse devenir Premier ministre. Saper l'a encouragée de peur que Moshe Dayan n'obtienne la place.

Je vois d'ailleurs là une preuve de l'inconséquence de l'opinion publique et des limites de la démocratie directe : deux ou trois mois avant la mort d'Eshkol, il y eut un sondage auprès des électeurs; ce sondage révéla que 2 % de l'opinion était pour Golda Meir comme Premier ministre et plus de 60 % pour Dayan. Trois mois après la désignation de Golda, sa cote dépassait 70 % ! Il est vrai qu'elle a un sens extraordinaire des relations publiques, et je ne connais pas son pareil pour se présenter à la télévision comme le prototype de la mère juive, de la *yiddishé mammé* pleine de bonté et de compassion. Elle-même y croit et joue ce rôle avec d'autant plus de conviction. Et pourtant, Dieu sait si elle est intraitable : c'est la femme la plus masculine que j'aie jamais vue, et Ben Gourion avait senti juste en disant: « C'est le seul homme de mon gouvernement ! »

A propos des Palestiniens, Golda a toujours eu des positions très tranchées, à l'opposé de celles d'un Weizmann qui disait: « Le conflit entre nous et les Palestiniens n'est pas un conflit de droits ni de justice contre l'injustice. C'est un conflit entre deux droits égaux. » Je pense, quant à moi, que notre droit est supérieur, car la Palestine est pour les Juifs une question de vie ou de mort, alors que pour les Arabes, elle ne représente que un pour cent de leurs immenses territoires. Mais Golda Meir ne s'embarrassait pas de ce genre de subtilités — ce qui explique à la fois son autorité et sa faillite complète : pendant les quatre ans où elle fut Premier ministre, la politique israélienne n'a pas bougé; la guerre du Kippour et l'isolement complet d'Israël ont été les conséquences de cet immobilisme.

Une fois de plus, nous sommes passés alors à côté de la solution. Le gouvernement répétait qu'il ne fallait faire aucune concession, maintenir un superarmement, ne pas donner aux Arabes l'impression qu'Israël était faible et qu'il avait peur. Tout découle de cette théorie : l'alliance informelle avec les Etats-Unis, l'hostilité de la Russie,

[127] le danger que cette dernière joue la carte arabe, etc. En politique, on ne peut jamais être sûr, mais j'ai bien l'impression qu'à plusieurs occasions, nous aurions pu obtenir la paix.

Dès les négociations du premier armistice avec l'Egypte, le 24 février 1949 à Rhodes, certains participants israéliens m'ont affirmé qu'on aurait pu transformer l'armistice en paix véritable. Je ne saurais l'affirmer puisque je n'étais pas présent, mais ce dont je suis sûr, c'est que nous avons manqué une nouvelle occasion en 1967, après l'écrasante victoire israélienne qui mit un terme à la guerre des Six Jours. Deux jours avant l'attaque, Levi Eshkol avait déclaré solennellement « Nous n'avons aucune ambition territoriale. » Alors, après cette victoire miraculeuse — dont Dayan lui-même m'a dit plusieurs fois qu'il ne parvenait pas à se l'expliquer

— si Israël avait dit aux Arabes : « Signez la paix demain, et nous vous rendons tous les territoires sauf Jérusalem », peut-être y aurait-il eu la paix. Beaucoup d'experts arabes confirment aujourd'hui cette hypothèse ; mais non, on veut garder ce qu'on a conquis ; c'est dans la nature humaine. Et cette fausse politique qui consiste à s'en tenir au statu quo, à ne pas bouger, qui était la technique favorite de Golda Meir, a mené à l'impasse d'aujourd'hui.

Remarquez à ce sujet que je charge surtout les Etats Unis de la responsabilité de cette situation, avant même Israël. La guerre du Yom Kippour est la faute des Américains qui, pour des raisons de politique intérieure (Nixon, les Juifs américains, l'opinion antisoviétique) que je n'analyserai pas ici en détail, n'ont rien fait pendant des années. Quand ils ont tenté quelque chose, ils l'ont fait trop timidement : les Israéliens ont saboté la mission Rogers tout comme ils sont venus à bout de la mission Jarring. On a alors accusé les Egyptiens, mais j'ai eu depuis lors des informations selon lesquelles ils auraient été prêts à négocier. Israël cependant insistait pour parler aux Arabes directement, sans intermédiaire, exigeant des négociations face à face — qui auraient annulé un des fameux « refus de Khartoum » des gouvernements arabes — mais je ne [128] suis pas sûr si ce n'était pas là un prétexte pour ne pas négocier du tout.

— *Si vous critiquez tant l'Etat que vous avez contribué à créer, n'est-ce pas parce que vous ne l'avez jamais dirigé ?*

— Je ne crois pas, mais la vraie réponse appartient à la psychanalyse. Or j'ai des doutes sur la psychanalyse, je déteste qu'on fouille dans les pensées intimes, conscientes ou non. Mais, franchement, en ce qui me concerne, je ne pense pas que la jalousie me guide. A la limite, si on ne m'avait jamais offert de postes, on pourrait admettre que mon point de vue est dicté par quelque ressentiment rationalisé. Mais ce ne peut être le cas, puisque, des années durant, les partis m'ont poursuivi pour que je devienne ministre ; non seulement le petit parti libéral, mais même Begin et le Hérout. Mais, si j'avais été ministre dans le cabinet Ben Gourion, nous nous serions rendu la vie fort difficile et j'aurais sans doute fini par démissionner, parce que je n'ai pas assez le goût du pouvoir pour me quereller jour et nuit avec Ben Gourion.

Néanmoins, il est vrai que beaucoup d'Israéliens m'en veulent de ne pas avoir participé à la vie politique de l'Etat et de ne pas m'être installé dans le pays. Pour eux, c'est presque un manque de patriotisme. Je les comprends, et c'est le seul reproche que j'accepte — même si, dans le même temps, je peux leur reprocher à mon tour de ne pas comprendre l'indépendance de mon caractère.

Mais il y a autre chose. Vous savez que certaines écoles de psychologues, celle d'Adler notamment, affirment que le désir du pouvoir est plus fort que le désir sexuel. C'est un point sur lequel Adler est en désaccord avec Freud. Pour moi, le pouvoir est une des tentations les plus dangereuses et les plus diaboliques qui soient. Sans pouvoir, on ne peut réaliser aucune idée, mais, à mes yeux, la véritable ère messianique s'ouvrira quand on pourra réaliser les idées sans détenir le pouvoir, sans même que le pouvoir existe. C'est d'ailleurs ce que préconisait Lénine quand

[129] il proposait l'abolition de l'Etat. Rêve absurde de sa part, puisque ce sont ses disciples qui ont exercé le plus brutalement le pouvoir étatique.

Le pouvoir corrompt, et le pouvoir absolu corrompt absolument. Mon expérience me prouve qu'il corrompt encore plus les masses et les peuples que les individus. Au cours d'une révolte ou d'une révolution, quand le peuple « sent » le pouvoir, il devient hystérique et brutal ; aussi le pouvoir collectif est-il bien souvent plus dangereux que le pouvoir individuel. Un individu seul est généralement plus sensible à la raison et au rationalisme ; on peut donc l'influencer. Avec les masses, c'est chose plus difficile. Voilà pourquoi les guerres les plus cruelles de toutes sont les guerres civiles. Elles sont pires que les guerres extérieures car elles ne sont dirigées ni par un ministre, ni par un général, ni par un roi, mais par les masses elles-mêmes.

Cela dit, le grand danger de la politique moderne réside dans le pouvoir que détient chaque politicien. Le XX^e siècle pourrait être le pire de toute notre histoire, car chacun peut déclencher un conflit mondial. Les guerres de l'Antiquité, celles du Moyen Age, même celles du XIX^e siècle, étaient partielles. Allemands et Français, par exemple, se sont souvent affrontés, mais cela concernait peu les autres pays, et pas du tout les autres continents.

Aujourd'hui, la technologie guerrière menace la survie de l'espèce. A cause de la science, l'humanité peut disparaître, et, chaque fois qu'éclate un conflit local, le risque qu'il dégénère en

guerre mondiale est là. La preuve quand les Israéliens et les Arabes se battent, chacun évoque la possibilité d'une extension planétaire. Au Vietnam, on n'a fait qu'éviter une guerre mondiale ; en Corée aussi ; à Cuba également.

La puissance de chaque Etat s'accroît de façon terrible ; c'est pourquoi je suis l'adversaire acharné de la notion d'Etat et, surtout, de sa conception moderne. Dans le passé, ce n'était pas l'Etat qui dominait la vie des citoyens, mais la religion. Elle pouvait être cruelle et brutale, mais au moins, elle avait une certaine légitimité

[130] morale ; quand elle tuait des gens, c'était au nom de la foi en Dieu. Aujourd'hui, on tue pour les grandes banques, pour les industriels de l'armement et pour l'extension du pouvoir de l'Etat.

Mon idéal est que l'Etat devienne un simple instrument, un outil. Malheureusement, il est difficile de se débarrasser de lui, car la vie moderne est devenue trop complexe pour les citoyens. Les communications, les équipements collectifs, tout cela ne peut être conçu et réalisé que par un Etat centralisé. Les petits cantons qui vivent à l'écart ne peuvent atteindre aux réalisations techniques sophistiquées. Revers de la médaille : plus l'Etat se centralise, moins s'exprime la démocratie.

La démocratie américaine en porte surtout le nom — pas seulement parce que Johnson était un névrotique et Nixon un criminel, mais par la nature des choses. L'Amérique de Jefferson était peut-être une démocratie, comme l'est aujourd'hui la Suisse à cause de ses multiples cantons. Dans une petite province, on peut faire des plébiscites, mais, dans un pays de deux ou trois cents millions d'habitants, où les pouvoirs sont concentrés dans une capitale pour gérer aussi bien les problèmes militaires que les problèmes sociaux, à quoi cela rime-t-il ?

L'étendue et la complexité des tâches à remplir, les dépenses qu'elles représentent, confèrent à l'Etat moderne une puissance qui ne cesse de grandir. Le corollaire est la tentation d'abuser de cette puissance. C'est pourquoi il est impossible d'avoir une démocratie moderne sans corruption. Quand des dizaines de milliers de fonctionnaires bénéficient d'un tel pouvoir, comment y résisteraient-ils ? Dans un petit Etat, le corps des fonctionnaires est contrôlable, mais aux Etats-Unis où ils sont des millions...

De notre temps, l'Etat est devenu l'idéal absolu. Le Congo est un Etat, le Zaïre est un Etat. C'est un malheur que cette déplorable mode, née à la fin du XIX^e siècle, continue à se répandre. Je suis convaincu que, d'ici cinquante ou cent ans, la notion d'Etat souverain aura disparu [131] pour éviter que n'éclate une guerre mondiale atomique et que meure avec elle toute civilisation.

Quand on a créé l'Organisation des Nations unies, on aurait dû abolir la souveraineté des Etats, ou du moins essayer, pour constituer une sorte de pouvoir mondial. Remarquez qu'en dépit des apparences, la balance commence à pencher de ce côté. La souveraineté des Etats n'est qu'une théorie dangereuse, mais la réalité, c'est le Marché commun, le pacte de Varsovie, l'Organisation des Etats américains, l'Organisation de l'Unité africaine, etc. Ce qui prouve bien que chaque Etat doit renoncer peu à peu à sa fameuse souveraineté en raison de la complexité des menaces qui nous concernent tous.

Mais comprenez-moi bien : quand je parle d'abolition de l'Etat, je veux dire abolition de l'Etat politique et non de l'entité culturelle qu'il représente. Par exemple, je ne saurais imaginer un Etat mondial dont tous les citoyens parleraient la même langue. Ce serait la fin de la civilisation : Shakespeare et les Psaumes de David peuvent exister dans un idiome national, pas en espéranto. La tendance devrait donc être la réhabilitation théorique, idéologique et pratique de la nation au détriment de l'Etat. Seules les nations créent les civilisations, pas les Etats. Bien entendu, un Etat peut subventionner des théâtres ou des universités, mais il n'est pas créateur ; il n'est qu'un instrument technique.

Pour parler plus précisément d'Israël, je crois que l'adoration de l'Etat lui est néfaste. D'ailleurs, un des plus grands talmudistes de ce temps a déclaré que l'adoration de l'Etat dans l'Israël moderne équivalait à l'idolâtrie de l'Antiquité. Sans doute cela passera-t-il dans une ou deux générations. Pour l'instant, il s'agit surtout de la réaction inévitable et naturelle d'un peuple qui a été privé d'Etat pendant deux mille ans, tandis que les autres avaient chacun le leur. Mais l'idéal judaïque devrait consister à prendre la tête de ceux qui luttent contre l'Etat. Tel me paraît être le grand mouvement révolutionnaire de demain, et non un mouvement se réclamant du marxisme, qui décline dès aujourd'hui et aura disparu dans cinquante ans. La

[132] lutte contre l'arrogance de l'Etat passe avant toutes les autres. Fulbright a écrit un bon livre là-dessus : *L'Arrogance du pouvoir*.

L'Etat souverain n'est d'ailleurs pas une notion éternelle : il provient d'une théorie de

Hegel qui, à mon avis, fut dans ce domaine le précurseur d'Hitler. De Hegel à Hitler, il y a continuité, car, si on laisse Hegel affirmer que « l'Etat est le comble de l'évolution humaine », comment reprocher à Hitler de proclamer que « le Reich millénaire est la seule valeur importante »

Mais, comme je l'ai déjà dit, il semble que nous assistions maintenant à une tendance générale d'inscrire les Etats dans des unités plus vastes. Il demeure quelques nostalgiques, en Israël et en France notamment, et j'ai pu dire à Ben Gourion: « Il y a encore deux personnes au monde qui croient à la souveraineté de l'Etat ; ce sont de Gaulle et toi. » Mais, de ce point de vue, les choses ont évolué. Pompidou n'était pas de Gaulle, et Giscard n'est pas Pompidou.

Actuellement, les plus jaloux de leur souveraineté sont les jeunes Etats, justement du fait de leur jeunesse, mais la virulence de certains mouvements nationalistes est un phénomène vérifié par l'histoire. Une idée, une classe ou un peuple devient le plus extrémiste au moment qui précède sa chute. Si la bourgeoisie et l'aristocratie n'étaient pas extrémistes avant de céder leur place, si elles savaient faire des concessions, il n'y aurait jamais de révolutions. Dans quelques générations, les Etats souverains auront vécu et un système d'entités supranationales y aura suppléé.

Il est vrai qu'aujourd'hui, l'Organisation des Nations unies apparaît un peu comme une farce, mais le principe de son existence est important. Prenons un exemple plus modeste celui de la Communauté européenne. Il ne faut pas s'étonner que son organisation prenne du temps. J'ai souvent expliqué à des amis américains, surpris que les Européens ne s'unissent pas plus vite, que l'Allemagne, la France, la Grande-Bretagne, l'Italie, sont des Etats héritiers d'une longue histoire. Pour eux, renoncer, non pas à leur identité, mais à leur souveraineté absolue, n'est pas [133] chose aisée. Je suis sûr que, d'ici une quinzaine d'années, il existera une Europe occidentale unifiée, encore que, comme De Gaulle, j'aie une préférence pour une Europe allant de l'Atlantique à l'Oural. De même, dans une ou deux générations, existera une Organisation des Nations unies munie de véritables pouvoirs.

Dans une telle Organisation, les minorités — et pas seulement les Etats — devront être représentées. L'Etat est un bon délégué pour les problèmes politiques et militaires, mais les minorités doivent se faire entendre au niveau de la culture, de l'éducation. Il faut assurer à la fois leur identité et leur spécificité pour toute la civilisation humaine, la disparition des minorités constituerait un grand appauvrissement ; quant au peuple juif, ce serait sa fin.

— *En dépit de vos réticences, vous avez personnellement goûté au pouvoir. Quels plaisirs spécifiques tire-t-on de son exercice?*

— Bonne question, excellente question ! J'ai eu effectivement un certain pouvoir ; en tant que président des plus grandes organisations juives, j'ai disposé de budgets considérables, de plusieurs centaines de millions de dollars, j'ai eu sous mes ordres jusqu'à des milliers d'employés. Tout cela, je le précise à nouveau, dans le cadre du judaïsme international, et non dans celui d'un Etat.

Eh bien, être dans la vie politique me paraît une chose très ambivalente. Il y a naturellement la satisfaction de réussir, surtout lorsqu'il s'agit de questions importantes, mais je parle ici de mon attitude à l'égard de la vie politique en général, indépendamment des succès et des échecs, pour ainsi dire de l'art pour l'art. Fondamentalement, je n'aime pas la politique. A moins qu'on ne soit créé par le Bon Dieu pour être un politicien ou un diplomate — ce qui n'était pas mon cas, car je suis venu à la politique plutôt par sens du devoir — les expériences négatives sont forcément plus nombreuses que les satisfactions.

En vérité, on ne peut jamais être ce qu'on est ou croit [134] être, il faut toujours jouer un rôle ; on ne peut pas dire tout ce qu'on ressent ou ce qu'on pense, et, même si l'on réussit à dominer certaines situations, on est plutôt le jouet des circonstances que leur maître. Il n'y a que deux satisfactions à tirer de l'activité politique. L'une est le plaisir intellectuel de vivre dans une sphère où presque tous les courants et tendances de la vie collective du monde et de son peuple se rencontrent. Cela est de plus en plus vrai aujourd'hui, où une vraie politique mondiale se dessine et où tout ce qui arrive dans un Etat affecte tous les autres Etats ; il faut prendre en considération des dizaines et des centaines de facteurs. (intérêts, tendances, passions) pour aboutir à une solution constructive. L'obstination et l'entêtement, qui peuvent être des qualités dans d'autres sphères, sont plutôt une source de faiblesse en politique. Pour quelqu'un comme moi, qui ai toujours détesté l'unilatéralisme, qui

n'ai jamais donné trop d'attention aux experts (je cite volontiers la spirituelle définition française : un polytechnicien est quelqu'un qui sait tout et rien d'autre), cette nécessité de participer à de multiples affaires est un réel plaisir intellectuel.

Le deuxième plaisir qu'on puisse en tirer, c'est de faire la connaissance de beaucoup de personnalités intéressantes, de les influencer ou de les séduire. La séduction peut devenir une passion. Quand on séduit une femme, la sensation est peut-être plus aiguë, mais séduire un homme d'Etat est quelque chose d'approchant. Quand j'ai convaincu Dean Acheson d'accepter le partage de la Palestine en dépit de ses convictions antisionistes, j'ai éprouvé un plaisir presque sensuel, doublé d'une grande satisfaction pour ma propre vanité : une telle réussite vous fait penser que vous êtes plus habile que votre interlocuteur. J'aime cette lutte où les armes sont des mots et où l'intellect occupe la première place.

Weizmann ressentait la même chose et se moquait complètement de l'exercice élémentaire du pouvoir. Mieux, il n'y comprenait rien. Parfois, quand nous allions ensemble au siège de l'Agence juive, il me désignait tous les bureaux, les machines à écrire, les secrétaires, [135] et me demandait : « Que font donc tous ces gens ? Pourquoi tapent-ils tant de lettres ? » Il avait une conception héritée de Louis XIV : l'organisation relevait de l'Etat, et l'Etat, c'était lui : « Moi, Weizmann, je vais voir Churchill, je vais voir Daladier, et les choses sont réglées. A quoi bon tout le reste ? »

En cela, Weizmann était à l'opposé de Ben Gourion, qui n'avait aucun plaisir à convaincre et, d'ailleurs, n'essayait même pas : il imposait. Nos polémiques personnelles le distraient un peu, mais moins qu'il ne le disait. Il les considérait plutôt comme un gaspillage de temps. Son principe était : « C'est moi qui commande. J'ai dit de faire telle chose, alors faites-la et qu'on n'en parle plus ! ». Cela correspondait bien à son caractère peu intellectuel. Ben Gourion était monomane et ne savait s'occuper que d'une seule chose à la fois. C'était aussi vrai dans sa vie privée (une année pour lire Platon, une année pour découvrir *Don Quichotte*, à l'exclusion de tout autre livre) que dans sa vie publique. Par là, il était le contraire d'un Premier ministre. Je lui ai souvent dit : « Un Premier ministre doit tout faire. » Il me répondait alors : « Je fais l'armée juive ; le reste ne m'intéresse pas. » C'était sa grande force, mais aussi sa faiblesse, car, lorsqu'on fait une seule chose, c'est au détriment de toutes les autres.

Entre celle de Weizmann, dont la plupart des motivations étaient d'ordre intellectuel, et celle de Ben Gourion, qui n'aimait rien tant que commander, se situe la conception d'un Roosevelt, à la fois philanthrope et homme de pouvoir [1]. Il aidait les gens, surtout s'ils appartenaient aux classes défavorisées, mais, en même temps, pratiquait l'un des plus subtils plaisirs dans l'exercice du pouvoir : tromper ses interlocuteurs. Moi-même je l'ai fait, car la tactique, qu'elle soit parlementaire ou qu'elle s'inscrive dans le cadre de la politique extérieure, exige d'être rusé. Si vous dites tout de suite tout ce que vous voulez, vous n'aurez aucun succès. Il faut n'en dire qu'une partie, au début, et le reste à la fin. C'est, je l'avoue, un grand plaisir intellectuel, à condition de ne pas en abuser.

[136]

Il faut connaître ses limites et ne pas sous-estimer la ruse des autres. Les petits politiciens croient être malins en trompant tout le monde, mais leur réputation de menteur est vite établie. Un professeur d'histoire a dit un jour : « La différence entre Metternich et Talleyrand, c'est que Metternich mentait à tout le monde et ne trompait personne, tandis que Talleyrand ne mentait jamais et trompait tout le monde. »

Quant à moi, si je peux avoir un certain détachement par rapport à l'exercice du pouvoir, c'est surtout parce que je n'ai jamais eu à me battre pour lui. Quand j'ai convaincu Acheson, puis quand je l'ai emporté, au sein du judaïsme américain, sur Abba Hillel Silver, j'ai eu de grandes satisfactions. Avoir connu Churchill, Acheson, Roosevelt, Adenauer, Ben Gourion, m'a comblé, car, contrairement à Stephen Wise, je n'aime que les hommes hors du commun et préfère rester seul avec Platon plutôt que d'avoir à fréquenter le tout-venant.

Socialement, pourtant, je ne suis pas snob. Je n'aime guère les « richards », sauf exception, et n'ai jamais cultivé leur compagnie. Les multimillionnaires américains me l'ont d'ailleurs assez reproché ! De même, j'accepte rarement les invitations des grandes personnalités et ne me suis jamais fait inviter à la Maison-Blanche, ce que j'aurais pu obtenir très facilement. Je le dis simplement : j'aime aider les gens, mais cette satisfaction est un mélange de vertu et de vanité. Quand je sais qu'il suffit d'une lettre de moi pour procurer un emploi à quelqu'un ou lui faire obtenir telle compensation sa vie durant, je le fais autant par altruisme que par plaisir d'user un peu de mon pouvoir. La chose est aisée : j'écris une lettre et c'est fini. Si je devais travailler trois mois pour le même résultat, je ne le ferais sans doute pas.

C'est là un trait de mon caractère : je décide très vite et n'aime pas les longues discussions, même si je dois commettre une faute. La patience n'est pas une de mes vertus. Certes, je peux être patient s'il s'agit d'un objectif de grande envergure : les réparations allemandes, par exemple. Pour elles, j'ai travaillé pendant vingt ans, et

[137] Ben Gourion me disait : « Tu n'es pas dégoûté ? Comment peux-tu aller quatre fois l'an en Allemagne pour demander de l'argent ? Nul n'en aurait la patience. » Mais, dans les petites choses, je suis impatient.

D'une manière générale, j'ai une assez bonne opinion de moi et je me donne souvent raison ! Mais je n'ai aucune vanité par rapport à mes idées : on peut me convaincre. Sur ma conception du judaïsme, sur le sionisme, je n'ai jamais varié, mais, sur le plan tactique, on m'a beaucoup reproché de ne pas être conséquent, de changer de raisonnement. Je réponds alors : « Seuls les fous et les idiots ne varient pas. »

Mais allons au fond des choses : par nature, je ne suis pas un démocrate. Churchill avait malheureusement raison quand il a dit : « La démocratie est le plus mauvais des systèmes de gouvernement ; l'ennui, c'est que les autres sont encore pires. » Je ne crois pas que la démocratie parlementaire, telle qu'elle existe aujourd'hui, durera bien longtemps. Le monde est devenu trop complexe pour que ses problèmes puissent être résolus par nos bonnes vieilles méthodes démocratiques, où les considérations de politique intérieure et locale sont souvent plus importantes que la politique extérieure. C'est pourquoi, du point de vue de cette politique extérieure, les Etats totalitaires ont un grand avantage : cinq, dix, vingt personnes au maximum y prennent les décisions.

En Amérique, on atteint le comble de l'absurdité : le représentant des éleveurs de bétail du Wisconsin a un pouvoir de décision sur l'armement de la Thaïlande... Le parlementarisme moderne vaut à la rigueur pour un petit pays comme la Suisse, mais comment demander à un paysan du Milwaukee de penser à autre chose qu'au prix du blé ? La chose qui intéresse le plus un député du Labour Party ; c'est le salaire des travailleurs de sa circonscription. Comment peut-il trancher sur les problèmes du Proche-Orient, du Laos ou du Cambodge ?

Je répète que les deux grandes expériences de ma vie furent le partage de la Palestine et les négociations avec l'Allemagne posthitlérienne. Eh bien, dans les deux cas,

[138] si l'on avait organisé un plébiscite, rien ne se serait fait. La majorité des sionistes était prête à refuser le partage. Et, au début de mes négociations avec Adenauer, je dus voyager accompagné d'un garde du corps pour me protéger des extrémistes... juifs. Voilà qui prouve concrètement la faiblesse du système parlementaire : si le peuple avait eu l'occasion de voter, il n'y aurait eu ni Israël ni les milliards de l'Allemagne.

Voici bien longtemps, je me trouvais à Zurich avec mon ami Joseph Sprinzak, grand leader du Mapai avant de devenir le premier président du Parlement israélien. Nous devions aborder des problèmes fort épineux au cours du Congrès sioniste, et Sprinzak se faisait beaucoup de souci. Un soir, au café, je lui dis : « Joseph, tu as tort. Tu te ronges les sangs inutilement. Moi, je peux te dire à l'avance tout ce que le Congrès décidera.

— C'est absurde ! s'exclama-t-il.

— Très bien, répliquai-je. J'en prends le pari avec toi : note les problèmes sur un papier et, tout de suite, sur le même papier, j'inscris les réponses. Nous comparerons à la fin du Congrès. »

Dix jours plus tard, nous comparâmes : sur les vingt-deux questions qu'il avait posées, vingt de mes réponses correspondaient à celles du Congrès ! Il était bouleversé

« Mais alors, Nahum, cela détruit toute ma confiance dans la démocratie. Un Congrès comme celui-ci nous coûte un demi-million de dollars. Pourquoi dépenser tout cet argent ? La prochaine fois, je t'envoierai une lettre et tu me répondras en m'envoyant la solution.

— Tu ne comprends pas le sens de ce que j'ai fait, répondis-je. Mon talent consiste à connaître la psychologie des délégués. Mais toi, tu dois leur donner la conviction que ce sont eux qui décident. Sinon, il n'y aura plus de mouvement sioniste. »

Cette anecdote ne commande pas un grand respect envers les masses. Je crois même que les masses sont ineptes. L'un des meilleurs livres écrits sur ce sujet est *Psychologie des foules*, du sociologue français Gustave Le Bon, paru à la fin du siècle dernier. Je l'ai lu plusieurs

[139] fois, et il en ressort que les foules ne sont que des collectivités hystériques, dépourvues de toute logique.

Donc, si je le peux, j'évite de consulter les gens et je préfère mettre mon organisation devant le fait accompli. On a souvent dit que Goldmann était le dictateur du Congrès juif mondial, et il y a un peu de vrai. Mais, que voulez-vous, il se trouve que je n'ai jamais eu peur des responsabilités. C'est pourquoi les fonctionnaires m'aiment bien : mon attitude les change

de la bureaucratie israélienne où leur chef hésite à prendre les décisions délicates. « Revenez demain, leur dit-il, il faut que je réfléchisse. » Alors on attend le chef, qui attend lui-même un autre chef, et rien ne se fait. Avec moi, on obtient immédiatement une décision, bonne ou mauvaise ; les fonctionnaires viennent dans mon bureau, exposent leur problème et, en dix minutes, c'est réglé.

Depuis l'époque où je dirigeais à Wiszniewo une bande de garnements voleurs de pommes, j'aime les responsabilités. Je n'ai jamais dit que telle ou telle faute de l'Organisation sioniste ou du C.J.M. incombait à l'exécutif ; si j'en suis le président, c'est à moi que revient la responsabilité, mais, quand je me trouve dans une réunion où je vois qu'il me sera impossible de convaincre la majorité, je pars.

Ce qui ne signifie pas que je préférerais un système totalitaire. Les Israéliens qui n'approuvent pas ma politique modérée vis-à-vis de l'U.R.S.S. me reprochent souvent d'être un pro-communiste vivant dans les palaces. C'est idiot. Je suis l'être le plus anticommuniste qui soit. Par nature, je déteste la police, l'omniprésence du gouvernement, l'absolutisme de l'Etat. Je rêve de vivre dans une société où l'Etat serait aboli et où chacun agirait en s'adaptant aux autres. Un Etat totalitaire est à mes yeux la pire des choses. Je dis seulement à mes adversaires : « Le pouvoir soviétique est considérable, alors soyons prudents et ne prétendons pas lui forcer la main. » Quant au rigide système communiste, je me rassure en songeant qu'il ne tiendra plus longtemps. Dans une ou deux générations, les prévisions de Sakharov se vérifieront : le capitalisme

[140] sera à moitié communiste et le communisme à demi capitaliste.

— *Dans le cas de l'U.R.S.S., entre autres, vous apparaissez comme un négociateur très pragmatique, très rationnel. Pourtant, l'irrationnel a souvent été le moteur du progrès de l'humanité : quelle est sa place dans l'exercice du pouvoir ?*

— Il faut être irrationnel pour les grandes idées, il faut essayer d'atteindre l'inaccessible, vouloir plus qu'on ne pourra jamais réaliser. Ce sont les grandes utopies qui créent l'histoire, pas les grandes réalités. L'idée sioniste, par exemple, est tout à fait irrationnelle : qu'un peuple veuille rentrer dans son ancien territoire après deux mille ans d'absence va contre toute raison. Si le sionisme avait été rationnel, il aurait dû trouver un autre pays, plus ou moins vide. C'est d'ailleurs ce que voulait le grand écrivain juif anglais Israël Zangwill.

L'idéal de paix messianique est grandiose, l'idéal de réconciliation éternelle est grandiose, l'idée d'une justice égale pour tous est grandiose, mais rien de cela n'est réalisable, même si l'histoire humaine dure encore des millions d'années. Il faut néanmoins lutter pour ces idéaux. Le messianisme n'est pas possible, certes, mais vouloir le messianisme est décisif. Le poète allemand Lessing a dit : « Le chemin qui mène à la vérité est plus créateur que la vérité elle-même. »

Pour les petites choses, en revanche, il faut être rationnel et non émotionnel. C'est pourquoi je critique l'attitude d'Israël, qui ne sait pas distinguer les grands objectifs des moindres. Pour le Golan, chacun ira mourir. Mais réaliser un sionisme humaniste, cela on le laisse aux intellectuels utopistes comme Goldman.

[141]

— *Le danger n'existe-t-il pas de glisser parfois du pragmatisme à l'opportunisme ?*

— Certes, il existe. Toute la politique est une question de mesures et de proportions ; mais le premier danger est de croire qu'il existe des vérités éternelles. J'avais un ami, Yitzhak Grünbaum, qui fut l'un des leaders du parti radical sioniste, le seul parti auquel j'aie jamais appartenu. Grünbaum était un homme extrêmement courageux ; il avait un caractère pur comme du cristal : lors de la création de l'Etat, il refusa le ministère de l'Intérieur, car il ne voulait pas administrer la police. « La police, disait-il, c'est la force, et la force, c'est immoral. » C'était donc un personnage hors du commun, mais, malheureusement, fort dogmatique. Au cours d'une réunion mouvementée, il m'adressa un appel pathétique :

« Ne pouvons-nous pas rétablir notre vieille amitié et coopérer à nouveau ? »

— Cher Grünbaum, lui répondis-je, je ne peux pas répondre à votre appel, car vous êtes beaucoup trop jeune pour moi.

— Comment cela ? J'ai quinze ans de plus que vous !

— C'est pourtant simple : vous professez aujourd'hui les opinions que nous avions tous deux il y a vingt ans. Mais moi j'ai vieilli de vingt ans, tandis que vous êtes resté au même âge. Vous êtes donc trop jeune pour moi. »

Pour répondre plus précisément à votre question, je dirai qu'il faut toujours savoir jusqu'où peuvent aller les concessions sans violer ni abandonner les grands principes. Par exemple, je n'aurais jamais accepté qu'on abandonnât l'idée d'un Etat juif, alors même que je combattais Vladimir Jabotinsky qui voulait annexer toute la Palestine dont la Jordanie. Aujourd'hui, je ne ferais aucune concession pour Jérusalem dont la valeur de mythe, de symbole mystique, est indéniable. Mais faire une guerre pour le Golan ou pour Charm el-Cheik ! La vie de deux mille soldats juifs n'est-elle pas plus importante que tout Charm el-Cheik ?

A l'intérieur de mon pragmatisme, qui tient compte de [142] tous les aspects négatifs des hommes et des choses, je demeure néanmoins toujours optimiste. C'est une grande force qui m'a notamment soutenu quand tout le monde se moquait de moi à propos des réparations allemandes. Même Ben Gourion, qui était tout à fait pour, me disait :

« Nahum, je suis avec toi, mais tu n'obtiendras rien. » Et, quand je l'ai revu après avoir signé au Luxembourg, il s'écria : « Ce que tu as obtenu est un plus grand miracle que la création de l'Etat ! »

En ce qui concerne les Russes aussi, mon optimisme ne s'est jamais démenti. J'avais prévu il y a plus de dix ans qu'on assisterait à une grande émigration de Juifs russes. Le seul qui m'ait cru fut Ben Gourion, et l'émigration a eu lieu. D'ailleurs, si je n'étais pas optimiste, croyez-vous que je ferais de la politique juive — l'une des plus ingrates qui soient ? A l'âge de seize ans, je tenais un journal intime dans lequel j'écrivais « Les Juifs sont un peuple qu'il faut admirer mais qu'il est difficile d'aimer. » En effet la grandeur — en ce qui concerne soit les individus soit les collectifs — commande toujours l'admiration ; l'amour provient souvent de conditions différentes.

— L'homme d'Etat s'apparente souvent à l'acteur, à cette différence près que l'acteur n'est que l'interprète d'un texte, tandis que l'homme d'Etat est à la fois auteur et exécutant. Comment abordez-vous ces deux rôles que vous avez assumés si longtemps ?

— Etre l'auteur signifie exprimer ses idées dans des discours, des articles ou des livres. La difficulté, pour un homme d'Etat, vient de ce qu'il ne peut pas dire toute la vérité : il dépend de ce que les Anglais appellent le *timing*, le moment opportun. En politique, une idée excellente à tel instant peut devenir idiote ou nuisible dix ans, voire dix minutes plus tard.

Lors d'un grand débat au sein du Congrès sioniste, j'ai utilisé ainsi le support des révisionnistes de Jabotinsky pour « faire tomber » Weizmann qui, à l'époque, était trop [143] pro-anglais. Puis il me fallut changer d'alliance au cours de la même réunion, car les révisionnistes, logiques avec eux-mêmes, réclamaient la Palestine des deux côtés du Jourdain. Ce renversement, les amis de Jabotinsky ne me l'ont jamais pardonné et, en 1943, quand nous avons proclamé la nécessité de l'Etat il y a dix ans. Vous voyez que nous avions alors raison ! » Mais Weizmann leur répondit par une de ces petites histoires dont il avait le secret : « Il était une fois un Juif qui vivait dans un petit village proche de la ville de Pinsk. Cet homme avait un fils de douze ans qui, comme tous les garçons juifs de son âge, devait préparer sa Bar mizwah (disons, pour simplifier, qu'il s'agit de l'équivalent judaïque de la communion solennelle). Il l'envoie donc à la ville de Pinsk et le gamin fait sa Bar mizwah. A son retour, le père s'écrie « Vous voyez ce que c'est qu'une grande ville ? Dans le village, rien n'est arrivé pendant douze ans et, au bout d'une seule année, à Pinsk, il y a déjà une Bar mizwah ! » »

Pour en revenir à notre point de départ, l'auteur politique doit choisir le moment où ce qu'il croit correspond à la réalité. Quant à l'acteur, dans la chose publique, c'est surtout un orateur. Depuis mon premier discours, fait à l'âge de treize ans et demi, j'en ai sûrement prononcé plusieurs milliers, et pourtant j'ai une assez piètre opinion de la rhétorique, car, à mon avis, on ne peut jamais dire les vérités profondes dans un discours, ni les plus personnelles : sous peine de manquer de pudeur, il est difficile de parler à deux mille personnes comme on parlerait à un ami.

Il y a naturellement plusieurs types d'orateurs. Vladimir Jabotinsky faisait de merveilleux

discours, mais il les élaborait soigneusement puis les apprenait mot à mot, les délivrant ensuite de telle manière qu'on pouvait croire qu'il venait juste de les composer. Sauf exceptions — par exemple à l'occasion d'une déclaration politique devant être traduite dans plusieurs langues — je ne prépare jamais un discours, et, même dans le cas précité, je ne me [144] crois pas obligé de respecter le texte écrit. Le *New York Times* m'a ainsi menacé de ne plus publier de comptes rendus de mes interventions si je ne disais pas tout ce que j'avais fait figurer dans le dossier de presse. Alors, à New York, j'ai parfois interrompu un discours, pour déclarer :

« Ayant oublié de dire ce que le *New York Times* attend, je vais le dire pour lui donner satisfaction. »

Ce n'était pas du tout le style de Jabotinsky, que je rencontrai à Chicago. Il était onze heures et demie du soir. Fort surpris de le voir, je demandai :

« Mais Jabo, que faites-vous donc ici ?

— J'ai prononcé un discours.

— Mais je ne l'ai pas su ; pour qui était-ce ?

— Pour un groupe d'étudiants.

— Des étudiants sionistes ? Combien étaient-ils ?

— Vingt-cinq, trente.

— Combien de temps avez-vous parlé ?

— Deux heures et demie.

— Jabo, vous êtes fou ! Parler deux heures et demie à vingt-cinq étudiants... »

Je l'invitai alors à mon appartement où il m'expliqua, jusqu'à deux heures du matin, son art de la rhétorique. « Chacun de mes discours est longuement préparé, me dit-il ; c'est une œuvre d'art. Est-ce que Mona Lisa se soucie de savoir si un visiteur ou un millier vient la voir ? C'est la même chose pour mes discours qu'ils soient entendus par deux mille personnes ou par vingt-cinq, ils ne changent pas. »

Certains orateurs font des brillants monologues comme Jabotinsky ; l'auditoire ne les intéresse pas. Mes discours à moi sont toujours des dialogues : le public ne réagit pas en parlant, mais il rit ou s'exprime d'une autre manière ; quand je sens qu'il s'ennuie, je raconte une histoire, ou bien je raccourcis — chose toujours possible, puisque je n'écris presque rien. Mais je déteste la démagogie et m'efforce de me maintenir toujours à un certain niveau. J'ai une fois dû parler devant quelque soixante-dix mille personnes, et c'est affreux : on ne peut rien dire d'intelligent, seulement lancer des slogans.

[145]

Mais, pour être honnête, je vais vous citer une exception. Le premier camp de concentration que j'aie visité avec Wise après la guerre était entre Francfort et Höchst ; il y avait là soixante mille Juifs victimes du nazisme. Impossible d'imaginer tant de pleurs, de cris et de sanglots. Les survivants pensaient : « Wise et Goldmann sont là, donc la guerre est finie, nous avons gagné », mais ils ne savaient pas où aller. Les Anglais n'autorisaient pas l'immigration en Palestine et l'Etat juif n'était même pas à l'ordre du jour. Alors j'ai fait un discours, en yiddish. Toutes les trois minutes, vingt ou trente mille personnes se mettaient à pleurer. Je leur ai dit : « La guerre est gagnée. Vous n'êtes plus menacés de mort, mais vous ne pouvez pas encore sortir de cette Allemagne maudite, car les pays libres ne veulent pas vous accepter. Ce n'est pas la pleine lumière, nous sommes dans un tunnel long de quelques années encore. Néanmoins, je vous le dis, pas pour vous reconforter, mais parce que c'est vrai : au bout du tunnel je vois la lumière, et cette lumière, c'est la création d'un Etat juif. »

Je ne peux pas décrire les scènes qui s'ensuivirent : des femmes s'évanouissaient, la foule scandait en pleurant

« Etat juif ! Etat juif !... » Quand nous partîmes, Stephen Wise et moi, il sanglotait lui aussi et, dans la voiture, il me dit au milieu de ses larmes : « Je comprends que tu aies reconforté ces gens, mais, maintenant que nous sommes en tête à tête, dis-moi : crois-tu maintenant à un Etat juif ?

— Oui », répondis-je simplement.

Alors il me tomba dans les bras. Et, plus tard, dans chaque discours, Wise disait : « Personne ne croit qu'il y aura un Etat juif dans quelques années. Eh bien, moi, je vous assure qu'il existera, car Nahum en est convaincu »

[146]

5

« Moi, chancelier Adenauer...

— *L'obtention de réparations allemandes après la dernière guerre fut, de votre propre aveu, l'une de vos réussites essentielles. Chassé d'Allemagne par Adolf Hitler, vous y revenez pour parler presque d'égal à égal avec Konrad Adenauer. Comment se sont déroulées vos entrevues ?*

— C'est une longue histoire et, peut-être, celle à laquelle je suis le plus attaché. Je crois avoir dit que je restais surtout largement allemand par ma culture, tout en étant juif, et cosmopolite au sens « universel » du terme. Avant l'hitlérisme, pendant un petit siècle, l'Allemagne a donné aux Juifs tous les droits et, en retour, les Juifs ont enrichi ce pays dans tous les domaines : littéraire, philosophique, musical, politique, financier... Certes, l'hitlérisme a balayé les Juifs allemands, mais il n'a rien pu contre cet apport multiple et incomparable.

La grande faute, que je souligne à nouveau, des Juifs allemands, a été de ne pas mesurer à temps les terribles risques de l'aventure hitlérienne. J'ai souvent dit que, si nous n'avions pas appartenu à la génération qui a créé l'Etat d'Israël, nous serions restés l'une des pires de l'histoire juive en raison de notre manque de prévision et de notre absence de solidarité avant la période nazie. Avec quelques amis, je n'ai personnellement jamais cessé de pousser des cris d'alarme, mais je n'ai pas pu, ou pas su, me faire entendre.

[147]

Lorsque je représentais le Congrès juif mondial et l'Agence juive à Genève, je rencontrais régulièrement des leaders du judaïsme allemand. Ces rencontres étaient clandestines, car il leur était interdit d'avoir des contacts avec un homme dénaturalisé pour haute trahison. Nous avons essayé de faire le maximum, mais le peuple juif ne nous a pas beaucoup aidés. Les démocraties ont, elles aussi, beaucoup péché, mais, avant d'accuser les non-Juifs, accusons-nous nous-mêmes. Plus tard, quand les Juifs commencèrent à comprendre l'horreur de la situation, l'Allemagne était déjà si forte que plus rien n'était possible.

Si je mets à part ma rencontre avec les survivants des camps de concentration à la libération, je ne suis revenu officiellement en Allemagne que pour rencontrer le chancelier Adenauer et entamer les négociations sur les réparations. Ces réparations constituent une innovation extraordinaire en matière de droit international. Jusqu'alors, en effet, quand un pays perdait une guerre, il versait des dommages au vainqueur, mais cela se passait d'Etat à Etat, de gouvernement à gouvernement. Or, pour la première fois, une nation allait donner des réparations ou à de simples individus, ou à Israël, qui n'existait pas juridiquement au moment des crimes d'Hitler. Au demeurant, je dois reconnaître que l'idée ne vient pas de moi.

Pendant la guerre, le C.J.M. avait créé à New York un Institut des Affaires juives dont le siège est aujourd'hui à Londres. Les directeurs en étaient deux grands juristes juifs lituaniens, Jacob et Nehemiah Robinson. Grâce à eux, l'Institut élaborait deux idées complètement révolutionnaires : le tribunal de Nuremberg et les réparations allemandes.

On mesure mal l'importance que revêtait le tribunal international qui siégeait à Nuremberg. D'après la loi internationale, il était en effet impossible de sanctionner des militaires ayant obéi

aux ordres. C'est Jacob Robinson qui eut cette idée extravagante et sensationnelle. Quand il commença à en parler aux juristes de la Cour suprême des Etats-Unis, ils le prirent pour un fou : « Qu'ont donc fait d'inouï ces officiers nazis ? demandèrent-ils. On pourrait

[149] imaginer qu'Hitler passe en jugement, Goering à la rigueur, mais pas de simples militaires qui ont exécuté des ordres et se sont comportés en loyaux soldats. » Nous eûmes donc le plus grand mal à persuader les Alliés; les Anglais étaient plutôt contre, les Français n'étaient guère intéressés et, s'ils ont participé ensuite, ils n'ont pas joué un grand rôle. La réussite vint de ce que Robinson réussit à convaincre Robert Jackson, juge à la Cour suprême américaine.

L'autre idée de l'Institut était que l'Allemagne nazie devrait payer après sa défaite. Encore fallait-il croire à cette défaite, mais, au moment où chacun put supposer en Europe que la guerre était perdue pour les Alliés, comme Churchill et de Gaulle, j'ai gardé la foi. Pas un instant je n'ai douté, car je savais qu'Hitler ne parviendrait pas à se modérer et que son outrance entraînerait les Alliés dans le conflit. D'après les conclusions de l'Institut, les réparations allemandes devraient être versées tout d'abord aux personnes ayant perdu leurs biens du fait des nazis. D'autre part, si, comme nous l'espérions, l'Etat juif était créé, les Allemands lui paieraient des compensations pour permettre aux survivants de s'y établir. La première fois que cette idée fut exprimée, c'était pendant la guerre, au cours d'une conférence à Baltimore.

Une fois le procès de Nuremberg terminé, on a envisagé à nouveau ce problème des réparations. Plusieurs leaders juifs ont alors tenté d'établir des relations avec Adenauer, mais leurs propositions étaient souvent ridicules. Une organisation lui suggéra de payer vingt millions de deutsche Marks; or, au terme des accords que j'ai obtenus, ce sont quatre-vingts milliards de deutsche Marks que les Allemands devront verser au total

Nos « contacts » étaient Walter Hallstein, alors sous-secrétaire d'Etat, devenu plus tard président de la C.E.E., et le diplomate Herbert Blankenhorn, directeur du département politique du ministère des Affaires extérieures et bras droit d'Adenauer. Ces deux hommes sont restés mes amis intimes.

Lors d'une réunion du Congrès juif mondial à Londres,

[150] un Juif russe, Noah Barou, homme merveilleux, grand idéaliste dont la mort prématurée nous a bouleversés, me poussait à entrer dans le jeu et à rencontrer Adenauer. Au fond de moi-même, j'étais très hésitant, car parler à nouveau avec les Allemands ne m'était pas chose aisée. C'est finalement mon cerveau qui me décida à négocier, pas mon cœur. Mais je posai une condition préalable : avant de rencontrer le chancelier pour entamer les négociations, il fallait qu'Adenauer fasse une déclaration solennelle au Bundestag; il devrait dire que l'Allemagne d'aujourd'hui n'était certes pas celle qui avait voulu Auschwitz (Adenauer lui-même avait été en prison sous Hitler, puis s'était caché dans un monastère car la Gestapo le recherchait), mais qu'elle héritait de la responsabilité des nazis et que des réparations lui incombaient ; il devait ajouter que les réparations matérielles ne sauraient effacer le mal fait aux Juifs par les Allemands.

On voulut à plusieurs reprises arranger une entrevue entre nous, mais je refusai de voir le chancelier tant que ce discours n'était pas prononcé. Je me trouvais ainsi en vacances avec ma femme, au lac suisse des Quatre-Cantons. Adenauer se reposait à une demi-heure de là, à Burgenstock. Blankenhorn vint me voir pour me dire : « Voilà, Adenauer est en vacances dans le coin; si vous le rencontrez, personne ne le saura. Or il souhaite beaucoup votre visite. » Je ne céda pas.

Un peu plus tard, à Paris, exactement à l'hôtel Raphaël, qui était un fort bon établissement où descendait aussi Eisenhower (je descends toujours dans les hôtels fréquentés par les généraux : ils choisissent les meilleurs parce qu'ils ne paient pas !), vint me trouver un membre du premier Parlement allemand, un Juif socialiste nommé Jacob Altmaier. C'était l'un des conseillers d'Adenauer pour les questions juives. « Le chancelier a décidé d'en passer par où vous voulez, m'annonça-t-il ; il présentera une déclaration solennelle au Bundestag dans un ou deux jours et voudrait que vous la lisiez auparavant pour faire éventuellement des commentaires. » J'apportai quelques corrections, dont Adenauer n'a pas toujours tenu

[151] compte, et, deux jours plus tard, il prononçait son discours. Tout le Parlement allemand se leva et observa, debout, cinq minutes de silence en mémoire des victimes juives du nazisme.

De ce côté-là, les choses avaient donc pris la tournure que je souhaitais et je pouvais désormais ouvrir les pourparlers. Mais il restait un grand problème : dans son immense majorité, l'opinion juive était hostile à tout contact avec les Allemands. Je comprends d'ailleurs très bien cette attitude, et j'ai souvent dit que, si le peuple juif unanime avait accepté l'idée de négocier des réparations en argent avec les Allemands, j'aurais eu honte d'être juif. Le peuple

juif devait donc manifester son opposition, mais il ne fallait pas que ses leaders en tiennent compte; c'est cela la politique. [1]

Adenauer m'envoya un message dans lequel il se disait prêt à négocier avec un représentant unique des Juifs de la diaspora. Quant aux négociations avec Israël, il voulait avoir affaire à une délégation distincte. Auparavant, le gouvernement israélien avait envoyé des notes diplomatiques aux quatre Alliés : Russes, Français, Anglais et Américains. Il y expliquait que le coût d'absorption d'un demi-million de réfugiés juifs rescapés des camps de concentration était d'un milliard et demi de dollars.

Israël voulait que l'Allemagne de l'Ouest paie les deux tiers de cette somme et l'Allemagne de l'Est un tiers. Si Tel-Aviv s'était adressé ainsi aux Alliés, c'était pour ne pas parler directement aux Allemands.

Jusqu'à aujourd'hui, les Russes n'ont pas répondu à cette note. Quant aux trois autres Alliés, ils dirent qu'ils étaient d'accord pour que l'Allemagne paie, mais qu'ils ne pouvaient négocier au nom des Juifs ; ils avaient leurs propres problèmes avec les Allemands, négociaient les questions d'occupation et de souveraineté. Le gouvernement israélien était donc dans l'embarras. Ben Gourion et Moshe Sharett me convoquèrent alors pour me dire : « L'essentiel des négociations doit être mené au nom du peuple juif, puisque les victimes du nazisme l'ont été en tant que Juifs et non en tant qu'Israéliens. Personnellement, [152] nous ne pouvons pas nous exposer trop, car le Hérout a fait de cette affaire un cheval de bataille politique. » Il y avait en effet de grandes manifestations de rue en Israël; on jeta des pierres à Ben Gourion à l'intérieur même de la Knesset, l'Assemblée nationale israélienne.

Encore une fois, je comprends cette réaction ; je comprends la colère et l'indignation de ceux qui ont tant souffert. C'est un peu la même chose aujourd'hui avec les Juifs russes : ceux qui ont connu les prisons et les bagnes soviétiques sont les plus antirusses. Il faut les respecter, les admirer, mais surtout ne pas faire tout ce qu'ils demandent. Sans les réparations allemandes, qui ont commencé à intervenir au cours des dix premières années d'existence de l'Etat, Israël n'aurait pas la moitié de son infrastructure actuelle : tous les trains en Israël sont allemands, les bateaux sont allemands, ainsi que l'électricité, une grande part de l'industrie..., sans même parler des pensions individuelles versées aux survivants. Aujourd'hui, Israël reçoit encore, annuellement, des centaines de millions de dollars en monnaie allemande. Quand Pinhas Sapir fit un grand discours pour me défendre devant le C.J.M., il dit : « Goldmann a apporté à Israël huit milliards de dollars. » Certaines années, les sommes d'argent qu'Israël recevait de l'Allemagne dépassaient le montant des collectes du judaïsme international — les multipliant parfois par deux ou trois. Aujourd'hui, plus personne n'est contre ce principe ; même certains membres du Hérout perçoivent les réparations.

Je convoquai donc à New York la Claims Conference (plus précisément « Conference on Jewish Material Claims against Germany »), représentant toutes les grandes organisations juives. Devant l'hôtel où nous logions, la foule manifestait sa colère et je devais sortir sous la protection de la police. De surcroît, il y avait de violentes querelles au sein de la Conférence, car personne n'était d'accord pour désigner les membres de l'exécutif. La discussion durait déjà depuis une demi-journée, sans résultat, quand un membre de l'American Jewish Labour Committee se leva et dit « Il y a une seule solution : donnons les pleins

[153] pouvoirs à Goldmann pour choisir ces membres et nommons-le président ! » Je fus ainsi nommé à l'unanimité — chose inimaginable tant au Congrès sioniste qu'au C.J.M.

Ma première entrevue avec Adenauer devait avoir lieu sans que personne ne le sache. Le chancelier m'informa donc un jour qu'il se trouverait à Londres pour y donner une conférence, et qu'à cette occasion il pourrait me rencontrer à l'hôtel Claridge. Il me demandait de prendre contact avec Blankenhorn pour préparer cette conversation et discuter des modalités. A Blankenhorn, que je vis avec Barou, je demandai aussitôt, comme condition préalable à l'ouverture des négociations proprement dites, que l'Allemagne accepte la demande d'Israël — à savoir un milliard de dollars — non comme un but à atteindre, mais comme un point de départ. Blankenhorn se récria : « Mais c'est tout à fait impossible ! Comment le chancelier pourrait-il prendre un tel engagement sans consulter les membres de son gouvernement et, d'abord, son ministre des Finances Fritz Schaeffer qui est une très forte personnalité ? Vous devez attendre. » Il faut se rappeler que cette scène se passait bien avant le fameux « miracle économique » allemand et que, dans les années 50, l'Allemagne était très pauvre. Mais je demeurai inflexible : « Sans une telle promesse, repris-je, je ne conseillerai ni à mes collègues de la Claims ni à Ben Gourion d'accepter le principe de la négociation. »

Le moment venu, je me rendis donc au Claridge pour avoir l'une des conversations les plus impressionnantes de ma vie politique. L'atmosphère était glaciale. Rendez-vous compte : j'avais en face de moi le premier chancelier d'Allemagne après Hitler. Alors, d'emblée, j'entrai dans le vif du sujet : « Monsieur le Chancelier, dis-je à Adenauer, ce moment est historique. D'ordinaire, je n'aime pas les grands mots, mais l'instant où le représentant du peuple juif rencontre le leader de la nation allemande qui a massacré six millions de Juifs est forcément historique, et je vais vous expliquer pourquoi. Je ne vous demande que de me laisser parler vingt minutes sans m'interrompre. »

[154]

Et Adenauer, avec sa figure hiératique de statue médiévale, écouta tout mon discours sans se départir de son impassibilité.

Je lui dis pour terminer : « Monsieur le Chancelier, je ne jouerai pas les diplomates, car notre problème n'est pas un problème de diplomatie, mais de moralité. Si vous décidez de traiter, vous vous engagez à un devoir moral. Si vous décidez d'aborder le débat en diplomate, il vaut mieux que nous ne nous revoyons plus. Les Israéliens demandent un milliard de dollars et j'ai demandé que cette somme soit considérée comme une base de départ.

M. Blankenhorn m'a dit que, d'après votre Constitution, c'était tout à fait impossible. Je lui ai répondu que je ne pouvais pas attendre, parce que le peuple juif est dans une grande effervescence et que sa majorité s'oppose à toute négociation susceptible de laver l'Allemagne de ses crimes. Mais maintenant que j'ai fait votre connaissance, je crois ressentir que vous avez une personnalité assez forte pour oublier un instant les rigueurs de votre Constitution — quand il s'agit d'un tel sujet. »

Adenauer me regarda alors avant de répondre : « Monsieur Goldmann, je n'ai jamais eu le plaisir de vous rencontrer auparavant. » Et, de fait, cela aurait été possible, puisqu'il avait été membre du comité propalestinien avant l'avènement d'Hitler. « Vous me connaissez donc depuis une demi-heure, poursuivit-il, et je dois dire à mon ami Blankenhorn qui, lui, me connaît depuis nombre d'années, que vous me comprenez mieux que lui. Veuillez donc passer dans le bureau voisin ; je vous envoie ma secrétaire, dictez-lui la lettre et je la signerai. »

Je dictai la lettre, à laquelle Adenauer apporta une seule modification ; j'avais écrit que le milliard de dollars serait *die Basis*, la base, et il remplaça ce mot par *die Grundlage*, le fondement — ce qui revenait au même. Et il conclut l'entrevue par ces mots : « Envoyez-moi M. Barou cet après-midi ; je lui remettrai la lettre signée. »

Aucun autre homme d'Etat n'aurait osé faire cela. Après cette signature, il eut de grandes difficultés avec son cabinet qui lui reprocha de s'être conduit en dictateur,

[155] d'avoir promis ce milliard de dollars sans avoir recueilli l'avis de personne. Mais c'était Adenauer, un véritable leader, et tout le monde finit par s'incliner. C'est souvent ainsi qu'il faut conduire une démocratie.

Cette conversation est restée longtemps ignorée, car nous avions décidé que, si des journalistes en avaient vent, nous nierions tous deux nous être jamais rencontrés. Au demeurant, j'avais beau multiplier les précautions et pénétrer au Claridge par l'entrée de service, chacun sentit que quelque chose se passait et même le *Times* s'en fit l'écho.

Muni de la lettre, je me rendis ensuite à la Claims Conference dont le comité approuva à l'unanimité l'ouverture des négociations. Parallèlement, Ben Gourion affronta la Knesset où l'opposition se déchaîna contre les pourparlers. La majorité des leaders du Mapai, à l'exception de Golda Meir et quelques autres, étaient pour ; les libéraux aussi. Mais le Hérout et le Mapai s'y opposaient. Si Israël avait refusé, je n'aurais pas pu négocier : il m'était impossible de prendre seul de telles responsabilités. Finalement, la Knesset désigna un groupe dirigé par Giora Josephthal et Felix Shinnar ; Israël avait donc sa délégation et la Claims la sienne. On convint que les deux délégations négocieraient à tour de rôle avec la délégation allemande, à la tête de laquelle se trouvaient deux hommes étonnants : l'éminent juriste Otto Küster et le professeur Franz Boehm, qui a fêté récemment son quatre-vingtième anniversaire. Ben Gourion a dit un jour en public que, si Israël comptait dix personnes de la moralité de Boehm, la vie y serait meilleure. C'est une exagération typique de Ben Gourion, mais il est vrai que Franz Boehm est un personnage vraiment extraordinaire moralement et intellectuellement.

Les Allemands discutaient donc le matin des réparations collectives avec la délégation israélienne, et, l'après-midi, des droits de l'individu avec la délégation de la Claims Conference. Quand une difficulté surgissait, on m'en prévenait et j'allais m'arranger avec Adenauer. Les négociations se déroulaient près de La Haye où je ne me suis jamais rendu moi-même. Elles durèrent six mois,

[156] et je ne peux pas entrer ici dans leurs détails : on prépare sur la question un livre en trois volumes !

Une fois qu'Adenauer m'eut remis la fameuse lettre, je dus voir, plus tard, le ministre allemand des Finances Fritz Schaeffer. Ce catholique de droite, antinazi de toujours, d'une totale intégrité, fut un des meilleurs ministres des Finances que l'Allemagne ait jamais eu. Il me déclara d'emblée : « Ecoutez, mon cher Goldman, sur moi vous ne pouvez exercer aucun chantage : je n'ai jamais été nazi et Hitler m'a fait mettre en prison. Aussi cela me laisse-t-il la liberté de m'opposer à vous, ce que d'anciens nazis n'oseraient pas faire. » Et il poursuivit : « Ce que vous demandez est parfait et vous avez tous les droits moraux du monde. Seulement, voyez-vous, je ne suis ni un moraliste ni un rabbin, mais le ministre des Finances d'un pays actuellement pauvre. Alors, comme on dit en yiddish, indiquez-moi tout de suite la dernière ligne de l'addition. Qu'est-ce que tout cela coûtera ?

— J'ignore encore les détails », répondis-je.

Et c'était vrai : je ne les ai appris que récemment. Je dis toujours qu'un président est un homme qui signe un arrangement mais qui ne le connaît pas. Je suis un négociant en gros et n'ai aucune patience pour examiner les paragraphes un à un. Schaeffer insista néanmoins :

« Notre expert Robinson, lui dis-je, a calculé que cela reviendrait à peu près à six milliards de marks.

— Mais nos experts à nous sont parvenus à huit milliards, et c'est beaucoup trop », répliqua-t-il.

En vérité, l'Allemagne a versé à ce jour soixante milliards de marks et le total lui reviendra à quatre-vingts milliards — soit de douze à quatorze fois plus que ce que nous avions calculé à l'époque... On ne saurait donc reprocher aux Allemands d'avoir été mesquins et de n'avoir pas tenu leurs promesses. Au contraire, dès que les lois furent votées, Schaeffer tout le premier débloqua les fonds et, en plusieurs occasions, nous concéda même des avances — ce qui n'était pas facile, comme en témoigne l'anecdote que je vais raconter.

L'Allemagne avait contracté des dettes colossales, héritées

[157] tant d'Hitler que de la république de Weimar. Pour se réhabiliter aux yeux du monde et recommencer à conclure des affaires, il lui fallait d'abord les régler. Dans ce domaine, le directeur des négociations était le plus grand financier allemand : Hermann Abs. Directeur de la Deutsche Bank, il discutait point par point avec les Alliés les modalités de remboursement et prétendait que l'Allemagne ne pouvait payer qu'une petite partie. Apprenant nos propres négociations avec le gouvernement allemand, il alla se plaindre à Adenauer : « Au moment où je dis aux Alliés que nous sommes en faillite, vous offrez des millions à Goldman sans aucune obligation juridique. Ma situation est intenable. Ajournez les négociations avec les Juifs le temps que j'en termine avec les Alliés. » Adenauer accepta le principe et me fit téléphoner par Blankenhorn pour que je reçoive Abs à Londres.

Abs vint donc et m'expliqua sa position

« Monsieur Goldman, j'accepte vos demandes en principe. Cependant, vous devez attendre six mois, car, en apprenant vos exigences, les Alliés me rendent la vie impossible. J'ai donc suggéré au chancelier qu'on vous verse une avance de deux ou trois cents millions de marks. Dans six mois, vous pourrez reprendre vos négociations.

— Je regrette, mais c'est impossible, répondis-je. Il s'agit en effet d'un problème émotionnel. Le peuple juif est agité jusqu'au fond de son âme. Nous ne pouvons pas mettre cette question au réfrigérateur et dire aux victimes du nazisme : « Ajournez votre agitation. Dans six mois, vous pourrez recommencer à protester. Ou nous réglons le problème maintenant, ou il ne sera jamais réglé. »

On me dit plus tard qu'Abs fut très agacé par ma réponse, mais, quelques années après, lui-même finit par convenir que j'avais eu tout à fait raison. Il n'empêche qu'Adenauer ne savait plus que faire : toute l'industrie allemande et la haute finance étaient contre nos revendications. Parallèlement, Schaeffer prétendait que le gouvernement d'Israël accepterait beaucoup moins que

[158] ce que je demandais. De fait, il connaissait à fond le budget israélien qui, à l'époque, était en faillite complète. Quand j'étais président de l'Exécutif sioniste à New York, le représentant financier d'Israël, Martin Rosenbluth, venait souvent chez moi vers dix heures du matin pour me dire : « Nahum, qu'est-ce que tu fais, tranquillement assis, alors que les banques ferment à une heure et que nous avons une note à payer ? » Il me fallait alors téléphoner « à chaud » aux organisations sionistes pour trouver d'urgence cent mille dollars. Schaeffer était au courant de cette situation et nous disait, tant à Adenauer qu'à moi-même : « Comment! Vous prétendez

qu'Israël refuserait la moitié ou même le tiers de cette somme? Un pays en faillite ? » Je le révèle ici pour la première fois : c'est lui qui avait raison.

Quand Adenauer nous informa finalement que l'Allemagne ne pouvait nous offrir pour l'instant que deux à trois cents millions de marks, je lui écrivis une lettre pour rompre les négociations. Je reçus alors un télégramme de Ben Gourion m'enjoignant de venir le voir en Israël. J'ai déjà dit que je voyageais alors en compagnie d'un garde du corps de la sécurité israélienne, un garçon d'origine turque qui agissait de son mieux, mais se lamentait auprès de ses supérieurs : « C'est impossible de protéger Goldman, se plaignait-il. Il a des rendez-vous et ne m'en prévient pas. Il va au théâtre sans me le dire, etc. » De fait, j'étais un très mauvais client.

Quand j'arrivai en Israël, personne ne put descendre de l'avion avant moi et une voiture m'attendait au pied de l'appareil pour m'emmener directement chez Ben Gourion, qui me sermonna d'emblée

« Nahum, ne sois pas trop ambitieux. On me dit que tu peux obtenir immédiatement trois cents millions de dollars. Israël demandait un milliard de dollars, mais tu connais la situation...

— Ecoute, Ben Gourion, lui répondis-je. Si les Allemands en restent à trois cents millions, je ne signerai pas. Mais, à toi, je conseillerai alors de signer.

— Quelle différence y a-t-il entre toi et moi?

[159]

— C'est simple : moi je représente le peuple juif, qui est trop riche pour mon goût. Mais toi, tu représentes un Etat en faillite. Moi, je peux me permettre de refuser; toi, tu ne le peux pas...

— Ainsi, répliqua-t-il, tu seras le héros et moi le lâche ! Eh bien, puisque tu ne signes pas, je ne signe pas non plus. »

Puis il me demanda quel était mon minimum. Je lui répondis qu'à moins de cinq cents millions de dollars, je n'accepterais aucun arrangement, mais que j'espérais obtenir entre six et sept cents. J'obtins finalement trois milliards de marks, soit huit cent vingt-trois millions de dollars : partant d'une base d'un milliard, recueillir 82 % n'était pas une mauvaise opération.

Je me souviens très bien des circonstances. J'étais alors à Paris et, regagnant mon hôtel après avoir passé la soirée au théâtre, trouvai une note dans mon casier : « M. John McCloy, haut-commissaire américain à Bonn, a téléphoné deux fois et demande que vous le rappeliez même pendant la nuit. » Je réveillai donc McCloy que je connaissais fort bien : « Restez demain à votre hôtel, me dit-il. Le professeur Boehm viendra vous y trouver avec des propositions intéressantes. Je ne peux rien vous dire de plus. » Il faut préciser qu'au moment où les Allemands déclarèrent qu'ils paieraient une avance de deux ou trois cents millions, Boehm et Küster démissionnèrent immédiatement ; le fait que de très hauts représentants allemands protestent contre leur gouvernement en faveur des Juifs provoqua une grande impression en Allemagne où la majorité de la presse était pour nous.

Après ma communication avec McCloy, je prévins Shinnar et Josephtal et leur demandai de me rejoindre pour recevoir Boehm. Celui-ci me téléphona effectivement le lendemain

« Ici, professeur Boehm.

— Oui, je vous attends.

— Votre attente durera bien trois quarts d'heure.

— Pourquoi donc?

— Je dois venir à pied : je n'ai pas un centime.

[160]

— Comment ! m'exclamai-je, une homme qui vient discuter de milliards n'a pas un centime sur lui ?

— Hier samedi, Adenauer m'a convoqué pour vous soumettre de nouvelles propositions. Je n'avais pas d'argent et les banques et les bureaux administratifs étaient fermés; je suis arrivé avec vingt marks en poche et sans aucun franc français. »

Cette candeur était bien typique de Boehm. Je lui dis de prendre un taxi que je ferais régler par la réception de l'hôtel. C'est au cours de la conversation qui suivit que Boehm fit une première offre de sept cents millions de dollars et que j'obtins de la faire monter jusqu'à huit cent vingt-trois.

Je vais vous raconter maintenant deux épisodes qui appartiennent au chapitre intitulé « Comment gagner des millions en racontant des histoires » !

Quand les deux parties tombèrent d'accord pour accorder trois milliards de marks à Israël, les Allemands arguèrent qu'ils manquaient de liquidités, ce qui était vrai. Adenauer dit alors « Nous vous paierons en installations de centrales électriques, d'usines, etc. » J'approuvai, et il

ajouta

« Nous disposons également de grands surplus de beurre.

— Nous ne voulons pas de beurre », lui répondis-je.

Il eut l'air surpris : « Et pourquoi donc ? » J'avais bien saisi la psychologie du chancelier ; aussi lui expliquai-je : « Israël est un pays pauvre qui doit se contenter de margarine. » Il y avait là plusieurs personnes, dont Boehm, Walter Hallstein et Blankenhorn. Très impressionné, Adenauer se tourna vers eux :

« Vous voyez, mes amis, quel courageux pays est Israël. Ils ne peuvent pas manger de beurre ! C'est pour cela que nous devons les aider !

— En revanche, ajoutai-je, nous avons besoin de pétrole.

— Mais, monsieur Goldmann, il n'y a pas de pétrole en Allemagne !

— Monsieur le Chancelier, est-ce la faute des Juifs

[161] si le Bon Dieu a donné du pétrole au Koweït, à l'Arabie Saoudite, mais ni à l'Allemagne ni à Israël ? C'est très simple les compagnies anglaises ont du pétrole. Achetez-le-leur et donnez-le-nous. Pour mon pays, c'est une question de vie ou de mort. »

Il accepta.

Vers la fin des négociations, Hallstein, Blankenhorn et moi-même dûmes régler les derniers détails. Il était convenu que tous les problèmes qui se présenteraient et dont nous ne trouverions pas la solution seraient soumis à Adenauer qui trancherait. Une fois obtenus les trois milliards pour Israël, je demandai cinq cents millions de dollars pour la Claims Conference afin qu'elle reconstruise les synagogues, les écoles et les bibliothèques détruites en Europe par les nazis. Hallstein était furieux

« Comment ! s'indigna-t-il, vous négociez pendant quatre mois et vous ne nous dites pas un mot à ce sujet ? » Il était pourtant évident que, si j'en avais parlé au début des conversations, on aurait donné moins à Israël. Mais Hallstein continuait

« Nous avons l'impression que ce que vous demandiez était pour Israël et, subitement, vous réclamez un demi-milliard pour des installations hors du territoire israélien. Impossible !

Je ne peux pas rentrer en Amérique et parler avec mes collègues sans avoir réglé ce problème, répondis-je. Les Allemands ont détruit, les Allemands doivent payer. »

Hallstein était un homme très bon, un grand juriste, mais aussi un peu bureaucrate. Il me demanda deux jours pour effectuer ses calculs et trouver une base juridique.

« Trouvez une base juridique ou ne la trouvez pas, répondis-je ; ce que je veux, c'est la somme, pas la base. »

Nous nous arrêtas là et, deux jours plus tard, Hallstein. présenta ses résultats :

« J'ai fait une estimation. Synagogues, écoles, etc., peuvent être évalués à trois cent cinquante millions de dollars.

— Mon minimum est de cinq cents millions. »

Il était impossible de tomber d'accord et nous décidâmes

[162] de laisser la décision à Adenauer. Hallstein était rapporteur de l'affaire : « Il y a un problème. Goldmann s'entête et je pense qu'il a tort. Mon estimation m'amène à trois cent cinquante millions, mais il insiste pour un minimum de cinq cents. » Le chancelier me demanda ce que j'avais à répondre. C'est alors que je lui racontai cette histoire juive : un Israélien demande à un autre : « Pourquoi Israël a-t-il demandé un milliard de dollars aux Allemands ? Comment le gouvernement sait-il que l'intégration de cinq cent mille réfugiés coûte exactement un milliard ? En vérité, cela coûte peut-être dix millions de moins ou vingt millions de plus. Pourquoi donc ce chiffre d'un milliard ? » Et l'autre lui répond « Dans mon village, il y avait un épicier qui bégayait. Un jour, une vieille Juive entre dans sa boutique et demande :

« Moshe, combien coûte le kilo de pommes de terre ?

— Vingt kopecks. — Et un quart de beurre ? — Vingt kopecks. » A chaque question, il répond : « Vingt kopecks. » Alors la vieille s'étonne : « Moshe, comment est-ce possible que tout coûte vingt kopecks ? » Et Moshe répond : « Parce que ça se dit plus facilement. »

Adenauer souriait, mais sans comprendre où je voulais en venir.

« Imaginez que je revienne à New York après six mois de négociations avec trois cent cinquante millions de dollars, conclus-je. Cela ne frappera pas les esprits. Tandis que cinq cents millions, voilà un chiffre rond, simple, que personne ne contestera.

— Ce sera donc un demi-milliard », décida le chancelier.

Deuxième épisode, se rattachant toujours au chapitre « Comment gagner de l'argent en racontant des histoires » ; celui-ci se déroule des années plus tard, un jour où Israël avait un besoin urgent de vingt millions de marks pour une cargaison de pétrole. Le pétrolier était dans le

port de Haïfa, mais refusait de débarquer ses barils s'ils n'étaient pas réglés comptant. Les Israéliens me demandèrent donc d'arranger l'affaire. Schaeffer se trouvait alors à Paris où il présidait la commission des

[163] ministres des Finances de la Communauté charbon-acier. Je lui téléphonai et il me dit : « Je dois présider une réunion au quai d'Orsay demain à neuf heures. Si vous venez à huit heures pour le petit déjeuner, je vous offre le café et vingt minutes, pas davantage. »

Je pouvais me permettre cette irruption chez lui, car je savais qu'il m'aimait beaucoup. Chaque fois qu'il me voyait, il disait : « Voilà mon ami Goldman, l'homme qui nous a volé un demi-milliard de dollars. Mais prenez tout de même un cigare ! »

Le lendemain matin, je me rendis donc chez lui en pensant aux vingt minutes qu'il m'octroyait. « Je vais vous raconter une histoire, lui dis-je. Un mendiant vient un jour chez le fameux baron Amschel Rothschild. Le valet lui répond que le baron ne peut pas le recevoir. « Dites au baron que je veux lui dire un seul mot. Tenez-vous derrière moi et, si je prononce un deuxième mot, chassez-moi. » Le valet transmet et le baron, fort intrigué, fait entrer le mendiant. Celui-ci s'avance et dit « GuéMaRa ». « Qu'est-ce que cela signifie? », demande le baron. « Guten Morgen, Reb Amschel (Bonjour, Maître Amschel) ».

Le baron commence à s'amuser : « Que voulez-vous? — GuéMaRa », répond l'autre. « Et cela, qu'est-ce que ça veut dire? — Gibt Münze, Reb Amschel (Donnez-moi de l'argent, Maître Amschel). » En riant franchement, le baron lui donne cent marks, mais l'autre ne bouge pas. « Qu'y a-t-il encore? » demande Rothschild. « GuéMaRa.— Ce qui se traduit comment? — Gibt Mehr, Reb Amschel (Donnez davantage, Maître Amschel). » «Eh bien, dis-je à Schaeffer, c'est tout ce que je veux de vous. » Très égayé, le ministre sortit son carnet : « Je vais noter votre histoire pour la raconter au ministre, et rassurez-vous : vous aurez vos vingt millions. »

Pour en terminer avec cette affaire des réparations, il faut quand même rappeler qu'encore aujourd'hui, les Allemands dépensent chaque année un milliard deux cents millions de marks à ce titre. Le public croit que les plus grosses sommes ont été versées à l'Etat d'Israël, or c'est le contraire : Israël a reçu officiellement l'équivalent

[164] de trois milliards de marks. La valeur réelle est supérieure, car les prix des produits ont été fixés à un moment où les cours mondiaux étaient au plus bas. Mais les victimes juives ont reçu, à titre individuel, vingt fois plus. Evidemment, comme des centaines de milliers de survivants se sont installés en Israël, une très grande partie des versements privés revient indirectement à l'Etat : il y a des milliers d'Israéliens dont la base d'existence est constituée par les paiements allemands.

Au demeurant, les négociations ne sont pas encore terminées les Russes n'ont jamais répondu à nos demandes et l'Allemagne de l'Est n'a pas réagi. De tous les Etats communistes, la R.D.A. est certainement le plus hostile à Israël, et sa presse est terriblement violente. Aussi ai-je pu dire un jour à Adenauer : « Vous prétendez représenter toute l'Allemagne et vous ne reconnaissez pas la RDA. Alors soyez conséquent et payez pour elle ! » Après des mois de négociations, il accepta et, aujourd'hui, un Juif de Leipzig reçoit la même pension qu'un Juif de Francfort. Nous avons donc perdu notre principale raison de demander des réparations individuelles à l'Allemagne de l'Est. Seule la R.F.A. pourrait exiger qu'elle rembourse sa quote-part, mais cela, c'est leur affaire. Il y a bien la question des biens communautaires qui ont été nationalisés en R.D.A., mais il faut reconnaître que la recette en est versée à la communauté juive. Celle-ci compte trois mille membres et dispose d'un budget satisfaisant, ce qui explique que je n'ai pas été très actif à l'égard de l'Allemagne de l'Est. Néanmoins, qui souhaite être considérée et respectée par le monde entier, d'avoir un geste en aidant les milliers de victimes du nazisme qui n'ont pas reçu la totalité des réparations auxquelles elles avaient droit. Erich Honecker, le secrétaire général du parti communiste d'Allemagne de l'Est, m'a d'ailleurs fait savoir par un ami commun qu'il souhaiterait me voir. Je serais heureux de le rencontrer, mais je n'ai pas eu de ses nouvelles jusqu'ici et j'ai des doutes quant à sa volonté de faire quelque chose de significatif. A mon avis, un tel geste serait pourtant plus important

[165] moralement pour la R.D.A. que, financièrement, pour les victimes juives du nazisme, originaires de l'Allemagne de l'Est.

— *L'antisémitisme germanique n'a pas été le monopole des Allemands. Qu'avez-vous demandé à l'Autriche?*

— Ah! l'Autriche... C'est à tous égards un pays bien à part. Quand on a établi un comité

pour négocier avec l'Autriche, j'en ai tout d'abord refusé la présidence : je pressentais que le gouvernement autrichien aurait une attitude très difficile. Mais les victimes juives d'Autriche insistèrent et je me rendis avec une délégation à Vienne, qui était alors occupée par les Alliés. Mon premier contact avec la ville fut d'ailleurs des plus agréables : comme nous venions des Etats-Unis avec l'approbation du gouvernement américain et que j'étais citoyen américain, on m'attribua, à l'hôtel Bristol, l'appartement du commandant américain parti en vacances. C'était un appartement magnifique qui disposait d'un téléphone rouge. On m'expliqua qu'il s'agissait d'un appareil ayant priorité sur tous les réseaux du monde, comme celui du président des Etats-Unis. « Vous pouvez obtenir Buenos Aires en deux minutes », me précisa-t-on. J'en profitai donc pour appeler tous mes amis de par le monde : ça ne me coûtait rien. Au bout de trois jours, la standardiste eut quand même un soupçon et me dit : « Je suppose que toutes ces communications sont officielles, monsieur le Président ? » Ne voulant pas mentir, je me contentai de lui demander : « Qu'est-ce que vous croyez, mademoiselle ? » Elle rougit et s'excusa.

Les difficultés que je connus avec les Autrichiens, et plus particulièrement avec le chancelier Raab, ne leur incombaient pas entièrement. Après la guerre, en effet, les Alliés firent une déclaration commune aux termes de laquelle l'Autriche devait être considérée comme une victime démocratique du nazisme. Quelques mois plus tard, mon ami Sharett affirma publiquement qu'Israël

[166] n'avait aucune réclamation à formuler auprès de l'Autriche. C'était une double erreur, et je manquais complètement de base en me rendant chez le chancelier Raab qui, d'ailleurs, n'avait rien à se reprocher, puisque lui-même avait été en camp de concentration.

Lors de cette première réunion à la chancellerie, il me dit qu'il était fort honoré de faire ma connaissance, m'accabla de compliments, mais ajouta : « En vérité, vous et moi nous trouvons dans la même situation ; nous sommes tous deux victimes du nazisme. [1]

— Justement, monsieur le Chancelier, répondis-je, je suis venu vous demander combien le peuple juif doit vous verser... »

Il aimait heureusement l'ironie, qui appartient au charme viennois, mais il resta inébranlable : « Nous ne pouvons rien entreprendre tout seuls, nous ne pouvons payer que si les Allemands nous aident. » Or, les Allemands ne voulaient pas payer un centime pour l'Autriche, car, disaient-ils, Hitler était autrichien et le nazisme est venu d'Autriche.

Au bout de quelques jours, je dis à Raab :

« Monsieur le Chancelier, j'arrête là nos conversations, car cette négociation manque de dignité. Je pars demain pour New York et je reviendrai à Vienne dans huit jours, mais pas pour vous rencontrer. Je vais demander aux Allemands de me communiquer le film de l'entrée d'Hitler dans Vienne où il a été reçu avec plus d'enthousiasme que dans aucune autre ville. Puis je louerai la salle du Musikverein qui contient deux mille places et je ferai projeter le film gratuitement.

— Etes-vous sûr de ne pas vouloir rester ? demanda-t-il alors.

— Non, à moins que vous ne changiez de position. » A peine rentré à mon hôtel, il était midi et demi, je reçus un coup de téléphone : « Chancelier Raab à l'appareil. Ecoutez, cher ami, ces négociations sont absurdes. Je suis entouré de six ministres et vous êtes accompagné de vos collègues américains. Venez donc seul : nous mangerons des saucisses viennoises et nous arrangerons toute l'affaire. »

[167]

Je revins seul et, effectivement, l'affaire fut arrangée : l'Autriche versait trente millions de dollars, cash.

Au demeurant, quelques années plus tard, l'Autriche n'avait toujours pas amélioré sa législation en faveur des Juifs. Je profitai d'une visite du chancelier Raab à Washington pour le rencontrer et lui demander de doubler la somme déjà versée.

« Cher docteur Goldman, me répondit-il, nous sommes des gentlemen, des gens honorables. Nous avons conclu un arrangement : comment pouvez-vous revenir dessus ?

— Monsieur le Chancelier, répliquai-je, j'ai lu dans le *New York Times*, qui est un journal très sérieux, que vous devez vous rendre à Moscou pour demander aux Russes de réduire les réparations que vous leur devez. Khrouchtchev vous dira alors : "Comment pouvez-vous me demander cela, monsieur Raab ? Nous sommes des gentlemen, des gens honorables, et un accord est un accord « .

— On ne peut pas négocier avec vous, monsieur Goldman, vous êtes un homme trop habile », conclut Raab.

Et il versa trente millions de dollars supplémentaires.

Plus récemment, j'ai entamé des pourparlers avec le chancelier Kreisky pour obtenir une nouvelle tranche de trente millions, et il semble que le gouvernement autrichien y soit disposé, mais, en dépit de ces efforts, les Juifs autrichiens survivants de la déportation ne reçoivent qu'une infime partie de ce qui est versé aux Juifs allemands. Heureusement, la communauté juive autrichienne a de nombreuses propriétés.

— *Revenons à l'Allemagne, et plus particulièrement à Konrad Adenauer...*

— Sa carrière a été tout à fait extraordinaire, puisqu'elle n'a vraiment commencé qu'à l'âge de soixante-dix ans. Jusqu'à la dernière guerre, il était connu en tant que maire de Cologne, mais sa notoriété était limitée. Il n'avait jamais siégé au Bundestag ; une ou deux fois, le parti catholique, qui s'appelait alors le Zentrum, a envisagé [168] d'en faire un chancelier, mais il a refusé, car il ne pensait pas avoir une bonne majorité. Pendant la guerre, il fut menacé par les nazis qui lui retirèrent la mairie de Cologne et l'emprisonnèrent. Ce n'était pourtant pas un homme de gauche, mais un conservateur très strict quant au respect dû à la Constitution. Sa grande carrière commença après la libération : il fut élu chancelier en 1949 et il espérait le rester jusqu'à l'âge de quatre-vingt-dix ans. Il me disait souvent « Gladstone a bien été Premier ministre jusqu'à quatre-vingt-cinq ans. Pourquoi ne ferais-je pas mieux? »

Il était avant tout catholique et entretenait une grande amitié avec le cardinal de Cologne. Quand il fit sa première visite au pape en tant que chancelier, le protocole allemand le prévint qu'il ne devait pas s'agenouiller : un chancelier allemand n'a pas à se mettre à genoux, même devant le pape. Adenauer promit, mais me raconta plus tard : « Quand on ouvrit les portes et que je vis Sa Sainteté dans toute sa gloire, sans me rendre compte de rien, je me suis retrouvé à genoux ! »

Cet homme pouvait pourtant être très dur. Sa capacité de haine était illimitée et son absolutisme légendaire. A un certain moment, il avait envisagé de devenir président de la République, mais, comme la Constitution allemande ne confère aucune autorité réelle au président, il préféra y renoncer. On m'a dit qu'au cours de ses réunions de cabinet, il n'y avait presque jamais de vote. Il résumait la situation et concluait : « Voilà la décision finale », même si la majorité était contre, et personne n'osait demander de voter. Cette autorité naturelle nous a beaucoup servis, notamment dans l'affaire des trois milliards de marks que nous n'aurions jamais obtenus s'il avait fallu recourir à un vote.

Sa réputation de politicien farouche et rusé était telle que ses adversaires socialistes, Schumacher et d'autres, m'avaient prévenu : « Il vous promettra tout, mais il ne tiendra rien. » Ils avaient tort : il a tenu dix fois plus qu'il n'avait promis, essentiellement parce qu'il se sentait une obligation morale à l'égard d'Israël et du peuple juif. [1]

[169]

Mes longues conversations avec Adenauer (qui portaient souvent sur la musique, lui, par exemple, défendant Palestrina et moi Bach) m'ont convaincu de l'importance que revêtent en politique les relations personnelles. Les Israéliens ont beaucoup de mal à le comprendre et savent rarement établir un courant d'amitié, de confiance. Ben Gourion y est parvenu avec de Gaulle, mais, généralement, les Israéliens se plaignent, critiquent, réclament et insistent violemment. Le sens psychologique est pourtant plus déterminant que l'économie politique ou la soi-disant objectivité historique, n'en déplaise aux marxistes.

J'avais, il est vrai, avec le chancelier, des relations très privilégiées. Il aimait discuter avec moi de musique et de peinture, auxquelles il vouait un grand intérêt, et aussi de questions de politique internationale. J'ai toujours eu mes doutes quant à sa politique rigide et négative à l'égard du bloc communiste, et je plaçais pour des relations plus compréhensives qui pourraient améliorer le sort des Allemands de la R.D.A. Je suis convaincu d'ailleurs que, s'il était resté plus longtemps au pouvoir, Adenauer aurait infléchi un peu sa politique comme il l'a d'ailleurs fait comprendre dans un de ses derniers discours, lorsqu'il a affirmé, à la surprise générale, que la Russie aspirait à la paix.

Quand Adenauer se rendit en Israël, il n'était plus chancelier. Il m'avait téléphoné auparavant pour s'assurer que je serais là. Je lui offris un grand dîner officiel, puis une réception chez moi. Le premier jour, on lui décerna un diplôme de docteur *honoris causa* de l'institut Weizmann et il demanda que je préside la cérémonie en tant que « collègue », puisque j'étais titulaire du même diplôme. Le vol entre Bonn et Tel-Aviv avait été pénible, car un gros orage

avait éclaté. Adenauer avait voulu continuer contre l'avis du pilote. Le président de l'Institut, Meyer Weisgal, avait mis sa propre maison à la disposition du chancelier ; je couchais dans celle qui était réservée aux invités et m'apprêtais à m'endormir, quand Weisgal me téléphona: « Le vieux monsieur a pris un bain, puis il est redescendu. Il a l'air en pleine forme et veut te voir. » Je

[170] m'habillai en un tournemain, pensant à un problème urgent. Mais à peine vis-je Adenauer qu'il me dit : « Je dois vous poser une question. Il y a quelques semaines, j'ai participé à Cologne à une réception où se trouvaient beaucoup d'intellectuels. » Il prononçait ce mot d'« intellectuels » comme il aurait dit « criminels », tant il les détestait, car il était lui-même tout d'une pièce, voire un peu naïf — comme, d'après mon expérience, beaucoup de grandes et fortes personnalités.

La discussion, poursuivit-il, consistait à définir la différence entre sagesse et intelligence. On a donné toutes sortes de définitions, mais aucune ne m'a satisfait. Aussi me suis-je promis de vous demander votre avis.

— Monsieur le Chancelier, répondis-je, l'intelligence est une affaire de cerveau et la sagesse surtout une question de caractère. Pour être sage, il faut être tolérant, compréhensif, libéral, ne pas écouter sa propre vanité et ne pas croire qu'on détient toute la vérité. On peut être intelligent et, en même temps, se conduire comme un parfait imbécile. »

Il aima beaucoup ma réponse et la nota, comme il avait coutume de le faire, sur un petit carnet.

Cette scène se passait un lundi. Le jeudi suivant, nous nous retrouvions tous à un dîner de douze personnes offert à son domicile par Levi Eshkol qui était alors Premier ministre. Au cours de ce dîner, Eshkol se leva subitement pour prononcer un discours, chose superflue pendant un repas de caractère aussi privé. Le discours avait été préparé par un fonctionnaire et Eshkol n'en avait même pas pris connaissance à l'avance. Or il s'y trouvait une phrase du genre : « Monsieur le Chancelier, nous sommes convaincus que, sous votre direction, le peuple allemand rejoindra la famille des peuples civilisés. »

C'était tout bonnement une insulte. J'étais assis à la droite d'Adenauer et, le connaissant comme je le connaissais, je compris tout de suite qu'il était furieux. Il avait un total contrôle de lui-même et son visage de bois ne laissa transparaître aucune émotion. Il se leva, dit quelques mots, puis se rassit et, alors seulement, il s'adressa

[171] à l'ambassadeur d'Allemagne: « Commandez mon avion; je repars demain. On a insulté ici le peuple allemand que je représente et je ne resterai pas un jour de plus en Israël. » L'incident prenait les proportions d'un scandale politique d'autant plus grand qu'on était à la veille du lancement en Allemagne d'un grand emprunt israélien. Tous les participants à ce dîner étaient bouleversés. Levi Eshkol tenta de s'excuser auprès d'Adenauer en lui disant : « Monsieur le Chancelier, je voulais vous faire un grand compliment », mais Adenauer lui répondit: « Monsieur le Premier ministre, je me moque de ce que vous pensez, et votre opinion sur moi ne m'intéresse pas le moins du monde. Je représente le peuple allemand, vous l'avez insulté, donc je pars demain matin. » Entre-temps, une centaine de personnalités diverses étaient arrivées pour prendre le café. Eshkol était resté dans la salle à manger avec son ministre des Affaires étrangères Abba Eban, l'ambassadeur allemand et Felix Shinnar, tous à la recherche d'une solution, et le Premier ministre me demanda :

« Reste ici, tu as une grande influence sur lui.

— Débrouillez-vous, répondis-je, et appelez-moi en dernière instance si vous ne parvenez pas à vous en sortir. »

Au salon où se trouvaient les invités, chacun se demandait où était passé Adenauer et, comme on entendait des éclats de voix en provenance de la pièce voisine, on pressentait qu'il se passait quelque chose d'anormal. Au bout de quelques minutes, le secrétaire d'Eshkol vint me trouver: « Le vieux est de plus en plus furieux; il faut que tu interviennes. » Quand j'entrai, l'atmosphère était à couper au couteau. Je m'assis près d'Adenauer et lui dis : « Monsieur le Chancelier, vous rappelez-vous notre conversation de l'autre jour sur la différence entre sagesse et intelligence ? Eh bien, comprenez ce qui est arrivé. Beaucoup de gens en Israël s'opposaient à votre invitation : les victimes du nazisme, le Hérout, etc., et c'est compréhensible. Alors le fonctionnaire qui a rédigé ce texte a cru apaiser l'opposition en glissant cette malheureuse phrase. Eshkol

[172] n'avait pas lu le texte auparavant, aussi faut-il l'excuser. Prouvez donc que, non content d'être intelligent, vous êtes aussi un sage. » Il sourit pour me répondre: « Oui, je comprends, mais il faut trouver une issue acceptable. » Je demandai à Eshkol si son discours avait été

distribué à la presse. Comme il était minuit et que les journaux de Tel-Aviv sont imprimés vers deux heures du matin, c'était déjà fait. Je conseillai alors au secrétaire du Premier ministre de téléphoner immédiatement à toutes les rédactions pour les informer que la fameuse phrase figurait dans le manuscrit, mais qu'Eshkol l'avait rayée et, donc, pas lue. « Voilà une solution que j'accepte », dit Adenauer, et l'incident fut clos.

Au cours de cette même visite, il devait se rendre à Yad Vashem où est érigé le monument à la mémoire des six millions de victimes juives. J'étais occupé et ne devais pas l'accompagner en cette circonstance, mais, une fois, de plus, il me téléphona : « Ce sera pour moi un moment bouleversant. Faites-moi la faveur de venir avec moi et tenez-moi le bras pendant la visite. » Nous y allâmes donc ensemble et, en arrivant dans la crypte, il a failli pleurer. Il retenait ses larmes tandis que je lui serrais le bras. A la fin de la cérémonie, il me remercia en ces termes « Sans vous, je n'aurais pas pu le supporter. » [1]

— Vous avez également connu Willy Brandt.

— J'ai eu avec lui des relations d'autant plus chaleureuses que c'est un intellectuel et que son comportement moral fut exemplaire aucun autre Allemand n'aurait pu, comme lui, se prosterner devant le monument des défenseurs du ghetto de Varsovie.

Il aimait beaucoup les histoires que je lui racontais lors de mes visites, et me dit un jour :

« Je me suis préparé à vous rencontrer. Chaque fois que nous nous rencontrons, vous me racontez deux ou trois histoires qui m'enthousiasment et je ne vous donne rien [173] en échange. Savez-vous donc qui fut le premier socialiste ?

— Non.

— Christophe Colomb ! Car, lorsqu'il a quitté l'Europe, il ne savait pas où il allait. Quand il est arrivé en Amérique, il ne savait pas où il était. Et, tout le temps de son expédition, il était financé par d'autres. »

Brandt a des points forts et des points faibles. Sa force est dans ses conceptions éthiques. Intègre, courageux, généreux, il avait quitté l'Allemagne dès les débuts du nazisme, et son souci des classes défavorisées vient moins d'une réflexion politique (il n'est pas marxiste) que du plus profond de son cœur. C'est un homme en qui on peut avoir une grande confiance et un leader dont les vues sont généralement justes. En tant qu'homme d'Etat, il est doué du sens de la vision historique et de courage. Mais sa faiblesse réside dans la concrétisation de ces vues ; elle est l'effet de ses vertus — car on paie aussi bien pour ses vertus que pour ses vices [1]. Il n'est pas assez brutal et, quand il fait confiance à ses collaborateurs, il les méconnaît souvent en tant qu'individus. Néanmoins, il leur reste fidèle — ce qui lui a causé du tort. Il a de plus cette faiblesse inhérente aux intellectuels, qui consiste à ne pas prendre de décisions rapides. Vous connaissez le mot fameux de Goethe : « L'homme d'action doit être aveugle. » Eh bien, Brandt n'est pas assez aveugle. Il se décide lentement, ce qui est excellent en période normale, mais fâcheux en période de crise.

Bien qu'il ait été parfois très critique vis-à-vis de la politique israélienne, c'est un ami de l'Etat juif. Quant à moi, j'ai presque honte de rappeler sa gentillesse à mon égard. Quand *Der Stern*, le journal illustré le plus lu d'Allemagne, publia huit pages consacrées à une journée de la vie de Willy Brandt, il congédia le photographe à onze heures du soir en lui disant « Maintenant, avant de m'endormir je vais lire quelques pages de l'autobiographie de Nahum Goldmann... »

Helmut Schmidt est un personnage très différent. C'est aussi un ami personnel et, trois mois avant son élection, je lui avais prédit qu'il serait chancelier, alors qu'il n'y croyait [174] pas. Il a une âme de gouvernant et se sent avant tout économiste : aussi ses décisions sont-elles très fermes, sans bavures possibles. Il est aujourd'hui l'un des hommes d'Etat à avoir acquis une figure de réputation mondiale. Prenant des initiatives vis-à-vis de Ford, de Kissinger, de Callaghan, de Giscard, il est la locomotive dans cette crise. C'est un expert qui a un sens pragmatique de l'économie et s'intéresse peu à la théorie. Il ne l'avoue pas ouvertement, mais un concept comme le marxisme ne compte pas à ses yeux. S'il est social-démocrate, c'est qu'il souhaite sincèrement une meilleure distribution des richesses, mais il ne sacrifiera jamais les nécessités quotidiennes à quelque idéologie que ce soit.

Cela dit, et en dépit du fait qu'un Willy Brandt ait pu être à la tête de l'Etat, je ne sais pas si le problème posé par Hitler est pour autant résolu en Allemagne. Les Allemands sont le peuple le plus complexe du monde ; à côté d'eux, les Français paraissent harmonieux, élégants, logiques et clairs. L'hitlérisme reste pour moi une énigme.

Les Allemands ont payé une dette énorme, si énorme que personne — ni eux ni moi — n'avait pensé qu'elle atteindrait le chiffre approximatif de quatre-vingts milliards de marks. A plusieurs reprises, ils ont tenté de modifier nos accords, mais je leur ai cité un mot qu'Adenauer avait noté: « Le Talmud dit que, si l'on commence à faire une bonne œuvre, il faut la terminer, sinon c'est un péché de l'avoir entreprise. » Maintenant, cette dette est presque éteinte et, du coup, les jeunes générations ont perdu tout sentiment de responsabilité vis-à-vis du passé. La notion de relations spéciales avec les Juifs était forte au temps d'Adenauer; elle a survécu chez Brandt, puis chez Schmidt, mais pas dans la nouvelle génération allemande, ni en particulier chez les intellectuels qui, se situant plutôt à gauche, sont hostiles à la politique d'Israël.

Un leader allemand m'a dit un jour : « Je suis un ami d'Israël, mais savez-vous que la moitié de notre pétrole vient de Libye ? Si Kadhafi, qui n'a pas besoin d'argent et peut se permettre de ne pas avoir de rentrées pendant six mois, cesse de nous fournir, notre industrie est fichue. »

Et c'est vrai : si l'Allemagne est aujourd'hui une grande puissance, c'est grâce à son industrie, et non à cause de sa littérature, de sa philosophie et de sa musique auxquelles les Juifs ont tant contribué, et dont l'absence se fait sentir dans tous les domaines.

[176]

[177]

6

Les oncles d'Amérique

— Vous étiez citoyen américain, vous avez longtemps vécu aux Etats-Unis où vous avez engagé et conclu de nombreuses négociations. Quelle est votre opinion sur les Américains et le judaïsme américain ?

— Le moins qu'on puisse dire est qu'elle est mitigée. Mais je dois m'expliquer en prenant un certain recul. Je rappelle que, lorsque Hitler est entré sur la scène politique, les Juifs américains n'ont pas pris la chose au sérieux. Quelqu'un a dit : « La sottise en politique est pire que l'immoralité. » Les Juifs ont été myopes : ils pensaient que l'hitlérisme était un phénomène passager et ils ne protestaient pas contre les consignes d'apaisement données par les démocraties. Mais mon reproche va plus loin : les Juifs américains n'ont pas aidé les réfugiés.

Quand la menace hitlérienne commença à se faire sentir, une conférence regroupant les grandes organisations juives fut convoquée à Londres; elle nomma une petite commission composée de Haïm Weizmann, Norman Bentwich (éminent avocat londonien et directeur du Département de Justice dans la Palestine britannique) et moi-même. Le Conseil de la Société des Nations avait pour sa part décidé de nommer un haut-commissaire pour les réfugiés juifs d'Allemagne, qui devrait s'entourer de représentants des gouvernements, d'une part, et des grandes organisations juives et non juives, de l'autre. J'avais suggéré

[178] pour ce poste le nom de lord Robert Cecil, homme d'Etat britannique très libéral et progressif, ami du sionisme et des Juifs, mais, malheureusement, il refusa. Le Conseil de la S.D.N. choisit James MacDonald, directeur général de la Foreign Policy Association, Américain typique, plein de bonne volonté et d'optimisme qui devint plus tard le premier ambassadeur américain en Israël. Il ne comprenait pas, au début, la complexité du problème. Lorsque Weizmann et moi-même lui rendîmes visite à son bureau à Genève, MacDonald nous dit : « Messieurs, l'affaire n'est pas si difficile que ça. Il y a sept cent mille Juifs en Allemagne ; j'obtiendrai de l'Angleterre des visas pour la moitié d'entre eux, qui pourront donc se rendre en Palestine. Nous recevrons les autres en Amérique et la chose sera réglée d'ici deux ou trois ans. » Je ne voulus pas le décourager et me contentai de le prévenir qu'à mes yeux, la question était un peu plus complexe. Agacé, il me répondit : « Mais non, je vous assure : dans quelques années, nous aurons résolu le problème. » On projetait à ce moment-là le fameux film *Sunny Boy* et, après avoir quitté MacDonald, je dis à Weizmann : « Désormais, je l'appellerai Sunny Goy. » Ce surnom lui est resté.

Un peu plus tard, en 1938, Roosevelt convoqua une nouvelle conférence, à Evian, pour se donner les apparences d'un allié actif des Juifs [1]. Les brutalités, les spoliations, les expropriations, bref toutes les souffrances qu'enduraient dès lors les Juifs allemands l'obligeaient à tenter quelque chose. Toutes les tendances étaient représentées : les Trade Unions, les catholiques, les protestants, les Juifs, les quakers, etc. Nous, les Juifs, formions une délégation de dix personnes, dont Golda Meir; mais, de notre point de vue, Evian fut un fiasco. Les Anglais avaient envoyé lord Winterton, l'un des pires réactionnaires qui fût. C'était presque une provocation [2].

Au cours des quatre ou cinq jours que j'ai passés à l'Hôtel Royal d'Evian où se déroulait la conférence, je n'ai guère appris que la géographie. On annonçait, par exemple : « Pays X », et

son représentant parlait du climat, trop chaud ou trop froid, des difficultés que rencontrait [179] la production de l'acier, du prix des matières premières ; bref, il énumérait toutes les raisons pour lesquelles il n'y avait décidément, dans son pays, aucune place pour les réfugiés juifs. C'était d'une inconscience effarante.

Je reçus à cette époque des milliers de lettres de Juifs qui plaçaient leurs espoirs dans cette conférence. J'en ai gardé une, adressée par un Juif d'Allemagne, qui, en revanche, disait : « Je suis la politique de très près et je suis convaincu que rien ne sortira de la conférence d'Evian. Chacun a toutes les meilleures raisons du monde de ne pas admettre les Juifs sur son territoire. J'espère néanmoins que, grâce à cet aréopage formé par les représentants de trente gouvernements, vous pourrez obtenir au moins un résultat : un visa pour moi. » J'obtins le visa, mais non sans mal. On devrait écrire davantage sur cette conférence d'Evian qui illustra bien l'attitude immorale des grandes puissances à l'égard des Juifs.[1]

Pendant la guerre, ce ne fut guère mieux. Le Congrès juif mondial avait noué des contacts avec la Résistance juive polonaise, qui envoya des messages à Londres demandant aux Alliés de bombarder Auschwitz. Ainsi, pendant quelques mois au moins, le camp n'aurait pas pu fonctionner. Quand je m'entretins de cette question avec les Anglais, ils me répondirent

« Mais c'est impossible ; nous tuons des Juifs

— Ne soyez donc pas plus royalistes que le roi, répliquai-je. Faites-le, puisque ce sont les Juifs qui vous le demandent. Quelle différence y a-t-il pour eux entre être gazés par les nazis ou être bombardés par vous ? » [2] [3]

Ils ne voulurent rien entendre : ils avaient besoin, disaient-ils, de tous leurs avions et de toutes leurs bombes pour mener la guerre ; leur seul objectif était de la gagner. Pour mieux comprendre combien ce refus était absurde, il faut savoir qu'à la même époque, les Anglais bombardaient souvent des usines sises à quelques kilomètres seulement d'Auschwitz.

Or, Roosevelt n'est jamais intervenu dans ce débat [4]. En y repensant, je me reproche parfois de ne pas être allé voir Eisenhower qui, lui, aurait peut-être fait quelque [180] chose ; mais il était très difficile à atteindre car cet excellent stratège s'occupait surtout de sauvegarder la solidarité entre Alliés qui se querellaient comme des fous.

Autre exemple je me trouvais dans mon bureau quand, le secrétaire d'Etat adjoint Stettinius m'appela au téléphone : « Venez me voir immédiatement », lança-t-il. Je courus à son bureau.

« Que se passe-t-il ?

— Je vais vous mettre au courant d'une affaire qui doit rester secrète, me dit-il. Promettez-moi de n'en parler à personne.

— Sauf à Stephen Wise, répondis-je. Je ne peux avoir de secrets vis-à-vis de lui, et si, comme c'est probable, vous me demandez de faire quelque chose, il a beaucoup plus d'influence que moi en Amérique. »

Il me tendit alors une très longue dépêche « Asseyez-vous et lisez. » C'était l'histoire de Joel Brand, l'un des responsables de la communauté juive hongroise. Eichmann l'avait convoqué pour lui dire : « Si on nous livre dix mille camions, nous relâcherons cent mille des Juifs qui doivent aller à Auschwitz. Vous pourrez les prendre et les emmener en Palestine. »

« Consultez Wise avant que je ne communique avec les Anglais, me dit Stettinius, car ce sont eux qui doivent donner leur accord pour la Palestine. Donnez-moi votre réponse après-demain.

— Inutile de perdre du temps, répondis-je. Je garantis que Stephen Wise sera d'accord avec moi acceptez.

— Mais savez-vous ce que représentent dix mille camions ?

— Je ne suis pas militaire, mais je conçois que c'est un grand cadeau pour les Allemands, sinon ils ne l'auraient pas demandé. Mais soyez réaliste on ne peut pas entrer dans une boutique et demander dix mille camions comme on demanderait des harengs. Il y a les délais de livraison, les difficultés de transport, les limites de la production, etc. Pour le moment, l'important est de sauver cent mille Juifs. Ensuite, nous ferons traîner les choses ; nous dirons que nous ne pouvons donner d'abord que cinq cents camions faute

[181] d'en produire davantage, nous inventerons des tas de prétextes. Mais, entre-temps, que l'on stoppe au moins la déportation de ces Juifs !

— Et en ce qui concerne l'Angleterre ?

— Promettez-lui tout ce qu'elle veut ! Il ne s'agit que de gagner quelques mois, d'ici lesquels les Allemands auront perdu la guerre. »

Stettinius était peut-être prêt à conclure la transaction, mais les Anglais la sabotèrent. Joel

Brand alla en Egypte pour voir lord Moyne, le représentant suprême de l'Angleterre dans ce pays, afin de lui faire part de la proposition allemande, mais il fut arrêté. Weizmann n'obtint rien à Londres non plus. Les Etats-Unis n'ont pas exercé assez de pression sur l'Angleterre, et une lourde part échoit aussi aux Juifs américains ; mais la plus grande responsabilité, pour ce sauvetage manqué, incombe aux Anglais.

Le gouvernement polonais en exil à Londres nous fit parvenir un jour un message de la Résistance juive en Pologne. Les Juifs polonais nous demandaient d'envoyer vingt leaders à la Maison-Blanche pour y observer une grève de la faim jusqu'à ce que soit décidé le bombardement d'Auschwitz. Nous ne l'avons pas fait, et y serais-je allé que je n'aurais pas réussi à entraîner les autres. *l'Establishment* est très difficile à remuer.

Nous étions, Stephen Wise et moi-même, la minorité révolutionnaire du C.J.M., qui était loin d'avoir l'autorité qu'il détient aujourd'hui. La plupart des organisations juives étaient même franchement contre le Congrès. La tragique histoire suivante illustre bien ce conflit larvé.

Je reçus un télégramme de Gerhart Riegner, directeur du bureau du C.J.M. à Genève. Il nous signalait que les Hongrois, alors alliés des Allemands, étaient prêts à relâcher quelques milliers d'enfants contre un versement de trois millions de dollars. Le Congrès juif mondial ne disposait pas d'une telle somme, mais le Joint Distribution Committee l'avait. La séparation entre politique et philanthropie en temps de guerre est une des plus grandes absurdités du judaïsme américain : le Joint aurait pu s'allier au C.J.M., mais ses dirigeants s'y refusaient sous [182] prétexte que la philanthropie est une chose pure, tandis que la politique est sale !

Nous convoquâmes plusieurs leaders juifs américains — qu'aujourd'hui encore je préfère ne pas nommer — pour leur exposer la situation. Ils s'exclamèrent : « Comment! Envoyer de l'argent à l'ennemi ? Mais nous ne pouvons pas nous y risquer sans autorisation. » Je leur répondis que Roosevelt autoriserait sûrement ce versement et qu'ils devaient aller le lui demander.

« Comment nous, Juifs, dirent-ils, pouvons-nous suggérer à Roosevelt de fournir une aide financière aux Allemands ?

— Mais que voulez-vous qu'Hitler fasse de trois millions de dollars ? répliquai-je. Il s'agit certainement d'un fonctionnaire qui travaille pour son propre compte ou pour une organisation parallèle. »

Ils refusèrent néanmoins de se rendre chez Roosevelt et nous laissèrent ce soin à Wise et à moi.

Nous allâmes voir Mme Roosevelt, une femme merveilleuse qui servait généralement d'intermédiaire dans les affaires délicates. Elle nous rapporta que le président ne s'opposait pas au transfert des fonds si le secrétaire d'Etat Cordell Hull était d'accord. Nous devions donc négocier avec Hull, dont les sentiments à notre égard étaient mitigés. Le ministre des Finances Henry Morgenthau se chargea de lui parler, mais rien n'y fit : pendant trois mois, le Département d'Etat sabota l'affaire en utilisant tous les arguments bureaucratiques pour retarder la décision [1]. Quand, finalement, il acquiesça, c'était trop tard les enfants avaient déjà été déportés. Une fois de plus, les Juifs américains avaient eu une attitude typique : ils étaient prêts à donner l'argent, mais refusaient de se « mouiller » politiquement. Il y a peut-être une explication historique à cela.

Le peuple américain garda jusqu'à la Seconde Guerre mondiale une mentalité isolationniste. Sans le coup d'accélérateur donné par le conflit de 1939-1945 (et, à un moindre niveau, par celui de 14-18), son accession au pouvoir aurait pris plusieurs décennies, peut-être même un

[183] siècle, et l'Amérique aurait alors appris progressivement l'art de la diplomatie et de la politique. Mais la guerre l'a poussée brutalement à devenir la première puissance du monde. C'est pourquoi ce pays connaît tant de faiblesses et d'erreurs, souvent aggravées par le manque de génie de ses chefs d'Etat. Quand l'Angleterre est devenue la première puissance du globe au cours du XIX^e siècle, elle avait eu deux cents ans pour s'y préparer. De même pour la France. L'Amérique, qui garde encore un certain esprit provincial, n'a pas eu le temps de faire son apprentissage; il faut être patient et attendre qu'elle acquière le sens de la politique internationale, si indispensable en ce XX^e siècle qui est l'époque la plus complexe et la plus dense de toute l'histoire humaine.

Il en va de même pour les Juifs américains. Ils étaient certes solidaires de leurs frères d'Europe, mais, sur le plan de la survie juive, de la création spirituelle et même de la responsabilité de l'avenir, le judaïsme américain constitua longtemps une armée de réserve. Le rôle d'armée de combat, exposée aux coups mais découvrant en même temps des voies nouvelles

pour le judaïsme, était dévolu aux communautés d'Europe et, particulièrement, d'Europe de l'Est. Une fois qu'Hitler eut enfoncé le « front » juif en Europe, le destin contraignit les Juifs américains à monter en première ligne. Cette situation nouvelle mit à l'épreuve un *leadership* qui n'était nullement préparé à assumer tant de responsabilités. Encore aujourd'hui, les leaders juifs des Etats-Unis ne savent souvent guère comment agir. Leur culture politique est faible, car elle n'a pas hérité la grande tradition du judaïsme européen, et les espoirs que nourrissent certains Juifs américains me paraissent illusoire.

Selon une théorie qui se répand beaucoup aux Etats-Unis, il y aurait deux centres juifs dans le monde : Israël et le judaïsme américain. On utilise ainsi un parallélisme qui a déjà beaucoup servi avec Israël et la Babylonie. Mais, comme presque toutes les comparaisons dans le temps, celle-ci ne veut rien dire. Dans l'Antiquité, la religion était la grande force unificatrice et, à certains moments

[184] de l'histoire, le judaïsme babylonien fut bien plus constructif que le judaïsme palestinien. La meilleure preuve en est que le Talmud de Babylonie joua un rôle beaucoup plus important dans la vie juive que le Talmud de Jérusalem.

Autre trait caractéristique, qui concerne tous les Américains, donc les Juifs également : le poids des puissances financières aux Etats-Unis. C'est une des tragédies de la politique américaine. Dans la vie juive, les leaders de la diaspora ont longtemps été les intellectuels : des rabbins d'abord, puis des journalistes, des écrivains, des grands orateurs ; bref, des idéologues qui s'exprimaient par la littérature, quelle que fût sa forme. En Amérique, ceux qui dominent la vie juive sont surtout les « richards ». Ne plaisantant qu'à demi, j'ai dit un jour que le règne du judaïsme américain était dû à trois facteurs : les multimillionnaires qui donnent de l'argent et ne comprennent rien ; les femmes qui n'ont rien d'autre à faire que « de la politique » ; enfin, les fonctionnaires qui sont surpayés. Le résultat en est une superorganisation chaotique : il y a trop de sociétés, trop de mouvements, trop de directeurs d'œuvres qui dominent la vie des Juifs parce qu'ils sont, eux, des professionnels et qu'ils savent de quoi il retourne.

Les « hommes d'argent » s'occupent de consolider leur position sociale : être le président d'une grande œuvre sociale a son prix. Mais il y a aussi des centaines de milliers d'intellectuels juifs aux Etats-Unis, qui ne veulent pas participer au judaïsme parce que cette occupation de la scène par les millionnaires les en éloigne. Pour être objectif, je dois reconnaître que cela commence à s'améliorer et que ces intellectuels commencent enfin à s'intéresser à la vie juive.

Ce transfert du « centre » juif d'Europe en Amérique a eu une première conséquence : la philanthropie juive l'a emporté sur la politique. Comme les Juifs américains sont riches, ils ont aidé les nécessiteux ; ils ont donné leur argent pour bâtir des hôpitaux et des asiles de vieillards. Mais ils ont négligé la vie culturelle. Pour comprendre

[185] cela, il faut savoir combien le système des institutions américaines est différent de celui de l'Europe. En Europe, les institutions sociales et culturelles sont surtout à la charge de l'Etat. Aux Etats-Unis, ce sont les dons privés qui financent toute l'infrastructure, aussi bien les caisses de retraite que les théâtres.

J'en reviens ainsi à l'un de mes chevaux de bataille : il ne faut pas séparer la politique de la philanthropie. Plutôt que de concentrer leurs efforts sur le développement intellectuel indispensable à la survie du judaïsme, les Juifs américains ont dirigé leurs fonds vers les œuvres de bienfaisance, en construisant des hôpitaux ou en aidant les Juifs d'Europe qui étaient pauvres. Avant la guerre, ils ont soutenu leurs frères de Russie ou de Roumanie et, après la guerre, tous ceux qui furent ruinés par les nazis.

Avant le dernier conflit mondial, j'étais en contact avec le gouvernement polonais qui se proclamait ouvertement antisémite, et, notamment, avec le ministre des Affaires étrangères Joseph Beck. Quand je lui disais que la Pologne devait accorder plus de facilités économiques à ses Juifs, il me répondait cyniquement : « Au contraire, nous pensons même introduire peut-être l'équivalent des lois de Nuremberg » ; et il s'en expliquait ainsi : « Nous avons besoin de devises étrangères, de dollars par exemple. Or, depuis que l'on persécute les Juifs en Allemagne, vos organisations leur envoient de grosses sommes. Nous avons trois millions de Juifs en Pologne ; l'Allemagne n'en a, elle, que sept cent cinquante mille. Donc, on nous enverra trois à quatre fois plus d'argent ! » Le Joint a versé ainsi une sorte de prime pour la persécution des Juifs. Face aux bourreaux, il ne fallait pas dire : « Nous protestons, mais nous paierons. »

Autre exemple : après la guerre, quelques dizaines de milliers de réfugiés juifs rescapés des camps nazis sont allés en Suède. Grâce à Hillel Storch, notre représentant à Stockholm, qui était un ami personnel du Premier ministre Tage Erlander, le C.J.M. avait de bonnes relations avec le gouvernement suédois. Or le Joint offrit au dit gouvernement de couvrir tous les frais

d'entretien de ces réfugiés.

[186]

Nous sommes intervenus et les Suédois ont reconnu qu'ils avaient l'obligation morale — compte tenu des bénéfices qu'ils avaient tiré de leur neutralité — d'assumer eux-mêmes la subsistance des Juifs. Nous avons fait ainsi économiser quelques dizaines de millions de dollars au judaïsme américain.

Je l'ai dit : la situation commence à évoluer aujourd'hui, et les philanthropes les plus convaincus (même ceux qui demeurent antisionistes) comprennent que la création d'une école juive est plus importante que celle d'un hôpital. Cela peut paraître un peu brutal, surtout dit par un homme de mon âge, mais les gens meurent et c'est la jeunesse qui maintient la vie juive.

Il y a enfin un dernier phénomène dont doit tenir compte le judaïsme américain : c'est l'éclosion tout à fait extraordinaire d'une génération d'écrivains juifs américains. Il y a vingt ans, les Juifs ne jouaient presque aucun rôle dans la vie littéraire des Etats-Unis et, aujourd'hui, ils sont en passe de retrouver l'importance qu'ils eurent en Allemagne sous la république de Weimar. Mais voilà : ce sont des non-conformistes, voire des progressistes, et, comme les jeunes Juifs d'un peu partout, ils sont fort critiques vis-à-vis de la politique israélienne. C'est une chose à laquelle doivent réfléchir les « gardiens du temple » du judaïsme américain.

— *Vous avez brossé un portrait d'Adenauer. Pourriez-vous en faire autant pour Roosevelt, qui fut votre premier interlocuteur américain au plus haut niveau ?*

— Contrairement à ce qui s'est passé avec le chancelier Adenauer, je n'ai jamais été très lié avec Roosevelt. C'était Stephen Wise qui avait des relations amicales avec lui, car il a beaucoup aidé Roosevelt au temps où celui-ci était encore gouverneur de l'Etat de New York. Wise et Roosevelt étaient amis au point que ce dernier lança un jour : « Je vais t'envoyer comme ambassadeur chez Hitler ! » Wise répondit :

[187]

— Mais Hitler ne m'acceptera jamais.

— Alors, fit Roosevelt, il n'aura pas d'ambassadeur du tout.

Roosevelt était un mélange fascinant d'homme d'Etat et de politicien. De l'homme d'Etat, il avait une vision du monde très vaste, très élevée. Mais du politicien, il avait tous les trucs, les finasseries, voire les roublardises. Pendant la dernière guerre, mon ami Isaiah Berlin, professeur à Oxford, fut plusieurs années attaché à l'ambassade britannique de Washington et, à ce titre, il avait bien connu Roosevelt. A la mort de celui-ci, Churchill demanda à Berlin de procéder à une analyse de la personnalité du président des Etats-Unis, de dessiner en quelque sorte son profil, et Berlin rédigea un papier qu'il concluait en disant : « Il ne fait aucun doute que Roosevelt fut l'un des plus grands présidents de l'histoire américaine. Mais il ne fait aucun doute non plus qu'il ne fut pas toujours très fidèle à la vérité. »

Le charme était la grande qualité de Roosevelt. Opérant sur les plus hautes personnalités, il lui servait parfois de méthode. Quand il ne voulait pas donner de réponses nettes, il faisait du charme pendant une demi-heure et son interlocuteur le quittait, très impressionné, mais sans savoir ce qu'il avait voulu dire au juste. Einstein me raconta sa première entrevue avec lui, où Roosevelt opéra comme à l'ordinaire, sans répondre ni oui ni non à une question précise. Mais avec Einstein, qui était très naïf en politique, cela ne prit pas : « Monsieur le Président, dit-il brusquement, vous avez parlé pendant dix minutes et je connais suffisamment l'anglais pour avoir compris chaque mot. Mais pourriez-vous formuler votre réponse en un mot : est-ce oui ou non ? »

Avant que je ne rencontre Roosevelt en 1938, on m'avait prévenu que, pour une bonne histoire, il était prêt à vendre la moitié des Etats-Unis. Je juge très souvent les gens sur leur façon de rire. Les deux hommes qui avaient le rire le plus « massif » que j'aie jamais entendu étaient Roosevelt et Aneurin Bevan : quand ils riaient, la salle résonnait et on avait envie de les embrasser. Stephen

[188] Wise, qui avait arrangé mon entrevue avec le président, m'avait dit « Si tu veux gagner la sympathie de Roosevelt, raconte-lui une de tes histoires juives. »

Dès mon entrée dans le salon où nous devions prendre le thé, Roosevelt me dit :

— Monsieur Goldmann, mon ami Stephen Wise m'a rapporté que vous connaissiez toutes les chancelleries d'Europe. Les Européens ont des problèmes que je ne parviens pas à comprendre. Puisque vous n'êtes pas diplomate et que vous n'avez aucun protocole à respecter,

vous pouvez parler franchement. Commençons par Chamberlain : que se passe-t-il dans son esprit ? Il a signé à Munich et il pratique une politique d'apaisement à l'égard de l'Allemagne ; croit-il vraiment que cela empêchera la guerre ?

— Monsieur le Président, répondez-je, si vous le permettez, je vous raconterai une histoire talmudique qui vous donnera la réponse.

— Oh ! parfait ! s'écria-t-il.

— Voilà donc : la Bible dit que, si un homme possède un taureau qui devient féroce et blesse quelqu'un, on ne punit pas le propriétaire, mais on le met en garde ; mais, si le taureau recommence, on sanctionne le propriétaire en lui disant : « Tu savais que ton taureau était dangereux, donc tu aurais dû le tenir enfermé. » Dans le Talmud, il y a une grande discussion autour de la question : à quoi pensait donc le taureau la deuxième fois ? Se souvenait-il d'avoir déjà blessé un homme ? Et Rachi, le grand commentateur du Talmud, répondit que la discussion était absurde, car, disait-il, un taureau est un taureau et ne pense pas. »

Roosevelt éclata de rire puis me demanda si je connaissais Georges Bonnet, qui était alors le ministre français des Affaires étrangères, signataire des accords de Munich, assez pro-allemand, et qui avait un visage peu sympathique. « Je vais vous raconter une autre histoire, répondez-je, mais celle-ci ne date pas de l'Antiquité. Il y avait à Berlin un grand banquier juif du nom de Fürstenberg. Il vint un jour à la Bourse et demanda à son secrétaire :

[189]

— Quel est donc ce jeune homme dont le visage me plaît ?

— C'est un tricheur qui a fait trois ans de prison et vient tout juste d'en sortir.

— Tout est en ordre, conclut Fürstenberg : cet homme a un visage qui correspond à son caractère ; c'est donc un honnête homme !

Roosevelt ne se contentait pas d'aimer l'humour, il le pratiquait lui-même avec brio. En voici un exemple, recueilli dans des circonstances particulièrement tragiques. Un jour d'été de 1943, nous reçûmes des messages effrayants de Gerhart Riegner qui nous apprenait les détails de la « Solution finale » mise en œuvre par les nazis pour l'anéantissement des Juifs. C'était un samedi et je téléphonai aussitôt à Stephen Wise pour lui demander conseil. Pendant le week-end, le président Roosevelt restait rarement à Washington, préférant se reposer dans sa maison de campagne de Hyde Park. Je proposai d'attendre son retour le lundi matin pour l'aviser de ces horribles révélations, mais Wise jugea les circonstances assez graves pour aller voir immédiatement le conseiller du président, Sam Rosenman [1], qui avait loué une maison proche de celle de Roosevelt afin d'être toujours sur place en cas de besoin.

Alerté par Wise, Rosenman nous demanda de le rejoindre chez lui. La journée était très chaude et nous étions tous trois en bras de chemise sur la terrasse de Rosenman quand nous entendîmes le signal sonore de la voiture présidentielle. L'automobile de Roosevelt s'arrêta devant la terrasse et, en nous voyant réunis, le président dit : « Oh ! la la ! Rosenman, Stephen Wise et Nahum Goldmann discutant ensemble ! Continuez, boys, Sam me dira lundi ce que je dois faire. » [2] Sa voiture commençait à s'éloigner et Roosevelt l'arrêta pour nous lancer

« Imaginez donc combien Goebbels paierait pour avoir une photo de cette scène : le président des Etats-Unis prenant ses instructions des trois Sages de Sion. »

[190]

— *Aujourd'hui, la figure de proue de la politique américaine n'est pas le président, mais Henry Kissinger. Or, en Israël, il est très discuté. Que pensez-vous de lui ?*

— Je commencerai par dire qu'il est sans doute, pour Israël, le meilleur secrétaire d'Etat qu'on puisse imaginer ; c'est une bêtise chez une partie de l'opinion publique israélienne de croire qu'un autre serait meilleur.

Kissinger est un homme très complexe, mais tout à fait extraordinaire : il faut être extraordinaire pour transformer un Juif allemand en secrétaire d'Etat américain. Et pourtant, il n'a jamais joué un grand rôle dans la hiérarchie de Harvard où il n'était pas professeur à vie, ce qui est la plus grande position ; à Harvard, personne n'a reconnu son exceptionnelle personnalité. Elle n'éclata aux yeux de tous que lorsque, devenu haut fonctionnaire, il commença de faire de la politique extérieure.

Chez lui comme chez la plupart des hommes intéressants, il faut en revenir à la différence entre intelligence et caractère. Kissinger possède une intelligence d'une qualité rare, car il a une compréhension globale des situations et un grand talent politique pour rechercher à chaque problème passer une solution en relation avec le problème de fond. Jamais il n'isole tel ou tel

événement de son contexte historique, ce qui est d'ailleurs compréhensible de la part d'un Juif qui a vécu l'holocauste et fut chassé d'Allemagne à l'âge de seize ans. Aussi, quand il dit que la crise mondiale du pétrole peut déboucher sur un nouveau fascisme, il sait de quoi il parle : il a connu l'Allemagne quand elle comptait les six millions de chômeurs sans lesquels Hitler ne serait jamais devenu Hitler.

Son expérience personnelle l'a énormément influencé. Je lui ait dit que, s'il était toujours sévère et critique à l'égard de l'Europe, c'est qu'inconsciemment, il détestait cette Europe qui l'a expulsé. C'est Hitler, bien sûr, qui a commis cet acte, mais Hitler, c'était aussi l'Europe. Au début, les démocraties auraient pu liquider facilement le nazisme [1]; elles n'ont pas osé : Flandin, Chamberlain

[191] et compagnie étaient des hommes trop « bien élevés », et Kissinger ne leur a jamais pardonné.

Il fit un jour une déclaration, d'ailleurs fort maladroite, dans laquelle il disait que la différence entre l'Europe et l'Amérique tient dans le fait que l'Amérique a des intérêts globaux, tandis que ceux de l'Europe sont régionaux. C'était une insulte gratuite, et je crois, quant à moi, que l'Europe s'unifiera. De Gaulle a réussi à retarder cette union et c'est sa grande faute politique, en dépit de tous ses mérites. Mais de Gaulle lui-même fut incapable d'empêcher Pompidou d'être plus européen que lui et Giscard d'être plus européen que Pompidou. Cela durera une génération de plus, mais l'idée finira par aboutir et, tant économiquement que politiquement, l'Europe sera un des trois ou quatre grands centres du monde.

Au demeurant, le mépris de Kissinger pour les Européens fut aussi la chance de sa carrière, car il était fait pour les dimensions américaines. L'une de mes amies, une excellente journaliste israélienne, a écrit une chronique humoristique sur le thème : que serait-il arrivé si les parents de Kissinger étaient allés en Israël — ce que le père d'Henry avait effectivement envisagé un moment. J'ai communiqué l'article à Kissinger qui l'a fait traduire et l'a beaucoup apprécié. Eh bien, en Israël, il serait probablement devenu un fonctionnaire de troisième rang au ministère des Affaires étrangères, parce qu'il connaît les langues. Comme il a toujours de nouvelles idées, il aurait adressé à ses chefs des mémorandums hardis et, finalement, on aurait dit : « Ce Kissinger qui nous propose toujours des projets chimériques, pourquoi ne le caserait-on pas quelque part où il se tiendrait tranquille ? Consul à Milwaukee, par exemple... » Et ç'aurait été la fin d'Henry Kissinger.

Il y a beaucoup de vrai dans ce scénario : Kissinger n'aurait pas pu faire carrière en Israël. Tout d'abord, il n'aurait jamais été pour le Mapaï, le parti au pouvoir, et, surtout, il n'est pas assez « simple » pour faire un politicien israélien. Pendant des années, Churchill est resté dans l'ombre parce qu'il était trop génial, et la chose se

[192] passait pourtant en Angleterre, pays plus tolérant qu'Israël. Maintenant que la génération des grands hommes d'Etat — celle des Wilson, des Lloyd George, des Balfour, des Churchill [1] [2] — s'est éteinte, l'Europe et l'Amérique sont généralement dirigées par des hommes médiocres ; c'est ce qui donne à Kissinger sa position exceptionnelle. On peut certes dire du mal de lui, mais personne ne l'accusera d'être médiocre.

Au reste, son goût de remettre chaque chose en perspective et d'en appeler souvent à l'histoire a aussi un côté négatif. Le livre fondamental qu'il faut lire pour le connaître est celui qu'il a consacré au congrès de Vienne. Il me rappela un jour quelque chose qu'il avait écrit à propos de l'armement atomique, dont il est un expert.

« Ecoutez, Kissinger, lui répondis-je, nous sommes assez amis pour que je me permette d'être franc : je n'ai pas lu votre livre sur ce sujet, car ce qui m'intéresse dans vos ouvrages, ce ne sont pas les bombes, encore que le sort du monde en dépende, mais c'est vous. Or, pour connaître Kissinger, il suffit de lire votre premier livre. Moi je l'ai lu deux fois, et je peux même vous dire que vous avez un faux idéal : Metternich.

— Expliquez-moi ça. »

En vérité, il a deux idéaux : Metternich et Bismarck, et le second compte plus pour lui que le premier.

« Vous avez tendance à vous comparer à Metternich, repris-je, or, qu'a fait Metternich ? Il avait un train de vie fabuleux, vivait en grand seigneur, entretenait des maîtresses, achetait des journalistes, et la seule chose qu'il ait vraiment réussie — et que Kissinger, qui n'est pas un homme très progressiste en politique intérieure, admire le plus — c'est d'avoir stabilisé pendant trente ans la pire réaction qu'ait connue l'Europe. Seule la révolution de 1848 est parvenue à le chasser, et, s'il n'avait pas quitté Vienne, on l'aurait tué tant il était haï. Pendant plus de trente ans, cet homme a arrêté le progrès en Europe... Votre Metternich, poursuivis-je, pratiquait ce

qu'on appelle la " politique de cabinet ". C'était un politicien très rusé, un très bon diplomate qui faisait des calculs :

[193] quelle est la puissance de la Saxe ? Que puis-je obtenir avec la combinaison Prusse-Russie ? Tel était le travail d'un grand commis, et pas d'un homme d'Etat, qui pouvait se permettre de tracer une ligne politique sur le papier, hors des réalités. Au XX^e siècle, c'est impossible et c'est pourtant ce que vous avez tendance à faire, vous Kissinger. Vous savez que les Russes ont tant de missiles et tant de bombes atomiques, alors vous calculez, mais vous oubliez une chose : quand Metternich s'y prenait ainsi, l'opinion n'était pas alarmée par la misère sociale. Que deux millions d'hommes meurent de faim ne l'intéressait pas le moins du monde. En quoi cela aurait-il menacé son régime ? Tandis que vous, vous vivez au XX^e siècle où il y a les Noirs, les pauvres, les Etats opprimés, les jeunes gauchistes. Vous ne pouvez pas échafauder des calculs en les oubliant. C'est donc une faillite que de chercher, aujourd'hui, à imiter Metternich.

— Mais enfin, répondit Kissinger, je travaille déjà dix-huit heures par jour. Comment voulez-vous que je sois également expert pour des problèmes concernant les Noirs, la jeunesse ou les pays pauvres ?

— Entendu, mais, avant de présenter vos conclusions au président, vous devez consulter les experts de ces questions-là. Pour Metternich, ce n'était pas utile : les paysans souffrent ? Eh bien, qu'ils continuent à souffrir ! C'était dans la logique d'un régime réactionnaire et totalitaire. »

Mais ce qui rend Kissinger complexe, ce n'est pas tant son intelligence, qui reste grandiose en dépit de ses erreurs d'appréciation ; c'est son caractère. Je l'ai déjà dit à propos de Ben Gourion : le caractère empêche souvent un homme d'obtenir les succès que mérite son intelligence. La vanité, le désir d'obtenir de petits succès personnels limitent bien des hommes d'Etat, et c'est un peu le cas d'Henry Kissinger.

Très égocentrique, il croit pouvoir tout faire lui-même et n'éprouve que méfiance envers autrui. « Vous essayez d'éliminer l'U.R.S.S. pour faire la paix au Proche-Orient, lui dis-je un jour. Mais vous ne réussissez pas, car, sans l'U.R.S.S. une paix définitive est impossible. » Il le [194] comprend d'ailleurs aujourd'hui ; c'est pourquoi il est pour la reprise de la conférence de Genève. J'ai souvent pensé que, s'il le pouvait, il éliminerait aussi les Etats-Unis : il veut être l'unique artisan de la paix dans le monde et ne souhaite en vérité qu'une chose, qu'on le laisse agir seul et tranquille. Malheureusement, en tant que secrétaire d'Etat américain, il ne peut pas se passer tout à fait des Etats-Unis ! »

Kissinger s'estime supérieur à tous les autres ; il a souvent raison, mais il a tort de le montrer. La majorité des membres du Congrès, même la plupart des sénateurs et des hauts fonctionnaires, sont loin d'atteindre son niveau. C'est pourquoi il les a éliminés pour s'entourer d'un petit comité de brillants jeunes gens. Le reste, c'est-à-dire les trois à cinq mille fonctionnaires du secrétariat, n'existent à ses yeux que comme simples exécutants ; aussi sont-ils très malheureux sous ses ordres et le détestent-ils souvent. Les véritables grands hommes sont des modestes ; cette qualité-là manque à Kissinger.

Souvent, quand je me trouvais à Washington, il me demandait :

« Qu'avez-vous fait ce matin ?

— J'ai vu un tel.

— Un tel ? Mais c'est un idiot ! Pourquoi gaspillez-vous ainsi votre temps ?

— Mais j'ai vu aussi tel autre.

— A quoi cela sert ? C'est un crétin !

— Ecoutez, lui répondis-je un jour, quand j'étais étudiant à Berlin, il y avait un professeur connu pour sa dureté et son arrogance. Quand il faisait passer un examen, il prenait une feuille de papier et, chaque fois que le candidat donnait une mauvaise réponse, il en déchirait un bout. A la fin, il ne restait qu'un minuscule morceau et il le tendait à l'étudiant en disant : " Monsieur, je n'ai pas de temps à perdre avec vous. Voici un morceau de papier, écrivez dessus tout ce que vous savez et apportez-le-moi à mon bureau... " Eh bien, c'est la même chose avec vous, Kissinger : il vous suffirait d'un tout petit bout de

[195] papier pour écrire les noms des gens qui méritent, à votre avis, qu'on leur rende visite. »

Il éclata de rire et me répondit : « Un tout petit bout, ce serait un peu juste ; il faut bien de quoi écrire quelques noms ! » Son sentiment de supériorité senti par tous est une des raisons pour lesquelles beaucoup ne l'aiment guère.

Peut-être devrais-je lui raconter un épisode tout à fait historique que m'a rapporté Stephen Wise. Pendant la Première Guerre mondiale, alors que les choses se présentaient très mal pour eux, les Anglais envoyèrent un délégué au président Wilson. Ils avaient choisi lord Reading, qui

était juif, gouverneur général des Indes et l'un des plus brillants juristes anglais de l'époque. Il voulait obtenir beaucoup de Wilson, et notamment des armes, mais ce personnage très influent était terriblement vaniteux. Aussi Wilson dit-il à Wise : « Dès qu'il est entré dans mon bureau, j'ai décidé de ne lui faire aucune concession. Il me parlait sur un ton de condescendance insupportable, en jouant le rôle de l'aristocrate anglais plein de morgue. Il est reparti de Washington sans rien obtenir. Les Anglais ont dû comprendre, car ils m'envoyèrent ensuite Balfour. Celui-ci se présenta très modestement en disant : " Qui sont les Anglais ? Des citoyens d'une nation battue d'avance si vous n'intervenez pas. Vous êtes le grand patron, vous pouvez nous sauver. " Il a eu tout ce qu'il voulait ! » [1]

L'orgueil est donc la faiblesse majeure de Kissinger ; à moins que ce ne soit son impatience. Il comprend très vite et a un don de formulation extraordinaire. Il me confia ainsi : « Je peux exposer un problème international très complexe en une ou deux pages, d'une façon si claire que même un simple lycéen le comprendrait. » C'est une qualité d'autant plus précieuse qu'un président des Etats-Unis n'a pas le temps d'entrer dans les détails. Eisenhower, dit-on, ne lisait aucun mémorandum faisant plus de deux pages, et Roosevelt lui-même demandait que les notes n'excèdent pas un feuillet. Mais cette concision, Kissinger l'exige de tous et, ne parvenant pas à l'obtenir, il se fâche.

[196]

Ou bien, toujours par impatience, il fait une concession qu'il ne devrait pas accorder. Il est vrai que cela tient aussi à un certain manque de sécurité : il ne sait jamais si, l'an prochain, il sera encore là pour conclure l'affaire en cours.

Heureusement, son sens de l'humour rattrape beaucoup de choses. Très excité, l'un des responsables de la C.I.A. vint le voir un jour :

— Monsieur Kissinger, nous venons d'apprendre de source sûre que les Nord-Coréens pénétreront en Corée du Sud dans la journée de mercredi. Cela peut entraîner une guerre mondiale !

— Quel jour dites-vous ? fit Kissinger en prenant son carnet.

— Mercredi.

— Mercredi, c'est impossible ! Voyez-vous même : j'ai des rendez-vous toute la journée. Il n'y a pas de place pour ce problème !

— *En tant que Juif, Kissinger est-il parvenu à établir des relations privilégiées entre le judaïsme et le gouvernement américain ?*

— Il appartient à une famille juive très traditionaliste. Ses parents sont pieux, mangent kasher, ne voyagent pas le samedi ; son père a même refusé d'assister à son mariage parce qu'il avait épousé une goy et que la cérémonie se déroulait le jour du sabbat, ce qui est défendu par la religion. Sa mère n'a pas osé venir de peur de fâcher son mari.

Quand j'ai fait la connaissance de Kissinger, voilà une douzaine d'années, ses sentiments juifs étaient très faibles, bien qu'il ait passé une année dans une école juive orthodoxe — mais, comme les Allemands l'avaient chassé de l'école publique, c'était le seul établissement possible. Son attitude à l'égard du sionisme était réservée et, à Harvard, le judaïsme ne l'intéressait pas du tout. Il disait : « Etant donné qu'il y a un Etat, il serait immoral de le laisser détruire, mais, si on m'avait demandé mon avis avant

[197] qu'il n'existât, j'aurais dit que ce n'était pas une solution au problème juif. »

Depuis qu'il a la responsabilité de ce problème juif, il est devenu beaucoup plus juif lui-même. Sa connaissance, toute nouvelle, de la question juive dans sa singularité et son universalité a développé son judaïsme, sans toutefois qu'il l'admette : « Vous êtes beaucoup plus juif inconsciemment que consciemment », lui ai-je dit un jour. Cela se voit bien dans son attitude envers Israël, mais il ne le reconnaîtra jamais. Il ne veut pas de conflits avec Jérusalem, et pourtant son devoir est de défendre les intérêts américains, pas les intérêts juifs : il n'est pas le ministre des Affaires étrangères d'Israël.

Il s'en est expliqué devant moi en analysant sa position. Il comprenait qu'on critique sa politique des petits pas mais, disait-il, s'il insistait sur une évacuation totale des territoires occupés pour obtenir la paix, les relations avec Israël et les Juifs américains deviendraient très difficiles. Il devrait déclarer alors que la politique israélienne, appuyée par les Juifs américains, est contraire aux intérêts des Etats-Unis, et il serait réellement tragique si, de cette façon, le premier Juif à devenir Secrétaire d'Etat américain était la cause d'une nouvelle vague

d'antisémitisme.

Je lui répondis que je respectais ses scrupules, mais que son analyse était incomplète. En effet, toute agitation contre lui ne durerait pas plus que quelques mois, alors que s'il obtenait la paix il deviendrait le grand héros non seulement américain mais de l'histoire juive. En revanche, s'il n'était pas certain que Sadate veuille finir la guerre, je lui recommanderais de ne pas obliger les Israéliens à abandonner les cols du Sinaï.

Pour conclure, je dirai qu'en tout état de cause, Kissinger restera une figure historique de notre époque. C'est lui qui a amorcé la détente avec l'U.R.S.S., lui qui a établi les premières relations avec la Chine. Même si Nixon y a pensé le premier, ce n'est pas fondamental : en philosophie, il est important de déterminer qui a trouvé le premier tel ou tel concept, mais la politique n'est pas la philosophie.

[198]

Kissinger a fait passer dans la réalité ces idées maîtresses avec un dynamisme et une capacité de travail incroyables. Prenant tous les problèmes sur lui, il est naturellement surmené : il existe des limites au meilleur esprit et, de fait, il néglige certaines questions. Mais, dans la galerie des ministres des Affaires étrangères américains, il demeure le plus doué. Je ne connais personne d'autre qui ait su exercer une telle influence. Bien sûr, il est plus facile d'avoir de l'emprise sur Gerald Ford que sur Wilson ou Roosevelt [1], mais cela ne doit pas minimiser le rôle de Kissinger. En ce qui concerne la politique américaine au Proche-Orient, j'ai souvent tenté d'infléchir ses analyses. Seul l'avenir dira dans quelle mesure j'ai pu réussir...

[199]

7

La faucille, le marteau et l'étoile

— *Après avoir évoqué la plus grande communauté juive du monde, celle des Etats-Unis, voulez-vous donner votre opinion sur la deuxième en importance, celle d'Union soviétique?*

— La situation des Juifs russes est très ambiguë, car ils constituent la seule minorité d'Union soviétique à n'avoir aucun territoire qui lui soit propre. Mais, si la mention « Juif » figure sur leur passeport intérieur, c'est qu'après la révolution de 1917, les Juifs eux-mêmes l'ont demandée afin de bénéficier de l'autonomie culturelle [1].

Je me suis toujours efforcé d'avoir de bonnes relations personnelles avec les Soviétiques — comme Vladimir Petrovitch Potemkine, Konstantin Oumansky, Maxim Litvinov, Gromyko, Dobrynine et Rosenberg, qui fut sous-secrétaire général de la Société des Nations avant la guerre — car la position de la Russie vis-à-vis des Juifs est importante pour deux raisons. La première, c'est qu'il y a là-bas plus de trois millions de Juifs et que cette communauté a un passé splendide. Si on y inclut la Pologne longtemps occupée par les Russes, elle fut l'une des plus créatrices du monde au XVIII^e et au XIX^e siècle. Deuxième raison : il m'a toujours paru évident que la création d'un Etat juif dépendait en grande partie de la Russie.

La présence de millions de Juifs, tant en U.R.S.S. que dans les autres pays communistes, est un élément déterminant

[200] pour le judaïsme mondial. Or il existe un grand danger de les perdre, non par la déportation ou l'extermination, mais par l'assimilation complète. Ce serait une véritable catastrophe pour toute la vie juive, et j'ai l'impression qu'on en sous-estime l'importance. Presque toute l'agitation créée autour des Juifs russes est concentrée sur le problème de l'émigration, évidemment aussi aigu pour la Russie que pour Israël, qui ne concerne pourtant qu'une minorité du judaïsme russe. Il est tout à fait irréaliste de penser que plusieurs centaines de milliers de Juifs russes iront en Israël, en tout cas prochainement.

Cela ne pourrait arriver que si un véritable antisémitisme se manifestait en Russie, si les Juifs y étaient menacés en tant que tels. On peut certes l'imaginer, mais il ne faut juger que d'après les conditions existantes. Tant qu'Israël ne connaît pas la paix et que sa situation économique est menacée, le pays ne peut pas absorber des centaines de milliers d'émigrants — si tant est que ces derniers le souhaitent.

Bien des extrémistes juifs professent une théorie selon laquelle il n'y a aucune chance d'obtenir des facilités aux Juifs qui demeurent en Russie ; ils en concluent qu'il faut renoncer à préserver cette communauté et porter tous les efforts sur les émigrants. Je m'élève vigoureusement contre cette analyse qui consisterait, après la tragédie nazie, à renoncer d'un seul coup à plus du cinquième du peuple juif. Et j'ai toujours soutenu qu'une vie juive était possible, même sous un régime communiste.

En U.R.S.S. existent plus de cent minorités. Elles ont droit à leur langue, à leur littérature, à leurs théâtres, leur presse et leurs écoles. Donc, à l'intérieur d'un système pourtant très centralisé, l'U.R.S.S. reconnaît le principe des minorités. La difficulté vient de ce que le peuple

juif pose, une fois de plus, un problème *sui generis*. Nous sommes un peuple dispersé qui veut avoir une patrie et, en Russie, nous sommes un peuple dispersé qui veut avoir les mêmes droits que les autres nationalités, alors que celles-ci sont concentrées sur un territoire. Le principe du droit de participer à la vie nationale, reconnu

[201] aux minorités russes, est fondé sur la territorialité. Une minorité de trois cent mille personnes (soit un dixième de ce que représentent les Juifs russes) peut obtenir l'autonomie administrative dès qu'elle est concentrée sur un territoire. Si cette minorité est plus développée, elle peut accéder au rang de territoire autonome, voire d'Etat dans le cadre de l'Union soviétique. Or les Juifs sont dispersés à travers toute la Russie et toutes les tentatives de rassemblement ont échoué.

Il est bien connu que l'U.R.S.S. — tant pour contrecarrer le sionisme que pour appliquer le principe du droit des nationalités sur la base de la territorialité — a offert aux Juifs le territoire autonome de Birobidjan, en Sibérie. Des diplomates soviétiques m'ont souvent dit : « Si les Juifs s'installaient au Birobidjan, ils pourraient même choisir l'hébreu comme langue nationale. » Les Juifs ont refusé, car cette province proche de la Mongolie et de la Chine les éloignait des grands centres urbains où ils aiment vivre [1]. Je l'ai fait remarquer à Gromyko : « Donnez-leur Kiev, Odessa ou Leningrad, et ils voudront tous s'y établir ! » Les Russes ont créé une industrie colossale en Sibérie, mais, pour les Juifs, ce n'est pas une raison suffisante; en Amérique aussi, ils préfèrent vivre à Philadelphie ou à Chicago que dans les petites villes agricoles. Mais enfin, on ne peut pas reprocher cela aux Russes, et l'affaire du Birobidjan apporte bien la preuve que les dirigeants soviétiques ne sont pas opposés par principe à une vie juive.

Après la révolution de 1917, il y avait en Russie une vie culturelle juive très intense, en yiddish et en hébreu. Il ne faut pas oublier que l'actuel théâtre national d'Israël, Habima, fut créé en Russie. Toute cette activité intellectuelle, nourrie de journaux et de livres en yiddish, n'a disparu que quand Staline est devenu un dictateur à demi fou que hantait la menace d'un complot juif international.

Enfin, dans certains autres pays communistes, se maintient une vie juive. En Roumanie, par exemple, où résident quatre-vingt mille Juifs, il y a des synagogues, un théâtre yiddish et des denrées rituelles. Les sacrificateurs

[202] de Roumanie ont quelque difficulté à émigrer en Israël, car les rabbins ont besoin d'eux sur place et que les autorités les persuadent que leur devoir consiste à procurer la viande kasher à la communauté juive roumaine.

J'ai d'ailleurs un amusant souvenir à ce sujet. A l'occasion d'une de mes visites à Bucarest (c'était avant que je connaisse Ceausescu), le grand rabbin Rosen, membre du Parlement roumain et seul leader juif des pays de l'Est à avoir une stature internationale, décida d'offrir un grand banquet kasher à l'Athénée, le plus fameux hôtel de la ville. Il s'adressa donc au directeur de l'établissement et lui déclara : « Faites évacuer vos cuisines pour deux jours à ma réception, la nourriture doit être kasher. » L'homme voulut le chasser, ce fou, mais Rabbin Rosen fit intervenir le chef du Département religieux du gouvernement roumain qui donna l'ordre au directeur de vider la place.

Le dîner fut très réussi; y participaient beaucoup d'artistes, d'écrivains, des directeurs de musées et de galeries d'art, des musiciens, ainsi que l'archevêque orthodoxe et ce directeur du Département religieux, un professeur de philosophie fort intéressant. Comme toujours dans ce genre de réunions, le problème fut celui de la langue. Employer le français aurait obligé à traduire et, si la plupart des assistants comprenaient l'allemand, il était très gênant de le parler, à cause des souffrances qu'endurèrent les Juifs roumains victimes des nazis. Chacun était curieux de savoir comment je m'en sortirais.

Je commençai mon discours de remerciements par ces mots : « Mesdames et Messieurs, je vais parler dans la langue de Schiller et de Heine... » Quelques littérateurs applaudirent. Je repris : « ... Qui est aussi la langue de Marx et d'Engels... (Là, tous les communistes applaudirent.) ... Et la langue de Theodor Herzl. » Ce fut une ovation. Plus tard dans la soirée, le directeur du Département religieux me prit à part pour me dire : « Monsieur Goldman, j'ai reçu une bonne leçon de diplomatie ! »

Il est vrai que la Roumanie est très à part dans le bloc communiste. Elle gêne souvent les Soviétiques dans les conférences européennes et dans leur politique envers la

[203] Chine, avec laquelle Ceausescu entretient d'excellentes relations. Les Russes savent qu'ils ne peuvent pas contraindre les Roumains, ni intervenir sur leur territoire comme ils l'ont fait en Hongrie et en Tchécoslovaquie. C'est la preuve que Nicolae Ceausescu est un véritable homme d'Etat, très courageux, et une personnalité hors du commun. En fait, aucun autre leader

communiste n'a occupé comme lui les trois positions clés du régime : il est secrétaire général du parti, président de la République et Premier ministre. Même Staline n'y est pas parvenu : il était ou secrétaire général ou Premier ministre ; quant à Tito, qui est président de la Yougoslavie, il a longtemps été secrétaire général du parti, mais jamais Premier ministre. Ceausescu, lui, occupe les postes de Brejnev, Kossyguine et Podgorny réunis.

Il me demanda un jour ce que, franchement, je pensais de lui. « Il y a deux sortes de communistes, répondis-je, ceux qui le sont devenus et ceux qui l'ont toujours été. Vous faites partie des derniers. » Et c'est vrai, Ceausescu est un communiste-né, pas extrémiste d'ailleurs, mais très rigide en politique intérieure. Il a le sens de la discipline et maintient l'unité de la Roumanie, qui compte d'autres minorités : hongroise, allemande, etc., avec une certaine rigueur. En revanche, il est non conformiste et fort courageux en politique extérieure. Je n'ai pas eu l'occasion de parler d'idéologie avec lui, mais il a une très grande compréhension politique. Il fit devant moi une analyse fascinante de la situation internationale en une petite conférence improvisée qui dura près d'une heure. J'étais stupéfait des connaissances de cet homme qui n'a jamais étudié dans une université. « Mon fils est professeur à Harvard, lui ai-je dit, et il invite parfois de grands leaders politiques. Je vais lui suggérer de vous convier. Vous aurez l'audience des meilleurs politologues du monde et, si vous leur répétez la conférence que vous venez de prononcer pour moi, vous serez ovationné. »

Au cours des mêmes années, j'ai également établi des relations avec le maréchal Tito, président de Yougoslavie. Sa première invitation coïncida avec les événements de [204] mai 1968, et j'eus du mal à atteindre Belgrade, car toutes les communications aériennes depuis Paris étaient interrompues ; j'ai cependant réussi à obtenir assez d'essence pour me rendre à Bruxelles d'où, grâce à des amis de la C.E.E., j'ai pu avoir une place sur un avion pour Zurich et Belgrade. Depuis, j'ai souvent vu Tito. Sa personnalité extraordinaire, son courage, sa puissance et ses visions hardies en politique internationale m'ont vivement frappé. Il est le plus éminent non-conformiste du monde communiste, et la récente conférence des partis communistes à Berlin-Est, lors de laquelle Brejnev l'a embrassé, a confirmé sa victoire définitive contre la politique dictatoriale de l'U.R.S.S.

Son attitude à l'égard des Juifs a toujours été excellente, et la petite communauté juive de Yougoslavie (passée de cent mille environ avant guerre à moins de dix mille aujourd'hui) jouit de toutes les facilités d'une minorité nationale. A chacune de mes visites à Belgrade, j'ai admiré la volonté de survivre de cette petite communauté, qui maintient une vie culturelle juive assez riche, entretient deux chœurs et maintient des relations suivies avec le judaïsme mondial et avec Israël. La Yougoslavie, d'ailleurs, est l'Etat le plus idéal du point de vue des droits des minorités, car chaque groupe national y jouit d'une large autonomie culturelle et même économique.

Les relations de Tito avec Israël ont subi une évolution regrettable. Jusqu'à la guerre des Six Jours, il était le meilleur ami d'Israël au sein du bloc communiste. Avec le président Nasser et Chou En-lai, il avait eu l'initiative du « groupe des pays non alignés » ; c'est pourquoi, après la campagne du Sinaï, il a rompu les relations diplomatiques avec Israël — ce qui l'a d'ailleurs empêché de jouer par la suite un rôle de médiateur entre Israël et les Arabes. Depuis, son attitude est devenue de plus en plus négative, bien qu'il reconnaisse le droit d'Israël d'exister dans des frontières sûres, et, dans les conférences internationales, la Yougoslavie a prôné le retrait d'Israël de tous les territoires occupés et a suivi une politique très critique.

Personnellement, j'ai maintenu avec Tito pendant toutes [205] ces années des relations suivies et presque amicales. Il apprécie mon point de vue sur une solution du problème israélo-arabe et ma politique non conformiste. Pour ma part, je le trouve encore plein de dynamisme et d'énergie, malgré son grand âge, et, chaque fois que j'ai le plaisir de le rencontrer, je reviens très impressionné par cette figure héroïque.

Quant à l'U.R.S.S., je le répète, l'instauration d'une véritable vie juive sur son territoire dépend en grande part de la cessation de l'état de guerre entre Israël et les Arabes. Tant qu'Israël sera dans le camp américain, les Russes le considéreront comme un ennemi et assimileront le judaïsme au sionisme. Mais si Israël devenait neutre comme je le souhaite tant, les Soviétiques, j'en suis sûr, satisferont dans une certaine mesure nos demandes qui, aujourd'hui, restent sans écho.

Encore faut-il déterminer ce qu'in peut demander. Par exemple, il serait absurde de réclamer un système d'écoles yiddish — pour la raison suffisante que la jeune génération ne veut pas apprendre le yiddish. Mais il y a un autre motif pour ne pas le faire : en Roumanie, dans les débuts du régime communiste, existait une *yevsektsya*, section juive du parti communiste dirigée par un certain Feldmann, qui supervisait les écoles yiddish. Eh bien, le grand rabbin de

Roumanie Rosen m'a dit qu'aucun bon Juif n'envoyait ses enfants dans de telles écoles, tant les professeurs y étaient antireligieux et antisionistes virulents. Ils passaient la journée à enseigner aux enfants qu'il ne fallait pas croire en Dieu, que la Bible était une plaisanterie, que les sionistes étaient tous réactionnaires, etc. Dans les écoles non juives, en revanche, on ne s'occupait pas de cela. Aussi, du point de vue de l'éducation juive, valait-il beaucoup mieux inscrire les enfants dans une école gouvernementale, et l'on finit par abolir les écoles yiddish. C'est une chose à laquelle on ne pense pas assez : les écoles juives ne suffisent pas à garantir l'existence du judaïsme; tout dépend des sentiments dont sont animés les professeurs.

Au contraire, on pourrait sans doute obtenir le droit de [206] construire des synagogues — et cela, sans même demander de l'argent à l'Etat, car beaucoup de Juifs de l'Est auraient les moyens de les financer. Remarquons par parenthèse que la situation économique des Juifs russes n'est pas mauvaise et même, dans les grandes villes, souvent meilleure que celle des non-Juifs : il suffit de calculer la proportion de Juifs exerçant des professions libérales comme celle de médecin ou d'avocat.

— *Il existe malgré tout des emplois dont les Juifs sont écartés...*

— C'est exact, mais la faute en incombe partiellement à la politique pro-américaine d'Israël. Les Russes ne font pas toujours confiance aux Juifs dans des « emplois à responsabilité ».

Avant la guerre, la majorité des diplomates soviétiques étaient juifs. Chaque année, est publiée une liste de ces représentants de l'U.R.S.S. et, voici quelque temps, j'ai demandé à Robinson, de l'Institute of Jewish Affairs, de l'examiner. Ces derniers temps, il n'y a relevé que deux ou trois noms juifs. J'ai apporté la liste à Gromyko et lui ai demandé :

« Pourquoi votre appareil diplomatique est-il *judenrein* ? »

— Cela n'a rien à voir avec l'antisémitisme, m'a-t-il répondu. A quelques exceptions près, vous n'y trouverez pas non plus d'Ukrainiens. Pour parler franchement, nous sommes une société close, peu démocratique au sens occidental du terme. Or, si nous envoyons un deuxième secrétaire juif à l'ambassade russe de Rio de Janeiro, par exemple, il découvrira dès la première semaine qu'il a un cousin à Sao Paulo, huit jours après qu'il a un oncle à Curitiba, et ainsi de suite. Nous n'aimons pas cela; nous ne voulons pas que nos diplomates aient des relations internationales personnelles. Or le peuple juif est par essence international. Je ne dis pas que les Juifs ne sont pas loyaux, mais ils ont trop d'amis, de parents et de relations [207] à notre goût. Nous procédons de même avec les Ukrainiens dont plusieurs communautés vivent à l'étranger. »

Pour en revenir aux droits à revendiquer, en plus de celui d'établir des synagogues, il faudrait obtenir celui de constituer un véritable séminaire de rabbins, car ce qui en tient lieu là-bas actuellement est une farce. A peine compte-t-on trois ou quatre étudiants, les autorités décourageant les candidats. De même faut-il permettre aux Juifs de suivre des cours d'hébreu, tant à ceux qui veulent rejoindre Israël qu'à ceux qui souhaitent rester. Ces cours existent actuellement dans quelques universités, mais ils demandent à être multipliés.

Enfin, il serait nécessaire d'établir une « adresse » représentative pour le judaïsme russe, qui est actuellement le seul au monde à ne pas avoir de siège communautaire. Celui-ci existait pendant la dernière guerre : c'était le Comité antifasciste, présidé par Ilya Ehrenburg, avec lequel le C.J.M. était en relation permanente. Mais il fut dissous quand Staline « liquida » les écrivains juifs. J'avais le projet de reconstituer un organisme de ce genre, car, lorsqu'il fut question de mon invitation en U.R.S.S., je demandai où je pourrais rencontrer des Juifs russes, et l'on me répondit : « Mais... dans les synagogues ! » Or je ne souhaitais pas limiter mes contacts aux Juifs religieux; j'ai donc suggéré de créer un comité d'accueil où auraient siégé des gens comme Ehrenburg et le grand économiste Libermann, et qui aurait pu être une sorte de correspondant du C.J.M. Mais cela ne saurait se faire avant qu'il n'y ait un accord global entre les Russes et nous.

Je voudrais revenir sur un point capital : si l'on accuse aujourd'hui l'U.R.S.S., et souvent à juste titre, d'empêcher l'émigration et de ne pas faciliter la vie à ses Juifs, il faut se souvenir cependant de ce que le gouvernement soviétique a sauvé des centaines de milliers de nos frères en leur permettant d'échapper au nazisme, et que, sans la Russie, l'Etat d'Israël n'existerait pas de nos jours. Non point tant parce que les Soviétiques ont voté sa création, mais parce que, en 1948-1949, lors de l'invasion arabe, toutes les armes israéliennes étaient d'origine communiste.

Israël

[208] ne doit pas oublier ce que Ben Gourion, avec son courage coutumier, n'a jamais cessé de rappeler : « Si je vous reçois aujourd'hui dans un Etat juif, disait-il à des journalistes de la télévision israélienne, c'est bien plus grâce à l'U.R.S.S. qu'aux Etats-Unis, car, pendant notre guerre d'indépendance, alors que nous étions cernés par les armées arabes, nous n'avons pas reçu un seul fusil de l'Amérique. »

Par ailleurs, les Juifs ont grand tort de traiter l'U.R.S.S. comme s'il s'agissait d'un petit pays. Les Juifs n'ont pas le sens des proportions et ils se répandent maladroitement en propos méprisants sur la deuxième puissance du monde. Voilà qui ne fait pas avancer les choses et conforte les Russes dans leur attitude de méfiance, voire d'hostilité. Les méthodes des groupuscules qui consistent à briser des vitrines ou à manifester devant les ambassades d'U.R.S.S. sont tout à fait erronées, et je n'accepte pas de prendre ces jeunes manifestants — pour lesquels j'ai, au demeurant, une certaine estime — comme les seuls défenseurs du judaïsme russe. Je connais beaucoup de Juifs des pays de l'Est qui déplorent cette agitation.

Il faut être d'autant plus prudent que nous avons affaire à un Etat qui se libéralise. Le gouvernement y est moins brutal qu'au temps de Staline, mais, s'il se sent menacé, il n'hésite pas à affirmer sa puissance, comme en Hongrie et en Tchécoslovaquie. Alors que se passerait-il si les Soviétiques, devenus furieux, déportaient un million de Juifs en Sibérie ? L'Amérique entrerait-elle en guerre pour les protéger ? Non, décidément, le judaïsme mondial n'a pas le droit de risquer l'avenir de trois millions de Juifs qui, de plus, ne l'ont pas mandaté.

Il serait temps d'acquiescer au sens des responsabilités et d'en finir avec l'agitation hystérique dont usent Israël et, encore plus, le judaïsme américain. Les Juifs russes ne sont pas des instruments servant à mobiliser la jeunesse juive des Etats-Unis. C'est immoral et dangereux. Je ne crois même pas que ce genre de thème reste mobilisateur à la longue, et vous verrez que les jeunes Juifs

[209] américains s'en détourneront de plus en plus. On ne peut pas déclencher une manifestation pour chaque étudiant juif emprisonné en U.R.S.S. A ce sujet, un professeur de Harvard m'a dit un jour : « Vous êtes un peuple vraiment impossible, le plus égocentrique du monde ! Pour chaque citoyen juif arrêté, on réclame ma signature au bas d'une protestation. Imaginez-vous quelque chose de semblable pour les deux millions de victimes du Biafra ou pour celles du Bangla Desh ? Chaque Juif a-t-il obtenu du Bon Dieu le droit de mobiliser les partisans de la justice dans le monde entier ? » Or, ce professeur est un fervent démocrate ; si nous exagérons, voilà le genre d'homme qui se lassera et finira par refuser sa signature.

— *Il existe en Union soviétique un certain nombre de Russes libéraux qui, sans être juifs, placent dans leurs revendications l'égalité des droits pour les Juifs et leur liberté d'émigrer. Que pensez-vous de ces contestataires ?*

— Je les admire et je suis tout à fait partisan de développer nos relations avec eux. Cependant, je ne surestime pas leur importance. Des hommes comme Soljénitsyne, Sakharov et Amalrik sont des héros, mais leur influence est très limitée. Je crois que le peuple russe est plutôt satisfait de son gouvernement et qu'il approuve les progrès économiques et scientifiques de la Russie. Certes, il voudrait une amélioration de la vie quotidienne et davantage de libertés individuelles. Mais ne « gonflons » pas l'audience interne de dissidents qui, en tout état de cause, ne peuvent pas faire la révolution. Cela dit, je suis heureux que ces libéraux existent et qu'ils soutiennent les revendications juives.

— *Vous avez dit qu'à partir du moment où le Proche-Orient connaîtrait la paix, les autorités soviétiques permettraient plus facilement l'organisation d'une vie juive [210] culturelle et religieuse en U.R.S.S. Mais ne peut-on pas envisager que le gouvernement dissocie ces problèmes ?*

— Impossible ! Et d'ailleurs, aucun gouvernement ne le ferait : la politique anti-israélienne de tout Etat se répercute sur sa politique juive en général. Pour les Russes, plus un Juif devient juif, plus il est solidaire d'Israël, et, de fait, Israël constitue une partie de la religion et de la culture juives. On ne peut pas honnêtement prétendre qu'on est un bon Juif et détester Israël. Alors le raisonnement soviétique s'explique : « Tant qu'Israël, qui est un satellite des Etats-Unis,

est un pays dont nous combattons la politique, nous ne pouvons pas aider les Juifs à s'assumer, car, si nous le faisons, nous renforçons indirectement le front pro-israélien. »

Le problème russe présente donc trois aspects : la vie des Juifs en Russie dont nous venons de parler, l'attitude de l'U.R.S.S. envers Israël, enfin l'émigration.

J'ai déjà rapporté ma conviction en 1948, que les Russes voteraient pour la création de l'Etat. Ils l'ont fait en partie pour affaiblir l'Angleterre, mais enfin, cela n'allait pas de soi. « Pourquoi aiderions-nous à créer un Etat juif en Palestine, me demandaient-ils, quand nous savons pertinemment que cet Etat dépendra des Etats-Unis ? Votre dépendance sera obligatoire, puisque tout l'argent qui vous sera nécessaire proviendra du judaïsme américain. » Rappelez-vous que ce genre de discussion avait lieu au début de la guerre froide. Mais je répondais : « L'Etat juif reposera sur deux éléments : d'une part, les Juifs russes qui constitueront une grande partie de la population et sans lesquels le projet ne tient pas ; d'autre part, l'argent, qui viendra effectivement des puissances de l'Ouest. Un tel équilibre forcera l'Etat juif à rester neutre. »

Les Russes avaient accepté le raisonnement et, aujourd'hui, ils ont tendance à nous reprocher de ne pas avoir tenu cette promesse, même si elle n'était pas formelle. C'est évidemment une conséquence de la guerre avec les Arabes, et nos sages disaient bien qu'« un péché en

[211] entraîne un autre ». Au commencement, Israël pratiquait une politique de non-alignement défendue par Moshe Sharett, Ben Gourion et beaucoup d'autres dirigeants ; même Rabbim Silver, qui était pourtant un extrémiste, était favorable à la neutralité pour bénéficier de l'appui du monde communiste.

Mais le conflit éclata et personne, ni les Russes ni les Américains, n'en prévit la longueur. Après une période où il bénéficia de l'aide russe, Israël dépendit de plus en plus des armes occidentales, surtout françaises et américaines. Les Soviétiques saisirent alors l'opportunité de pénétrer au Moyen-Orient par le biais des Arabes. Et, s'ils s'intéressent aujourd'hui encore à l'existence de l'Etat juif, c'est paradoxalement parce que ce dernier leur a donné une victoire politique, qu'ils attendaient depuis des siècles, en leur permettant de s'installer en Méditerranée.

Dès l'origine, cependant, il fut clair pour moi qu'il fallait surmonter l'opposition communiste au sionisme, et j'ai cherché à convaincre un certain nombre de diplomates soviétiques, mais il s'est essentiellement agi de conversations plutôt théoriques. Potemkine, alors ambassadeur d'U.R.S.S. à Paris, avait bien essayé, en 1936, de nous faire inviter par Staline, Stephen Wise et moi, mais rien n'a abouti ; plus tard, il fut révoqué et je perdis tout contact avec lui.

Une autre tentative eut lieu au temps de Khrouchtchev. J'avais intéressé aux problèmes juifs le secrétaire général des Nations unies, Dag Hammarskjöld, qui me conseilla de faire la connaissance d'Anatole Dobrynine, alors sous-secrétaire général de l'O.N.U. « Il est très important que vous le voyiez immédiatement, me dit Hammarskjöld, car il part demain pour Moscou ; il pourrait parler de votre affaire à Khrouchtchev. » Dobrynine me reçut en dépit de l'heure tardive, et de cette première conversation date mon amitié pour cet homme très doué, très brillant, qui sera un jour, je crois, le ministre des Affaires étrangères soviétiques.

« Je ne disposerai pas de beaucoup de temps, me dit-il alors, mais je suis prêt à m'entretenir avec Khrouchtchev

[212] si l'occasion s'en présente. Dites-moi donc en une phrase ce que je dois lui répondre s'il me demande ce que désirent les Juifs.

— Nous souhaitons que l'U.R.S.S. traite ses Juifs au moins comme le font la Yougoslavie et la Roumanie, car l'attitude antijuive du gouvernement soviétique n'est pas une affaire communiste, mais une affaire russe.

— Parfait, conclut Dobrynine, c'est une excellente formule. »

Mais il ne put malheureusement pas rencontrer M. K.

Des années plus tard, Hammarskjöld fut convié par Khrouchtchev à passer des vacances à Sotchi. Il me promit de lui parler du dossier juif et de lui suggérer de m'inviter en U.R.S.S. J'assumais alors la double présidence de l'Organisation sioniste mondiale et du C.J.M. A son retour, Hammarskjöld me rapporta sa conversation

« Khrouchtchev serait ravi de vous inviter, mais, m'a-t-il prévenu, il y a une difficulté majeure : "Dites donc à Goldman que les choses seraient plus simples s'il revêtait la forme de deux frères jumeaux dont l'un serait président de l'Organisation sioniste mondiale et l'autre président du Congrès juif mondial. On pourrait alors les séparer et j'inviterais volontiers le second. Mais puisqu'il est indissociable comme des siamois et qu'il préside l'O.S.M., je ne peux

pas le rencontrer : nous sommes antisionistes et une telle entrevue rendrait les Arabes furieux.
" »

— *Vous avez dit que l'U.R.S.S. avait pénétré en Méditerranée grâce au conflit israélo-arabe. La paix ne risque-t-elle donc pas de diminuer l'influence soviétique au Proche-Orient ?*

— C'est une question légitime, mais je répondrai « non ». Les Soviétiques savent que cette situation explosive ne peut pas s'éterniser et qu'elle risque de déboucher sur une guerre susceptible de menacer toute la politique de détente. S'ils abandonnent les Arabes, leur influence

[213] est perdue, mais, s'ils les aident trop, ils déclenchent les hostilités avec les Américains. Or les Soviétiques jugent la détente beaucoup plus importante pour eux que tout le Proche-Orient. S'ils pouvaient faire durer la période de troubles une cinquantaine d'années, peut-être le feraient-ils, mais ils comprennent que c'est impossible et qu'une nouvelle guerre réduirait à rien tous les efforts pour la détente. C'est ce que redoutent aussi bien Kissinger que Brejnev.

D'autre part, si la paix au Proche-Orient devait être une « paix américaine », les Russes la saboteraient. Ils le disent d'ailleurs ouvertement. En revanche, si Américains et Soviétiques sont les garants de cette paix, les positions russes dans cette région seront acceptées par les Etats-Unis. C'est pourquoi j'ai toujours été en faveur d'une neutralisation d'Israël, avec la garantie mutuelle de l'U.R.S.S. et des Etats-Unis. Malheureusement, ni les uns ni les autres n'ont voulu, pas plus les Américains que les Soviétiques : on l'oublie souvent, mais les Etats-Unis n'ont jamais reconnu les frontières d'Israël, pas même celles de 1967, ni Jérusalem comme capitale.

Il y a déjà assez longtemps, je convainquis Ben Gourion de tenter d'obtenir une garantie américaine, tandis que je m'efforcerais de mon côté d'avoir celle des Russes. Ben Gourion n'a jamais été reçu officiellement par le gouvernement des Etats-Unis : quand il se rendait en Amérique, il était soit l'hôte de la communauté juive, soit celui d'une université. Levi Eshkol fut le premier dirigeant israélien à être invité en tant que tel par les Américains.

Un jour donc, l'université Brandeis voulut décerner un diplôme de docteur à Ben Gourion, et on lui fit savoir qu'à l'occasion de cette visite, Eisenhower le recevrait officiellement. L'entrevue eut lieu, au cours de laquelle Ben Gourion expliqua : « Pour que les Arabes acceptent Israël, il faut bannir de leur esprit tout espoir que la Russie les aidera à liquider l'Etat juif. Si les Américains et les Soviétiques nous donnent leur garantie, les Arabes renonceront à leurs illusions. » Eisenhower promit de

[214] réfléchir, mais, à quelque temps de là, fit connaître son refus sous prétexte qu'en étant cosignataires d'une telle garantie, les Etats-Unis auraient reconnu du même coup la position d'égalité des Russes et la légitimité de leur présence au Proche-Orient.

Aujourd'hui, les choses ont évolué. Après la guerre des Six Jours, j'ai parlé de cette conversation à l'un des responsables de la politique extérieure des Etats-Unis, et il m'a répondu : « Si l'on parvenait à obtenir une garantie des Russes, nous serions heureux de vous donner la nôtre. » Quant à Gromyko, il a déclaré que l'U.R.S.S. était prête à accorder sa garantie la plus formelle et la plus solide pour l'existence de l'Etat d'Israël, mais seulement après la signature d'un traité de paix. Cette position est d'ailleurs tout à fait réaliste, et les Américains ne refuseront pas d'être des partenaires égaux des Russes, car ils savent que, tout seuls, ils ne peuvent pas rétablir la paix.

— *Gromyko serait donc l'homme clé de la politique soviétique au Proche-Orient ?*

— Il ne décide pas de la politique, mais il la réalise. C'est un excellent technicien de la diplomatie. La preuve : il est ministre des Affaires étrangères depuis presque vingt ans ; il a servi sous Staline, sous Khrouchtchev, sous Brejnev, et, aujourd'hui, il est même membre du Praesidium. C'est la première fois qu'un ministre soviétique des Affaires étrangères fait partie de l'autorité suprême.

Il possède une vaste culture qui dépasse le domaine politique et l'on peut aborder avec lui quantité de problèmes. C'est un homme un peu sec, doté d'un certain sens de l'humour et d'un sens certain de l'ironie. Il ne se départit jamais de son calme, réagissant à tout très posément et s'exprimant de façon élégante. De plus, il a une certaine compréhension envers les problèmes juifs et envers Israël. Il a appuyé l'idée de partage de la Palestine et j'étais convaincu qu'il le

ferait. Certes, cela ne dépendait

[215] pas directement de lui, mais il a usé de son influence auprès du gouvernement soviétique pour obtenir le vote de l'U.R.S.S. Le sort des Juifs soviétiques ne relève malheureusement pas de la politique extérieure, mais je crois que, tant que Gromyko aura son mot à dire, nous pourrons compter sur sa compréhension du problème, tant à cause de son séjour comme ambassadeur aux Etats-Unis que de son expérience de la politique internationale.

— *A propos des Juifs soviétiques, Elie Wiesel a rencontré en U.R.S.S. beaucoup de jeunes gens qui s'affirment juifs et veulent partir en Israël...*

— Ils ne sont que quelques dizaines de milliers. Même au moment où l'émigration a atteint son maximum, c'est-à-dire où quarante à cinquante mille Juifs quittaient chaque année l'Union soviétique, la natalité était assez élevée chez ceux qui restaient pour que le nombre total de Juifs russes diminue à peine. De toute façon, il est absurde de croire que le problème des Juifs de Russie puisse être seulement réglé par l'émigration en Israël. Admettons même qu'il en vienne des dizaines, des centaines de milliers, voire un demi-million, il resterait encore tous les autres.

Pour améliorer leur sort, j'ai toujours pensé qu'il fallait utiliser deux méthodes à la fois : la pression politique publique d'une part, les contacts diplomatiques de l'autre. Et nous devons faire jouer l'influence de personnalités non juives, ayant une grande autorité morale, qui soient respectées par les Russes. Voici une quinzaine d'années, j'ai convoqué à Paris la première réunion internationale sur ce sujet, et les Soviétiques ont tenté en vain, pendant des mois, de l'empêcher. Le philosophe Martin Buber et moi fûmes les principaux orateurs, mais nous avons reçu des télégrammes de solidarité de Mme Roosevelt, de Bertrand Russell, d'Albert Schweitzer, etc. D'autre part, j'ai souvent cherché à influencer les Russes en passant par [216] les partis communistes européens; ceux de France et d'Italie, notamment, nous ont beaucoup aidés, et Waldeck Rochet et Longo sont intervenus auprès des Soviétiques.

Mais il ne faut jamais abuser de ces pressions politiques ; il est impossible de forcer les Russes à faire quelque chose, tout au plus peut-on les persuader. On a beaucoup exagéré en accusant l'U.R.S.S. d'être antisémite, mais il est vrai qu'elle n'a pas complètement rompu avec la vieille et sinistre tradition antisémite russe. Il s'est accumulé là-bas une hostilité antijuive potentielle, et certains Russes pensent que l'ennemi de leur pays est moins le capitalisme que le judaïsme mondial. Ce n'est heureusement pas l'opinion qui règne dans les sphères gouvernementales, mais on pourrait trembler pour le sort des Juifs russes si s'annonçait une nouvelle guerre froide.

Enfin, l'émigration se complique du fait qu'Israël a parfois du mal à absorber les Juifs venus d'U.R.S.S. J'ai peur que beaucoup d'entre ces derniers n'abandonnent Israël; la crise mondiale, qui ne facilite pas l'obtention de visas pour d'autres pays, les empêche de partir dès aujourd'hui. De plus, si un Juif russe veut quitter Israël, il doit rembourser tout l'argent que l'Agence juive lui a avancé pour son départ d'U.R.S.S., soit de douze à quinze mille dollars. La plupart d'entre eux n'ont pas cette somme. J'ai reçu une délégation de Juifs russes qui venaient protester contre cette disposition. J'ai tenté de les raisonner en leur expliquant qu'elle était logique : si l'Etat juif investit beaucoup d'argent pour organiser le départ, le voyage, les premières aides, et que le bénéficiaire veuille se séparer ensuite de cet Etat, il doit soit le payer lui-même, soit trouver un ami ou un parent qui garantisse le remboursement.

L'une des raisons qui créent des difficultés pour l'absorption des Juifs russes est leur niveau de qualification professionnelles. L'Union soviétique est un pays où certains ingénieurs sont formés pour des machines très sophistiquées dont il n'existe presque pas d'exemplaire en Israël ; de ce fait, il n'y a pas de travail pour eux. Il en

[217] va de même avec les médecins, qui comptent beaucoup de superspécialistes.

Parallèlement, il devient de plus en plus difficile pour les Juifs russes de quitter l'U.R.S.S. Ils perdent leur situation dès leurs premières démarches, leurs familles sont en butte aux tracasseries, et, surtout, les autorités soviétiques veulent être seules à décider de leur sort.

L'affaire Jackson a bien prouvé qu'ils entendaient rester les maîtres. Rappelez-vous : le sénateur Jackson avait fait voter au Congrès américain un amendement liant un important traité de commerce, très avantageux pour l'Union soviétique, à la liberté d'émigrer pour les Juifs d'U.R.S.S. Résultat : les Russes dénoncèrent le traité et accordèrent moins de douze mille visas de sortie en 1975, au lieu de quarante mille en 1974. Voilà ce que l'on gagne à vouloir brusquer la deuxième puissance du monde...

[218]

[219]

8

Les dédales du Vatican

— *Dans leurs relations avec les différentes nations, les Juifs ont souvent eu affaire au Vatican et, par-delà, à l'Eglise catholique. Quelle a été, et quelle est, la politique vaticane à l'égard du judaïsme?*

— J'ai personnellement une attitude très réservée par rapport au christianisme, non sur le plan de la théorie religieuse, mais sur celui de sa réalité historique. Cela dit, je considère généralement le catholicisme avec plus de compréhension que le protestantisme.

Au cours d'un voyage de jeunesse, j'ai rencontré dans un train italien un haut dignitaire catholique (qui fit d'ailleurs la cour à la jeune fille qui m'accompagnait), avec lequel j'eus ma première conversation de fond à ce sujet. « Vous avez une notion fausse de l'Eglise catholique, me dit-il, l'Eglise n'est pas une affaire individuelle, mais collective. Sa tâche historique est de garantir l'ordre et l'harmonie du monde par l'obédience. Sans elle, les masses détruiraient la civilisation. L'Eglise est ordonnatrice du monde. Son projet est immense; aussi, ce que peut faire individuellement un de ses membres ne saurait concerner l'Eglise elle-même. Il y eut aussi deux sortes de papes : certains, qui étaient des saints, ont ruiné l'Eglise; d'autres, qui menaient une vie scandaleuse, furent de grands hommes d'Etat et l'Eglise fut sous leur règne une puissance magnifique. »

[220]

Il aurait pu ajouter que l'une des fonctions essentielles de l'Eglise est de satisfaire les besoins métaphysiques des masses. De ce point de vue, le catholicisme est beaucoup plus attractif que le protestantisme qui n'a pas ses dons imaginatifs; la meilleure preuve en est la pauvreté architecturale des temples protestants, sans commune mesure avec la beauté des édifices romans ou gothiques. Mais le *monsignore* avait raison : aucune religion n'a réussi aussi bien que le catholicisme à établir une puissance politique qui serve en retour les intérêts de l'Eglise et qui a dominé si longtemps l'histoire de l'Europe.

Avant d'aborder les rapports entre judaïsme et catholicisme, permettez-moi de rappeler deux anecdotes personnelles. La première se déroule un an ou deux après la Première Guerre mondiale, alors que je venais de passer un doctorat à l'université de Heidelberg. J'étais fort lié à cette époque avec le philosophe et psychanalyste Erich Fromm, qui était plutôt pro-sioniste, bien que, par la suite, il ait nettement changé de positions. Je rentrais avec lui pour rejoindre mes parents à Francfort et, dans le train, était assis en face de nous un monsieur fort élégant. Fromm et moi discutons avec vivacité de problèmes philosophiques, et le voyageur nous écoutait attentivement. A un moment, comme nous manquions de cigarettes, il nous en offrit et, chaque fois qu'il s'adressait à moi, il m'appelait Herr Doktor

« Comment pouvez-vous savoir que je suis docteur, lui demandai-je, puisque mon diplôme ne date que de quelques jours ? Cela se lit-il sur mon visage ?

— Non, mais je sais que vous êtes Nahum Goldmann. » Assez surpris, je lui demandai qui il était lui-même.

Il se contenta de me donner sa carte, sur laquelle étaient écrits ces mots : « M. Rosen — Palazzo Pitti — Florence. » Il était marchand d'objets d'art et avait loué le palais pour quelques années... A notre arrivée à Francfort, il me dit: « Si un jour vous avez besoin de quoi que ce soit en Italie, écrivez-moi, et promettez de venir me voir si vous passez par Florence. »

Des années plus tard, une amie de Palestine m'écrivit

[221] qu'elle se trouvait à Rome et voulait me rendre visite en Allemagne, mais elle avait des difficultés à obtenir son visa assez rapidement. Je me souvins alors de M. Rosen et lui adressai un mot: « Voilà l'adresse d'une amie; pouvez-vous l'aider à avoir son visa? » Les communications n'étaient pas fameuses et je ne reçus aucune réponse, mais, quelques jours après, la jeune femme arrivait à Berlin. « Comment as-tu réussi à venir? lui demandai-je.

— Un monsieur s'est présenté de ta part, il a pris mon passeport et me l'a rapporté au bout de quarante-huit heures avec tous les visas. »

Je remerciai M. Rosen et, lors d'un voyage en Italie, j'allai le voir. Juif polonais de Lodz, il avait monté une grande affaire d'art, concernant surtout la vente de meubles et d'armes du Moyen Age ; il dirigeait également une entreprise spécialisée dans la fabrication de vêtements épiscopaux. Chaque évêque et chaque cardinal possédait sa garde-robe, d'ailleurs fort chère, et M. Rosen avait à ce titre ses entrées libres au Vatican. J'appris par lui beaucoup d'intrigues qu'il éprouvait un malin plaisir à m'expliquer.

Au demeurant, l'attrait du catholicisme et de ses fastes peut être immense, et un ami de jeunesse nommé Fischer, que j'avais « converti » au sionisme, devint un catholique très pieux et fort actif: mort jeune, il fut l'un des leaders de la jeunesse catholique allemande auprès de laquelle il joua un grand rôle. Dans mes conversations avec lui, je compris quelle extraordinaire impression peut faire la religion catholique, tant sur les masses ignorantes que sur de brillants intellectuels comme Fischer.

Quant aux relations entre judaïsme et Eglise catholique, j'ai commencé à m'en occuper assez tard, c'est-à-dire un peu avant, pendant et après la Seconde Guerre mondiale. Jusque-là, les organisations juives n'avaient guère de rapports avec le Vatican. Il arrivait que nous en ayons avec certains évêques, surtout en Amérique latine où l'Eglise catholique avait une grande influence et où elle manifestait d'ailleurs son antisémitisme.

Le Congrès juif mondial n'avait pas de politique globale

[222] concernant les différentes Eglises, mais le Mouvement sioniste tenta à plusieurs reprises d'intéresser le Vatican, car beaucoup de votes au Conseil de la S.D.N. dépendaient de pays catholiques. Quand ce Conseil dut ratifier la déclaration Balfour sur le mandat britannique en Palestine, nous craignîmes que plusieurs Etats ne nous soient pas favorables à cause de l'opposition catholique officielle. Nahum Sokolow, qui devait succéder plus tard à Weizmann comme président de l'Organisation sioniste, était alors membre de l'Exécutif sioniste et s'occupait des contacts avec l'Eglise catholique, mais il ne réussit pas à voir le pape.

Quant au comportement de Pie XII, qu'on accusa d'avoir été plutôt libéral envers les nazis, j'ai personnellement recueilli à son sujet le témoignage du cardinal Tisserant, qui était doyen du Sacré Collège. Il m'a dit que le pape n'avait pas été pro-nazi, mais pro-allemand, et qu'il n'avait pas osé agir en faveur des Juifs. Après la mort de Tisserant, on publia d'ailleurs une lettre qu'il avait envoyée à Pie XII, dans laquelle il l'accusait d'avoir mené une politique presque favorable aux nazis, qui resterait une honte dans l'histoire du catholicisme. Il est vrai que le cardinal Tisserant, qui connaissait une quinzaine de langues dont l'hébreu, était ouvertement pro-Juif et pro-sioniste.

J'effectuai mes premières démarches auprès de la hiérarchie catholique à l'occasion du plébiscite sarrois pour un retour à l'Allemagne. J'ai déjà raconté le rôle positif que joua Mussolini, mais, ignorant encore s'il nous soutiendrait jusqu'au bout, j'avais décidé de tenter d'obtenir l'appui de l'Eglise. Beaucoup de Sarrois étaient catholiques, or les catholiques souffraient aussi d'une certaine discrimination en Allemagne nazie. Je pensais donc qu'il était possible de rapprocher les deux cas et d'obtenir ainsi la collaboration de la hiérarchie.

Je dois dire que ces contacts furent plus difficiles à nouer qu'avec n'importe quelle chancellerie. L'Eglise catholique a un système diplomatique vieux de deux mille ans et fabuleusement organisé. Par exemple, si vous demandez

[223] une entrevue avec le pape, ou avec le secrétaire d'Etat du Vatican, voire avec un simple cardinal, vous devez généralement indiquer au moins deux semaines à l'avance les sujets que vous comptez lui soumettre. Aussi, quand vous rencontrez un prélat, est-il admirablement préparé à vous répondre. Dans les autres chancelleries, il est rare que le ministre sache à l'avance ce que vous allez lui dire, et la première conversation ne donne pas grand-chose.

En 1936, j'étais accrédité par l'Agence juive auprès du gouvernement français et disposais d'un bureau au 83 de l'avenue de la Grande-Armée. C'est là qu'on me fit parvenir la carte de visite d'un archiduc autrichien qui désirait m'entretenir. Cet homme au charme typiquement viennois, c'est-à-dire à la fois superficiel et séduisant, me dit d'emblée : « Monsieur, je viens vous voir de la part de la famille des Habsbourg. Je cherche en effet depuis des mois l'interlocuteur valable. J'ai demandé autour de moi qui représentait le peuple juif et l'on m'a donné toutes sortes de noms, dont celui de Weizmann. Mais j'ai appris par la suite que Haïm Weizmann ne s'occupait que du problème palestinien; restaient deux hommes : Stephen Wise, qui est en Amérique, et vous-même. » Je lui demandai l'objet de sa visite, et il me répondit : « Hitler menace les sept cent mille Juifs qui vivent en Allemagne. Aussi ai-je une solution très simple à vous proposer : vous, les Juifs, nous aidez à restaurer la dynastie des Habsbourg, et, en échange, nous autorisons l'installation en Autriche de ces sept cent mille Juifs. » Les Habsbourg passaient effectivement pour pro-juifs et étaient fort populaires, en Galicie par exemple. « Les Juifs apporteront leurs richesses, leurs industries, leur savoir-vivre, poursuit mon interlocuteur, et les Habsbourg leur en seront très reconnaissants. Vous êtes sûrement trop honnête pour accepter de l'argent, mais peut-être un titre vous ferait-il plaisir... »

Je le revis à plusieurs reprises et lui dis un jour

« Supposons que l'Autriche, qui est un petit pays, puisse effectivement absorber sept cent mille Juifs allemands ; il ne sera pas facile de faire admettre aux Juifs en Amérique, [224] qui comptent beaucoup de démocrates, voire de libéraux et de socialistes, qu'ils contribuent à la restauration de la monarchie autrichienne.

— Voyons, monsieur, répliqua-t-il, la monarchie a un grand avantage sur la république. Regardez les Français ils changent de gouvernement tous les six mois et tout se renégocie à chaque fois. La monarchie au contraire, est stable : vous payez une fois et c'est réglé. »

C'était toute une philosophie de l'Etat ! Comme je lui objectais que les Juifs seuls ne parviendraient pas à réaliser une telle opération, à supposer qu'ils le désirassent, il me répondit : « Vous la réaliserez avec l'aide de l'Eglise catholique. A vous deux, vous formez une grande puissance. »

L'argument me parut intéressant et je lui demandai s'il connaissait quelque haut dignitaire de l'Eglise. Il était intimement lié avec le cardinal de Vienne Innitzer. Je le priai donc d'écrire une lettre à ce prélat, lui annonçant que je désirais le rencontrer pour savoir dans quelle mesure l'Eglise catholique coopérerait avec nous. Il écrivit la lettre et je me rendis à Vienne pour y faire la connaissance d'Innitzer, qui était encore assez neutre à l'époque, mais devint plus tard plutôt pro-nazi et partisan de l'Anschluss.

Il habitait dans un grand palais proche de la cathédrale Saint-Stefan. Son secrétaire m'attendait au bas des escaliers et me fit passer avant les quelque cinquante personnes qui espéraient une audience. Le cardinal me reçut donc immédiatement et, comme je lui demandais si l'Eglise était réellement pour la restauration des Habsbourg, il me répondit :

« Oui, c'est exact. Les Habsbourg sont une famille de grands catholiques et nous avons intérêt à soutenir leur ambition. Néanmoins, ne prenez pas leurs attitudes trop au sérieux : ces archiducs sont des jeunes gens très impatients de récupérer leurs châteaux et de recouvrer leur fortune, car ils sont dans une mauvaise passe financière. Il nous pressent d'intervenir, mais nous agissons avec patience : vous comme moi, monsieur le Président, représentons [225] des puissances éternelles et nous comptons en siècles, pas en années.

— Certainement, Eminence, et, sans savoir ce que vous pensez du judaïsme, je crois que vous reconnaîtrez combien, au cours de l'histoire, nous avons eu une remarquable pérennité : voilà deux mille ans que nous vivons dans la persécution !

— Votre patience est en effet admirable, mais l'Eglise catholique a la même qualité.

— Sans doute, répondis-je, a-t-elle assimilé quelques-uns de nos traits caractéristiques. »

Il s'inclina et demanda

« Puis-je prendre ceci pour un compliment ?

— Mais bien sûr.

— En ce cas, je vous remercie au nom de l'Eglise. »

Et il me procura une recommandation auprès du Vatican, concernant non pas le secrétaire d'Etat qui était alors Pacelli, mais le père Leibel, spécialiste de la Bible, professeur à l'Université Grégorienne et fort influent au Vatican.

Il faut savoir que le cardinal Pacelli, futur Pie XII, était plus allemand qu'italien : il parlait allemand dans ses conversations personnelles, il lisait une bible allemande, et la gouvernante de sa maison, sœur Angelina, qu'il avait connue à Munich où il fut nonce apostolique avant de l'être

à Berlin, était allemande. Le père Leibel devait m'arranger un rendez-vous avec Pacelli, et j'eus avec ce prêtre une conversation fort instructive. Nous parlâmes d'abord du sionisme en général, de ses doutes à lui, de ses réserves ; je me rappelle qu'il faisait souvent allusion à « la grande puissance des Juifs ». J'abordai enfin le sujet : « Je viens ici pour un problème concret : celui de la Sarre. Le Conseil de la S.D.N. doit prendre sa décision dans quelques semaines. Nous voulons obtenir le droit, pour ceux qui le désirent, de prendre leur argent en francs français et de partir. Cela concerne une minorité de Juifs et peut concerner une majorité de catholiques. Nous avons donc des intérêts communs. » Il réfléchit :

« Permettez-moi d'exprimer des doutes. Quel effet aura [226] une résolution de la Société des Nations ? Hitler s'en moque !
— Vous oubliez l'affaire des Juifs de Silésie », répondis-je.

En effet, aux termes d'un traité entre la Pologne et l'Allemagne, qui garantissait l'égalité des droits pour toutes les minorités vivant en Silésie, l'Allemagne était contrainte d'accorder ces droits aux Juifs silésiens. Quand Hitler prit le pouvoir et publia les lois racistes de Nuremberg, il voulut abolir le traité. Nous adressâmes alors à la Société des Nations la fameuse pétition Bernheim et nous l'emportâmes jusqu'en 1935, date de son expiration, Hitler dut respecter le traité.

Plus tard, quand je rencontrai Pacelli, je lui rappelai aussi cet épisode. « Si vous, représentant d'une grande organisation juive, me répondit-il, vous soumettez une demande à la S.D.N., je comprends qu'elle l'accepte ; quant à nous autres catholiques, je doute que notre intervention ait quelque poids. » C'était d'une telle mauvaise foi que je m'indignai « Au lieu d'argumenter avec vous d'une manière théorique, ce qui nous prendrait beaucoup de temps, je vous fais une offre concrète : changeons de position, non sur le plan de la religion, mais sur celui du pouvoir politique. »

Il fit observer que ma réponse était assurément spirituelle, mais que sa remarque méritait peut-être plus de sérieux. Je montai d'un ton : « Voilà des années que j'essaie d'entrer en contact avec vous. Quand finalement j'y parviens, il s'est quand même écoulé six semaines entre le moment où la recommandation vous est parvenue et celui où je vous vois. J'ai pris le train et j'ai voyagé seize heures pour vous rencontrer. Je n'ai jamais vu un seul de vos cardinaux voyager seize heures pour me rencontrer à Paris et me demander de protéger une minorité catholique ! » La réponse de Pacelli fut catégorique « S'il n'y avait pas de question de protocole, dit-il, il y aurait eu, et il y aura encore des cas où je devrais vous dépêcher un de mes collègues et solliciter votre appui et votre protection pour des minorités catholiques dans certains pays. »

[227]
Parallèlement, nous tentions de nouer des liens avec les trois ordres qui avaient quelque influence politique : les franciscains, les dominicains et les jésuites. Il fut vite avéré que les deux premiers étaient résolument antisionistes. Restaient les jésuites, qui nous paraissaient plutôt favorables.

La Compagnie de Jésus est organisée aujourd'hui comme au temps d'Ignace de Loyola ; il y a le père général et, à ses côtés, sept assistants un pour la France, un pour l'Espagne, un pour l'Asie, etc. L'assistant pour la France était un homme très cultivé, car devenir un haut dignitaire jésuite demande vingt et un ans d'études : sept ans de théologie, sept ans de jurisprudence, sept ans de sciences politiques. Cet assistant, le père de Gostagarzu, arrangea une rencontre entre le père Jansen, général des Jésuites, et moi-même.

Le père Jansen était un Belge aux connaissances quasi encyclopédiques, maigre et d'apparence austère. Il habitait au Vatican un bâtiment dévolu à la Compagnie de Jésus et qui ne comportait aucun siège confortable. Tout y respirait le pouvoir et la solennité. J'eus une longue entrevue avec Jansen, au début de laquelle je dus résoudre un problème de protocole. Il fallait s'adresser au général des jésuites en lui disant « Mon Très Révérend Père », tandis que certains assistants avaient droit au titre de « Mon Révérend Père » et d'autres à celui, plus modeste, de « Mon Père ». Jansen se demanda sans doute quelle appellation me revenait, et il choisit : « Mon très estimé Président »

Je voulus briser ce carcan rhétorique et, quand le général me dit : « Vous êtes le premier Juif que je rencontre officiellement », je lui répondis « Vous êtes le premier père général que je connaisse et j'en suis fort troublé, car le Talmud recommande de dire une bénédiction quand on rencontre une personnalité importante. Seulement le Talmud ne précise pas quelle bénédiction est adéquate quand un leader juif rencontre le général des jésuites ! » Ma réflexion le fit sourire et l'atmosphère se réchauffa.

« Notre attitude à l'égard de l'Etat d'Israël et du sionisme

[228] est un des problèmes les plus complexes de l'Eglise, m'expliqua-t-il. Théologiquement parlant, vous êtes le peuple maudit, celui qui a crucifié Jésus. Votre dispersion est votre punition. Par conséquent, comment pourrions-nous approuver le concept d'Etat juif ? Notre discussion à votre sujet a duré sept ans : comment concilier l'existence d'Israël avec l'abomination théologique qu'ont commise les Juifs ? Nous sommes néanmoins parvenus à une conclusion : puisque Dieu a permis que les Juifs établissent un Etat, c'est qu'il administre la preuve que leur crime est expié. Donc cet obstacle n'existe plus, poursuivit-il, et il reste à examiner ce qui est bon et mauvais d'un point de vue pragmatique pour l'Eglise, qui possède des établissements religieux dans les pays arabes. Deux raisons nous poussent à être favorables à votre Etat, et j'espère, mon très estimé Président, que leur énoncé ne vous choquera pas. La première est négative. Au long de son histoire, l'Eglise a en effet constaté que la dispersion des Juifs ne lui était pas favorable. Répartis dans la plupart des pays, les Juifs sont souvent libéraux, athées, socialistes, voire communistes. Il n'est pas bon pour nous qu'il existe de par le monde tant de foyers antireligieux, d'autant plus dangereux que votre peuple est très influent. Il vaut donc mieux pour nous qu'il soit réuni dans un seul pays. Deuxième raison : l'Eglise peut concevoir l'espoir que, si les Juifs sont rassemblés dans le pays du Seigneur, un jour viendra où Son esprit les dominera et où ils se convertiront au christianisme.

— Vous êtes très optimiste, répondis-je, et c'est une politique de longue haleine...

— En effet, nous comptons en siècles, rétorqua-t-il. Mais résumons-nous : nous ne pouvons pas vous aider publiquement, car les jésuites restent liés aux autres ordres. Cependant, nous sommes les conseillers politiques de Sa Sainteté. Je vais vous expliquer ce que nous pouvons faire. Vous allez solliciter une audience par l'intermédiaire du secrétaire d'Etat. Il y a deux secrétaires d'Etat, les cardinaux Montini (l'actuel Paul VI) et Tardini. Montini est le plus sympathique, mais c'est un faible. Quant à

[229] Tardini, il est tout à fait antisémite, sinon antisémite. On vous refusera donc l'entrevue ; mais, depuis sa création, l'ordre des jésuites a un privilège : quatre fois l'an, il peut solliciter directement une audience du pape. Nous en demanderons donc une pour vous. »

Quelque temps plus tard, en effet, je reçus à Londres un télégramme m'informant que je serais reçu un lundi par le pape en « audience privée », c'est-à-dire sans que la nouvelle de l'entrevue soit diffusée. Le père Jansen me demandait de venir à Rome dès le samedi pour me conseiller sur la façon de parler à Pie XII. Je sautai immédiatement dans l'avion et, arrivant vers dix-sept heures à Rome, j'eus le temps de passer prendre une douche à mon hôtel. C'est là qu'on me prévint que le père de Gostagarzu désirait me voir aussitôt. Dès que je le vis, je compris qu'il y avait un problème. Il semblait très soucieux en m'expliquant l'affaire : « Nous n'avions pas informé le secrétariat d'Etat de notre demande pour obtenir une audience, et nous espérions qu'il ne serait pas mis au courant. Mais Tardini a appris la nouvelle hier après-midi et a demandé à Sa Sainteté d'annuler l'entrevue sous prétexte que les Arabes seraient furieux et exerceraient des mesures de rétorsion sur les communautés catholiques de leurs pays. » Le pape avait objecté que j'étais déjà en route, mais Tardini lui avait proposé le scénario suivant : une fois par mois, le pape célébrait la messe à Saint-Pierre, puis recevait un certain nombre de personnalités, à raison de cinq à dix minutes pour chacune d'entre elles. Ces entrevues sont tout à fait formelles, elles sont annoncées par *L'Osservatore Romano*, et il n'est pas question d'y aborder un problème sérieux. Tardini suggéra donc qu'on substitue une telle rencontre à mon audience privée du lundi. Je décidai sur-le-champ de ne pas m'y rendre...

En l'apprenant, Gostagarzu devint blême :

« Mais vous ne pouvez pas refuser une invitation du Saint-Père ! s'écria-t-il.

— Tout d'abord, lui répondis-je, c'est votre Saint-Père et pas le mien. Ensuite, il est insultant de modifier le caractère d'une entrevue. Que le pape soit trop faible pour [230] résister aux injonctions de Tardini, c'est son affaire, mais je ne veux pas que *L'Osservatore Romano* écrive que je suis allé voir Pie XII pour une audience de cinq minutes.

— Monsieur le Président, insista le jésuite, réfléchissez : c'est probablement la première fois dans l'histoire de l'Eglise catholique qu'on refuse une audience !

— Eh bien, fis-je, c'est parfait : j'ai donc créé un précédent historique et je deviendrai célèbre.

— Permettez-moi quand même de demander conseil au père Jansen.

— Allez-y, mais dites-lui bien que, quels que soient ses conseils, je n'irai pas. »

Il revint au bout d'une heure, nettement soulagé : « Le père Jansen vous fait dire que vous êtes non seulement courageux, mais très sage d'avoir refusé. Quant à l'ordre des jésuites, il n'accepte pas cette décision et portera plainte contre le cardinal Tardini : c'est une violation de

nos privilèges et nous ne saurions supporter son attitude dictatoriale. » L'affaire devint célèbre et, rencontrant bien plus tard un diplomate catholique, je le vis s'exclamer : « C'est donc vous le docteur Goldman, l'homme qui refusa de voir le pape ? Tout le Vatican a parlé de vous ! »

Comme ils me l'avaient dit, les jésuites déposèrent une plainte et le pape nomma une commission de trois membres pour l'examiner. Je leur prédis qu'ils perdraient : « D'après les textes, vous avez raison, mais quelle est l'idée de base de votre privilège ? C'est que les jésuites peuvent avoir directement accès au pape, pas que les sionistes ou les Juifs puissent utiliser ce biais pour voir Pie XII. » J'avais raison : la plainte fut rejetée.

Beaucoup plus tard, au temps de Jean XXIII, le confesseur du pape, le cardinal Bea, qui était jésuite, demanda à me rencontrer pour, disait-il, me transmettre un message de Sa Sainteté. En rentrant d'Israël, je m'arrêtai donc à Rome où je vis Bea. C'était un homme fort intéressant, d'une bonté et d'une tolérance exceptionnelles, grand commentateur de la Bible, qui parlait couramment l'hébreu et connaissait bien le judaïsme. D'origine allemande, professeur [231] de sciences bibliques, il était libéral, plutôt progressiste et pro-israélien.

Négocier avec les Juifs est une chose difficile, me dit-il, car on ne sait pas qui les représente au mieux. Pour nous, il y a le Vatican; pour les protestants, il y a le Conseil mondial des Eglises, mais, quand je me suis renseigné sur les structures actuelles du judaïsme, j'ai découvert qu'il existait des Juifs orthodoxes, des conservateurs, des réformateurs, des sionistes. C'était si compliqué que j'ai demandé conseil à d'autres jésuites. Ils m'ont dit que vous étiez l'interlocuteur idoine, presque le pape des Juifs!

— Votre Eminence, répliquai-je, comme j'espère vous revoir souvent, je préfère jouer cartes sur table : le pape des Juifs ne croit pas au célibat ! »

Le mot fit beaucoup rire le cardinal Bea, qui en vint alors à l'essentiel : « Sa Sainteté Jean XXIII a décidé d'inscrire le problème juif à l'ordre du jour du Concile œcuménique, et cela en dépit de toutes les résistances. Il veut obtenir le vote d'un texte absolvant les Juifs de l'accusation d'avoir crucifié Jésus et commis alors un crime inexpiable. (C'était tout simplement une décision révolutionnaire.) Le Saint-Père m'a chargé de m'occuper de la question, poursuivit Bea, car il connaît ma sympathie pour les Juifs. Mais, du point de vue protocolaire, nous ne pouvons pas prendre l'initiative : il nous faut un mémorandum, signé par la plupart des organisations juives, nous demandant de discuter de la question. Pouvez-vous vous en charger? » Bien entendu, j'acceptai et le cardinal Bea me promit que j'aurais toujours affaire directement à lui pour que l'affaire soit traitée au plus haut niveau.

En rentrant à New York, je compris que le plus important était d'obtenir l'accord des Juifs orthodoxes, pour lesquels négocier avec les catholiques frisait le blasphème. C'est là que se situe ma rencontre avec le rabbin Joseph Soloveitchik, de New York.

Soloveitchik est le plus grand talmudiste du monde. On ne l'appelle jamais Rabbin Soloveitchik, mais le « Rabbin ». Appartenant à une famille qui compte quatre générations [232] de génies talmudiques (son arrière-grand-père, son grand-père, son père et lui-même), il est pourtant tout le contraire d'un clérical et ne confond jamais les intérêts religieux avec les exigences politiques. Il a longuement étudié en Allemagne, peut soutenir n'importe quelle conversation sur Sartre ou Heidegger, et écrit un admirable anglais classique. Cet homme est à mes yeux le plus noble représentant du judaïsme religieux dans le monde. Il a éduqué toute une génération de Juifs orthodoxes en enseignant trois jours par semaine à l'université new-yorkaise de la Yéchiva, et, le reste de la semaine, il habite Boston où il est rabbin dans une petite communauté.

Quand je me rends en Amérique, je ne manque pas d'aller converser quelques heures avec lui, bien qu'il sache que je ne suis pas orthodoxe. Mais, à l'époque du Concile œcuménique, je ne le connaissais pas encore personnellement. Aussi demandai-je à un ami commun de prier Soloveitchik de me téléphoner. J'étais en effet très occupé et un peu embarrassé d'inviter le plus grand rabbin du monde ! Je savais que son domicile était fort éloigné de mon bureau et lui proposai donc de nous rencontrer à mi-distance, mais il me répondit :

— Docteur Goldman, connaissez-vous le Talmud?

— Bien peu, confessai-je.

— Véritablement très peu, en effet, car vous devriez savoir que la loi talmudique dit que le roi a la priorité sur le prophète. Je ne suis pas prophète, mais vous êtes une sorte de roi, donc je me rendrai jusque chez vous, il n'y a pas de problème.

Quand je lui exposai la demande du Vatican, il me dit qu'il lui était favorable à la condition qu'aucun problème religieux ne soit abordé pendant les discussions. « Parlez d'antisémitisme, de lutte contre la misère, mais, surtout, ne traitez d'aucune question théologique. Vous,

monsieur Goldman, ajouta-t-il, vous pouvez négocier, car vous n'êtes pas rabbin. Un rabbin ne pourrait pas s'empêcher de parler de religion et, là, il y aurait probablement conflit. »

Nous nous sommes efforcés de suivre ses conseils, mais

[233] le texte voté par le Concile, autour duquel se sont déroulées des querelles byzantines, a été sérieusement édulcoré. Depuis, il existe une commission mixte, composée de catholiques et de Juifs, qui se réunit trois fois l'an pour supprimer ou modifier les passages litigieux figurant dans les livres catholiques — ce qui va du catéchisme élémentaire aux manuels en vigueur dans les séminaires et les universités catholiques, en passant par la liturgie et, en premier lieu, par l'office du vendredi saint. Le travail est très lent, parce qu'il faut respecter l'indépendance de chaque évêque et que les textes entachés d'antisémitisme se comptent par centaines ; on doit donc les expurger pays par pays, langue par langue, et cela prendra des années.

— *Avez-vous finalement rencontré le pape?*

— Oui, mais il s'agissait alors de Paul VI. Mon poste de président du Congrès juif mondial était un obstacle, car le Vatican disait « Nous pouvons négocier avec le Judaïsme en tant que religion, mais le Congrès est une organisation politique. » Finalement, notre rencontre fut provoquée par un hasard.

Vous vous souvenez du jour où les Israéliens exécutèrent un raid contre l'aérodrome de Beyrouth, détruisant douze appareils au sol. Le Liban est un pays à moitié chrétien et le pape fit une déclaration qui condamnait sévèrement l'action israélienne, mais ne soufflait mot du terrorisme arabe. Jérusalem était furieux, considérant que Paul VI aurait au moins dû condamner les deux parties. Il semble bien que cette intervention ait été faite de la propre initiative du pape.

Le Congrès juif mondial tenait une réunion à Rome quand le pape prononça son discours. La presse israélienne réagit furieusement dans les jours qui suivirent. Or il existait depuis peu au Vatican un département spécialement chargé des questions juives, que dirigeait un théologien hollandais, le père Rijk. Je venais de clore une de nos séances quand le père Rijk arriva, l'air excité, et me dit :

[234]

— Je viens de la part du secrétaire des Affaires étrangères en exercice, Bonelli; il vous fait dire que le pape souhaite vous voir demain.

— Demain, c'est impossible, répondis-je.

— Mais pourquoi donc?

— Ecoutez, je suis sûr qu'il m'adresse cette invitation à cause de la réaction israélienne. S'il ne s'agissait que du Congrès, il n'y aurait aucun problème, mais, là, je dois téléphoner au Premier ministre Levi Eshkol pour avoir son accord. Je ne suis pas le représentant officiel d'Israël ; invitez donc l'ambassadeur.

— Impossible.

— Alors il faut attendre : demain matin, il y a une réunion du cabinet ministériel israélien et je ne peux pas joindre Eshkol.

— C'est ennuyeux, répondit Rijk, car lundi le pape est pris toute la journée : il doit consacrer douze évêques.

— Eh bien; ce ne sera pas lundi !

— Mardi alors ?

— Non, répondis-je, mardi je dois me rendre en Israël pour une réunion importante. Mais ce n'est pas urgent : je rentrerai dans la semaine et le verrai alors quand il lui conviendra.

Le père Rijk fit la navette entre le cardinal Bonelli et moi, me laissant ainsi le temps d'avoir Eshkol au téléphone. Ce dernier me dit d'accepter l'entrevue à condition que j'aie droit de regard sur le communiqué final et qu'il comporte une condamnation de tous les terrorismes. Le dimanche soir, Rijk me prévint : « Le pape a annulé une des cérémonies de demain pour vous voir. » Je lui répondis que je souhaitais être accompagné par le secrétaire général du C.J.M. et par mon ami le rabbin Prinz, qui était alors président du conseil directeur du C.J.M. Il revint pour me dire que la chose était possible, mais que, l'audience m'étant réservée, les deux autres personnes ne devraient pas ouvrir la bouche.

Le protocole est décidément un sujet de choix pour les romanciers ! Bien que n'étant pas une personnalité officielle, je fus reçu dans la cour par la garde suisse dont

[234] chaque soldat porte un costume de l'époque de Raphaël. Puis on nous fit passer par neuf pièces immenses dans chacune desquelles siégeait un haut dignitaire. Tout en marchant, je me fis la réflexion qu'en comparaison, le rabbinat de Jérusalem était un petit local. Le pape nous attendait dans la dixième pièce. Il me donna l'impression d'un homme faible, presque malade. Il se leva courtoisement, nous pria de prendre place et déclara : « Vous me permettrez de vous lire un discours de bienvenue. »

Il lut un texte, en français, qui contenait beaucoup de compliments personnels, mais pas un mot sur Israël. Il parla à un moment donné du « peuple hébraïque », ce qui constitue une expression erronée. Il s'arrêta alors, me regarda et dit : « On ne dit pas le peuple hébraïque? » Je lui répondis qu'on pouvait le dire à la rigueur, mais que « peuple juif » convenait mieux. « Permettez-moi de vous faire une remarque à cette occasion, ajouta-t-il. L'Eglise catholique a une longue histoire et entretient des rapports millénaires avec beaucoup de peuples dans le monde. Mais ses relations avec le peuple juif sont très récentes, car on ne peut guère appeler "relations" les rapports que nous avons eus dans le passé. Nous manquons donc d'expérience en ce domaine; c'est pourquoi nous commettons des erreurs comme celle qui m'a fait employer le mot "hébraïque". Soyez patient, monsieur, et laissez-nous le temps d'apprendre à négocier avec les Juifs. »

C'était très sympathique. Il termina son discours, puis nous donna des cadeaux suivant l'usage protocolaire : un objet en or pour moi, un en argent pour chacun de mes compagnons. Quand nous le quittâmes, il nous dit : « Je veux vous demander une faveur. Nous appartenons à des religions différentes, mais nous croyons au même Dieu. Permettez-moi donc de vous bénir au nom de ce Dieu commun. » Il leva les mains et prononça :

« Je vous souhaite bonheur et succès dans tout ce que vous entreprendrez.

— Votre Sainteté, répondis-je, ce serait une arrogance de ma part que de vouloir vous bénir à mon tour, puisque

[236] je ne suis pas même rabbin. Mais laissez-moi vous souhaiter le bonheur.

— Quand vous voudrez me voir, conclut-il, ces portes vous seront ouvertes! »

Depuis lors, le représentant du Congrès juif mondial à Rome n'a plus aucun problème avec le Vatican...

[237]

9

Genève ou l'espoir

— *Nous avons gardé pour la fin ce qui constituera sans doute le chapitre le plus attendu de ce livre le conflit judéo-arabe. Votre opinion à ce sujet est peu orthodoxe, mais elle est moins connue dans ses détails que le point de vue officiel d'Israël. Tout d'abord, que pensez-vous des revendications territoriales israéliennes?*

— Il faut au moins remonter à la création de l'Etat d'Israël. Sans les Juifs, les Arabes qui habitaient la Palestine n'auraient pas quitté leur pays ; c'est un fait historique [...]. Mais, en 1945, il y avait presque six cent mille Juifs, survivants des camps de concentration allemands, qu'aucun pays ne voulait recevoir; cela aussi est un fait historique. Sans Israël, c'en était peut-être fini du peuple juif [1]. Or il est d'un certain intérêt pour l'humanité tout entière que le peuple juif ne disparaisse pas [2].

On peut naturellement vivre sans les Juifs; je ne suis pas un fanatique et je n'aime pas parler du peuple élu. Nous sommes aujourd'hui quelque quatorze millions. Avant Hitler, nous étions dix-huit millions. Mais, à certaines périodes de l'histoire, au XVII^e siècle par exemple, les Juifs n'étaient guère qu'un million, un million et demi. Nous constituons donc un petit peuple et, proportionnellement à leur nombre modeste, les Juifs ont énormément contribué à la culture et à la civilisation mondiales [3]. Ce que l'humanité aurait perdu sans les prophètes, sans le [238] monothéisme, sans Spinoza, Marx, Freud, Einstein, est incommensurable, je l'ai déjà dit [1].

Dans tout ce que les Juifs ont créé, il y a toujours un élément spécifiquement juif. Il est presque impossible d'expliquer en quoi Goethe est allemand, Voltaire français et Shakespeare anglais, mais on le ressent. De même, sans leur élément juif, Spinoza n'aurait pas été Spinoza, ni Marx Marx, ni Einstein Einstein. C'est pourquoi il est de l'intérêt de tous que le peuple juif possède une patrie à lui, non seulement pour s'y réfugier et pour abriter des individus menacés dans leur existence physique, mais pour ménager les valeurs qui concernent l'humanité entière [2]. C'est la seule raison qui puisse nous justifier même devant les Arabes [3].

S'il ne s'agissait que de la survie matérielle et spirituelle du peuple juif, les Arabes auraient parfaitement le droit de s'indigner que la chose se fasse à leurs dépens. Un parlementaire socialiste s'est entretenu un jour, sur ma suggestion, du sionisme avec Chou En-lai, et le Premier ministre chinois lui a dit : « Le sionisme est une chose absurde. Si Dieu a promis une patrie aux Juifs, eh bien qu'Il la leur donne, puisque Dieu peut tout faire. Mais quel rapport cela a-t-il avec les Arabes ? Si les Juifs ont besoin d'une patrie à cause d'Hitler, que les Allemands leur accordent donc une province de leur pays au lieu de leur verser des millions de marks ! » D'un point de vue strictement logique, Chou En-lai avait raison, mais, d'un point de vue culturel, philosophique et historique, Israël constitue le seul moyen de donner au peuple juif la possibilité de poursuivre sa contribution à la civilisation humaine. L'humanité a, en effet, le droit de dire aux Arabes : « Nous vous demandons de sacrifier un pour cent de vos territoires pour servir tous les hommes. »

Si nous entrons maintenant dans les détails, je ne suis pas opposé personnellement à ce qu'Israël garde Hébron. Je suis juif, j'ai appris la Bible et l'histoire juive, je sais donc que c'est la

ville des patriarches de notre religion, des fondateurs de notre peuple. Au milieu de la dernière guerre, lors de la discussion pour ou contre le partage, je

[239] suis sûr qu'au fond de son cœur la majorité du Mouvement sioniste était contre et qu'elle s'est mal résignée à renoncer à Jérusalem, à Hébron et au Jourdain. A l'époque, mon argument en faveur du partage était que le temps travaillait contre nous : je disais que la supériorité numérique des Arabes irait s'accroissant et, comme les Anglais n'admettaient pas une grande immigration juive, notre position minoritaire deviendrait de plus en plus éclatante et nous retirerait finalement le droit de demander un Etat. Je me souviens d'avoir cité ce mot de notre grand humoriste Cholem Aleichem : « Un Juif doit vendre sa dernière chemise pour devenir millionnaire. » De même nous fallait-il sacrifier la moitié de la Palestine pour avoir un Etat.

Plus tard, au Congrès sioniste, j'eus une discussion avec le leader du Hérout, Menahem Begin, et je lui dis :

— Si tu peux, sans risquer l'existence d'Israël, garder Bethléem, Hébron et même la Samarie, je te ferai planter toute une forêt !

— C'est que nous avons plus droit à Hébron qu'à Jaffa, répliqua-t-il.

Et il avait tout à fait raison : dans l'histoire juive ancienne, Jaffa ne joue aucun rôle, tandis que Bethléem et Hébron sont d'une importance capitale. Seulement, voilà, il ne suffit pas d'avoir raison — historiquement ou logiquement — et, puisqu'il est impossible d'obtenir et de garder pour nous la totalité du territoire palestinien, il est inutile d'échauffer les esprits à ce sujet.

— *L'expansion territoriale d'Israël resterait d'ailleurs liée à une démographie croissante des Arabes...*

— Absolument. Et c'est bien là l'argument décisif auquel se heurtent tous les annexionnistes. En 1967, une ou deux semaines après la victoire israélienne de la guerre des Six Jours, j'ai vu Eshkol. Bien que lui-même ait annoncé qu'il ne souhaitait pas d'expansion territoriale, il y avait en Israël de nombreux partisans de garder toute la Cisjordanie. Eshkol me remit un mémorandum signé du plus

[240] grand statisticien israélien, Bacchi; dans cette étude, il apparaissait que, si Israël gardait la Cisjordanie et la bande de Gaza, dans six à huit ans, le territoire compterait environ 50 % de Juifs et 50 % d'Arabes ; ce serait une sorte d'Etat binational. Mais, au bout de dix à douze ans, la majorité de la population serait arabe et l'Etat deviendrait arabe de fait, avec une minorité juive : bref, la négation totale du sionisme [1].

Quand on dit cela à Begin, qui a hérité la théorie de Jabotinsky demandant l'égalité absolue des droits pour les Arabes, il répond : « Du jour où nous aurons toute la Palestine, il y aura une immigration supplémentaire annuelle de deux à trois cent mille Juifs et nous resterons la majorité. » Ce n'est d'ailleurs pas impossible, mais on ne peut rien bâtir sur de pures hypothèses.

Quant à Dayan [2], il a inventé une méthode, immorale et inacceptable, selon laquelle les Arabes résidant en Israël ne seraient pas citoyens israéliens. Tout en travaillant chez nous, ils resteraient citoyens jordaniens. Ainsi le peuple juif, qui est une minorité dans le monde entier, se permettrait de prendre modèle sur l'Afrique du Sud ? Ce serait bafouer tous les fondements idéologiques du sionisme.

— *Que pensez-vous de la tentative de colonisation par Israël d'un territoire s'étirant entre la bande de Gaza et le Sinaï, et du projet de construction de la ville de Yamit ?*

— Je suis absolument contre. Il faudra abandonner cette idée, une fois la paix faite. Les Arabes ne l'accepteront pas et beaucoup d'Israéliens eux-mêmes lui sont hostiles. Ce genre d'entreprise résulte d'un faux calcul du gouvernement israélien, persuadé que, si Israël met le monde devant des faits accomplis, le monde les acceptera. C'est peut-être vrai pour beaucoup de pays qui, dix ans après la fin de la guerre au Proche-Orient, connaîtront d'autres problèmes : la coexistence, les émeutes raciales, l'armement atomique, la pollution, etc. Mais les Arabes [241] ont, eux, la même mémoire historique que les Juifs. La race sémitique est très entêtée et n'oublie rien.

Lors d'un grand meeting à Sydney, en Australie, j'ai dit que le malheur d'Israël était d'avoir pour adversaires les Arabes et non plus les Anglais. En effet, les Anglais ont le génie de l'oubli ; en l'espace d'une génération, ils ont perdu le plus grand empire du monde et, malgré cela, ils sont très heureux : le plus grand souci populaire fut longtemps de savoir qui épousera la princesse... Imaginez-vous les Juifs dans cette situation ? Il y a deux mille ans, le temple de Jérusalem fut détruit et, chaque année, pour commémorer cette destruction, nous observons un jour de jeûne. Si nous avions perdu un empire équivalant à celui des Anglais, nous devrions jeûner deux fois par semaine pendant vingt siècles ! [1]

Et les Arabes sont comme nous. C'est une idée tout à fait naïve de croire qu'ils finiront par oublier notre présence en Palestine, qu'ils se feront une raison de notre occupation du Golan ou du Sinaï. Ils ont prouvé qu'ils poursuivraient la guerre jusqu'à ce qu'ils obtiennent leurs territoires. Aussi toute cette politique des faits accomplis représente-t-elle un énorme gaspillage. Combien de centaines de millions de dollars Israël a-t-il dispensé pour la ligne Bar Lev, sur le canal de Suez, qui a été enfoncée en quelques heures ? Combien de villages crée-t-on qu'il faudra anéantir un jour ?

En revanche, si l'on conclut une véritable paix, on peut prévoir une certaine normalisation des rapports au bout d'un ou deux ans et un arrangement de libre trafic. Des Juifs s'installeraient dans la bande de Gaza, des Arabes en Israël, il y aurait des frontières ouvertes et peut-être une confédération économique. En Cisjordanie, les Juifs, seraient des étrangers autorisés par un traité à exercer un droit d'établissement et de libre circulation, à l'instar des membres du Marché commun. Il ne s'agirait pas de construire des villes, ce que les Arabes ne permettraient pas, mais d'envisager des villages agricoles. Parallèlement, il serait possible que des dizaines de milliers d'Arabes viennent travailler en Israël pour y gagner plus d'argent [2] [242] que dans leurs propres pays. Mais une telle méthode ne porterait ses fruits que dans un climat de paix, et non dans un contexte de faits accomplis, créé par l'occupation militaire.

Quant à la bande de Gaza elle-même, il faut la rendre. Soit à la Jordanie, soit à un Etat palestinien, s'il s'en crée un, avec, dans tous les cas, un « corridor » vers Gaza dont le traité de paix ferait un port libre. Les Arabes de Gaza pourraient travailler en Israël s'ils le souhaitent, et leur venue quotidienne réduirait l'hostilité entre les parties.

A ceux qui me traitent de rêveur quand j'expose ce projet, je réponds que, si l'on ne croit pas pouvoir réduire un jour l'hostilité des Arabes, mieux vaut liquider tout de suite Israël pour sauver les millions de Juifs qui y vivent. Je suis radical sur ce point : il n'y a aucun espoir pour un Etat juif qui devrait lutter encore cinquante ans contre des ennemis arabes. Quel sera leur nombre dans un demi-siècle ?

Mais je suis sûr que nous pouvons vivre en bonne amitié dans le cadre d'une véritable alliance. Certes, c'est devenu beaucoup plus difficile après trente ans de politique israélienne étroite, repliée sur elle-même, dont la faute incombe essentiellement à Ben Gourion. Pourtant, il est encore temps de convaincre les Arabes que les Juifs leur apporteraient une contribution immense, avec leur savoir, leur expérience technique, leur apprentissage de deux mille ans à travers toute l'Europe. Il n'est pas de grande politique sans grands desseins.

Une large partie de l'opinion publique israélienne et certains des leaders influents maintiennent une théorie selon laquelle le caractère des Arabes ne leur permettra jamais d'accepter de bon gré l'Etat d'Israël parmi eux ; ils justifient cette hypothèse en soulignant l'intolérance des Arabes et leur attitude négative à l'égard de toute minorité. Je rejette complètement cette théorie.

Tout d'abord, parce que, si elle était vraie, il n'y aurait aucun espoir d'avenir pour l'Etat d'Israël : un monde arabe de plus d'une centaine de millions d'habitants finirait [243] forcément par liquider le petit Etat juif si les Arabes n'étaient pas disposés à l'accepter.

Deuxièmement, je nie cette idée qui est fondée sur une conception raciste. Le caractère d'une race ou d'un peuple joue sans doute un rôle important, mais jamais décisif dans son histoire. Dans le conflit entre le racisme et l'environnement (voir Taine et Gobineau), je ne tranche pas, mais je pense que les deux éléments agissent selon les époques avec un poids variable. Pendant l'« âge d'or » de leur domination d'Espagne, par exemple, les Arabes étaient plus tolérants à l'égard des Juifs que le monde chrétien le fut jamais, et le même esprit les caractérisa aussi à d'autres périodes — même en ce qui concerne les chrétiens. Et s'il faut une preuve pour montrer combien il est absurde d'attribuer un caractère immuable à un peuple quelconque, il n'y a qu'à citer l'exemple d'Israël : au cours de deux ou trois générations, les Israéliens sont devenus l'opposé de ce qu'on disait des Juifs pendant deux mille ans de diaspora. Le stéréotype du Juif était un brillant commerçant, mais un mauvais soldat plutôt lâche ; en

Israël, aujourd'hui, c'est exactement le contraire : les Israéliens sont d'excellents combattants, mais des financiers plutôt modestes.

Ce sont les conditions de vie, différentes dans la diaspora et dans un Etat indépendant, qui ont abouti, dans un court laps de temps, à un changement si frappant. Le même phénomène peut se produire chez les Arabes, dès que, libérés des complexes de la domination coloniale, ils auront recouvré le sens de la sécurité et le respect humain.

La condition première de la réussite est, bien sûr, que les Juifs s'adaptent au monde arabe. Prenons par exemple la question du pétrole. A mon avis, les Arabes ont tout à fait raison ; ils ont agi de façon brutale, mais n'oublions pas que le monde capitaliste les exploitait cyniquement. Les gouvernements occidentaux percevaient beaucoup plus de bénéfices sur la revente du pétrole que les Arabes n'en touchaient sur le prix du brut. C'est grâce à l'exploitation du tiers monde que les pays de l'Ouest ont connu une ère de prospérité inouïe. Eh bien, sur ce point précis, Israël

[244] aurait dû prendre le parti des Arabes et non rejoindre le camp de l'Amérique et des exploiters. Sa position sur ce problème a eu un résultat néfaste, puisque les Arabes se sont dit : « Israël constitue décidément un élément étranger. C'est un agent de l'impérialisme que nous devons éliminer. »

La meilleure preuve, pour les Arabes, que l'Etat d'Israël dérangeait leur politique internationale et était donc intolérable, fut constituée par la guerre du Sinaï ; ils n'ont pas admis non seulement l'attaque israélienne qui a déclenché le conflit, mais encore moins la collusion avec les Anglais et les Français qui, pour se venger de Nasser après la nationalisation du canal de Suez, ont utilisé Israël comme un poste d'avant-garde. Je considère cette guerre comme une des fautes majeures de Ben Gourion.

J'ai souvent défendu l'idée d'une confédération du Proche-Orient réunissant tous les Etats, Israël compris. Chaque Etat y serait souverain en ce qui concerne sa politique intérieure, mais, pour la politique étrangère, les Juifs devraient s'adapter aux grandes lignes dessinées par la majorité arabe. J'ai eu des heures et des heures de discussions à ce propos, et j'en ai tiré, la conclusion suivante : ce qui gêne les vrais leaders arabes responsables n'est pas qu'Israël possède la moitié de la Palestine ; en vérité, cela ne les intéresse guère, surtout si l'on accorde un Etat aux Palestiniens. Non, ce qui les trouble, c'est que les Juifs se présentent comme une minorité indépendante dans le monde arabe.

J'étais fort lié avec Dag Hammarskjöld, le secrétaire général des Nations unies, qui avait beaucoup d'amitié pour moi j'appris que j'étais l'une des dix personnes qui l'appelaient par son prénom et avec qui il faisait de même. « Va donc voir Nasser de ma part, lui suggérerai-je un jour, et propose-lui la solution suivante : qu'il reconnaisse Israël, signe la paix, et Israël fera alors partie d'une confédération des Etats du Proche-Orient, incluant non seulement les pays arabes, mais aussi la Turquie. Les Juifs représenteront ainsi une minorité, ce qui signifie qu'ils ne pourront pas mener une politique personnelle.

[245] déterminée par les Américains, les Anglais ou les Français, mais devront s'incliner devant les choix collectifs. Israël devra s'adapter comme, bon gré mal gré, s'adaptent les membres de la C.E.E. »

Hammarskjöld transmit le message et Nasser lui répondit « Ce peut être en effet une solution. Les Arabes se résoudront au partage de la Palestine, car nous disposons de territoires immenses dont la mise en valeur demanderait des siècles. Mais nous n'accepterons jamais qu'Israël divise le monde arabe. Notre projet est de constituer un bloc qui irait du Maroc à l'Irak. Malheureusement, il existe au centre de ce bloc un Etat israélien qui ne se soucie nullement de nos projets. Nous voulons faire une politique non alignée et Israël pratique une politique pro-américaine ; nous voulons faire une politique anti-capitaliste et Israël pratique une politique pro-capitaliste. Nous ne saurions le tolérer. » C'était une très bonne réponse et, un an plus tard, comme je soumettais ma suggestion à Nehru, il en fut si impressionné qu'il modifia son programme de visites et passa par Le Caire pour en reparler à Nasser. « J'en ai déjà discuté avec Hammarskjöld, lui dit le Raïs, et je l'ai chargé de faire savoir à Nahum Goldmann que c'était effectivement une idée valable. Seulement, de quel poids jouit ce M. Goldmann ? C'est Ben Gourion qui décide, pas Goldmann, et jamais nous ne signerons d'accord avec Ben Gourion qui est un homme brutal, un agresseur et un impérialiste ! »

L'un de mes amis est Roger Garaudy, dont j'estime beaucoup le courage et la liberté d'opinion. Invité à prononcer un cycle de conférences à l'université Al-Ahzar du Caire sur les rapports entre le socialisme moderne et la religion, ce qui constitue son sujet préféré, il fut convié à dîner par Nasser et passa quatre heures en conversation avec lui. Garaudy remarqua

que le Raïs était plus familiarisé avec les questions juives et sionistes que certains leaders israéliens eux-mêmes.

« Je désire la paix, lui dit Nasser, car je sais que, de mon vivant au moins, nous ne pourrions pas détruire Israël. Mon grand but est de construire une Egypte moderne et [246] socialiste et d'unifier le monde arabe. Pour y parvenir, il faut résoudre le problème israélien, non en supprimant, mais en acceptant Israël.

— Si vous signez la paix, demanda Garaudy, sera-ce une véritable paix, comportant la liberté de voyages et de communication, des traités de commerce et une coopération ?

Et Nasser, qui ne manquait ni d'humour ni de charme, lui répondit : « Bien entendu; seulement j'aurai un grand souci : chaque dimanche les israéliens viendront par milliers à Port-Saïd, ils videront les magasins et nous devrons reconstituer nos stocks tous les lundis ! »

Mais la réalité actuelle nous éloigne chaque jour de cette solution. J'ai souvent critiqué publiquement la politique économique sioniste. Dès la première heure, le gouvernement de Jérusalem aurait dû faire participer les Arabes d'Israël aux entreprises économiques. On a créé des banques : pourquoi ne pas accorder 30 % des parts aux Arabes? On a créé des grandes industries : pourquoi ne pas les y intéresser? Les Juifs, comme tout le monde, n'aiment pas donner quelque chose pour rien, et c'est un réflexe bien humain. Le slogan « Un travail juif pour créer un Etat juif » a permis de revaloriser les activités agricoles et manuelles en Israël, ce qui est excellent, mais a écarté les Arabes du développement de la Palestine.

Le grand tort des sionistes a été de vouloir accaparer tous les postes de commande. Imaginons pourtant la combinaison du talent financier et commercial des Juifs avec les milliards des Arabes! Le Proche-Orient pourrait devenir une des régions les plus riches du monde. Décidément, nous avons fait fausse route depuis le début et nous n'avons pas assez écouté les mises en garde d'une minorité sioniste clairvoyante (les Buber, les Kalvariski, les Arlosorof, etc.) qui avait pressenti la mauvaise manœuvre. Je répète souvent que, si nous avions investi 20 % de l'énergie que nous avons dépensée pour influencer les gouvernements d'Angleterre, d'Amérique, d'Allemagne et de France, pour influencer plutôt les Arabes, il n'y aurait pas eu de guerre. Mais nous nous sommes dit : « Quelle [247] importance ont ces Bédouins? Mieux vaut convaincre Balfour, Wilson et Roosevelt. » C'est une erreur coûteuse.

— *La plupart des Palestiniens sont réduits aujourd'hui à vivre dans des camps de réfugiés. Les y maintenir ne fournit-il pas actuellement un bon prétexte aux gouvernements arabes pour éluder leurs problèmes intérieurs : sous-développement, disette, surnatalité?*

— Il y a deux réponses à votre question. D'abord, les Arabes exploitent les réfugiés à des fins de propagande anti-israélienne, la chose est claire. Et tant que la paix ne sera pas signée, ils poursuivront cette politique, qui constitue un argument international très convaincant. Ensuite, la plupart des pays arabes ne veulent pas absorber ces réfugiés. Certains en auraient pourtant besoin, comme le Koweït et l'Arabie Saoudite, mais l'Egypte est déjà surpeuplée et la Syrie serait gênée par cette affluence. L'Irak serait la place idéale et, avec une telle main-d'œuvre, ce pays, qui bénéficie du Tigre et de l'Euphrate, pourrait devenir très riche.

Alors que faire ? A partir du moment où la paix sera proclamée, il faudra supprimer les camps. Les Arabes ont sans doute assez d'argent pour le faire, mais je conçois qu'ils ne veuillent pas être les seuls payeurs. On peut donc envisager une sorte d'emprunt international. Les Juifs verseront des millions de dollars pour que ces camps n'existent plus, ce qui constituera d'ailleurs un geste très impressionnant. L'Amérique cotisera pour des centaines de millions et les Allemands m'ont dit qu'ils étaient prêts à y contribuer pour beaucoup.

S'il existe alors un Etat palestinien, il pourra recevoir la majeure partie des réfugiés. J'admets qu'on ne puisse pas laisser rentrer tous les Arabes qui ont quitté Israël. Mais si on leur promet des bases pour installer des infrastructures agricoles et industrielles en Cisjordanie, leur avenir me paraît favorable. Savez-vous que la Cisjordanie est beaucoup plus fertile qu'Israël et que, notamment

[248] grâce à l'eau, l'agriculture y a plus de chances au départ ? Actuellement, les pays arabes utilisent donc les réfugiés pour démontrer la brutalité d'Israël et, tant que durera la guerre, ils empêcheront le reclassement des Palestiniens — d'ailleurs entretenus non par eux, mais grâce aux subsides des Nations unies, notamment des Etats-Unis, de l'Allemagne et de la France. Mais, du jour où la paix entre en vigueur, quel intérêt auront-ils à maintenir trois cent mille

Arabes à Gaza, dans la misère ? En outre, le nouvel Etat palestinien ne manquera pas de demander aux réfugiés de le rejoindre, car les leaders palestiniens sont souvent très intelligents et savent qu'un tel Etat ne pourrait exister sans cet afflux.

— *Quelle que soit la solution pacifique envisagée, elle suppose donc l'existence d'un Etat palestinien indépendant ?*

— Ce n'est pas sûr, mais on peut l'imaginer à partir du moment où Israël évacue la Cisjordanie. C'est d'ailleurs une idée des Américains, qui en parleront dans quelques mois avec l'O.L.P. Ils le font dès aujourd'hui, mais secrètement, car ils craignent l'opinion publique juive. Un des plus hauts fonctionnaires du Département d'Etat américain m'a parlé d'un plan applicable à la Cisjordanie dès que les Israéliens l'auront quittée. On n'y fera pas revenir l'administration jordanienne, mais on y installera une administration transitoire des Nations unies, qui organisera un plébiscite auquel participeront tous les Palestiniens, ceux de Cisjordanie et les autres. L'alternative sera la suivante :

1° Voulez-vous un Etat palestinien souverain ?

2° Voulez-vous une confédération avec la Jordanie, garantissant la pleine autonomie dans les secteurs de l'économie et de la politique intérieure, mais où la politique extérieure, les questions relatives à l'armée et à la sécurité territoriale dépendront d'un centre unique de décision ?

[249]

On peut espérer que la majorité se prononcera en faveur de la confédération, car les Palestiniens comprendront qu'un Etat indépendant serait bien faible, économiquement et militairement, par rapport à celui d'Israël. Mais, dans le cas d'une confédération, je crois qu'Israël devrait suggérer d'y participer pour former l'amorce d'un Marché commun au Proche-Orient, Jordanie-Palestine-Israël.

— *A votre avis, la négociation est donc urgente ?*

— Je n'aime guère les mots « dernière chance » ou « occasion unique », mais, sincèrement, nous vivons un moment décisif de l'histoire juive. Certains de mes amis me disent que, dans cinq ans, aucun Etat du monde arabe ne voudra plus parler à Israël tant leur puissance aura augmenté. Aujourd'hui, il y a une bonne opportunité d'ouvrir les négociations. Pour deux raisons : d'abord parce que les Arabes se sont rendu compte que quatre guerres successives n'ont pas pu avoir raison d'Israël ; ils y parviendraient peut-être dans un demi-siècle, mais on n'établit pas une politique à si long terme. La deuxième raison est que les Arabes sont beaucoup plus intéressés par le développement de leurs propres pays ; leurs richesses actuelles, si imprévues, peuvent être un élément négatif ou positif. Négatif, car il confère aux Arabes une grande influence dans le monde, dont ils déterminent en partie une politique liée au pétrole. Positif, car Israël est comme un os en travers de leur gorge, dont ils souhaitent se débarrasser au plus vite pour mettre leurs territoires en valeur. Je ne fais que répéter ici ce que nombre d'Arabes m'ont dit.

Mais la raison décisive à mes yeux se situe ailleurs : elle réside dans la politique de détente qui intéresse le monde entier. Nous vivons dans un siècle où rien ne se fait sans les deux superpuissances. On peut le déplorer, mais il faut être réaliste. Quand les Israéliens disent : « Qu'on ne se mêle pas de nos affaires ! », ils rêvent. C'est le fort de

[250] mon ami Eban, qui est un expert en philologie, de trouver des formules percutantes et de croire qu'il a résolu le problème ; or, la formule est souvent bonne, mais le problème demeure. Il a ainsi lancé le slogan : « Pas de paix imposée », qui est une illusion. Aucune paix ne tiendra sans l'accord et le respect des intérêts des deux super-grands. Les Arabes voudraient bien suivre l'exemple de Sadate et se débarrasser de la lourde influence soviétique, mais ils dépendent des Russes tant que la guerre durera — tout comme Israël dépend des Américains, encore que le Vietnam ait prouvé que la garantie des Etats-Unis n'est pas toujours suffisante.

— *Vous faites donc totalement abstraction de l'Europe ?*

— Je ne crois pas qu'Israël puisse beaucoup compter sur les Européens. Sur les garanties de l'existence d'Israël, tout le monde est d'accord. Non seulement les Américains iraient jusqu'à la guerre pour en empêcher l'annihilation, mais les Russes ne permettraient pas aux Arabes de l'entreprendre. Giscard d'Estaing a clairement dit : « Nous sommes prêts à garantir formellement l'existence d'Israël. » Il ne reste que quelques extrémistes pour songer à un nouvel holocauste, mais ils ne comptent pas dans le concert des nations.

En revanche, s'il s'agit des positions du gouvernement israélien, tout le monde est contre, sauf les Américains. Les uns totalement, les autres de façon plus nuancée. Mais, entre les Anglais et les Français, par exemple, la différence est minime : à Londres comme à Paris, tout dépend du pétrole et de la puissance financière arabe. Toutes les capitales occidentales sont à genoux devant les Arabes : Wall Street, la Chase Manhattan, la City Bank, les grandes industries sont à leur dévotion. Tenez, un exemple parmi cent autres : on m'a dit qu'Abou Dhabi, qui n'est pas l'émirat le plus riche, a placé à Londres des milliards de livres sterling. Que la Grande-Bretagne fasse

[251] quelque chose qui lui déplaît, il transférera les fonds à Zurich et la livre tombera en chute libre. McCloy, ancien haut-commissaire américain en Allemagne, est l'avocat numéro un des grandes compagnies pétrolières et, voici quelques années, il m'a décrit la vertigineuse montée du pouvoir des fournisseurs de pétrole. J'ai rapporté cette conversation à Golda Meir, mais elle a haussé les épaules :

« Tu te laisses influencer par les juristes ! Tout le monde a du pétrole. C'est de la propagande... »

Israël restera donc isolé tant qu'il n'aura pas conclu la paix. Mais, s'il accepte de restituer les territoires occupés, l'opinion internationale basculera : si les Arabes refusaient alors les négociations, les chancelleries seraient pour Israël, en dépit du pétrole.

Quant à Jérusalem, il est impensable que la vieille ville soit rendue aux Arabes et la cité à nouveau divisée. Je suis convaincu qu'aucune des grandes puissances, y compris l'U.R.S.S., ne conçoit une telle possibilité, et je crois que la plupart des Arabes eux-mêmes ont compris qu'un nouveau partage de Jérusalem serait tout à fait absurde. D'autre part, il est difficile d'imaginer que les Arabes admettront l'annexion juridique de la vieille ville par Israël. Il faudra donc envisager une solution selon laquelle Jérusalem restera administrativement unifiée, tout en faisant de la vieille ville — sacrée pour les trois grandes religions — une entité juridique spéciale. Les lieux saints pourraient constituer une sorte d'enclave neutre, tandis que l'administration et les services publics (gaz, électricité, etc.) seraient regroupés sous l'égide israélienne, avec une autonomie locale aux secteurs arméniens, arabes et autres.

— *Certaines puissances européennes, comme la Hollande, sont cependant restées solidaires des Israéliens...*

— Vous savez, on a beaucoup exagéré à ce sujet. Les Hollandais sont un peuple honnête, sincère et travailleur pour lequel j'ai une grande estime, mais, si les Israéliens

[252] ont monté leur attitude en épingle, c'est surtout parce qu'ils se sentaient très isolés. On a oublié les nuances : les Hollandais ont dit en quelque sorte qu'ils ne permettraient pas aux notaires d'ajouter leurs signatures au bas des actes mentionnant un boycott d'Israël, mais leur ministre des Affaires étrangères a déclaré qu'il était d'accord avec les autres pays d'Europe sur le fait qu'Israël devait restituer les territoires occupés.

La « *realpolitik* » des puissances européennes prend un tour plus poli qu'au temps de De Gaulle, mais elle demeure. Je ne crois pas qu'il y ait un danger réel que les Arabes tentent d'expulser Israël des Nations unies, et ils n'auraient certainement aucune chance qu'une telle proposition soit acceptée par l'Assemblée ou le Conseil de Sécurité, car les Etats-Unis, en tout cas, et peut-être même la France, feraient jouer leur droit de veto. Toujours est-il que, moralement, une telle possibilité est désagréable.

— *Puisque le conflit actuel passe forcément par les Palestiniens, pourquoi n'avez-vous jamais rencontré l'un de leurs chefs ?*

— L'occasion s'en est présentée en 1969. Je prenais des vacances en Italie quand Jean Daniel, directeur de la rédaction du *Nouvel Observateur*, que je connais et estime depuis de

nombreuses années, me téléphona pour me faire part d'une communication émanant du secrétariat d'Hassan II : le roi du Maroc désirait, me voir. Je recueillis l'avis des dirigeants israéliens, et notamment de Moshe Dayan, qui se prononcèrent tous en faveur de l'entrevue. Accompagné de Jean Daniel, je me rendis donc à Rabat où le roi me reçut comme un invité personnel.

Après m'avoir demandé quelle était mon analyse de la situation, Hassan II en vint à l'essentiel : il me dit que le mouvement palestinien gagnait en importance, qu'il connaissait personnellement Yasser Arafat, qu'il le considérait comme un modéré, qu'il était très important que je le voie et que lui, roi du Maroc, était prêt à arranger cette

[253] rencontre à Alger. Il omit de me dire qu'il l'avait en fait déjà arrangée, avec le consentement de Nasser, d'Arafat et de quelques autres leaders arabes — ce dont je fus informé plus tard.

Je répondis au roi que deux raisons majeures m'empêchaient de donner mon assentiment. La première était qu'Arafat pratiquait un terrorisme aveugle, tuant plus souvent des civils israéliens que des militaires. La seconde, que je manquais de bases pour discuter avec un homme qui, réclamant un Etat palestinien unifié, souhaitait donc la liquidation de l'Etat juif. Le roi sourit avant de me dire : « Voyons, monsieur Goldman, me croyez-vous assez naïf pour supposer qu'après cinquante ans d'activités sionistes, vous soyez prêt à négocier la disparition de l'Etat d'Israël ? Si je vous suggère de rencontrer Arafat, c'est que j'ai des raisons de croire qu'il est prêt à admettre le principe de la continuité israélienne. » Je lui demandai alors pourquoi l'entrevue devrait avoir lieu à Alger et non à Rabat où je me trouverais sous sa royale protection. « Je pourrais l'arranger même à Rabat », m'affirma-t-il.

Moshe Dayan était alors ministre de la Défense et je lui téléphonai aussitôt. Il me dit qu'il n'était pas opposé au principe de la rencontre, mais qu'il pensait que le moment n'était pas opportun : quelques mois plus tard, devait éclater le conflit entre l'O.L.P. et Hussein de Jordanie, et Dayan l'avait pressenti : « Je ne sais pas si, dans quelques mois, Arafat sera encore Arafat. Alors, attends un peu et nous aviserons ensuite. » J'informai donc Hassan II de mon refus ; il en parut fort déçu.

— *Si ce genre de propositions échoue, il ne reste plus que la conférence de Genève. En êtes-vous un chaud partisan ?*

— La conférence de Genève est plus un symbole que l'amorce d'un résultat concret, mais ce symbole a un caractère exemplaire ; la conférence cernerait en effet la totalité du problème et réunirait toutes ses parties prenantes,

[254] Palestiniens inclus, du moins quand certaines conditions seraient remplies. Elle permettrait en outre la présence des superpuissances, et j'espère qu'on invitera ensuite les nations européennes, sans lesquelles aucune solution à long terme n'est possible.

Mais entendons-nous bien : une conférence n'a jamais été créative ; elle ne fait que formaliser, de façon solennelle, les résultats obtenus au cours de pourparlers en petits comités et au sein de sous-commissions non officielles. Cette conception correspond d'ailleurs à mon attitude générale en ce qui concerne la prétendue sagesse collective : plus les choses sont collectives, moins il y a de sagesse. La conférence ne saurait donc remplacer les discussions bilatérales Amérique-Israël, Amérique-Egypte, et parfois même qu'elles soient militaires ou non, Egypte-Israël. Quant à la technique pour parvenir à une telle conférence, j'en ai souvent parlé avec Kissinger, et je dois dire que, bien qu'il soit très sensible aux critiques, il a réagi avec beaucoup de bonne grâce.

D'une manière générale, j'ai une grande confiance dans la politique des petits pas. On m'a souvent reproché, au cours de ma carrière, d'être un temporisateur, mais j'attache une extrême importance à la préparation du terrain psychologique. De ce point de vue, la politique des petits pas permet de créer l'ambiance ; on commence par les choses les plus faciles, on construit de petits ponts au-dessus des abîmes qui séparent les adversaires, on les met progressivement dans un état d'esprit plus conciliant. Tout cela est très sensé, mais nécessite d'abord de disposer d'assez de temps. La situation au Proche-Orient a été négligée pendant vingt-cinq ans par des superpuissances qui restaient inactives ou bien pratiquaient une politique par à-coups. Tant par leur faute que par l'obstination des Juifs et des Arabes, on a créé une véritable poudrière qu'il faut désamorcer au plus vite.

Ensuite, la politique des petits pas convient à des peuples plutôt raisonnables, où la

passion et l'émotion ne sont pas des facteurs décisifs. Ce n'est guère le cas pour les Arabes et pour les Juifs, dont l'impatience et la sensibilité

[255] sont similaires. Prenons un exemple vécu : quand il s'est agi d'évacuer les deux cols du Sinaï, l'opinion publique israélienne s'est émue avec autant de démonstrations et d'excitation que s'il avait fallu abandonner tout le Sinaï. Les Juifs ne font pas la différence entre un terrain de dix kilomètres carrés et un de cent mètres carrés.

Jusqu'à ce qu'on parvienne à trouver la solution définitive, l'atmosphère deviendra de plus en plus orageuse, car ceux qui commencent à détester Kissinger le haïront encore davantage au prochain désengagement, qui sera sans doute plus important. Il arrivera ainsi un moment où plus personne ne voudra parler avec lui. C'est pourquoi j'ai dit à Kissinger : « Laissez-vous injurier une fois pour toutes, et ensuite le peuple juif vous tiendra pour un de ses héros parce que vous aurez obtenu la paix. Mais si vous allez pas à pas, vous accumulerez tellement de haines sur vous que vous passerez pour un nouvel Haman » ; et je lui ai cité un proverbe allemand très sage : « Mieux vaut une fin avec une grande peur qu'une grande peur sans fin. » Si Kissinger ne résout pas tout d'un seul coup, il ne résoudra rien tant les intérêts sont multiples et imbriqués. A des Juifs religieux qui s'en tiennent aux promesses de Dieu et veulent Hébron et Bethléem parce qu'il s'agit de villes sacrées, comment voulez-vous expliquer l'importance stratégique de tel ou tel col ? Et quand on aborde le problème de la Cisjordanie, tout s'en mêle : la tradition historique, la peur de commettre un péché mortel, etc.

Je connais une histoire juive, illustrant la situation, qui a beaucoup fait rire Kissinger. La nuit, un Juif est agenouillé dans la rue et cherche quelque chose sous un réverbère. Un autre Juif passe et, comme la Bible recommande d'aider son prochain, se met à genoux et cherche lui aussi. Au bout d'un moment, ne trouvant rien, il demande au premier :

- Qu'avez-vous perdu au juste ?
- Mon portefeuille.
- Et vous êtes certain de l'avoir égaré ici ?
- Pas du tout : je l'ai perdu là-bas, au coin de la rue.
- Alors pourquoi chercher ici ?

[256]

- Parce qu'il y a davantage de lumière !

« Voilà votre technique, ai-je dit à Kissinger : vous cherchez où il y a un peu de lumière, mais l'important, ce sont les grandes zones d'ombre. »

— *Mais cette politique des petits pas ne risque-t-elle pas de caractériser le déroulement de la conférence de Genève, où il faudra examiner et discuter chaque point un à un ?*

— Je me souviens du temps heureux où j'étais étudiant en philosophie. On nous apprenait alors qu'il y avait deux méthodes en logique : la méthode inductive et la méthode déductive. L'induction, c'est la politique des petits pas : on commence par le fait le plus menu et on remonte jusqu'à ce qu'on aboutisse à la solution. La déduction part du grand problème à résoudre. Ce sera le cas de la conférence de Genève qui sera relativement rapide, c'est-à-dire qu'elle durera un ou deux ans.

L'essentiel est d'obliger dès l'ouverture Israéliens et Arabes à prendre deux décisions : les Israéliens doivent s'engager à évacuer les territoires occupés, sauf Jérusalem dont tout le monde s'accorde à reconnaître qu'il s'agit d'un problème à part ; et les Arabes doivent reconnaître formellement l'Etat juif. Quand on aura obtenu ces résultats, le reste suivra.

Du moment où les Israéliens sauront qu'ils doivent restituer les terres conquises, ils cesseront de discuter pendant des mois à propos de chaque colline. Il sera alors temps de trouver comment ils pourront empêcher les Arabes d'utiliser Charm el-Cheik afin d'interdire aux bateaux juifs d'aborder Eilat. Un responsable arabe proche de Nasser, m'a dit un jour : « Je sais que les Israéliens ont peur que nous fassions un truc et que nous armions Charm el-Cheik en secret pour violer la paix et empêcher leurs navires de passer. Eh bien, il y a une solution très simple : que les Israéliens construisent à cet endroit des hôtels où nous participerons de moitié. Au lieu

[257] d'envoyer de vrais maîtres d'hôtel, ils enverront des officiers déguisés qui pourront observer sur place si, oui ou non, nous cherchons à les tromper. » C'est fort caractéristique de la pensée arabe, mais, quand j'ai rapporté cette proposition à Dayan, il ne l'a pas trouvée ridicule.

Autre exemple : le jour où Israël évacuera les hauteurs du Golan, il faudra chercher comment obtenir la démilitarisation permanente de la partie du Golan d'où les Syriens pourraient tirer au canon sur les kibboutzim. Mais, dès que le principe sera accepté, les solutions jailliront. En revanche, si on utilise la méthode inductive des petits pas, le Messie arrivera bien avant la fin du conflit.

Je compte beaucoup sur les superpuissances pour faire accélérer les choses. Sans elles, ni Israël ni les pays arabes ne peuvent exister à la longue. Les superpuissances doivent donc être très fermes et dire : « Nous ne pouvons pas risquer la paix mondiale et affronter le danger d'une guerre atomique à cause de vos querelles. » Même l'avenir d'Israël ne dépend pas de Charm el-Cheik, ni celui des Arabes de l'existence d'un Etat juif. Il existe sur terre des problèmes autrement difficiles et importants

— *Certains reprochent à la conférence de Genève de revêtir un caractère public, alors que la politique des petits pas permet des contacts plus discrets...*

— Excusez-moi, mais c'est un pauvre argument de journaliste. Seule la conférence solennelle est publique, elle n'empêche pas les discussions plus intimes. Quant à la discrétion de la politique des petits pas, laissez-moi rire : on sait tout ce qui se passe, on connaît même des accords secrets avant qu'ils soient consignés sur le papier. Non, si les partisans du huis clos adressent ce reproche à la conférence de Genève, c'est qu'ils en ont peur, parce que, là, on leur posera les vraies questions : « Veux-tu la paix ou ne veux-tu pas la paix? », « Acceptes-tu d'évacuer ou non? » Les Arabes et les Israéliens craignent d'être mis au pied du mur.
[258]

— *D'autres adversaires de la conférence laissent entendre que la présence des Palestiniens pourrait durcir la position des Arabes.*

— Ce sont bien des raisonnements de petits diplomates. De quoi dépend la participation des Palestiniens ? D'abord de l'abandon de l'idée d'un Etat binational unifié dans lequel il n'y aurait plus place pour Israël ; aujourd'hui, la majorité d'entre eux comprennent que ce concept est irréaliste, même s'ils hésitent à le dire pour éviter des scissions dans leurs mouvements. Ensuite, si Israël n'accepte pas un Etat palestinien, on voit mal la raison pour laquelle les Palestiniens accepteraient un Etat israélien.

Quand ces deux points seront réglés, et qu'ils cesseront leurs actions terroristes, les Palestiniens pourront siéger à Genève. Remarquez comme ils ont diminué leur terrorisme en dehors d'Israël : ils veulent devenir responsables et être reconnus par tout le monde. En revanche, ils concentreront leur terrorisme sur le territoire israélien tant qu'Israël ne sera pas prêt à négocier. Mais, si les Palestiniens eux-mêmes reconnaissent Israël, comment les autres Arabes pourraient-ils se permettre d'être plus extrémistes?

Il y a un dernier argument qu'il ne faut pas trop prendre en considération : la Libye, l'Irak et sans doute l'Algérie ne participeront pas à la conférence. Ce n'est pas important, car il ne s'agit pas de voisins d'Israël. Ni Kadhafi, ni Assad, ni Boumediene ne peuvent faire directement la guerre. Il suffit donc que le Liban, la Jordanie, l'Egypte, la Syrie et les Palestiniens se retrouvent à Genève avec Israël. Jamais le danger n'a été aussi grave, mais jamais je n'ai eu une telle confiance en une possibilité de paix. Il est vrai que je suis un incorrigible optimiste...
[259]

— *Vous allez au-devant de ma dernière question concernant l'avenir du peuple juif, j'allais vous demander d'élaborer deux scénarios l'un pessimiste, l'autre optimiste.*

— Je suis enclin à croire au scénario optimiste, tant par conviction rationnelle que par une foi inébranlable, mais il est impossible d'éliminer l'hypothèse d'un scénario pessimiste. Je veux donc commencer par celui-ci.

En fait, la probabilité d'une évolution négative est plus grande au siècle actuel qu'à toute autre époque de l'histoire juive. C'est un des paradoxes du destin juif qu'au XX^e siècle, alors que les Juifs de la diaspora ont obtenu presque partout l'égalité des droits et jouissent d'une position économique, politique et culturelle favorable, comme presque jamais auparavant, et tant

qu'existe l'Etat souverain d'Israël, leur avenir soit plus menacé qu'à aucune autre époque. La raison en est que c'est toujours le front intérieur qui décide finalement du destin d'un peuple et, bien que le front extérieur juif semble actuellement plus solide que jamais (ou peut-être à cause de cela même), le front intérieur est plus faible. L'égalité des droits, avec la conséquence d'une assimilation grandissante, et la concentration de millions de Juifs dans un Etat à eux, menacés de destruction par les Arabes, rend donc le scénario pessimiste plus crédible que par le passé.

Cette prévision pessimiste est fondée sur l'idée qu'il n'y aura pas de paix définitive avec le monde arabe. Je suis personnellement d'un autre avis, mais un grand nombre d'Israéliens, et beaucoup de Juifs et non-Juifs de par le monde, désespèrent d'aboutir jamais à un accord de paix. S'ils ont raison, voici comment les choses évolueront.

Premièrement, Israël devra concentrer ses plus gros efforts — militaires, financiers, économiques, sociaux et même spirituels — sur sa défense pour rester plus fort que les Arabes — ce qui, à mon avis, est presque impossible à longue échéance. Les conséquences de cette nécessité absolue, dont dépendent la vie et la mort d'Israël, [260] seront un isolement politique croissant dans le monde et une dépendance de plus en plus totale des Etats-Unis ; bien entendu, il est difficile de prévoir combien de temps les Américains seront prêts à risquer une conflagration mondiale à cause d'Israël.

Deuxièmement, il sera impossible au sionisme de remplir sa tâche essentielle, de faire de l'Etat souverain un centre spirituel pour le peuple juif dans le monde entier, pour maintenir l'identité juive de la majeure partie de la jeune génération et pour garantir la solidarité de la diaspora avec Israël.

Israël étant concentré sur sa défense, l'Etat ne pourra pas constituer une source d'inspiration nouvelle, et cela aboutira à un affaiblissement de la spiritualité juive de la diaspora. En revanche, une petite minorité (des symptômes se font déjà sentir aujourd'hui) manifestera des sentiments religieux plus fanatiques et plus rigides, dirigés contre le *statu quo* juif et, partiellement même, contre l'Etat d'Israël.

Même si l'on ne croit pas que le terme d'un tel scénario soit la disparition du peuple juif, son avenir serait alors celui d'une petite secte, sans aucune influence sur la culture mondiale, se réfugiant pour ainsi dire dans un coin de la vie internationale, en priant pour le salut apporté par le Messie.

Peut-être suis-je influencé par ce que les Américains appellent le *wishful thinking* (soit prendre ses souhaits pour la réalité), mais la base essentielle de mon scénario optimiste est une paix prochaine avec le monde arabe, non seulement dans un sens formel et juridique, mais comme le commencement d'une véritable acceptation de l'Etat d'Israël par ses voisins, comme le début d'une coopération entre Israéliens et Arabes, inaugurant une ère de renaissance au Proche-Orient. Il ne faut jamais oublier que la civilisation moderne trouve ses origines en Egypte et en Babylonie ; on suppose que le paradis terrestre, dont Adam et Eve ont été expulsés, était en Mésopotamie ; et non seulement dans l'Antiquité, mais même au début du Moyen Age, le Proche-Orient était l'un

[261] des centres culturels, économiques et politiques du monde. Le réveil du nationalisme arabe, la richesse et l'importance croissante de ces nations sont autant de raisons supplémentaires de croire à une période de renaissance de cette région vitale. Si la paix est établie, Israël pourra participer à cette renaissance avec les Arabes.

Je ne veux qu'exposer très brièvement les trois grandes synthèses qu'Israël devra accomplir pour réaliser ses tâches fondamentales. La première doit être la synthèse de la culture israélienne actuelle avec la culture créée pendant deux mille ans de dispersion juive [1], qui ont beaucoup de ressemblance et bien des contradictions, et qui devront trouver en Israël une symbiose finale. La deuxième sera une synthèse de la création culturelle des Israéliens et de la contribution culturelle des Juifs de la diaspora ; grâce à une telle synthèse, Israël deviendra la source d'inspiration du judaïsme actuel et évitera le danger d'un certain provincialisme israélien : par le truchement des communautés juives de la diaspora, tous les grands courants de la culture mondiale d'aujourd'hui et de demain pourront s'intégrer dans une culture spécifiquement israélienne. Enfin, Israël sera le grand agent de liaison entre la culture mondiale, d'une part, et la nouvelle culture du Proche-Orient, de l'autre ; cela constituera peut-être, historiquement, la plus importante contribution culturelle de l'Etat d'Israël.

[262]

[263]

Table des matières

1. Portrait d'un Juif errant	19
2. Le Congrès sur la brèche	51
3. La volonté d'être juif	81
4. La création d'Israël	109
5. « Moi, chancelier Adenauer... »	147
6. Les oncles d'Amérique	177
7. La faucille, le marteau et l'étoile	199
8. Les dédales du Vatican	219
9. Genève ou l'espoir	237

[264]

Auteurs et ouvrages cités

Cervantès, *Don Quichotte* — 135
Disraéli — 17
Encyclopaedia Judaica— voir A.I.D. — 36
Le Bon, *Psychologie des foules*, — 139
Fulbright, *L'Arrogance du pouvoir*. — 132
Goldmann, *Autobiographie*— 112
Goldmann, *Où va Israël?*, Calmann-Lévy, 1975 —
Herzl, *L'Etat juif* — 109,
Kissinger, *Metternich* — 192
Lanzmann, Claude, *Pourquoi Israël* — 94
Platon — 135

Index des noms et des choses

A.I.D., organisation de l'Etat américain, l'qui prête de l'argent aux pays pauvres, sur vingt ans, avec un taux d'intérêt de 2 %, et sont remboursables en dollars. Seule condition : une grande institution bancaire ou un gouvernement doit se porter garant. Fit un prêt à Nanum Goldmann et ses associés pour la publication de *l'Encyclopaedia Judaica* que les juifs américains ne voulurent pas financer. Grâce au président Lyndon B. Johnson qui avait pour ami un Juif polonais du nom de Novy. — 36

Abs, Hermann 157

Acheson, Dean 47 (ministre américain que NG « retourna ») 112, 118, 134,

Adenauer, Konrad 92, 146-150

Adler 128

Agence juive 147

ahadhaamisme 110 (tant qu'Israël n'adoptera pas l'ahadhaamisme en faisant de l'Etat un centre spirituel, le sionisme ne remplira pas sa mission historique)

Algérie, décret sur les Juifs d' 77

allégeance, double 103

Allemagne 94 (réparations), 190 (quand elle comptait les six millions de chômeurs sans lesquels Hitler ne serait jamais devenu Hitler),

Alliance Israélite universelle, créée en 1860 à Paris par de grandes personnalités juives françaises comme Adolphe Crémieux 52, 54 (contre le CJM)

Allon, Ygal 120

Altmaier, Jacob 150

Amalrik 209

American Jewish Committee 53, 54,

Anglais, Angleterre 112 (Souvenez-vous qu'en 1937, les Anglais nous avaient offert un petit territoire autonome en Palestine. Si nous avions accepté alors, nous aurions sauvé des centaines de milliers de Juifs. On pourra épiloguer longuement sur le « crime » sioniste qui consista à hésiter pendant un an avant d'accepter ce petit morceau de Palestine : quand nous l'acceptâmes enfin, les Anglais avaient déjà retiré leur offre)

Anglo-Jewish Association 55 (groupe alors assimilateur bien qu'aujourd'hui devenu pro-Israélien)

Arabes 114,

Arlosorof 246

Attlee, chef du gouvernement britannique 112,

Auschwitz 60, 111 (« je ne suis pas certain que sans Auschwitz, l'Etat juif existerait aujourd'hui »).

Babylone 99

Bacchi, statisticien israélien 240

Balfour 111

Barou, Noah 150

Barthou, Louis 56 (A l'occasion de la création de cette section française [du C.J.M.)... alors ministre des Affaires étrangères nous envoya un télégramme de félicitations)

Beck, Joseph 185

Begin, chef de l'organisation terroriste Irgoun, futur premier ministre d'Israël et prix Nobel de la paix 49,128

Belz 97

Bentwich, Norman 177

Benès, Edouard, président de la Tchécoslovaquie 58, 113,

Berlin, Isaiah, professeur à Oxford, plusieurs années attaché à l'ambassade britannique de Washington 187

Bevan, Aneurin 114,

Bevin, Ernest ministre des Affaires étrangères britanniques dans le gouvernement Attlee 112, 114 (un homme d'une rare ignorance. Sa forte personnalité lui tenait lieu de culture),

Birobidjan, territoire autonome offert par l'U.R.S.S. aux Juifs le 201

Bismarck 192 (et Kissinger)

Blankenhorn, Herbert 147

Blaustein, Jacob, grand pétrolier notoirement antisioniste, devint pro-sioniste 48

Blumenfeld Kurt, leader incontesté du mouvement sioniste allemand 54, 74

Blum, Léon 17

Boehm, Franz 155

Bonnet, Georges, ministre français des affaires étrangères 188,

Board of Deputies of British Jews 54

Brand, Joel 180 (dix mille camions)

Brandt, Willy 174

Brejnev 203

bourse 98,

Buber, Martin 95, 215

Bund 54 (organisation socialiste juive polonaise), 246

Bundestag 150

caraites 51 (en Egypte)

Carol, roi de Roumanie, 58

Cecil, lord Robert 178
 C.J.M, section française 56 (comprenant des personnalités aussi importantes que le poète français Edmond Fleg, Léonce Bernheim, qui fut tué par les Allemands, et l'éditeur de journaux Charles Bollag, qui bénéficiait de relations privilégiées avec tous les ministres... A l'occasion de la création de cette section française, Louis Barthou, alors ministre des Affaires étrangères nous envoya un télégramme de félicitations), 139, 147
 Cassin, René 52 (ancien président de l'Alliance Israélite universelle)
 catholicisme 218 (je considère généralement le catholicisme avec plus de compréhension que le protestantisme)
 Ceausescu, Nicolae 202 (un véritable homme d'Etat)
 Chagall 96
 Chamberlain 188, 190
 Charm el-Cheik 141
 Chine 203
 christianisme 218
 Churchill 135, 137
 civilisation 97, 131 (mort de toute la),
 Claims Conference (Conference on Jewish Material Claims against Germany »), 91, 152
 Comité des délégations juives 53 (Dès la Première Guerre mondiale, des sionistes et d'autres représentants des communautés avaient lancé l'idée de droits nationaux pour les minorités juives d'Europe orientale [2]; il s'agissait donc d'inclure un statut des minorités dans les documents fixant les frontières de la Pologne, de la Tchécoslovaquie, de la Roumanie, etc., qui accédaient à l'indépendance grâce aux traités de Versailles. Nous créâmes alors à Paris le « Comité des délégations juives »)
 Conférence de la Paix qui se tenait à Paris, 1946 — 114
 conférence à Baltimore 149
 Conseil mondial des églises [protestantes] 231
 Consistoire Israélite de France 54 (contre le C.J.M)
 Crémieux, Adolphe 52 (co-fondateur de l'Alliance Israélite universelle), 77
 Daladier 135
 Damas, affaire de 77
 Dayan 126, 240
 De Gaulle 132, 191
 démocratie 130, 137 (Je ne crois pas que la démocratie parlementaire, telle qu'elle existe aujourd'hui, durera bien longtemps), (, mais comment demander à un paysan du Milwaukee de penser à autre chose qu'au prix du blé ?), 155, 192
 (Maintenant que la génération des grands hommes d'Etat — celle des Wilson, des Lloyd George, des Balfour, des Churchill [1] [2]— s'est éteinte, l'Europe et l'Amérique sont généralement dirigées par des hommes médiocres),
 désir de pouvoir 128 (plus fort que le désir sexuel, selon Adler.. Pour moi... une des tentations les plus dangereuses et les plus diaboliques qui soient)
 désir sexuel 128
 Deutsche Bank 157
 Disraëli 71 (juif d'origine, baptisé tout enfant, qui fut le véritable créateur de l'Empire britannique du XIXe siècle, admettait avec quelque grandeur que le problème juif existait pour lui, et il le manifesta dans ses romans et dans ses actes),
 dominicains 227
 Dostoïevsky, dostoïevskien 17
 double allégeance 17 (les grands hommes d'État juifs agissant, après l'émancipation, au sein d'autres peuples. Même s'ils ne veulent pas l'admettre, il subsiste toujours en eux une question de double allégeance), 103
 Easterman, Alex, ancien journaliste anglais, directeur politique du C.J.M. 63
 Einstein 187 (sur Roosevelt)
Encyclopaedia Judaica que— voir A.I.D. — 36
 enluminure 96 (Arabes aient dépassé les Juifs dans cet art)
 Erlander, Tage 185
 Eshkol, Levi 126, 127
 Etat, l' 131 (De notre temps, l'Etat est devenu l'idéal absolu), 132, 133
 Etats Unis d'Amérique, outil principal des organisations juives mondiales 61, 65 (Bolivie),
 Etat binational 112 (A mon avis, si nous avions un jour une galerie des bustes en Israël, la première statue devrait être celle du mufti Hadj el-Hussein et la deuxième celle de Bevin [1]. En effet, si le mufti avait accepté l'idée d'un Etat binational, c'en était fait de l'Etat juif)
 Feldmann 205
 Flandin 190
Foreign Affairs 104,
Frankfurter Zeitung, quotidien fondé par un juif 25
 franciscains 227
 Fromm, Erich 220
 Garaudy, Roger 245 (L'un de mes amis est Roger Garaudy, dont j'estime beaucoup le courage et la liberté d'opinion),
 George, Lloyd 111
 Giscard 132
 Glickson, Moshe le fondateur de *Haaretz*, plus grand quotidien Israélien, 24
 Gobineau 243,
 Goethe 173 (« L'homme d'action doit être aveugle. »)
 Goga, Octavian, l'historien et poète, leader d'une organisation fasciste appelée la « Main de fer », 58
 Golan 141
 goldmanniste 122
 Gourion, Ben, 112, 115, 116 (Une promesse de lui ne valait rien du tout. Il n'hésitait pas à promettre une chose et ensuite à faire le contraire. Il était tout à fait dénué de scrupules), 132, 151

Gromyko 113, 201,
 Grossmann 100,
 guerre des Six Jours 127
 guerre du Kippour 1226
 guerre mondiale atomique 131
 Grünbaum, Yitzhak 141
Haaretz plus grand quotidien Israélien 24
 Habima, théâtre national d'Israël 201
 Habsbourg 223
 Hadj el-Husseïn, mufti de Jérusalem 112
 haine 113 (Comme on dit en hébreu ; , « qu'une chose arrive par amour de Mardochée ou par haine de Haman, l'essentiel est qu'elle arrive »)
 Hallstein, Walter 149
 Hamarskjöld, Dag 210, 244
 hassidisme 52
 Hegel 104, 132
 Heidelberg 220
 Hérout 128
 Herzl, Théodore 75, 95,
 herzlisme, herzliste 110 (contraire d'ahaadamisme)
 histoire, bonne méthode de la 187 (Roosevelt)
 Hitler 104, 132, 190 (l'Allemagne quand elle comptait les six millions de chômeurs sans lesquels Hitler ne serait jamais devenu Hitler),
 Hoesch, ambassadeur allemand à Londres 60
 holocauste 94,
 homme d'Etat 121 (il m'est souvent apparu que chez les hommes d'Etat, le caractère l'emporte sur l'intelligence)
 Honecker, Erich 164
 Hull, Cordell, secrétaire d'Etat américain 181
 Ibn Séoud 44,
 Innitzer, cardinal de Vienne 224
 Institut des Affaires juives 147
 Irgoun, organisation terroriste, dont l'un des chefs fut Begin, futur premier ministre d'Israël et prix Nobel de la paix 49
 Israël, Etat d' 115 (proclamation de le 14 mai 1948)
 Israéliens 72 (ont cette grande faiblesse de penser que le monde entier tourne autour d'eux), 73 (Ils trouvent que la moindre chose est terriblement importante et ils en sont malades. L'ulcère à l'estomac est une maladie typiquement juive. Ils sont toujours irrités, excités, passionnés ; leurs discussions sont toujours exagérées)
 Jabotinsky, Vladimir 141, 142
 Jackson, Robert juge à la Cour suprême américaine 149
 Jansen, général des Jésuites 227
 Jarring 127 (les Israéliens ont saboté la mission Rogers tout comme ils sont venus à bout de la mission Jarring)
Jewish Chronicle 95
 Jefferson 130
 jésuites 227
 Johnson, président des Etats Unis 130 (un névrotique)
 Joint Distribution Committee 181
 Josephtal, Giora 117, 155
 judaïsme
 Juifs 67 (La vie juive est composée de deux éléments : ramasser de l'argent et protester), 95 (étaient un peuple du désert), 98 (On m'a dit un jour : « Les Juifs sont les plus grands spéculateurs du monde. Ils courent toujours s'établir là où se crée le centre de la civilisation. Quand le centre était au Proche-Orient, ils étaient en Palestine, puis à Babylone, ensuite à Alexandrie. Quand les Romains ont conquis le Proche-Orient, ils allèrent en Europe, à Rome, en Rhénanie. Aujourd'hui que le Proche-Orient redevient un centre important, les voilà de retour. Ils sont toujours là où se situent les grandes valeurs boursières de l'histoire. »), 142 (Goldmann : « Les Juifs sont un peuple qu'il faut admirer mais qu'il est difficile d'aimer »)
 Kalvariski 246
 Katz, Karl 94
 Kissinger, Henry 17, 190
 Pierre Mendès France 17
 Kossyguine 203
 Kovner, Abba 95
 Kreisky, Bruno 17, 167
 Küster, Otto 155
 La Haye 155,
 Lanzmann, Claude 94,
 Lavon 116,
 Leibel, père spécialiste de la Bible, professeur à l'université de Georgiana et fort influent au Vatican 225
 Lénine 128
 Levi Eshkol 101
 Lessing 140 (« Le chemin qui mène à la vérité est plus créateur que la vérité elle-même. »),
 ligne Bar Lev 241,
 Longo 216
 loyauté 104 (ce qu'il y a de plus grand chez un homme),
 Main de fer, organisation fasciste roumaine, dirigée par l'historien et poète Octavian Goga 58

manuscrits de la mer Morte 31
 Mapaï, le parti socialiste israélien 117, 138
 Massada, complexe de 105, 106 (un phénomène absolument antijuif),
 McCarthy 104
 Marshall, Louis 54,
 Meir, Golda 101, 125
 Memorial Foundation 91
 Mendès France, Pierre 17
 Menuhin, Yehudi 96
 Messie, messianique 78, 128,
 Metternich 136, 192 (Kissinger et)
 Misrahi, mouvement religieux sioniste 25
 mission historique d'Israël 110
 mission Jarring — voir Jarring —127
 mission Rogers — voir Rogers —127
 Modigliani 96
 Moïse 16 (malédiction prononcée à l'encontre du peuple après l'incident du veau d'or)
 Montefiore, Moses 55 (président de l'Anglo-Jewish Association, groupe alors assimilateur), 77
 Motzkin, Léon, président du Comité des délégations juives 54
 Mouvement sioniste mondial 117,
 mufti Hadj el-Hussein 112 (A mon avis, si nous avons un jour une galerie des bustes en Israël, la première statue devrait être celle du mufti Hadj el-Hussein et la deuxième celle de Bevin [1]. En effet, si le mufti avait accepté l'idée d'un Etat binational, c'en était fait de l'Etat juif)
 Moyne, lord 181
 Nasser 119, 120
 Nehru 245,
 Nixon 127, 130 (un criminel)
 obligation morale 186 (des Suédois)
 Oistrakh, David 96
 Organisation sioniste 109, 139
 Pacelli, secrétaire d'Etat au Vatican 225
 paix 89 (Le jour où il y aura la paix, le mouvement gauchiste, sans aucun doute, sera très fort en Israël et il sera anti-orthodoxe. Eclatera alors un grand conflit culturel que, tout comme Ben Gourion, je veux éviter en ce moment)
 parti libéral 128
 peuple élu 237 (je ne suis pas un fanatique et je n'aime pas parler du peuple élu)
 Pissarro 96
 Podgorny 203
 pogrom 96,
 politiciens, les petits 136 (croient être malins en trompant tout le monde, mais leur réputation de menteur est vite établie)
 Pompidou 132
 Prinz, rabbin 104
 proclamation de l'Etat d'Israël le 14 mai 1948 — 115,
 propagande 79, 943 (Israël a dépensé beaucoup d'argent dans le cinéma, mais pour de mauvais films, trop propagandistes).
 Proskauer, Joseph. juge, président de l'American Jewish Committee, ex-collègue de Patterson et son ami intime. De lui, je savais seulement qu'il était une des grandes figures du parti démocrate, et aussi qu'il était fort lié au très influent cardinal Spellmann — 47
 protestantisme 218 (je considère généralement le catholicisme avec plus de compréhension que le protestantisme)
 psychanalyse 128 (j'ai des doutes sur la psychanalyse, je déteste qu'on fouille dans les pensées intimes, conscientes ou non),
 psychologie 120 (quand j'étais à Heidelberg, j'ai suivi des cours de psychologie, puis je les ai abandonnés, convaincu qu'ils ne servaient à rien car, crois-en mon expérience, chacun juge autrui en fonction de lui-même),
 Raab, chancelier autrichien 165
 Rabin 101, 105 (qui pratiquait une politique regrettable lorsqu'il était ambassadeur à Washington)
 race 95 (et environnement), 240 (La race sémite est très entêtée et n'oublie rien), 243,
 Rachi 188
 Radio-Monte-Carlo 93
 Renan 95
 réparations allemandes 94, 118, 136, 142, 146, 152 (Sans les réparations allemandes, qui ont commencé à intervenir au cours des dix premières années d'existence de l'Etat, Israël n'aurait pas la moitié de son infrastructure actuelle : tous les trains en Israël sont allemands, les bateaux sont allemands, ainsi que l'électricité, une grande part de l'industrie..., sans même parler des pensions individuelles versées aux survivants),
 Reading, lord, juif, gouverneur général des Indes et l'un des plus brillants juristes anglais de l'époque 195,
 Rijk, père 233
 Riegner, Gerhart 189
 Robinson, Jacob et Nehemiah 147
 Rogers 127 (les Israéliens ont saboté la mission Rogers tout comme ils sont venus à bout de la mission Jarring)
 Romains 96,
 Roosevelt, Franklin Delano 43,178 (Un peu plus tard, en 1938, Roosevelt convoqua une nouvelle conférence, à Evian, pour se donner les apparences d'un allié actif des Juifs)
 Roosevelt, Mme Eleonore 215
 Rosen, grand rabbin, membre du Parlement roumain 202

Rosenblueth, Martin 158
 Rosenman, Sam 189
 Rubinstein 96,
 Rusk, Dean 43
 Russel, Bertrand 215
 Sakharov 209
 Sapir, Pinhas 152
 Silver, Abba Hillel 136, 210
 Sharett, Moshe 151
 Shinnar, Felix 155
 Sinaï 102 (guerre du)
 sionisme 109 (Herzl : « Le problème du sionisme est celui des moyens de transport : il y a un peuple sans terre et une terre sans peuple. »)
 Soljénitsyne 209
 Soloveitchik, rabbin Joseph, le plus grand talmudiste du monde 231
 Sprinzak, Joseph, leader du Mapaï, ensuite premier président du parlement israélien 138
 Stern, Isaac 96
 Sacerdote, grand rabbin de Rome, membre de l'exécutif du C.J.M 59
 Sages de Sion 54 (Dans le reste de l'Europe occidentale, ce fut très difficile. En France, l'Alliance Israélite et le Consistoire Israélite de France étaient contre [le CJM]. Leur argument était que le principe d'un peuple juif réuni accrédi-terait le mythe des « Sages de Sion » et risquerait de susciter l'antisémitisme)
 Sakharov 139
 Sapir, Pinhas 125
 Schaeffer, Fritz 153
 Schmidt, Helmut 173
 sémite 240 (La race sémite est très entêtée et n'oublie rien),
 Schweitzer, Albert 215
 Sharett, Moshe 73, 113, 124
 Schopenhauer 55 (parle de « l'optimisme maudit des Juifs »),
 Silver, rabbin 77 (le plus grand adversaire sioniste que j'aie jamais eu)
 Société des Nations 58,
 Spellmann, cardinal très influent 47
 Stettinius, secrétaire d'Etat adjoint 180
 Storch, Hillel 185
 Suède 185
 Taine 95, 243
 Talleyrand 136
 Talmud de Babylonie 184 (joua un rôle beaucoup plus important dans la vie juive que le Talmud de Jérusalem)
 Tisserant, cardinal 222 (connaissait une quinzaine de langues dont l'hébreu, était ouvertement pro-Juif et pro-sioniste)
 Tito 203
 tribunal de Nuremberg 147
 Truman 12, 118,
 Tucholsky 16
 U.R.S.S. 139
 Vatican 103
 vérité 140 (Lessing : « Le chemin qui mène à la vérité est plus créateur que la vérité elle-même. »),
 Versailles, traité de 56,
 vertu 173 (car on paie aussi bien pour ses vertus que pour ses vices-
 Tel-Aviv 94 (un musée historique de la diaspora sur le campus de l'université)
 Volozkine 97
 Waldeck Rochet 216
 Wedgewood 113,
 Weimar, république de 186
 Weininger 16
 Weizmann, Chaïm 13, 115 (élu à la présidence de l'Etat d'Israël le 16 février 1949/1955), 142
 Wiszniewski 139,
 Wilson 111
 Winterton, lord
 Wise, Stephen 93, 112, 145
 Yad Vashem 174
 Yamit, ville dans le Sinaï 240
 Zangwill. Israël 140
 Zentrum 167

Index hébraïque

am — peuple 81
chtadlanim 53, 77,
goyim —les non juifs 84

guer —converti 83
Netzah Israel lo yichaker (L'éternité d'Israël ne se démentira pas) 97
oumma — nation 81
Schoulhan Arouh, le recueil des lois et des prescriptions juives 84
yevseksya 205
yiddishé mammé 126

Commentaires

16/1 Le malheur du peuple juif d'aujourd'hui est peut-être qu'il ne produit plus de Moïse et plus de prophètes. Il semble que le judaïsme talmudique, très différent du judaïsme du temps de Jésus, n'ait plus de place pour les prophètes.

17/1 S'il subsiste toujours, pour les «grands hommes d'État juifs agissant, après l'émancipation, au sein d'autres peuples [...] Même s'ils ne veulent pas l'admettre, il toujours en eux une question de double allégeance », pourquoi cette question ne subsisterait-elle pas aussi, voire encore beaucoup plus, chez les peuples parmi lesquels de tels hommes d'Etat agissent ?

53/1 Autant que je me souvienne, certains ont reproché au CJM de n'avoir rien dit sur l'holocauste pendant toute la guerre

53/2 C'est surtout pour défendre les minorités allemandes que Hitler, après une longue patience, avait envahi la Tchécoslovaquie, avec le consentement des démocraties, notamment la France et la Grande-Bretagne. Ces minorités faisaient partie de l'ex-empire autrichien et avaient été attribuées par les Alliés, après 1918, à une nouvelle démocratie, la Tchécoslovaquie, où les Allemands furent en minorité, et fort mal traitées. Comme d'ailleurs en Pologne.

54/1 Vérifier dans le Hoggan si la minorité allemande avait eu les mêmes droits.

57/1 C'est bien la première fois que NG dit qu'il avait vécu en France

60/1 Le gouvernement Beck avait pris bien plus tôt que Hitler des mesures bien plus sévères contre les juifs sans que jamais NG ne semble s'être intéressé à leur sort.

66/1 Dans l'introduction à son livre sur le totalitarisme, Hannah Arendt s'élève contre l'histoire pleurnicharde, ou larmoyante des juifs, et rappelle qu'au moyen-âge ils jouissaient dans beaucoup de pays d'Europe des privilèges de la noblesse : droit de se déplacer librement, droit de porter des armes et propres tribunaux

66/2 Ce qui fait que si Auschwitz n'avait pas été vrai, il eût fallu l'inventer

79/1 Attitude typique de personnes qui pensent que l'image de marque dépend beaucoup plus de ce qu'on dit de soi-même que du comportement qu'on montre aux autres. Attitude tout à fait différente du judaïsme qui enseigne aux enfants que la réputation due au comportement a une importance énorme

85/1 Une association de mots qui a beaucoup d'un oxymoron. Quelque 60% des gens même dans les pays occidentaux hautement matraqués par les mass-media estimaient au début du 3^e millénaire que l'Etat d'Israël était la principale menace pour la paix dans le monde

90/1 NG connaît bien l'histoire du peuple juif. La guerre civile est une constante dans cette histoire. C'est à cause de la haine que des juifs se portaient les uns envers d'autres que les Romains intervinrent, ce qui entraîna la destruction du temple par Titus en 70 après J.C.

99/1 Terrible vérité, exprimée de manière euphémistique; cela signifie que sans le lobby juif aux Etats Unis, prêt à utiliser tous les moyens imaginables pour contrôler ce grand et puissant pays, Israël disparaîtrait. En fait sans l'aide occidentale, principalement américaine, mais pas uniquement, Israël ne pourrait même pas équilibrer son budget civil. Une vérité qui devrait rabattre quelque peu l'arrogance de certains dirigeants israéliens.

99/2 Une sagesse que l'Amérique, gouvernée par le lobby sioniste, n'a pas été capable de copier. Voir L'Irak. D'ailleurs quand les grandes puissances d'aujourd'hui s'introduisent dans un pays, ils y créent un tel chaos qu'il faudra plusieurs générations pour s'en remettre. Voir l'Afghanistan sous la botte russe, et ensuite sous la botte américaine. Voir aussi l'Irak. Les Romains auraient laissé Saddam Hussein au pouvoir.

112/1 Et aucune à Hitler ? Sans Auschwitz, dit NG, peut-être n'y aurait-il pas eu d'Etat d'Israël

123/1 Quand on lit les livres de NG, on constate qu'il n'a d'admiration que pour les dirigeants imposant leurs points de vue. La méthode de NG consistait à faire peur à des chefs de gouvernement qui ensuite imposaient leur décision à leurs ministres qui avaient peur de leur chef. Cela correspond bien à l'aphorisme de Nietzsche disant que le suffrage universel amenait des faibles et des paresseux au pouvoir. Les élus du suffrage universel cèdent rapidement quand

ils ont l'impression que leur pouvoir est en danger, mais imposent leur volonté à de plus faibles qui vivent dans la même crainte. On peut dire que pratiquement tous les chefs de gouvernements ou d'Etat que NG est arrivé à manipuler étaient de tels faibles. NG a retiré un grand prestige de ses résultats qui sont, en fait, dûs bien moins à son intelligence et à sa ruse qu'à la faiblesse des démocrates. Si les musulmans en France étaient un peu plus dégourdis, ils obtiendraient des élus les mêmes avantages que les juifs (avantages que personne n'ose même comptabiliser de peur d'avoir collé sur son costume l'étiquette d'antisémite). La différence de traitement entre les musulmans et les juifs en France illustre bien le fait que si dans une démocratie on parle tant d'égalité, c'est qu'elle y est en grand danger. Les juifs ont quelque 360 écoles sous contrat, c.à.d. avec des enseignants payés par l'Etat et très souvent les terrains obtenus gratuitement et les immeubles construits avec des emprunts à faible taux garantis par les collectivités locales. Les musulmans une seule, et sans doute sans aucune aide, en 2005. Si les musulmans avaient autant d'écoles que les juifs, la législation sur le port du voile aurait été inutile, les musulmanes porteraient leur voile dans leurs écoles comme les juifs leur kippa dans les leurs.

135/1 Si on lit le livre de l'ex-gendre de Roosevelt, [*F.D.R.: My Exploited Father in Law*](#), de Curtis Dall, on ne se trompe peut-être pas beaucoup en disant qu'il fut le plus grand traître de l'histoire des Etats Unis. Une série qui avait commencé avec le président Wilson.

151/1 La pratique du double jeu. Un geste pour l'honneur et l'image de marque, l'autre pour le gain.

166/1 Une victime cherche à dépouiller une autre.

168/1 Quelqu'un qui, en politique, n'a aucune moralité, loue celui qui, en politique, en a et se laisse dépouiller.

172/1 Nietzsche : « Le suffrage universel amène au pouvoir des faibles ». On peut se demander si Adenauer a jamais versé une larme pour les millions d'Allemands morts au cours de cette guerre dans des conditions épouvantables.

173/1 NG ou l'art de faire payer son prochain pour ses vertus

178/1 Roosevelt était un pantin entre les mains du trio juif Felix Frankfurter, Bernard Baruch et Henry Morgenthau, et faisait par conséquent tout ce que ceux-ci lui ordonnaient. Voir à ce propos, de Curtis Dall, *F.D.R.: My Exploited Father in Law*. Si le gouvernement américain fit si peu pour les juifs allemands, c'est parce que les juifs américains ne voulurent rien faire pour eux. A la page 83 du livre de Dall on trouve : « Henry Morgenthau, Sr., was a strong anti-Zionist. He clashed aggressively with various powerful, well-financed pro-Zionist groups here and abroad. He is quoted as saying: "Zionism is the most stupendous fallacy in Jewish history. It is wrong in principle and impossible in realization; it is unsound in its economics, fantastical in its politics and sterile in its spiritual ideals." (*What Price Israel*, Alfred M. Lilienthal, page 175.) ». D'ailleurs du trio NG ne cite que Morgenthau, p. 82, pour refus en temps opportun d'un geste en faveur d'enfants juifs allemands.

178/2 Il y avait beaucoup plus de gens puissants qui poussaient à la catastrophe que de gens qui voulurent l'éviter. On peut donc penser que l'échec d'Evian était planifié.

179/1 Entendons l'explication de NG pour ce problème, p. 95 : 142 (Goldmann : « Les Juifs sont un peuple qu'il faut admirer mais qu'il est difficile d'aimer »

179/2 Si les alliés l'avaient fait, il y aurait sans doute beaucoup moins de survivants.

179/3 L'affaire montre bien la mentalité de certains dirigeants juifs, toujours prêts à sacrifier d'autres juifs pour envenimer une situation s'ils estiment que cela peut être profitable. Quand en 1933 le judaïsme mondial déclara la guerre à Hitler, les juifs allemands s'affolèrent et se rendirent à New York pour limiter les dégâts. Sans résultat.

179/4 Voir 178/1. Roosevelt n'avait rien à dire, mais NG en profite pour charger la conscience des Américains. Pour une exploitation ultérieure.

182/1 Voir 178/1 et 179/4

189/1 Cité par Curtis Dall (*op. cit.*), "it appears he had less native idealism than Wilson, and was more politically minded. He was advised in the late Twenties and early Thirties by quite a few people, particularly Bernard Baruch, Felix Frankfurter, Louis Howe, Jim Farley, Herbert Lehman, his wife, Sam Rosenman, and others".

189/2 Un excellent humour qui démontre que tout homme a besoin de temps à autre de dire la vérité.

190/1 C'est ainsi que, de même, Hitler aurait pu facilement liquider le bolchevisme, mais les Anglo-Saxons ne l'ont pas voulu, bien au contraire

192/1 Tous les hommes politiques qui ont bien servi les causes de NG deviennent de grands

hommes d'Etat

192/2 Churchill faisait, comme Roosevelt, partie de l'écurie politique de Bernard Baruch. Voir le livre de Curtis Dall. Et c'est Churchill et Roosevelt qui avaient, ensemble, organisé le coup de Pearl Harbor pour obliger Hitler à déclarer la guerre aux Etats Unis et tromper ainsi les électeurs américains à qui Roosevelt avait promis que l'Amérique ne participerait pas, une nouvelle fois, à une guerre européenne.

195/1 Cela nous mène à l'affaire du Lusitania, un paquebot qui fut chargé d'armes et de munitions, en plein jour. Le paquebot, attaqué suivant les conventions internationales, fit un parcours étrange et un sous-marin allemand le coula avec une seule torpille. Il y eut quelque 3000 victimes. L'Amérique put ainsi déclarer la guerre à l'Allemagne.

197/1 NG savait très probablement que Wilson et Roosevelt étaient des pantins et qui en tiraient les ficelles.

199/1 Pas seulement l'autonomie culturelle, mais les privilèges de la classe dominante qu'ils étaient devenus

201/1 Ce refus illustre le fait que les juifs ne veulent, et donc ne peuvent, constituer un Etat où il n'y aurait que des juifs. En étudiant la répartition des juifs dans certains villages rhénans, on peut arriver à l'hypothèse que pour vivre, 15 juifs ont besoin de 75 non juifs).

237/1 Exagération énorme.

237/2 Conclusion : pour survivre, il peut utiliser n'importe quel moyen. Pendant la guerre cependant le plan Kaufman prévoyait d'éliminer le peuple allemand par stérilisation de tous les hommes.

237/3 p. 98 on peut lire : « Les Juifs... courent toujours s'établir là où se crée le centre de la civilisation »

238/1 Incroyable arrogance de NG. Il y a eu dans le monde de grandes civilisations sans les prophètes, le monothéisme, Spinoza, Marx, Freud et Einstein. Et le peuple d'Israël n'a jamais été capable de créer un empire. Il a été à peine capable de vivre sans guerre civile. Et tout ce qui est dans l'ancien testament sur la grandeur du peuple d'Israël s'avère faux. Lire l'ouvrage de Finkelstein. [Israel Finkelstein et Neil Asher Silberman, *La Bible dévoilée*, Paris, Bayard, 2002.]

238/2 Un sondage dans le monde en 2004 montre qu'une majorité de personnes dans le monde estime qu'Israël présente, dans le monde, le plus grand danger pour la paix dans le monde. Et Israël nous fournit un exemple de purification ethnique par pression génocidaire.

238/3 NG décide que l'humanité a besoin des Juifs et veut utiliser cet argument pour justifier la purification ethnique de la Palestine. Un argument que les Arabes, selon NG, doivent accepter. Il n'a pas dit que c'était pour les Arabes une obligation morale, mais on le « sent ». NH demande à des victimes d'une purification ethnique d'accepter leur sort pour le bien de l'humanité.

240/1 Donc le sionisme est intrinsèquement raciste selon la définition de beaucoup de juifs.

240/2 Dayan avait promis aux Palestiniens de leur faire une vie de chien.

241/1 Cette pensée révèle pour le moins un très fort désir de possession chez NG.

241/1 Palestiniens qui viendraient travailler en Israël avec d'autant plus d'ardeur que les Israéliens auront coupé leurs oliviers, comblé leurs puits et barré leurs routes.

261/1 NG aborde souvent la question culturelle, ce qui montre qu'il a eu une excellente éducation allemande, éducation dont il est même fier. L'observation de la société israélienne d'aujourd'hui montre que la culture d'un juif est en première ligne celle du pays où ses ancêtres ont vécu. Les juifs allemands fixent les normes culturelles en Israël, ce qui fait qu'ils sont peu aimés par les juifs originaires du Maroc, par exemple, qui ont le niveau culturel le plus bas (pour relever leur niveau, Feuerstein a créé une méthode qu'il vend en Europe dans les instituts pour enfants handicapés mentaux). Et le destin fort probable de la culture israélienne est que le niveau le plus bas écrasera peu à peu le niveau plus élevé. On peut constater le même phénomène chez les Allemands dits de souche revenant de Russie. Ayant vécu en-dehors de la communauté culturelle allemande pendant plusieurs siècles, ils constituent aujourd'hui en Allemagne la population immigrée posant le plus de problème. Un niveau de culture élevé est quelque chose de fragile, résultat d'une politique de développement pendant des siècles. Une chose fragile que le produit du suffrage universel est en général incapable non seulement de développer, mais même de maintenir.